

Présentée et soutenue

Zoltan NAGY

JURY... { *Président* : M. L. BAUDIN, *Professeur*
 { *Suffragants* { M. E. DOLLÉANS, *Professeur*.
 { M. P. HUGUENEY, *Professeur*.

IMPRIMERIE DU PALAIS — M. PORNON

Place du Palais-de-Justice, 6, Rue Bouhier

1934

LES
RÉGIMES LÉGAUX DES COOPÉRATIVES
EN
TRANSYLVANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON
(sciences économiques)

Présentée et soutenue

PAR

Zoltan NAGY

JURY... { Président : M. L. BAUDIN, *Professeur*
 { Suffragants { M. E. DOLLÉANS, *Professeur.*
 { M. P. HUGUENEY, *Professeur.*

DIJON
IMPRIMERIE DU PALAIS — M. PORNON
Place du Palais-de-Justice, 6, Rue Bouhier

1934



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA TRANSYLVANIE

ET

A SES PEUPLES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES RÉGIMES LÉGAUX DES COOPÉRATIVES
EN
TRANSYLVANIE

PARTIE PRÉLIMINAIRE

« Dans la grande famille coopérative, tous les hommes sont également appelés à participer à la coopération, sans avoir exclusion à raison de leur couleur et de leur sang.

Il n'y a ni infériorité de race, ni pauvreté économique, ni croyance religieuse qui puisse disqualifier tel ou tel peuple dans le mouvement coopératif. Tous ont accès dans la maison; tous, comme dans la parabole du grand Festive de l'Evangile, sont invités à entrer ».

CHARLES GIDE

La Coopération à l'Etranger

Cours tenu au Collège de France
sur la Coopération (1925-26)

LA COOPÉRATION MONDIALE

« Coopération » est un mot très ancien, ayant aujourd'hui double sens : un sens large et un sens étroit.

Dans le sens large, il exprime la notion de collaboration; ainsi que sa composition l'indique : opération conjointe. Les termes latins — *cooperatio, cooperarius, cooperativus* — expriment cette notion très générale de collaboration (1).

Dans le sens étroit, il est reçu dans une double acception.

Depuis les plus anciens temps, ce mot exprime un mode d'organisation par lequel, pour pourvoir eux-mêmes à l'un quelconque de leurs besoins économiques, les intéressés se concertent entre eux et agissent en commun.

Mais depuis le milieu du siècle dernier, la coopération est devenue une forme nouvelle d'organisation qui se propose de résoudre la question sociale en transformant lentement et progressivement l'état économique à l'aide d'une forme d'associa-

(1) A. Nast : *Le régime juridique des coopératives* (Paris, 1919, page 43).

tion de personnes et de capital, dont les membres contribuent à l'opération en même temps qu'ils en bénéficient, jouant ainsi le double rôle de patron et d'employé (2).

Ainsi, aujourd'hui, dans le langage économique et juridique, le mot Coopération désigne une doctrine économique reposant plus sur les personnes que sur les capitaux, poursuivant une reconstruction non seulement financière, mais aussi morale (3).

Dans ce sens, ce mot n'est employé que depuis un siècle. Mais l'idée de la coopération est très ancienne, ainsi que le déclarent des théoriciens :

Le professeur GIERKE : « L'idée et le fait de l'association des hommes dans un but économique est aussi vieille que l'humanité elle-même. » (4)

Le professeur H. MULLER a découvert des sociétés semblables aux coopératives d'aujourd'hui, déjà dans la Babylone antique.

En Chine, on trouve beaucoup de traces de sociétés coopératives agricoles à partir du souverain CHEN-NOUNG en 2338 avant J.-C. Dans « *Les quatre livres* », on trouve le texte suivant : « Ceux qui, dans un village, cultiveront le même *tsing*, seront toujours ensemble, partout où ils iront. Ils partageront entre eux le soin de la défense des villes. Dans les maladies, ils se prêteront un mutuel secours. Ainsi tous les habitants s'aimeront et vivront en bonne intelligence. » (5)

M. GAUMONT écrit dans son histoire : « Certes, on peut dire en un certain sens, que l'idée de la coopération et les sociétés coopératives ont existé de tous temps, qu'on en trouve des vestiges dans de nombreuses sociétés ouvrières depuis l'antiquité jusqu'à nos jours — *collegia* romains (6), guildes de mar-

(2) J.-G. Duca : *Les sociétés coopératives en Roumanie*. (Thèse, Paris, 1902, p. 23.)

(3) Christophe P. Kyritsis : *La législation des coopératives en Grèce*. (Thèse, Paris, 1927, p. 1.)

(4) Dr O. Gierke : *Rechtsgeschichte der deutschen Genossenschaft*. (Berlin, 1868, p. 1030.)

(5) *Les quatre livres*, traduction en français par P. Cuvreur, édition Ho-Kien-Fou, 1910 (pages 418-419).

(6) Les *collegia* ont été reconnus même par la loi des XII Tables, qui en mentionnent leurs règles (*portiones*) et leurs membres (*socii*) ; au début leur nombre n'était que de huit : orfèvres, ouvriers en cuivre, charpentiers, teinturiers, cordonniers, foulons, pâtiers et joueurs de flûte, mais leur nombre s'accrut alors.

chands (7), corporations d'artisans, troupes de comédiens même, qui sont bien des sociétés coopératives de production d'une forme particulière. » (8).

Les « artels » ont existé en Russie de temps immémorial, mais on ne trouve leurs traces que dans un ancien texte datant du XVIII^e siècle et qui mentionne déjà la « responsabilité collective des *artilstchiks* ». (9)

Les « positos » de l'Espagne du moyen-âge, qui prêtaient secours aux pèlerins, aux voyageurs, aux « caminautes »; qui prêtaient du pain aux pauvres gens, du blé aux cultivateurs besogneux — se sont définis par la loi espagnole: « Le posito est une institution faite pour secourir les pauvres, dans un esprit religieux, dans un sentiment humanitaire et aussi pour des raisons d'ordre public et de bon gouvernement. » (10)

En Italie, il y eut de longtemps dans les domaines de la vallée du Pô, les « braccianti » et de date plus récente, les « affittenze collettive », dont le but est de réunir les forces dispersées des travailleurs de la terre ». (11)

D'après le professeur TOTOMIANTZ: les premiers essais d'organisation des consommateurs ont été tentés en Angleterre par les tisserans du village de Fenwick, en 1769, mais ils furent éphémères et tombèrent bientôt dans l'oubli (12); la société des ouvriers créée quelques années plus tard à Morigewell, près d'Oxford, subit le même sort. (13)

En France, en 1789, sous l'impulsion des idées de « Liberté - Egalité - Fraternité », de nombreuses associations, ayant les buts les plus différents, se font jour.

(7) Charlemagne donne libre développement à ces guildes, leur nombre — particulièrement celui des guildes d'armuriers et de pêcheurs — augmente alors dans le Nord de l'Europe.

(8) Histoire abrégée de la Coopération en France et à l'étranger. (Paris, 1921, p. 183.)

(9) Guinine: Les Artels et le mouvement coopératif en Russie (Paris, 1886).

(10) Ch. Gide: La Coopération dans les Pays latins (1926-27, page 145).

(11) Giulio Costanzo: La cooperazione agraria in Italia (Roma, 1931).

(12) La coopération mondiale (Paris, 1923, p. 11).

(13) G. I. Holyoake: The history of co-operation in England, its literature and its advocates (1906).

Ainsi, c'est avec un enthousiasme presque mystique que François-Joseph L'ANGE publie en 1792, à Lyon, un projet pour réaliser le bien-être du peuple.

En 1832, FOURIER et ses premiers disciples, pour la plupart saint-simoniens de la veille, firent paraître « Le Phalanstère » pour propager la diffusion de la phalange agricole et manufacturière, « associées en travail et en ménage » (14), et un peu plus tard, à Condé-sur-Vesgre (Seine-et-Oise), tous les associés furent réunie dans une vie commune, sous un même toit qui devait abriter 400 familles, soit 1.600 personnes environ, et auquel est resté attaché le nom, qui est resté célèbre, de « Phalanstère ». (15)

En même temps, à Paris, les disciples de BOUCHEZ, imbus des principes de leur maître, à savoir que « le caractère progressif de la série ne réside pas en général dans chaque terme isolé de la série, mais dans l'ensemble de la série même, dans le rapport des termes entre eux », admettaient complètement « la subordination de l'individu à la collectivité, l'intérêt personnel à l'intérêt général », et ces principes régnaient dans leur « Association coopérative des menuisiers ». (16)

À Lyon, au début de juillet 1835, un magasin d'alimentation fut ouvert dans le quartier célèbre des tisseurs lyonnais, à la Grand'Côte, voie d'accès de la Croix-Rousse, dont les deux fondateurs, les deux ouvriers REYNIER et DERRION, donnaient l'enseigne: « Au commerce véridique et social » (17), qui fut instituée « dans le but de diminuer peu à peu les mauvais effets de la concurrence, d'amener une répartition de plus en plus équitable des richesses produites par les travailleurs, d'opérer enfin une transformation progressive du commerce et de l'industrie dans l'intérêt de la société en général et plus particulièrement dans celui des ouvriers, soit au moyen de souscriptions ou de

(14) J. Gaumont: *Histoire générale de la Coopération en France* (Paris, 1924, pages 187-189).

(15) *Prophéties de Fourier*. (Conférence par Ch. Gide, prononcée à Nîmes, le 8 avril 1886.)

(16) M. Delavallée: *Les précurseurs de la Coopération en France*. (Thèse, Paris, 1904, p. 62.)

(17) J. Godart: *Les origines de la Coopération lyonnaise* (Lyon, 1904, p. 30).

versements, et cela sur des bases très larges, suivant la théorie de Charles FOURIER, le grand économiste : Travail - Capital - Talent ! » (18)

Cependant, l'esprit d'association ne se manifeste pas seulement à Paris et à Lyon, grands centres ouvriers, mais aussi à Marseille. En décembre 1833, l'Association Commerciale des Ouvriers Tourneurs avait établi ses ateliers et ses magasins de vente dans la rue Paradis.

C'est à la même époque que CABET, de Dijon, l'élève du « célèbre et vénérable PROUDHON », qui lui conféra « le titre distingué de docteur de ce vieil institut » et qui « avait la sentimentalité aimable et liante du Bourguignon, qui donne à tout le monde les noms de frère et de cousin, qui devenait le député du peuple de la Côte-d'Or, à partir de 1833, commença dans « *Le Populaire* » à propager ses idées « icariennes », proposant une communauté nouvelle « où tous les hommes ont bon cœur, où ils vivent tous ensemble, sans partager les terres, où ils sont tous libres et égaux », — « dans une association basée sur le travail qui est profondément imprégnée de l'esprit chrétien et fraternel ». (19)

En même temps, apparaît un ouvrage dont le titre même allait être le mot d'ordre de la démocratie ouvrière, l'« *Organisation du Travail* », de Louis BLANC. C'est le plan d'une organisation des associations qui s'étendent à tous les travailleurs de toutes les professions et dans laquelle l'Etat est le commanditaire du travail organisé, — « le régulateur de l'industrie ». (20)

Les Ateliers Nationaux des Travailleurs de Clichy, — de la région parisienne, — de province — portent la marque des aspirations socialistes pour réaliser l'avenir plus heureux de la classe des travailleurs.

A cela vient s'ajouter l'idée de PROUDHON, le plan de la « Banque du Peuple », par lequel la circulation de la monnaie

(18) Joseph Reynier, ancien tisseur : *Mémoires* (Lyon, 1898).

(19) J. Prudhommeux : *Icarie et son fondateur Etienne Cabet* (Paris, 1907, p. 5-9).

(20) Louis Blanc, dans son Plan, avait pris comme exemple les entreprises minières de la Hongrie exploitées dans ce temps déjà avec l'intervention de l'Etat. Voir dans ce sens le discours de Le Play à la commission du Luxembourg, le 20 mars 1848.

de métal précieux aurait été remplacée par la « lettre de change » représentative d'une « valeur-travail » ainsi que devait dire plus tard Karl MARX. Mais la réalisation n'a jamais vu le jour.

C'est ainsi qu'en France, grâce à l'atmosphère créée par les Révolutions, par l'agitation de la classe ouvrière, par les ouvrages des penseurs plus ou moins utopistes, se réalisait une foule d'expériences associationnistes. Elles émanent des écoles les plus diverses, des partis les plus opposés, des sectes les plus différentes; elles contiennent toutes les nuances du socialisme; elles envisagent toutes les aspirations pour la création d'une forme plus correspondante de l'association à laquelle elles ont contribué certainement beaucoup; — l'idée est sortie de la France, mais c'est en Angleterre que pour la première fois aura lieu la réalisation sous une forme moderne. ⁽²¹⁾

La situation de la classe ouvrière anglaise ne différait pas beaucoup de la situation de la classe ouvrière française; peut-être en cela qu'il n'y avait pas de loi LE CHAPPELLIER; ainsi les Anglais étaient plus avancés en liberté politique, ils pouvaient librement s'associer, ils avaient des sociétés de secours mutuels (*friendly societies*) et quelques caisses d'épargne (*saving banks*), mais les conditions de travail étaient pire encore qu'en France dans certaines régions, par suite de la concurrence due aux machines de CROMPTON et de WATT.

C'est dans ce milieu que retourne, après avoir fait ses études à Montpellier, William KING, le médecin de Brighton. Il désire aider les ouvriers, et suivant ce but il fonda, avec une cinquan-

(21) Une question ancienne et beaucoup discutée même aujourd'hui encore est celle de savoir dans quel pays fut réalisée pour la première fois la coopération dans sa forme moderne. Certains théoriciens soutenaient que ce fut en France; tels sont M. Godard, député et ancien ministre du Travail, M. Gaumont, l'auteur de l'histoire excellente de la coopération française; — mais d'autres, comme G. I. Holyoake, l'auteur de l'histoire classique de la coopération anglaise, ou Flanagan, dans la **Cooperation in Scotland**, apportent ce mérite à l'Angleterre. Charles Gide tranche la question par un geste gracieux en disant: « Derrion et Raynier n'ont pas été les fondateurs, ils ont été — ce qui est non moins honorable — des précurseurs de la coopération d'aujourd'hui. Ainsi en est-il du feu qui s'allume; une flamme légère brûle d'abord, elle s'éteint, se rallume, puis s'éteint encore; mais quand enfin la flamme jaillit pour ne plus s'éteindre, on dit: le feu a pris! » (**La Coopération en Angleterre et en Russie**: Cours au Collège de France sur la Coopération. 1925-26.)

taine d'entre eux, une société de « distribution » (22), « The Co-operative Trading Association », après laquelle il fait apparaître le mot coopérative dans le titre même de son organe de propagande, le « *Brighton's Co-operator* », paru en 1828. Mais l'animation ne fut pas très grande; à ce moment-là, ce mot était encore presque synonyme de « communiste ». On disait indifféremment communisme ou coopération. Quant au mot « socialiste », il n'était guère connu (23); tandis qu'en France, le mot « coopération » n'était pas encore appliqué aux associations populaires, et c'est seulement dans les dernières années du Second Empire qu'on leur a donné ce titre.

C'est alors que le philanthrope Robert OWEN, de New-Lanark, installait à côté de sa fabrique des colonies communistes. OWEN était persuadé qu'« en mettant les ouvriers dans un meilleur milieu social, qu'en augmentant leur bien-être, l'homme deviendrait bon, sociable, ami de ses semblables ». « Le travailleur est malheureux, parce qu'il est mal payé pour son travail et parce qu'il paie trop cher les subsistances et les vêtements dont il a besoin. L'ouvrier est donc exploité à la fois comme producteur et comme consommateur. » Comme remède à ce mal, OWEN proposait aux ouvriers, dans le premier congrès tenu en 1832: « Votre rôle, c'est de vous faire vos propres marchands, vos propres fabricants, et de vous procurer ainsi tout ce qui vous est nécessaire, au plus bas prix et de la meilleure qualité ! »

Et, avec cette proposition, tous ces mondes des Utopie, Icarie, New-Harmony, Cité du Soleil, Phalanstère, entraient dans la voie des réalisations plus ou moins longues, mais dès lors, « le feu avait pris, pour ne plus s'éteindre ».

C'est le 21 décembre 1844 que se réunissaient à Rochdale, les 28 tisserands, dans un local de la ruelle du Crapaud, local ayant jadis servi de dépôt à un régiment de pionniers. Avec leurs 28 livres épargnées, ils ouvrent leur magasin, « Aux Equitables

(22) En Angleterre, le mot de « consommation » existe seulement depuis la publication du livre de Beatrice Patter : *Consumers Societies*, datant de 1885.

(23) Sa paternité a été réclamée par Pierre Leraux. C'est lui qui, en 1832, dans son petit livre, *De l'Individualisme au Socialisme*, aurait enrichi le langage commun de ce mot. (Gide : *La Coopération à l'étranger*, p. 59.)

Pionniers » (24) (25). Ils se proposaient de limiter la part du profit qui revient au capital, et ils devaient affecter une quantité égale à un fonds d'éducation destiné à assurer l'instruction des membres. Pour ces pauvres ouvriers, cette association n'était pas uniquement un moyen de vivre à meilleur marché, un moyen d'épargner; ils poursuivaient en outre un but moral. Après ces tisserands, cette œuvre devait tendre à une organisation sociale basée sur la solidarité, sur la communauté des intérêts. (26)

Et depuis lors, l'histoire des Pionniers a pris le caractère d'une légende; le 21 décembre est devenu un anniversaire; Rochdale, lieu de pèlerinage; la thèse des Pionniers, la constitution des coopérateurs du monde.

Ce qui se passa auparavant ne furent que des essais. Ce qui se passe depuis, ce n'est que le perfectionnement. — La borne est à Rochdale.

« Ce qu'on ne se lassera jamais d'admirer dans les Pionniers de Rochdale, ce n'est point tant qu'ils aient été des précurseurs, — d'autres l'avaient été avant eux —; c'est le sens pratique admirable avec lequel ces vingt-huit tisserands en flanelle ont su rédiger tout d'une pièce ces statuts qui devaient devenir la charte quasi-distinctive de toutes les sociétés coopératives et surtout des sociétés coopératives de consommation. » (27) (28)

Et vraiment, cette fois, « le feu est bien pris ! »

Le professeur wurtembergeois, Victor-Aimé HUBER,^e voyageant en Angleterre, en 1847, visita le magasin des Pionniers et

(24) Maison enregistrée le 24 octobre 1844, sous la firme « Rochdale Society of Equitable Pioneers » (Act of Parleventh, 10th. Geo. IV, c. 56.)

(25) H. W. Brown : *Rochdale Pioneers. The Story Toad Lane Store, 1844, and the origin of the Cooperative Union 1869* (Manchester, 1931).

(26) G. J. Holyoake : *The History of the Rochdale Pioneers* (London, 1893).

(27) Allocution de Charles Gide au banquet de la Société des Equitables Pionniers de Rochdale, offert aux délégués du Congrès international de Manchester, le 25 juillet 1902.

(28) Sur les statuts, voir : Thèse Pioneers — in the Society's Almanach for 1854.— Ils ont été résumés par le compte rendu du XIII^e Congrès de l'Alliance Coopérative Internationale, à Vienne, 25-28 août 1930, en trois règles fondamentales :

1. Répartir les marchandises au comptant;
2. Fixer les prix des denrées au-dessus du prix de revient;
3. Répartir les bonis au prorata de la consommation.

La première et la troisième régissent universellement toutes les sociétés coopératives de consommation; la seconde est d'un usage moins absolu.

rapporta la formule rochdalienne, qu'il propagea en Allemagne. (29)

Hermann SCHULTZE, juge de paix à Delitsch, conçut l'idée, au mois d'octobre 1850, d'organiser une association coopérative de crédit, ou banque populaire. Ce sont les statuts de cette coopérative qui ont servi de type aux banques populaires qui, dans la suite, ont été créées en Allemagne. Après trois années d'expérimentation attentive, SCHULTZE se mit à l'œuvre avec une activité merveilleuse ; de bourg en bourg, il alla prêcher sa doctrine ou il fonda des sociétés d'après ses idées. (30)

Ses principes touchent surtout le capital de l'association coopérative de crédit, qui doit être apporté par les membres eux-mêmes ; la part sociale souvent est assez élevée, cela pour obliger les membres à faire des économies systématiques. SCHULTZE insiste sur la nécessité d'un capital, réservé pour assurer les membres contre une perte éventuelle. La responsabilité solidaire — cette lourde charge — est contrebalancée par un droit à une indemnité ; et il en est ainsi pour attirer les membres. SCHULTZE ne voulait pas limiter le champ d'action des banques, en leur laissant le soin de déterminer les cadres dans lesquels elles peuvent étendre leur action, parce qu'il voulait réaliser la liberté complète de l'action de ces associations de crédit, et c'est la raison pour laquelle il n'admettait aucune aide, aucune tutelle, pas même l'aide de l'Etat. (31)

C'est un peu plus tard que Frederich-Guillaume RAIFFEISEN, à Annhausen, en 1862, formait une semblable institution et commençait l'application d'un système de caisse de crédit, mais à l'usage des paysans. « Il animait le mouvement de l'esprit d'aide mutuelle chrétienne, — qui laissait dans l'histoire de la culture en Allemagne une plus profonde trace que la plupart de ses hommes politiques. »

(29) Wygadzinsky : *Das Genossenschaftswesen in Deutschland* (Leipzig, 1911).

(30) H. Schultze-Delitsch : *Vorschuss- und Kredit-Verein als Volksbanken*, 1853. (La sixième édition de Breslau, 1897, prévoit des statuts et des formules de Schultze pour la fondation et le fonctionnement des coopératives de crédit.)

(31) *La Coopération avec l'aide de l'Etat*, par Schultze. — *Les Associations*, par F. Lassalle. — Reproduits dans *l'Anthologie Coopérative*, Paris, 1921.

Ses principes viennent à l'aide de la classe paysane et des gens plus pauvres. C'est pourquoi RAIFFEISEN proposait qu'il ne faut demander aucun sacrifice pécuniaire des membres et que le crédit à longue échéance doit être accordé. La circonscription de l'association est celle d'une commune ou de deux au plus, ce qui donne la possibilité de bien connaître les membres et ne pas admettre des gens peu sûrs pour le crédit ou des malhonnêtes.

L'association est organisée selon les principes les plus démocratiques. On ne fait aucune différence entre les pauvres et les riches; les membres plus fortunés assurent une responsabilité plus grande; on les laisse ainsi, par un accord tacite, prendre le rôle de direction dans la gestion, mais en même temps les principes visent que les membres de l'administration ne reçoivent aucune rémunération, sauf le caissier, qui d'ailleurs n'a pas voix à l'autorisation des prêts consentis par la société. Les membres ne doivent tirer aucun autre bénéfice que l'avantage d'un crédit à bon marché. Le bénéfice net est ajouté à l'un des deux fonds de réserve : au capital-réserve ordinaire et au capital de fondation. Le premier sert à rembourser les pertes éventuelles; le deuxième, à remplacer le capital d'apport et par conséquent à diminuer le coût du crédit. ⁽³²⁾

Ces deux principes posaient la base de la coopération de crédit, non seulement pour l'Allemagne, mais pour certains autres pays.

Les Italiens de leur côté ont connu la coopération, au temps où MAZZINI commençait son action en faveur du peuple italien. Il était convaincu que l'indépendance nationale n'était pas possible sans la liberté politique du peuple italien. ⁽³³⁾

La coopération italienne restait fidèle à la pensée démocratique, quand la Ligue Nationale Coopérative choisissait comme

(32) F. W. Raiffeisen: *Die Darlehenskassenvereine* (1887, V, Aufgabe).

(33) Ce sont les mêmes idées que voulait réaliser Kossuth en Hongrie, mais alors que le succès en Italie fut complet, en Hongrie ces idées échouèrent malheureusement, en 1849. (« Aux Républicains », appel de Kossuth, Ledru-Rollin et Mazzini, septembre 1855.)

premier secrétaire (elle n'avait pas de président) un simple ouvrier: MAFFI. (34)

C'est Luzatti qui créa le type nouveau de banque populaire, en imprégnant de l'originalité italienne le système de SCHULTZ-DELITSCH.

Le système devenait plus simple, plus pratique, plus réalisable, et le succès a pleinement justifié cette indépendance d'action.

La responsabilité solidaire fut remplacée par la responsabilité limitée, mais dans certains cas, on n'a pas exclu la responsabilité illimitée. Les valeurs des actions, très élevées, ont été baissées. De la sorte qu'au lieu de grandes chances problématiques, la banque obtenait des avantages moindres, mais réels, — un capital déterminé, encore que petit, et dont elle pouvait entièrement disposer.

A côté des « Banche Popolare » de LUZZATTI, avec ses origines schultzeriennes, les « Case di Pretti » de WOLEMBORG trouvaient également leur application. Elles diffèrent des principes de RAIFFEISEN seulement par la réduction de la durée des prêts et par ce fait que — exceptionnellement d'ailleurs — les prêts peuvent être renouvelés. (35)

En Suisse, la coopération avait sa forme originale d'« *Allemdgenossenschaften* » (terres à pâturages exploitées par les collectivités), spécialement dans les cantons de Schwyz et d'Uri, où elles jouaient un rôle important dans la vie économique. De plus, l'éveil de la coopération était stimulé par les conceptions pédagogiques sociales de ses deux grands penseurs, PESTALOZZI et FELLEBERG. C'est à eux, pour la plus grande part, que ce petit pays et sa population montagnarde a une coopération exemplaire aujourd'hui. (36)

Peu après, en Belgique, un ouvrier socialiste de Gand, Edouard ANSELE, fondait le *Vooruit*, la boulangerie coopéra-

(34) Gide : *La Coopération dans les Pays latins* (1926-27, p. 28).

(35) Meneghelli : *Le mouvement coopératif en Italie*, (*Revue d'économie politique*, 1892.)

(36) G. Mladenatz : *L'économie coopérative*, (*Revue des études coopératives*, juillet-septembre 1933.)

tive; l'année suivante, VALDERS et BERTRAND créaient à Bruxelles la Maison du Peuple. Ce sont eux qui ont essayé de rapprocher la coopération et le socialisme — deux chemins qui tous les deux tendent au même but : l'émancipation de l'humanité.

Ainsi, l'idée de l'association, venue des temps les plus reculés, — par des siècles à travers les pays, — dégagée par les utopistes français, — affirmée par la réalisation anglaise, — les perfectionnements allemands et italiens, — rendue exemplaire par la pédagogie suisse, — appliquée par le socialisme belge, — arrive à sa forme actuelle. Après l'apparition du livre de HOLYOAKE, les théoriciens de l'économie politique prêtent attention à la coopération moderne. STUART MILL en constitue les premiers principes, et les autres économistes, désormais, cherchent à lui trouver une définition et par cela la place qu'il faut lui fixer parmi les doctrines.

Quand MAZZINI fonda l'« *Associazione nazionale degli operari* », en 1842, dans ses statuts il définit ainsi la coopération : « Une association libre, volontaire, organique, entre hommes qui se connaissent, s'aiment et se respectent les uns les autres; association qui n'est pas contrainte, pas imposée par l'autorité gouvernementale. »

Victor-Aimé HUBER disait : « Par l'association coopérative, nous entendons la réunion d'un certain nombre d'individus et de familles de la classe ouvrière, à l'effet d'employer et de faire valoir en commun et le plus avantageusement possible, les moyens et les valeurs soit de travail, soit de production, soit enfin d'argent, dans la mesure de leur contribution respective. »

D'après HOLYOAKE : « On entend par coopération la participation dans les profits du travail et du commerce, de tous ceux qui ont aidé à les produire. »

Pour Warbasse : « La coopération est une organisation de personnes qui mettent leurs activités et leurs ressources en commun pour s'entr'aider. Cette société fournit à ses membres des avantages que ne pourraient se procurer des personnes isolées, elle fournit les mêmes avantages que les institutions capitalistes qui visent à la réalisation du profit, puisque les sociétés coopératives tendent aussi vers des buts moraux. »

Pour KAUFMANN: « La société coopérative est une association d'un nombre variable de personnes qui, unies par leur libre volonté sur la base d'égalité des droits et des responsabilités, transfèrent certaines de leurs fonctions économiques à une entreprise commune, en vue d'obtenir un avantage économique. »

M. Alfred NAST donne une définition plus vaste et plus exacte encore: « Les coopératives sont des institutions sociales se définissant à la fois par leur but et le moyen employé pour parvenir à ce but.

« Le but, c'est — suivant l'objet de la coopérative — soit de faire réaliser aux intéressés la plus grande économie possible sur l'acquisition ou la location des choses dont ils ont besoin, soit de leur faire obtenir la plus forte rémunération de leur travail.

« Le moyen, c'est l'union entre les personnes désireuses de se procurer le même avantage, et la formation d'une entreprise commune avec un capital provenant des apports de tous les associés.

« Pour que le moyen fonctionne de manière à atteindre le but, les excédents sociaux sont partagés entre les acheteurs, les emprunteurs, les locataires ou les producteurs, suivant le cas, au prorata de leur chiffre d'affaires ou de travaux avec l'organisation, après prélèvement des sommes à affecter aux services et aux réserves prévues par les statuts en vue du rayonnement de la coopération (développement de l'entreprise, propagande, œuvres de solidarité, etc.).

« Cette définition fait ressortir comme il convient la subordination dans laquelle doit se trouver le capital par rapport à la personne humaine. »

— Mais ne multiplions pas les définitions, « parmi la grande quantité de définitions de la Coopération, il n'en existe pas une qui pourrait satisfaire tout le monde ». (37)

Donner une définition précise, complète et générale de la Coopération, « beaucoup le déclarent impossible ». (38)

(37) V. Tatomiantz: *Coopération mondiale*, 1923, p. 38.

(38) P. Ramadier: *Définition et nature juridique des coopératives de consommation* (Paris, page 1).

Le mot « Coopération » n'est pourtant qu'un terme simple, mais « méfions-nous des termes simples en apparence. Un emploi prolongé dans le langage courant les rend si familiers qu'une explication devient inutile, alors que souvent ils réussissent à cacher leur nature véritable sous la patine du temps ». (39)

Et Charles GIDE ne croyait pas que l'on puisse « faire rentrer sous une même définition la société de consommation et la société de production; car, malgré l'identité apparente de leurs buts, ces buts sont plutôt antagonistes ».

Pour cette raison, on recourt alors à la définition d'un seul genre de la coopération, qui échappe alors à la généralité.

De cette difficulté de définition dérive l'impossibilité d'établir une classification parfaite de la coopération, « chaque période nouvelle de l'évolution coopérative nous force à examiner les nouvelles expériences et à tenter de nouvelles classifications ».

Même les méthodes de classifications sont déjà diverses.

Il y a une classification d'après le rôle économique et social rempli par les coopératives.

D'après cette classification, TUGAN BARANOVSKY distingue des coopératives de change et des coopératives de travail; il range dans la première catégorie les coopératives de crédit, de consommation, de valorisation en commun; le second groupe est formé par la coopérative de production, d'exploitation en commun.

Alfred NAST parle des coopératives d'intérêt général et d'intérêt privé; il donne comme exemple des premières, les coopératives de consommation, comme exemple pour les secondes, les coopératives de valorisation des produits des membres de la coopérative.

Les coopératives privées du professeur LAVERGNE sont formées par des personnes particulières, puisque les coopératives publiques sont formées avec le concours des autorités publiques, par lesquelles se réalise « la régie coopérative ».

(39) Louis Baudin : *La vitesse de la circulation de la monnaie*. (Revue économique internationale, juillet 1933.)

Georges SOREL réunit toutes les coopératives dans la même catégorie — parce que « toutes les coopératives évitent certaines transmissions inutiles, — rendent la circulation plus économique par une seule catégorie d'institution: — la coopérative de circulation ».

Franz OPPENHEIMER propose une autre classification, basée sur les qualités personnelles des membres. D'après cette classification, il y a des coopératives d'acheteurs et des coopératives de vendeurs. Une coopérative de crédit se range, par la qualité de ses membres, dans la première catégorie, tandis qu'une coopérative de production trouve place dans la deuxième catégorie.

Ghino VALENTI, tout en adoptant les mêmes principes, donne au premier groupe le nom de coopérative de consommateurs et au second le nom de coopérative de producteurs.

Plus souvent, les coopératives sont classées d'après leurs objets.

D'après cette méthode de classification, la plus simple est celle d'ANDRIMONT. ⁽⁴⁰⁾

Il distingue trois catégories de coopératives:

- 1° Les associations de production;
- 2° » de consommation;
- 3° » de crédit populaire.

J. G. DUCA distinguait cinq catégories:

- 1° Les sociétés coopératives de consommation;
- 2° » » de crédit;
- 3° » » de production;
- 4° » » de construction;
- 5° » » de matières premières et d'em-

magasinage.

DAUDÉ-BANCEL les range en huit catégories:

- 1° Les associations coopératives de consommation;
- 2° » » de production;
- 3° » » de production et de consommation;

(40) Dans la première édition de son livre: *Les coopératives ouvrières en Belgique* (Liège, 1876).

- 4° Les associations coopératives de travail;
- 5° » » de construction;
- 6° » » de crédit;
- 7° » » de participation aux bénéfices;
- 8° » » de participation aux bénéfices de production et de consommation (forme mixte).

Hans MULLER donne une classification plus détaillée. Il divise tout le domaine de la coopération en deux grandes sections.

Dans la première section, il range les coopératives industrielles; dans la deuxième, les coopératives économiques.

La section I^{re} se compose de deux sous-section:

- 1° Les coopératives d'industrie indépendantes;
- 2° » » non indépendantes.

La section II^e se compose de trois sous-sections:

- 1° Les coopératives pour les achats en commun;
- 2° » pour la production en commun;
- 3° » pour l'achat et la production en commun.

Il divise ensuite les sous-sections en plusieurs catégories encore et il arrive ainsi à une classification comprenant 34 catégories différentes de sociétés coopératives.

Mais le nombre des catégories s'accroît toujours, les coopératives s'étendent aux activités les plus diverses. (41)

Le *Revisionverband* de Lemberg mentionne entre autres coopératives, par exemple, une usine de béton armé, une fabrique de papier à cigarettes, un hôtel, une coopérative d'art national et un théâtre, qui toutes font partie de la même Union Coopérative.

« La coopération est mouvement et vie, elle change selon les peuples, les pays, car elle cherche à donner à l'humanité la plus grande satisfaction possible. » (42)

Toutes ces formes coopératives, « qu'il s'agisse des sociétés coopératives de consommation, des associations ouvrières de pro-

(41) H. Kaufmann: Les différentes formes de coopératives et leurs relations économiques. (Revue internationale du Travail, IV, n° 2, vol. VI, 1922.)

(42) Les relations entre les différentes formes de la Coopération. (Rapport présenté au XI^e Congrès Coopératif International de Gand, septembre 1924, par Albert Thomas.)

duction, des coopératives de crédit, des coopératives agricoles de production et de vente et des nombreuses autres formes que revêt l'activité coopérative, obéissent toutes à quelques principes essentiels qui sont la charte de la coopération internationale. Prééminence de la personne humaine sur le capital, exploitation des entreprises sur la base du service à rendre et non du profit à réaliser, esprit d'entr'aide et non esprit de concurrence, stricte neutralité en matière politique et religieuse, tels sont ces principes fondamentaux. » (43)

Ces principes constituent peut-être la raison pour laquelle « la coopération a pénétré dans tous les milieux, toutes les classes, classe bourgeoise, classe ouvrière; elle est l'espérance, elle est le support des groupements religieux et des penseurs libres, qui tous voient en elle le lien nouveau qui associera tous les hommes ». (44)

« Elle constitue comme une sorte de catholicité laïque, qui établit entre les individus, les races, une commune volonté dans ce but fixé par les 28 tisserands dans leur Manifeste. » (45)

« Nous voulons aider le peuple à prendre entre ses mains ses propres affaires. Nous savons qu'en agissant ainsi, nous marchons ensemble avec lui sur le chemin du progrès vers un ordre meilleur, plus haut, et que notre travail fait partie de l'élan insaisissable de l'humanité. » (46)

Cet élan n'est pas seulement imaginaire; la Coopération, par ses « douze vertus » (47), tend même, dans la réalité, à corriger les maux provenant du système économique actuel.

« Toute institution passe automatiquement par plusieurs phases : elle commence par rendre des « services ». Après un certain temps, les services deviennent très importants, puis ils

(43) Projet de Mémoire du mouvement coopératif international à présenter par l'Alliance coopérative internationale sur l'ordre du jour de la Conférence économique mondiale et préparé par M. E. Poisson. (Revue des Etudes coopératives, n° 48, 1933.)

(44) F. Verdier : *Le mouvement coopératif et le socialisme*. (Toulouse, 1903, p. 18.)

(45) Le manifeste des Pionniers de Rochdale est, probablement, l'œuvre de Charles Howards, qui était le plus énergique parmi ses camarades. Ce manifeste a été rédigé lors de l'inauguration de la société, en 1844, et reproduit dans l'Almanach des Pionniers, année 1854.

(46) Henri Kaufmann : *Les voies et les buts de la Coopération*. (Anthologie de la Coopération.)

(47) Almanach de la Coopération française, année 1894.

commencent à diminuer, l'institution végète sur les succès réalisés, et on en arrive à la phase des « privilèges ». Après cette phase vient la dernière, qui est accompagnée d'une longue série de perturbations, de désastres; c'est la phase des abus. » (48)

« Le capitalisme a été jusqu'à présent la méthode la plus efficace de production, mais il s'est montré incapable et injuste en ce qui concerne la répartition des biens. C'est au point qu'actuellement, l'humanité dispose au total de tant bien qu'on peut dire que le capitalisme étouffe dans sa propre substance, puisque pour les consommateurs, la masse ne possède pas la capacité de les acquérir. Il y a surproduction et sous-consommation, parce qu'existe dans le capitalisme l'anarchie de la production insatiable désir de gains, dont les conséquences sont d'un côté l'accumulation des biens de consommation, — d'autre côté la baisse des salaires, chômage. » (49)

« A l'heure présente la doctrine économique libérale, poussée jusqu'à outrance, se rapproche de l'anarchisme. » Dans l'évolution économique, pour cette raison que « *natura non facit saltus* », c'est la Coopération qui apporte le remède, qui apporte une évolution pacifique. Et dans cette transformation, la Coopération ne détruit pas ce qui est bon dans le système actuel, elle le transforme seulement; elle rejette seulement ce qui est mal; elle évite ce qui est nuisible. » (50)

C'est pourquoi le comte KAROLYI disait: « La coopération est le moyen terme entre le capitalisme et le socialisme, entre l'excès de liberté économique que cherche le capitalisme et l'excès de réglementation qui est prévu par le socialisme. La coopération s'oppose aux exagérations de l'égoïsme du premier et aux exagération en sens inverse du second. Elle tâche d'accorder ces deux antithèses. L'union de ces antithèses aboutit à la paix sociale, tandis que, livrées à elles-mêmes, elles mènent à la discorde et menacent l'avenir de la démocratie. La coopération est en même

(48) La Coopération et son rôle dans la réorganisation économique. (Communication de M. Petresco à l'Institut social roumain, à Bucarest, le 14 mars 1933.)

(49) Prof. Tatomiantz: Capitalisme, Socialisme et Coopération. (Revue des Etudes coopératives, janvier-mars 1932.)

(50) S. Tasca: Capitalismul român și Cooperatia (Bucuresti, 1926).

temps un instrument de conservation et de progrès; elle rattache la propriété au propriétaire et l'outil à l'artisan et elle aide, par ses avantages économiques, au développement des intérêts de l'ouvrier et des faibles. »

A son tour, M. TATOMIANTZ écrit: « Le coopératisme est une synthèse du capitalisme et du socialisme. Il n'emploie ni la violence, ni les moyens politiques. Il veut mettre le service du prochain à la place du désir du profit ou du mérite. Il utilise la libre concurrence, mais il l'ennoblit. Il socialise l'économie lentement et paisiblement, sans la bureaucratiser. Il tend à supprimer l'anarchie de la production en réunissant dans la même main les moyens de travail et de production. Il éduque les hommes qui, dans la coopération, aident les autres en s'aidant eux-mêmes. Le coopératisme unit le matérialisme du capitalisme à l'idéalisme des religions. »

De celui-ci, il faut rapprocher la parole de Charle KINGSLEY: « Le diable chuchote aux oreilles des hommes qu'ils doivent tout renverser autour d'eux, terre et ciel; mais il n'ose jamais leur dire qu'ils doivent d'abord se corriger eux-mêmes. » Or, cette amélioration des hommes par eux-mêmes doit être, grâce à un moyen universel, généralisée. Ce moyen, pour MAURICE, est la coopération, « par laquelle on fait observer le commandement divin: « Tu aimeras ton prochain comme toi-même. »

La coopération ne peut pas se limiter sur le territoire étroit des Trade Unions; elle ne peut pas être le privilège d'un groupe religieux, non plus d'une classe sociale; — « le coopératisme veut réaliser non seulement l'amour du prochain, mais aussi l'amour de tous les hommes, même lointains, il veut servir toutes les classes de l'humanité, en créant non seulement des associations locales, nationales, mais aussi des associations internationales. »

Or, comme disait le docteur Gunter WEHENKEL: « La tendance de base est sociale, mais non socialiste; individuelle, mais non individualiste. »

C'est pourquoi l'Ecole de Nîmes s'opposait autant au « laisser-faire » qu'à la « valeur créée par le travail », restant fidèle à « la valeur créée par le besoin, par la demande », et, comme dit Eduard BOYVE, « le gouvernement n'appartient ni aux proprié-

taires des capitaux, ni aux fournisseur de travail, — mais aux consommateurs, à tout le monde, — à l'humanité ». (51)

Pour cette raison, à cause de cette tendance bien équilibrée, nous trouvons, parmi les coopérateurs, des personnalités les plus diverses: des conservateurs, comme le comte KAROLYI; des libéraux, comme SCHULTZE-DELITSCH, WOLENBORG; des socialistes associationnistes (52), comme BURKLI, WINKELBECK; des social-démocrates, comme BERTRAND; des socialistes chrétiens, comme KINGSLEY, MAURICE, et même des anarchistes, comme KROPOTKINE.

Et les socialistes-marxistes ? — Malgré beaucoup de controverses, le congrès de l'Association Internationale des Travailleurs, à Genève, en 1866, votait la motion suivante, — rédigée par Karl MARX lui-même: « Nous reconnâtrons dans le mouvement coopératif un des ressorts de la transformation de la société présente qui repose sur un des antagonismes de classe. Son mérite consiste à montrer pratiquement que le système actuel, paupérisant et despotique, de l'asservissement du travail au capital, peut être supprimé par le système créateur de bien-être qui consiste dans l'association des producteurs libres et égaux. » (53) (54)

Dans le chapitre du troisième volume du *Capital* sur « Le rôle du crédit dans la production capitaliste », on lit: « Les fabriques coopératives des ouvriers sont, à l'intérieur de la vieille forme coopératiste, la première rupture de la vieille forme, bien que, matériellement, dans leur organisation réelle, elles reproduisent les défauts du système actuel. Mais l'opposition du capital et du travail, à l'intérieur d'entre elles, est supprimée. » (55)

Et en notre temps? Parmi les grands antagonismes des idées sociales ?

LENINE disait: « La coopération, comme l'unique organisme

(51) T. Petrovay: *A kooperativizmus*. (Erdélyi Tudositó, n° 3, 1933.)

(52) Ainsi les nommait Charles Gide, puisque Werner Sombart les disait « socialistes rationalistes ». (*Socialismus und sociale Bewegung*. Jena, 1920.)

(53) Le marxisme approuve surtout les coopératives de production, — ce qui est naturel, d'ailleurs.

(54) Citation, par Georges Sorel, dans l'article dans « *L'Emancipation* » de 1899: **La Coopération d'après Marx.**

(55) Edition V. Grand et E. Brière, Paris, 1901. (Chapitre XXVII, page 493.)

hérité du capitalisme, qui fonctionne parmi nos masses campagnardes encore au stade du capitalisme primitif, doit coûte que coûte être conservée, développée et en tous cas ne pas être rejetée. La chose est difficile, car le plus souvent les coopératives ont à leur tête des spécialistes bourgeois, dont beaucoup sont de véritables blancs. Mais cette guerre, il faut savoir la mener : réprimons les tentatives contre-révolutionnaires des coopérateurs, mais n'attaquons pas la Coopération. » (56) (57)

MUSSOLINI, au lendemain du coup d'Etat d'octobre 1922, exposait devant VERGNANI : « La coopération, lorsqu'elle n'est pas déviée de sa mission économique par des influences politiques, constitue une force puissante pour discipliner les marchés. Il arrive trop souvent actuellement, surtout depuis la grande guerre, que la libre concurrence ne joue pas, périt, parce qu'il y a des coalitions et des trusts, parce que les marchands exploitent les consommateurs. Ainsi, que les coopératives se donnent pour mission de rétablir l'équilibre, en luttant contre les spéculateurs et contre les monopoles. Voilà ce qu'elle doit faire, voilà à quelles conditions l'Etat pourra lui assurer son fonctionnement dans une atmosphère de liberté. » (58)

Et à présent, voilà ce que le Duce, devant le Grand Conseil Fasciste, dit : « A côté de la défense de l'intérêt général des producteurs, nous n'avons pas oublié l'intérêt des consommateurs, qui est plus général encore ; c'est la raison pour laquelle, dans la nouvelle organisation corporative, à côté des organes des producteurs, de l'Union des travailleurs, des techniciens, nous avons assuré la place de l'organe des consommateurs, à l'Union des coopératives de consommation. » (59)

(56) Discours de Lénine au VIII^e Congrès du Parti Communiste de Russie, le 19 mars 1919. (Sténogrammes du Congrès. Œuvres de Lénine, XVI, p. 98-99.)

(57) Lénine a très peu écrit sur la coopération. Il n'a fait qu'un petit livre, *Sur la Coopération* ; mais ses idées relatives à la coopération se trouvent dans ses discours. Sur Lénine et la coopération, voir aussi N. L. Mechtcheriakov : *La place de la Coopération dans le programme du Parti Communiste de Russie*, à la page 68., donne la conception de Lénine sur le sujet ; même : *La Coopération dans la Russie des Soviets* (Ed. Bureau International du Travail, Genève, 1925, pages 12-13) ; *Lénine et la Coopération* (Edité par le Comité d'exposition des coopératives russes, Berlin, 1924, p. 68).

(58) B. Lavergne : *L'Ordre Coopératif*, (Paris, 1926, p. 60.)

(59) *Rivista delle Cooperative Operaie di Trieste* (N^o 1, 1934), et *Le Coopérateur Suisse* (N^o 1, 3 janvier 1934).

En Allemagne. — *Konsumgenossenschaftliche Rundschau*, l'organe officiel de l'Union centrale des coopératives de consommation allemande, le 24 juin 1933, publie en première page la déclaration du commissaire d'Etat ERICH GRAHL, qui s'exprimait ainsi : « Notre but à présent est de faire des coopératives de consommation un instrument plus utile encore pour notre avenir. Il faut laisser à notre leader, le chancelier ADOLF HITLER, le soin de décider par quels moyens cela se fera. Il a chargé les meilleurs spécialistes dont il dispose, de lui soumettre des propositions à ce sujet, parce que les coopératives allemandes peuvent contribuer dans une large mesure à la lutte pour l'existence de l'économie allemande. »

Ainsi, la Coopération a trouvé son application même dans les grandes expériences de notre temps, et aujourd'hui, après un siècle d'application, on trouve des coopératives dans toutes les parties du monde et dans les activités humaines les plus diverses.

Les coopératives de l'Islande tiennent une place importante dans l'économie du pays. Les produits agricoles exportés par leurs institutions centrales représentent les trois quarts des exportations totales. Les coopératives d'Islande possèdent sept installations frigorifiques modernes et, au cours de l'année 1929, la Fédération Coopérative a exporté en Grande-Bretagne des agneaux frigorifiés représentant une valeur de 7.007.000 couronnes

L'Union Coopérative du Sud-Afrique, en 1925, ne comptait que 54 sociétés coopératives avec 13.000 membres. A la fin de juin 1932, elle comptait 437 sociétés avec 85.000 membres. Pour montrer leur activité, il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur la raison sociale de ses firmes : « Fruit Exchange Co-operative », « Co-operative Wine Farmer's Associations »; « Central Tabaco Co-operative Company »; « South African Mohair Farmers' Co-operative Company »; « Egg Circles »; « South African Co-operative Grain Society », qui comprend une « Corne Society » et une « Maize Society » distinctes.

« The Pendjab Co-operative Union Ltd Lahore » possède une bibliothèque indigène qui, avec le journal coopératif

« *Bhandar* », entreprend régulièrement la traduction des livres parus en Europe.

A Buenos-Ayres, l'« *El Ogar Obrevo* », qui est une coopérative de consommation et de construction, le premier samedi du mois de juillet (jour coopératif international) 1930, a célébré son vingt-cinquième anniversaire. A cette occasion, le conseil municipal a donné à deux rues les noms de « *Rochdale* » et de « *Robert Owen* ».

En Palestine existaient, en 1931, 35 colonies collectivistes coopérativistes, « *Kwutzah* » avec 3.000 membres, cultivant un territoire de 78.150 dunams. ⁽⁶⁰⁾

Le « *Zveza Gospodarskih Zadrug u ugoslaviji* (l'Union des sociétés économiques de la Yougoslavie) à Ljubljana, a créé, en 1930, une nouvelle organisation auxiliaire, la « *Ligue des émigrants* », chargée de veiller aux intérêts de ses membres émigrants, plus particulièrement de ceux qui se rendent en Amérique.

Le « *Centrosoyus* » de l'U.R.S.S. ⁽⁶¹⁾ a dépensé, en 1930, 22.915.000 roubles à des œuvres d'éducation; il a entretenu l'Université coopérative, qui comptait en 1929-30, 959 étudiants, 39 écoles techniques coopératives, avec 6.710 élèves, 458 écoles primaires coopératives, avec 40.785 élèves. ⁽⁶²⁾

La situation des « *Kolkhos* » est la suivante ⁽⁶³⁾ :

- | | |
|--|-------------|
| 1. Nombre des sociétés en 1928 | 32.506, |
| » » en 1931 | 210.000. |
| 2. Nombre des membres des sociétés en 1928 | 406.600, |
| » » » en 1931 | 15.000.000. |

Aux Etats-Unis, la Franklin Cremery Association de Minneapolis, en 1929, atteignait le chiffre d'affaires de 3.442.300 dollars.

(60) N. Baron : *La Coopérative en Palestine*. (Revue des Etudes coopératives, 2-3, 1933.)

(61) *Centrosoyus*, *Tsentro-l'nyj soyus potrebitelnych, obschestv S.S.S.R.* (L'Union Centrale des Coopératives de Consommation de l'U. R. S. S.) héritière de l'ancienne centrale fondée encore sous le régime tsariste, en 1898, est le centre organisateur du système entier des coopératives de consommation en U.R.S.S. et en même temps leur Magasin de Gros. C'est à lui seul que le gouvernement des soviets a accordé l'autorisation pour l'exportation des produits sur le marché mondial. En outre, il s'occupe des besoins intellectuels et sociaux du système entier et coordonne l'activité commerciale et la propagande éducative.

(62) *La Coopération Internationale* (La Lauvière, 1930, p. 268).

(63) *L'Organisation Coopérative* (Genève, 1933, p. 183).

Le 1^{er} janvier 1933, l'Allemagne comptait au total 51.795 sociétés coopératives différentes, dont 21.800 sociétés coopératives de crédit, 18.800 coopératives agricoles et 10.674 coopératives de consommation.

En France, la Fédération nationale des Coopératives de consommation compte 52 sociétés de développement, dont les chiffres statistiques, malgré la crise, ne cessent pas d'augmenter d'année en année. Leur situation comparative se présente ainsi :

Pour les années	1930	1931	1932
Nombres de :			
Magasins de vente	8.269	8.569	9.144
Sociétaires	2.288.838	2.353.863	2.473.171
Chiffre d'affaires	4.036.150.339	4.460.563.077	3.870.830.606 (64)

La « fièvre coopérative » de la France est ingénieusement représentée par le « thermomètre des chiffres d'affaires » de la salle d'exposition des Magasins de Gros de Paris, depuis leur fondation : (en millions de francs).

1932	827
1931	798
1930	756
1929	711
1928	654
1927	556
1926	456

Voilà les résultats des bénéfices nets de la Banque des Coopératives de France après sa fondation par le Congrès de la Fédération nationale tenu à Marseille en 1922 (65) :

1922.....	123.435 francs
1923.....	356.157 »

(64) Le chiffre d'affaires de l'année 1932 ne comprend que les chiffres communiqués à la Fédération Nationale jusqu'au 31 décembre 1933.

(65) (Voir même Gaston Lévy : *Dix ans de travaux coopératifs bancaires en France*.)

1924.....	397.997 francs
1925.....	510.139 »
1926.....	573.303 »
1927.....	835.407 »
1928.....	1.114.274 »
1929.....	1.217.976 »
1930.....	1.084.103 »
1931.....	1.127.286 »
1932.....	1.153.153 »

Mais la plus belle œuvre sociale de la Coopération française est l'association dite « l'Enfance coopérative », née dans la Fédération de la Région parisienne en 1922, pour protéger et soigner les enfants, par la création et la gestion de colonies de vacances, orphelinats, maisons de convalescence, préventoriuns, l'organisation d'excursions et visites éducatives (art. 2 des statuts).

Cette association, qui s'est développée d'année en année, possède un établissement permanent à Saint-Troyan et deux colonies de vacances à Boyardville (île d'Oléron) et à Gérardmer (Vosges), où, pendant l'été 1933, 2.941 jeunes gens ont passé un total de 90.982 journées de vacances ⁽⁶⁶⁾ dans les « Maison heureuse » et « Maison joyeuse » qui méritent vraiment ces noms et qui poursuivent dignement leur but : « former une jeunesse saine, tremper les caractères par la vie collective au sein de la nature, en préparant une humanité meilleure. »

— A l'heure actuelle, en Angleterre, les Magasins de Gros alimentent 1/5 de la population métropolitaine, leur situation est la suivante ⁽⁶⁷⁾ :

English Co-operative Wholesale Society — M.D.G. Anglais.

	1931	1932
Capital	£ 71,011,111	76,722,330
Chiffre d'affaires	» 82,066,739	83,823,641
Nombre des employés	41,435	41,958
Salaires payés aux employés.	£ 5,584,871	5,793,209

(66) En 1932, les nombres des journées passées dans ces trois endroits étaient de : 29.643, — 37.547, — 12.810. Au total : 70.000.

(67) *The People's Year Book* 1933, pages 27 et 29, et 1934, pages 14 et 15, the 16th and 17th annuals of the English and Scottish Co-operative Wholesale Societies.

Scottish Co-operative Wholesale Society — M.D.G. Ecossais.

	1931	1932
Capital	£ 9,263,147	9,115,617
Chiffre d'affaires	» 16,568,845	16,147,828
Nombre des employés	10,370	10,498
Salaires payés aux employés	£ 1,385,393	1,372,866

La première usine coopérative internationale: la fabrique de lampes « Luma », la grande adversaire du trust General Electric Company (A.E.G.), commença la construction de sa première usine en 1928, à Stockholm, clôtura son premier exercice avec un bénéfice de 6,000 livres sterling; au temps où le trust était seul, la lampe de 25 watts était vendue en Suède 1 shilling 6 pence, en Allemagne et Hollande, 1 shilling 2½ pence, au Danemark 1 shilling 1 penny et en Grande-Bretagne 2 shillings 2 pence.

Le 26 juillet dernier, quand la capacité quotidienne de production des usines « Luma » atteignait 15.000 lampes, les lampes produites par les usines coopératives coûtent 11 pence, — soit moins de la moitié du prix anglais de même qualité de produits. — Et voici où en est le mouvement coopératif de l'univers:

D'après la constatation faite par la commission spéciale chargée de cette enquête par les trois grands organes, par la Société des Nations, par le Bureau International du Travail et par l'Institut International d'Agriculture, le montant total des opérations commerciales des centrales générales des coopératives agricoles en 1931 pour tous les peuples s'élève à 1.140.385.000 dollars ; — 476.927.000 dollars pour les pays européens et 663.458.000 pour les pays extra-européens. (68)

L'Alliance Coopérative Internationale compte, en 1931, parmi ses membres, 34 pays, avec 55 organisations coopératives nationales (69), dont le nombre des sociétés coopératives, de toutes

(68) *L'Année sociale*, 1932, Genève, page 319, et *L'Organisation Coopérative*, Genève, 1933, page 184. (Editions du Bureau Internationale du Travail, VI^e partie.)

(69) Il n'existe de statistiques internationales que pour les coopératives fédérées dans les pays et en même temps à l'Alliance Coopérative Internationale.

catégories, s'élève à 604,684 (70), avec 151.724.710 membres (71), avec un chiffre d'affaires en marchandises de 25,244,887,000 dollars. (72)

— Voilà le développement de la coopération, sa manifestation dans les différents milieux humains, ses œuvres économiques dans les plus diverses conditions politiques.

Mais l'application de la coopération dans la vie économique, son adaptation à la vie pratique, dans les différentes activités humaines, agricoles, industrielles, techniques, même financières, a soulevé, même au début, de nombreux problèmes juridiques, dont la solution a nécessité l'intervention du législateur.

Le mouvement coopératif est né et s'est développé dans les pays qui naturellement au début ne possédaient pas de législation appropriée; or la coopération, pour avoir une vie réelle, doit avoir une base juridique. Elle doit avoir les capacités légales qui lui permettront de participer à la vie économique; elle doit entretenir avec ses créanciers et ses débiteurs d'une part, et avec ses sociétaires d'autre part, des rapports de droit clairement établis. Pour pouvoir faire face à ces besoins, les coopératives, dans les premiers temps, furent contraintes d'emprunter la forme juridique des autres sociétés, dont la structure et l'idéal étaient bien différents des leurs. — Pour accommoder les coopératives à leurs caractères spéciaux, pour leur donner une impulsion, pendant la deuxième moitié du siècle dernier, à peu près tous les pays où elles étaient apparues durent leur donner une place à part dans le droit positif; il a fallu constituer une législation spéciale — la législation coopérative. (73)

Cette intervention du législateur, suivant le degré de développement des coopératives, est plus ou moins ancienne.

(70) Cette statistique ne comprend pas les coopératives de l'U.R.S.S. En Russie des Soviets, l'augmentation des coopératives au cours des dernières années, par suite de sa situation spéciale, est extraordinaire; justement pour cela, on a jugé mieux de présenter leur statistique à part.

(71) La comparaison des années 1928 et 1931 montre une augmentation du nombre des sociétés de 9,4% et pour le nombre des membres, de 8,5% (toujours en exceptant l'U.R.S.S.).

(72) Coefficients de conversion suivant la valeur moyenne des changes pour l'année 1931, publiés par l'Annuaire Statistique de la Société des Nations, 1931-32.

(73) Hubert Valleroux: *Etudes sur les diverses législations concernant les sociétés coopératives*. (Bulletin de la Société de législation comparée, mars-avril 1891.)

C'est la Grande-Bretagne qui fut la première à s'engager dans la voie de la législation coopérative, en complétant la loi sur les sociétés (74) par la loi du 30 juillet 1852 concernant les associations industrielles (*The Industrial and Provident Societies Act*), qui donne aux coopératives les droits d'une personne juridique et limite la responsabilité des sociétaires à leurs parts sociales. La loi complémentaire de 1854 autorise les coopératives à faire du commerce avec des personnes autres que leurs membres; cette loi est la première à favoriser la coopération. (75)

En Allemagne, sous l'impulsion du Schultze-Delitsch (76), les premières lois sur les coopératives furent votées. Elles se distinguent par leur complexité et par le détail correspondant à la variété des formes coopératives. La loi prussienne du 27 mars 1867 fut étendue pour toute la Confédération Nord-Allemagne par la loi du 4 juillet 1868 (*Erwerbs und Wirtschaftsgenossenschaften-Gesetz*).

En France, les dispositions relatives à la variabilité du capital dans les différentes espèces de sociétés ont été introduites par la loi du 24 juillet 1867. (77)

Elle est suivie de huit lois fondamentales et de très nombreux autres lois, décrets, dispositions, pour s'adapter aux différentes coopératives, pour réglementer les situations spéciales et pour satisfaire aux exigences de la coopération française.

La Belgique entre dans cet ordre des pays législateurs par son Code commercial du 18 mai 1873 (Livre I^{er}, section IX, modifié par la loi du 22 mai 1886);

La Suisse par son Code de Commerce de 1881 (modifié le 8 juillet 1919);

(74) Act for the encouragement and relief of Friendly Societies, 1793.

(75) Margaryt Digby: *Digest of Co-operative Law* (London, 1933).

(76) Otto Gierke: *Rechtsgeschichte der deutschen Genossenschaft* (Berlin, 1868, tome 1, p. 1105).

(77) Cette loi a été précédée: 1^o par la loi du 15 novembre 1848 relative aux associations ouvrières; 2^o par le décret du 5 juillet 1848 qui ouvre un crédit de 3 millions destinés à être répartis entre les associations librement contractées soit entre ouvriers, soit entre patrons et ouvriers; et 3^o par l'ordonnance royale du 14 novembre 1837 portant règlement sur les entreprises pour travail et fournitures au nom des communes et des établissements de bienfaisance. C'est avec la loi de 1867 qu'apparaissent les premières dispositions sur la coopération dans la législation française. — A. Nast: *Code de la Coopération* (Paris, 1928).

L'Italie de même par son Code commercial de 1883 dont les dispositions ont été suivies de dispositions plus nombreuses encore qu'en France. (78)

Par ces premières tentatives, a commencé la réglementation de la coopération dans les autres pays. Et leur nombre ne cesse pas d'augmenter jusqu'à nos jours.

— Aujourd'hui, 45 pays indépendants et approximativement le même nombre de pays sous mandat, protectorat ou colonies, possèdent une réglementation des coopératives. Parce que nous sommes à une époque où les nations ne sont plus étrangères les unes aux autres; en vertu de certaines relations économiques, une influence réciproque se produit en matière législative. C'est ainsi qu'en faisant la comparaison entre les différentes législations des sociétés coopératives, nous trouvons cinq ou six types de législations originales dans les différents pays et aux différentes époques.

Ainsi, on peut distinguer comme premier type la législation anglaise, ou type de l'« *Industrial and Provident Society Act* », qui est introduite dans la plus grande partie des colonies britanniques (79), certaines régions des Etats-Unis d'Amérique. (80)

Le type centre-européen est représenté par la législation allemande; c'est ce type qui existe en Autriche, en Hongrie et, depuis leur indépendance, en Pologne (loi du 20 octobre 1920-14 juillet 1928), en Tchécoslovaquie (loi du 17 février 1922-18 juin 1927).

Le type latin est celui de la France, puis de l'Italie, de la Roumanie, de la Belgique, de l'Espagne (81), des pays de Sud-

(78) Hubert Valleroux : *Etudes sur les diverses législations concernant les sociétés coopératives*. (Bulletin de la Société de législation comparée, mars-avril 1891.)

(79) Au Canada : British Columbia, 1911; New Brunswick, 1915. — En Union de Sud-Afrique : Transvaal, 1908; Orange, 1912. — A Ceylan, 1911. — En Palestine, 1929.

(80) Ugo Rabbeno : *Le mouvement coopératif aux Etats-Unis*. (Revue d'Economie politique, 1894.)

(81) Depuis la première loi sur les sociétés de 1887 jusqu'à l'heure actuelle, en passant pas de très nombreux décrets royaux, de centaines de lois; le dernier décret qui détermine la condition légale de la Coopération en Espagne, date du 4 juillet 1931 et la loi confirmatrice est du 9 septembre 1931.

Amérique ⁽⁸²⁾, ainsi que des colonies et les territoires sous mandat français. ⁽⁸³⁾

Le type suisse-hollandais comporte une certaine liberté qui donne une grande place aux statuts des coopératives individuelles. ⁽⁸⁴⁾

Les pays scandinaves présentent un état curieux. Quoique la coopération y soit très développée, il n'existe pas de loi spéciale sur les sociétés coopératives; ce sont les autres lois qui contiennent les dispositions sur les coopératives. Ainsi, en Norvège, les sociétés coopératives sont placées sous la loi comme les entreprises commerciales privées, addition faite toutefois des dispositions particulières à la coopération. En Suède, la loi fondamentale est celle du 28 juin 1895, avec ses compléments ultérieurs. Au Danemark, l'art. 2 de la loi N° 73 du 23 mai 1873 et la loi sur les associations de crédit du 29 septembre 1917 forment la base. Ce qui est vrai, c'est que ces lois présentent dans ces pays une base solide pour le développement des coopératives.

Il y a enfin de nombreuses combinaisons entre les quatre premiers types. Telles sont: la législation de l'Inde anglaise qui, par la loi de 1904 sur les coopératives, présente une combinaison des systèmes anglais et allemand; la législation japonaise qui est une combinaison des types français et allemand (loi du 6 mars 1900 sur les sociétés coopératives); la législation des Etats-Unis qui ont introduit dans leurs lois d'après guerre tous les fruits des expériences européennes; la Yougoslavie, qui avait conservé les législations d'avant guerre dans les territoires annexés et les a complétées par la loi sur le crédit agricole du 17 juin 1925.

Lorsqu'on examine avec plus de soin l'ensemble des groupes de législations régissant les coopératives de ces pays, on peut les ramener à deux systèmes bien distincts: a) Dans certains pays on trouve dans la législation coopérative un système uni-

(82) Brésil, 1907; Uruguay, 1912; Pérou, 1921.

(83) Algérie: 5 novembre 1894 — 14 octobre 1932.

Tunisie: 4 juillet 1907 — 26 mars 1931.

Maroc: 26 mai 1907 — 13 novembre 1932.

(84) En Suisse, la législation coopérative est insérée dans le Code de Commerce: XXVII, art. 678-715, Des Associations — Die Genossenschaften.

En Hollande: loi sur les coopératives du 28 mai 1925.

taire, dans lequel la coopération, sans distinction de catégories, est dotée d'une loi organique et d'une seule. C'est le système adopté généralement en Grande-Bretagne, Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Japon. — *b*) Dans les autres pays, moins nombreux, on trouve le système diversifié; les diverses formes coopératives sont chacune l'objet d'une législation particulière. Le représentant principal de ce système est la France, suivie par ses colonies et — bien que temporairement — par quelques pays qui, alors par l'unification de leurs législations coopératives, reviennent au système unitaire.

— Quoi qu'il en soit de la classification des systèmes législatifs sur la coopération, ces lois conservent toujours, dans chaque pays, une certaine originalité, parce qu'il ne s'agit pas dans la législation coopérative de formules figées; les coopératives sont susceptibles de faire apparaître des changements de procédés ou certaines adaptations en raison du milieu et des circonstances, des propositions des coopérateurs et des gouvernements. Pour cela, dans certains pays, les comités parlementaires examinent attentivement la législation et les mesures en ce qui concerne la coopération. C'est pourquoi, dans certains pays, les coopérateurs cherchent eux-mêmes la représentation parlementaire. C'est pourquoi il y a en Angleterre, depuis 1918, le Parti Coopératiste, qui représente les intérêts coopératifs et dont les députés apportent leur collaboration aux questions économiques et sociales. ⁽⁸⁵⁾

C'est ainsi qu'en France les coopérateurs ont été admis depuis plusieurs années à se faire représenter dans quelques-uns des nombreux offices.

Au Conseil supérieur du Travail, il y a deux membres désignés par les membres élus du Conseil supérieur de la Coopération (un membre de la section de consommation, l'autre de la section de production). ⁽⁸⁶⁾

Au Conseil National Economique, il y a un représentant de la Coopération ouvrière, trois membres désignés sous la rubri-

(85) *The Co-operative Party. Progress and Programme.* (The People's Year Book, 1933, p. 50-57.)

(86) Décret du 31 janvier 1921.

que « Coopératives de consommation et ligues d'acheteurs ». (87)

Dans le même but est instituée au ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, sous le nom de « Conseil supérieur de la Coopération » (deux sections: de production et de consommation), une commission chargée d'étudier toutes les questions relatives au développement du mouvement coopératif. (88)

Dans les commissions spéciales chargées de donner leur avis sur la répartition des encouragements de l'Etat aux coopératives, se trouvent des représentants de la Coopération elle-même. (89)

C'est la France aussi qui, par la loi du 27 mai 1921, sur les travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse jusqu'à Marseille et sur le canal du Rhône, donne une importance considérable aux grandes réalisations « par lesquelles les industriels groupés sous forme de coopératives d'achat, ont en vue d'obtenir de la force motrice » (art. 4 de la loi).

Un cas semblable est celui de la création par le gouvernement autrichien (loi du 29 juillet 1919) des entreprises communautaires (*Gemeinwirtschaftliche Anstalt*). (90)

Le gouvernement hongrois, dans son « programme national » d'octobre 1932, déclarait: « Nous donnons une attention exceptionnelle au développement du mouvement coopératif, et nous ferons ainsi avancer la question de crédit, de la production et de la valorisation de l'économie rurale. » (91)

M. Voicou NITESCO, alors ministre d'Agriculture de la Roumanie, disait: « C'est à la Coopération que le gouvernement donne la mission de maintenir les prix des produits agricoles par ses exportations, par les institutions coopératives. » (92)

(87) Décret du 16 janvier 1925.

(88) Décret du 22 février 1918, modifié par les décrets du 22 avril 1919 et du 17 juillet 1923.

(89) En ce qui concerne les banques populaires, la loi du 13 mars 1917, art. 12, — pour les coopératives ouvrières, le Code du Travail (livre III, art. 41).

(90) « De plus en plus, nous assisterons à l'absorption par le principe coopératif du programme socialiste tout entier. » (Conférence de M. Lavergne au Congrès de la Fédération française des Associations Chrétiennes d'Etudiants, à Lyon.)

(91) Nemzeti Munkaterv, art. 54.

(92) Conférence tenue à l'occasion de la journée de la Coopération du 2 juillet 1933, à Bucarest.

Le gouvernement belge délégua deux coopérateurs à la Conférence économique internationale, « pour suivre plus particulièrement les travaux de la section du commerce et s'intéresser aux traités de commerce, aux droits douaniers, d'importation, d'exportation ».

Ainsi les gouvernements ont examiné l'ensemble des questions qui intéressent l'amélioration des conditions d'existence des masses travailleuses, le progrès technique et l'équilibre économique, par une meilleure organisation du marché des produits; ils ont attiré sur ce vaste problème l'attention de la Société des Nations et, par une résolution spéciale, ont recommandé la création d'une institution ayant pour but d'aider et d'inspirer les efforts à entreprendre dans les différentes directions qu'elle suggérerait.

Ces aspirations ont abouti à la constitution du « Comité international des relations intercoopératives » qui a comme membres l'Alliance Coopérative Internationale et la Commission Internationale d'Agriculture, et qui a pour but de favoriser le développement des relations morales et économiques entre les coopératives agricoles et les coopératives de consommation, et en outre d'assurer la liaison entre les mouvements coopératifs et les institutions internationales, notamment l'organisation économique de la Société des Nations, le Bureau International du Travail et l'Institut International d'Agriculture. (93)

Aujourd'hui, par ces institutions internationales, la Coopération mondiale précise ses revendications principales: « L'économie organisée sur la base d'un plan réfléchi, pour remplacer l'anarchie capitaliste; l'établissements d'un plan de la consommation et l'accroissement systématique de la production dans les limites de la consommation augmentée suivant les besoins des masses populaires, — c'est la marche vers l'économie coopérative ! » (94)

*

(93) L'Année sociale 1932, p. 491-492; et L'Année sociale 1933, p. 318-319. (Ed. par le Bureau International du Travail.)

(94) Discours prononcé à la Conférence de l'A.C.I., à Bâle, juin 1933, par le délégué autrichien, Dr Karl Renner. (Revue de la Coopération Internationale, N° 8, août 1933.)

LA COOPÉRATION ROUMAINE

La Roumanie est un pays où la terre arable représente 41,6% de la superficie totale du territoire, où 80,7% de la population appartient à la classe rurale; — c'est ainsi que ce pays, tant par la nature de la terre, que par l'occupation de ses habitants, présente un caractère nettement agricole.

C'est le pays où la question agraire forme l'axe principal de la vie économique et sociale; et, ayant un caractère agricole très accentué aussi, — le mouvement coopératif.

La coopération roumaine est de date récente, mais le sens d'association et de ses manifestations sous différentes formes est très ancien chez les paysans roumains. Il remonte aux temps lointains, même antérieurement à la formation des Principautés Roumaines.

Il est vrai que ces associations anciennes comprennent fort peu l'idée de la coopération proprement dite, mais elles ont beaucoup contribué à la formation de l'esprit coopératif de la population d'aujourd'hui.

Le peuple roumain, à travers les âges, vivait ordinairement à l'écart, chaque famille ayant sa maison séparée. Malgré cet isolement, et peut-être sous l'influence slave toute proche, la communauté de la terre n'était pas inconnue des Roumains; — ces « tovarasii », qui ont été appelées par les Russes « mir », par les Polonais « kmet », par les Serbes « zadruga », ont prédominé pendant longtemps dans la vie de ces peuples; — mais la propriété individuelle se consolidant, ces communautés disparurent de plus en plus, même chez les Roumains, et seulement les pâturages, les bois, les étangs, furent désormais et jusqu'à nos jours, seuls possédés en commun. ⁽⁹⁵⁾ ⁽⁹⁶⁾

Il est une forme d'association — datant pourtant déjà de l'époque de la propriété individuelle — dont on parle peu aujourd'hui, peut-être parce qu'elle a complètement disparu : c'est

(95) « Obstii de rãzesi » de la Moldavie et « Obstii de mosnéni » de la Muntenie.

(96) Prof. J. N. Angelesco : *Histoire économique des Roumains*. (Genève, 1919, tome I, pages 66 et suiv.)

ce qu'on appelait « infràtire ». Elle existait entre les frères de même famille, qui — pour éviter l'émiettement de la propriété paysanne — cultivaient ensemble les terres dont ils avaient hérité, et se partageaient seulement les fruits de la culture. (97)

Ce fut toujours l'usage des paysans d'envoyer leur bétail, surtout les moutons, paître dans les montagnes, en commun, en « târle ». Mais ils vendaient chacun pour son compte la laine et le lait. (98)

On connaît aussi, parmi les anciennes institutions paysannes de forme collective, un genre d'association qui, bien qu'il ait changé son ancien caractère, est aujourd'hui devenu la forme nationale type de la Coopération roumaine; — ce sont les « obști », dites aujourd'hui associations coopératives, ayant un double objet : l'affectation de terre et l'achat de propriété en commun. Ce sont les associations spéciales du sol roumain, qui diffèrent des « affittenze collettive » (99) et plus encore des « braccianti » ou des « artel ». (100) Ce sont des collectivités de paysans roumains, ayant des formes spéciales nées de circonstances difficiles à travers les âges pénibles de ce peuple.

Ainsi, il y eut de nombreuses formes d'associations paysannes roumaines, — depuis l'époque des communautés jusqu'à nos jours. Il n'est donc pas étonnant que l'on ait conservé en Roumanie, jusqu'à présent, certaines traces de ces régimes de transition entre la propriété collective et la propriété individuelle, et qu'on les retrouve dans les mœurs des paysans roumains, — même aujourd'hui encore.

(97) Xenopol: *Histoire des Roumains* (Paris, 1896, tome I, livre II, pages 433 et suiv.).

(98) J. Tutuianu: *Contributiuni la organizarea cooperativelor agricole din România* (Buzau, 1930).

(99) J. Hitier: *Une nouvelle application de la coopération de production en agriculture*. (*Revue d'Economie politique*, 1907, n° 3, p. 208.)

N. G. Erémie: *Les associations paysannes de production en Roumanie*. (Thèse, Paris, 1912, p. 36.)

Ch. Gide: *La coopération dans les pays latins*. (Paris, 1926-27, p. 105-8 et 244-5.)

(100) Ch. Gide: *La Coopération en Roumanie* (Paris, 1930, p. 95).

J. G. Duca: *Les associations coopératives en Roumanie*. (Thèse, Paris, 1902, p. 126.)

Gr. Mladenatz: *Internationales Handwörterbuch des Genossenschaftswesens*. (Berlin, 1927, page 760.)

N. Ghiulea: *Asociațiile taranesti în România* (Cluj, 1926).

La coopération, en sa forme moderne, n'apparut en Roumanie qu'avec la situation créée par la première réforme agraire.

Au milieu du siècle dernier, il y eut, dans les Etats roumains, une question agraire brûlante, qui remonte encore aux XIII^e et XIV^e siècles, au temps de la formation des Principautés Danubiennes. (101)

Lorsque les Princes entraient dans ces pays, en dehors des immenses quantités de terres mises à leur disposition, il leur arrivait souvent d'exproprier des paysans libres ou des boyards (102); — les premiers lorsqu'ils ne pouvaient acquitter les contributions que le Prince avait jugé bon de leur imposer; — les seconds à titre de confiscation pour cause de félonie. C'est ainsi que bien des villages libres ont été d'abord transformés en possessions princières, pour passer ensuite, par dotation, entre les mains des boyards ou des monastères. (103)

Ainsi se forma le servage du paysan : l'homme est attaché à la glèbe; ni lui, ni ses successeurs ne pouvaient plus jamais la quitter. Le serf (*sătean*) doit à son maître (*stăpân*) une part du produit de sa terre (*dijma*) et des services personnels (*claca*); le seigneur est tenu de fournir à chacun de ses serfs une parcelle de terre, dont il ne pourra plus lui enlever la jouissance. (104)

Dans cette situation, parce que personne ne réglementait ces rapports, les seigneurs devenaient de jour en jour prédominants, — et, conséquence fatale, l'état du paysan devenait de plus en plus précaire. (105)

L'énormité des redevances et des abus, la tyrannie des boyards du pays firent des paysans les hommes les plus malheureux de l'Europe.

(101) Xenopol: *Histoire des Roumains* (Paris, 1896, tome I, livre II, chap. I, p. 200).

J. N. Angelesco: *Histoire Economique des Roumains* (Genève, 1919, tome I, pages 171 et suiv.).

(102) Dans les vieux textes — surtout dans les textes slaves — les nobles, les grands propriétaires de terres sont appelés « boyards » et « boyarins », — ce qui veut dire homme distingué, bon combattant et en même temps homme riche, parce que pour les services qu'ils avaient rendus aux chefs d'Etat, ils ont été récompensés par d'immenses propriétés de terre.

(103) V. Kogălniceanu: *Histoire de la Valachie*. (Berlin, 1836, p. 206.)

(104) Radu Rosetti: *Pământul, sătenii și stăpânii* (Bucarest, 1907, page 119).

(105) N. Balcesco: *Question économique des principautés danubiennes* (Paris, 1850).

Cette situation entre le propriétaire et le paysan engendra :
du point de vue économique, la dépendance du cultivateur par rapport au propriétaire;

du point de vue social, la scission profonde de la population en deux classes : une aristocratie foncière et une classe de serfs;

du point de vue politique, enfin, le monopole du gouvernement par l'aristocratie foncière, qui s'entoura de privilèges et écarta de la direction des choses publiques tout le reste de la population. (106)

C'était la constitution du féodalisme et ce fut la structure sociale des Principautés Roumaines avant d'être entrées sous l'influence du capitalisme occidental.

Après la libération des paysans dans les Etats voisins, surtout sous l'influence de la révolution de 1848, une tentative semblable, s'efforçait dans les Principautés Roumaines, agitées même par le sociologue roumain ION IONESCO-DELA BRAD. Mais la fin de cet état de chose ne vint qu'après l'union, en 1859, des deux Principautés Roumaines, quand, conformément à l'obligation imposée par l'article 46 de la convention de Paris (107), le prince Alexandre CUZA se proposa de résoudre ce grave problème du pays. Mais l'assemblée législative, composée surtout des boyards, s'y opposait, et le Prince fut contraint de recourir au coup d'Etat, pour promulguer la loi agraire du 14 août 1864, — la loi organique et fondamentale de la vie du jeune Etat, qui se propose la transformation complète de la vie économique roumaine. (108)

On attendait beaucoup de cette loi, qui contenait les principes suivants:

1° Les paysans reçoivent la propriété absolue des terres qui leur ont été dévolues. Les boyards conservent en toute propriété le restant de leurs domaines;

2° Liberté du travail et liberté de la personne des paysans;

(106) Karl Marx : *Le Capital* (livre III, IV^e partie, pages 386, Paris, 1902).

(107) « Tous les privilèges, exemptions et monopoles dont jouissent certaines classes, seront abolis et il sera procédé à la réglementation des rapports des propriétaires du sol avec les cultivateurs, en vue d'améliorer l'état du paysan. »

(108) G. Moroiano : *La loi agraire de 1864* (Stuttgart, 1898, page 38).

3° Engagement de l'Etat de vendre par petits lots son domaine récemment acquis (109), aux paysans qui n'avaient pas bénéficié de terres ayant appartenu à des boyards;

4° Inaliénabilité et insaisissabilité de la propriété paysanne.

On visait ainsi par cette loi à réaliser l'espérance de millions de paysans et qui était aussi celle de quelques personnages remarquables de la classe supérieure; l'exposé des motifs du projet de loi s'exprimait ainsi: « Comme le voulaient les grands principes d'égalité et de justice de notre époque, nous voulons que tout Roumain pût librement posséder, au prix de son travail, une parcelle de notre sol. » (110)

Par la loi de 1864, 467.840 paysans ont été mis en possession d'une étendue de 1.726.258 hectares de terres arables.

Juridiquement la question agraire ainsi se trouvait résolue, qui présentait une partie du but visé, parce que l'affranchissement des paysans et la constitution d'une propriété paysanne présentaient une importance politique et sociale incontestable, — mais malheureusement, le résultat économique ne fut pas celui qu'on espérait.

Il ne suffit pas d'un texte de loi pour changer les conditions du milieu économique. Or, le législateur avait oublié le fait essentiel : mettre les paysans dans la possibilité de cultiver ces lots de terre, bien petits d'ailleurs déjà originairement et qu'ultérieurement le jeu des successions devait émietter. (111)

Le paysan ne possédait pas les instruments nécessaires pour la culture — ni les moyens les plus élémentaires. Pour se les procurer, le paysan avait besoin d'argent, au moins de la possibilité d'obtenir du crédit. Or le paysan ne possédait que son lot de terre inaliénable et insaisissable par la loi, et personne ne

(109) Par l'article 1^{er} de la loi du 17 décembre 1863, toutes les terres que l'Eglise possédait en Roumanie sont et restent la propriété de l'Etat.

(110) Exposé des motifs de la loi de 1864, par Kogălniceanu.

(111) Les articles 5 et 6 de la loi de 1864 stipulaient que les paysans qui n'avaient pu recevoir de terres, ceux qui n'étaient pas mariés au moment de l'application de la loi, devaient être progressivement gratifiés de propriétés prises sur les domaines de l'Etat. Une loi avait été votée dans ce but en 1876, mais son application avait été lamentable. Une deuxième loi, dite « des nouveaux mariés », vint compléter la première en 1881. Elle ne fut pas plus heureuse, puisqu'en 1889 il fallut une troisième loi; alors 526.253 hectares furent partagés entre 105.165 paysans; — ce qui ne pouvait apporter aucune amélioration, puisque entre 1859 et 1899 le nombre de la population avait augmenté de 54 pour 100.

voulait lui accorder du crédit, puisqu'il ne présentait pas les garanties qu'exigent ordinairement les prêteurs de capitaux. Ceux qui s'engageait à accorder du crédit tenaient compte des risques qu'ils couraient et faisaient payer un taux d'intérêt très élevé.

C'est ainsi que les paysans se trouvèrent à la merci des usuriers qui leur prenaient « de un à quatre lei par mois pour vingt lei prêtés » ⁽¹¹²⁾, soit au taux de 300 à 500 %. Ces conditions de vie des paysans permirent des abus de la part des fermiers des grands propriétaires. Ceux-ci prêtaient de l'argent aux paysans, — mais contre des services et du travail. De nombreux paysans, ayant emprunté des sommes d'argent aux fermiers, en arrivèrent ainsi à se trouver engagés pour plusieurs années à l'avance et à être en fait les esclaves des fermiers. ⁽¹¹³⁾

Telle était la vie rurale. Mais la vie des petits industriels, des artisans des villes n'était pas plus enviable. Il y eut en effet, et il y a toujours un lien très étroit entre la situation agricole et la situation industrielle.

Dans cette situation économique et sociale, après la question de la terre, pour donner la solution au deuxième grand problème roumain, — le problème du crédit — est né le mouvement coopératif en Roumanie.

La coopération roumaine surgit à la campagne par suite des besoins des paysans; parmi les artisans des villes, elle fut au contraire le fruit de l'importation d'une idée occidentale; mais les deux mouvements naquirent à peu près à la même époque. ⁽¹¹⁴⁾

La première association de crédit populaire roumaine fut fondée par les paysans de la commune de Bolgrad, sous le nom de « Societatea Colonială », certainement avant 1859, dans le but « de faciliter l'acquisition du capital et de crédit aux agriculteurs colonisés ». L'association avait, à la date du 31 décembre 1859, un actif de 1.076.334 lei, et son statut de fondation obtenait

(112) Rapport de J. G. Duca fait au Congrès coopératif international de Budapest, 1904.

(113) G. Tasca : *Probleme economice si financiare* (Bucuresti, 1927).

(114) G. Pavelesco : *Originile cooperatiei* (Bucuresti, 1931).

l'autorisation spéciale, par le décret princier portant la date du 10 juin 1867. ⁽¹¹⁵⁾

Vers l'année 1864, l'économiste roumaine P. S. AURELIANO essaya de jeter les bases de la coopération en s'inspirant des expériences des pays occidentaux. Il s'adressa aux artisans des villes, et son action eut comme résultat la constitution de la société de crédit et d'épargne « *Economia* », fondée en 1870, à Bucarest, dont la base fut fournie par les principes de SCHULTZE-DELITSCH. Trois ans après, — en 1873, — également dans la capitale, il fonda la première coopérative de consommation « *Concordia* ».

En 1875, l'« *Economia* » comptait plus de 700 sociétaires et sa fortune totale s'élevait à 207.000 lei; jusqu'à cette date, cette société fut suivie par trois sociétés fondées à Iasi, Piatra et Râmnicu-Sărat. ⁽¹¹⁶⁾

A cette action vint s'adjoindre un idéaliste, D. C. BUTCULESCO, qui fonda, en 1882, la « Société coopérative des artisans constructeurs roumains » de Bucarest. Il fonda, la même année, également par les artisans, à Ploesti, Iasi, Galati, Braila, Pitesti et à Muscel, des coopératives qu'il lia en une sorte de fédération. C'est BUTCULESCO aussi qui fonda, le 14 mars 1883, le journal « *Cooperatorul Român* ». Mais le rôle de ces sociétés, et surtout leur idée d'industrie nationale, donnait lieu à beaucoup de critiques, qui peuvent se réunir en une seule: « La société coopérative des artisans constructeurs roumains ne peut être classée par les buts qu'elle poursuit, dans aucune des trois catégories de sociétés coopératives; mais nous pouvons plutôt dire qu'elle était une coopérative libre avec des idées corporatives. » ⁽¹¹⁷⁾

Et vraiment, ces sociétés ont changé considérablement leur programme et perdirent vite leur intérêt; en 1887, le journal cessait de paraître et, après quelques années les sociétés disparurent, même dans les villes.

(115) E. Pavelesco: *Legislatia cooperativa in România* (Jasi, 1925, p. 68).

(116) P. S. Aureliano: *Tera nostra, schite economica asupra României* (Bucuresti, 1875, p. 204).

(117) Prof. V. Radu: *Expunerea Principiilor Economice* (Bucuresti).

Cependant, en même temps, dans la population rurale, qui ne cessait pas de souffrir beaucoup du manque d'une institution populaire de crédit à bon compte, les paysans fondèrent la deuxième institution de crédit, la « Société Economique » de Hurduci (département de Falcu), le 1^{er} janvier 1879. Leur but était « de capitaliser les petites économies et de les prêter aux membres en ayant besoin ». Pour devenir membre, il fallait « être roumain et chrétien » ! (art. 3 des statuts).

Ces associations paysannes furent plus vivaces que celles des villes. En 1925, toutes les deux fonctionnaient encore.

C'est le 1^{er} janvier 1891 qu'était fondée la troisième banque populaire, après la disposition nouvellement apportée par le Code de Commerce roumain de 1887, à Urziceni (département de Ialomita). Son capital initial était de 107 lei et le nombre de ses membres, de 85; à la fin de cette même année, elle comptait 387 membres et avait porté son capital à 64.861 lei.

C'est alors qu'enthousiasmés par l'idée de pouvoir tirer la population rurale de la misère matérielle et morale, dans laquelle elle se trouvait, quelques instituteurs et prêtres de la campagne, qui souffraient le même sort que le peuple, commencèrent une action passionnée qui aboutit à la création de quelques « banques populaires » (118), et elles obtinrent peu à peu de s'organiser d'après les principes coopératifs.

Depuis 1893, année pendant laquelle quatre nouvelles banques populaires surgirent, le nombre de ces sociétés augmenta

(118) En Roumanie, les coopératives de crédit sont nommées « Banques Populaires ». Elles se distinguent tout à fait des institutions de même nom de France fondées les premières par Beluze en 1863, comme « sociétés de crédit au travail ».

Les Banques Populaires en France sont des institutions urbaines ayant pour but de fournir des fonds aux artisans, petits commerçants; elles ne diffèrent à peu près en rien des autres banques commerciales. Leur développement fut moins grand, même après la fondation de l'« Union des caisses rurales, urbaines et ouvrières » par Louis Durand. C'est sans doute parce qu'en France il a existé toujours une abondance d'argent. Il y eut une saine organisation des institutions financières, qui ont créé des succursales dans toutes les petites villes; l'usure a été par conséquent presque inconnue.

Les Banques Populaires en Roumanie, au contraire, sont des institutions purement rurales, ayant pour but de fournir du crédit aux paysans; elles ont un caractère agricole accentué, avec une organisation mixte Schultze-Delitsch - Raiffeisen, s'accommodant à la vie rurale de la Roumanie. Ces banques populaires jouent le même rôle que :

- les Caisses de crédit mutuel en Suisse,
- les Caisses locales d'épargne et de crédit en Belgique,
- les Caisses Kampelik en Tchécoslovaquie,
- les Coopératives de crédit en Yougoslavie,

d'année en année, tandis que leur activité bienfaisante ne cessait pas de se manifester. L'exemple des premières banques populaires attira l'attention des paysans, qui créèrent les Banques Populaires dans les villages de Bezdeadu de Sus, Breaza de Sus, Gherghita, Maiconesti (département de Dambovita, de Prahova). (119)

En 1896, fut créé à Bucarest la coopérative de consommation « Mercur »; en 1898, une boulangerie coopérative, « Viata », à Bucarest, une autre « Galati », à Galati. (120)

Mais la coopérative de consommation n'a pas trouvé son milieu propice à la campagne. C'est l'effet de la situation économique et sociale des villages. Dans les villages roumains, le paysans, dans sa vie simple, sans beaucoup de prétentions, produit lui-même ce qu'il a besoin. Pour lui, le problème primordial, c'est le crédit à bon marché.

Le développement du mouvement, l'augmentation du nombre des banques, est dû à la propagande des instituteurs et de quelques-uns des agriculteurs les plus influents des villages. Cela montre que les paysans sont capables de comprendre rapidement tous les bienfaits de la coopération.

C'est ainsi qu'en 1898, l'esprit large du ministre de l'Instruction publique — Spiru HARET, — apprécia l'importance de la coopération, lui permet de prendre des mesures pour faciliter la propagande de la nouvelle doctrine. C'est lui qui envoya son inspecteur d'écoles, G. DUMITRESCO-BUMBESTI, un autre ardent propagateur de l'idée coopératiste, parmi les instituteurs, par la fondation de cercles culturels. C'est lui qui introduisit les principes Raiffeisen dans la coopération roumaine, — sans rejeter les avantages des principes Schultze-Delitsch appliquée déjà auparavant.

DUMITRESCO-BUMBESTI fut fidèle à sa mission, même après la chute du gouvernement libéral, sous le ministre C. ISTRATI, qui

(119) D. N. Comsa : Les moyens économiques pour l'amélioration du sort des paysans (Bucarest, 1909).

(120) J. Kamil : La Coopération en Roumanie. (Thèse, Paris, 1930, page 104.)

lui donnait comme associé dans son œuvre le professeur de lycée COSTESCO. ⁽¹²¹⁾

C'est par l'œuvre de cette propagande que le nombre des banques populaires, à la fin de l'année 1902, atteignait 700, avec 59.618 membres, et avec un capital de 4 millions de lei. Ces chiffres furent encore augmentés plus rapidement après la loi du 28 mars 1903, sur les banques populaires, et surtout sous l'impulsion de la Caisse centrale des banques populaires. Le 1^{er} juillet 1904, ils étaient arrivés à 1.422 banques, avec un capital entièrement versé de 10.086.020 lei.

Leur rôle moral est bien montré par le ministre Spiru HARET lui-même: « Grâce aux Banques Populaires, les paysans payent leurs dettes, commencent à acheter du bétail et des terres et à construire des habitations meilleures. Les comptes rendus de certaines de ces banques énoncent ces résultats bienfaisants; on y trouve une garantie du bien-être futur, qui se répandra sur les villages. Il est des régions entières, que les banques ont complètement transformées en peu de temps; l'usure a disparu en grande partie, l'aisance l'a remplacée, les paysans ont pris confiance en eux-mêmes. » ⁽¹²²⁾

L'exemple des organisations des agriculteurs de la plaine a attiré l'attention des habitants des versants et des vallées des Carpathes.

La forêt était toujours la grande amie des Roumains. La naissance de ce peuple, son histoire, étaient liées à la forêt. La fondation de la Moldavie se rattache même à une légende, à une fameuse chasse à courre à travers les forêts des Carpathes, contre un bison que le prince DRAGOS tue en Moldavie. C'est la tête du bison illuminée d'une étoile qui figure sur les armoiries du pays, c'est la légende qui a lié la vie des Moldaves aux forêts. ⁽¹²³⁾

(121) G. Dumitresco-Bumbesti: *Cooperativa noastra de ieri si astazi* (Bucuresti, 1927, brochure).

(122) Rapport adressé à Sa Majesté le Roi de Roumanie sur l'activité du Ministère de l'Instruction publique et des Cultes, par Spiru C. Haret, ministre. (Bucarest, 1904, pages 161-162.)

(123) N. Jorga: *Histoire des Roumains et de leurs civilisations* (Bucarest, 1922).

Le rôle de la forêt ne pouvait rester en dehors de la coopération roumaine. En 1905, dans un petit village de Moldavie, à Boroia, se fondait la première coopérative forestière, « Norocul » (124). Cette société est la preuve qu'au moyen des coopératives on pouvait non seulement détruire le monopole de fait existant dans l'industrie du bois, mais aussi on contribuerait à l'amélioration de la situation économique des montagnards. Dans l'année suivante se sont constituées deux nouvelles coopératives forestières; il y avait donc en tout 3 coopératives avec 118 membres et un capital versé de 45.845 lei.

Après ces expériences, le moment coopératif roumain va se manifester dans un troisième champ d'activité encore.

— La multiplication du nombre des banques populaires a apporté quelque amélioration dans les besoins du crédit des paysans; mais elles y laissaient subsister l'autre besoin impérieux, qui ne cessait pas de se manifester, de s'accroître même depuis le lendemain de la réforme de 1864 : le manque de terre de culture. Il y avait eu une augmentation assez considérable de la population, alors que la répartition de la terre restait la même.

Pendant les premières années du siècle, la répartition des terres de la Roumanie se présentait ainsi (125) :

	étendue	propriétaires	surface	% de la propriété
Petite propriété, -10 hectares		1.015.302	3.319.695	41,66
Moyenne » 10-100 »		38.699	861.419	10,81
Grande » 100- »		4.271	3.787.192	47,53

Ainsi 0,64 % de la population possédait plus de terre que 95,40 % !

Cette situation anormale s'aggravait encore davantage par la formation des trusts de fermiers (126), qui affermaient les terres des grands propriétaires. Contre ces intermédiaires réap-

(124) M. Mosandrei : *La Coopération forestière en Roumanie*. (Thèse, Paris, 1926, p. 100.)

(125) L. Colesco : *Les Associations agricoles de Roumanie*. (Bulletin des Institutions économiques et sociales de l'Institut international d'agriculture. Rome, 1910, n° 1, pages 202 et suiv.)

(126) En 1905, le trust Fischer englobait 236.803 hectares de terres arables. (C. Georgesco : *La Réforme agraire en Roumanie*, p. 264.)

paraissaient alors les anciennes formes d'associations paysannes. Les nouvelles conceptions coopératistes vinrent aussi s'opposer à eux.

Avec le concours matériel des banques populaires, par ces deux formes spéciales des coopératives, on pouvait venir à l'aide du paysan besogneux, mais cela soulevait la difficulté : les « obști » ont été constituées d'après le droit commun parce qu'on ne pouvait les ranger ni parmi les sociétés réglementées par le Code de Commerce, ni parmi les banques populaires réglementées par la loi sur les coopératives de crédit. En effet, les mesures offertes par le droit commun étaient peu acceptables, et les grands propriétaires, et même encore les institutions publiques ayant des terres à affermer ont préféré affermer ou vendre la terre à une seule personne — au fermier.

C'est pourquoi ces coopératives, malgré les avantages qu'elles pouvaient offrir, ne purent pas se développer, et n'ont pas atténué les difficultés des paysans. (127)

Pourtant, il existait une telle association dès l'année 1865 chez les habitants de la commune de Vanatori-Neamtului, qui avaient affermé la terre de l'Etat pour une période de cinq ans et renouvelé alors la période de temps en temps. Mais, en 1902, on comptait seulement 8 obști ayant affermé une surface de terre de 4.940 hectares. (128)

La population végétait dans un état économique des plus précaires. Sur 1.200.000 familles paysannes, 15% possédaient une étendue de terre variant entre 5 à 10 hectares; 62% possédaient une surface inférieure à 5 hectares; et le reste, 23%, ne possédaient rien. (129)

Or, en Roumanie, l'étendue indispensable à la subsistance d'une famille rurale est de 5 hectares au moins. Ainsi, la grande majorité des habitants du pays ne possédaient pas le strict nécessaire pour vivre.

Le manque de terre, de capital, d'instruments de culture, le morcellement croissant des propriétés, les charges de l'impôt

(127) N. G. Eremie : *Les Associations paysannes de production de Roumanie.* (Thèse, Paris, 1912, p. 38.)

(128) J. Duca : *Les Sociétés coopératives en Roumanie*, p. 125.

(129) V. Bercariu : *La Réforme agraire en Roumanie.* (Thèse, Dijon, 1928, p. 27.)

exagérées, tout a contribué à rendre illusoire l'indépendance politique et économique du peuple, — et DOBROGEANO-GHEREA nous donne un tableau saisissant et trop vrai, dans son livre intitulé « *Le néo-servage* ». — Il est inutile de récapituler ces tristes feuilles de l'histoire. Qu'il nous suffise de ne pas oublier les nombreuses petites émeutes paysannes et le grand soulèvement de 1907, dont la conséquence fut le manifeste du roi Charles I^{er} et, par la suite, un certain nombre de lois destinées à relever l'état matériel et moral des petits agriculteurs.

Parmi ces lois figurent : la loi des contrats agricoles, la loi constituant la Caisse Rurale, la loi contre les trusts des fermiers, la loi pour l'affermage des propriétés de l'Etat et des institutions de bienfaisance aux « obstii » des paysans, la loi pour le calcul du revenu de la propriété paysanne sur les mêmes bases que celui de la grande propriété pour l'établissement de l'impôt foncier.

Depuis ce temps, les milieux officiels ne cessent pas de s'occuper du mouvement coopératif, qui est considéré dès maintenant officiellement comme capable de contribuer à l'amélioration de la situation du pays.

De plus en plus la liaison de l'Etat et de la coopération devient plus étroite, et il n'est pas de champ d'activité plus vaste que le champ d'activité de la coopération roumaine. (130)

Le développement du mouvement coopératif dans ce temps est considérable, ainsi que le montre le tableau comparatif suivant :

Coopérative de	Nombre des sociétés			Nombre des membres			Capital versé en milliers de Lei		
	1907	1910	1912	1907	1910	1912	1907	1910	1912
Crédit	2.223	2.656	2.862	295.325	454.187	563.270	29.877	66.131	107.099
Consommation	91	276	294	3.925	11.616	13.105	435	1.490	1.698
Production	13	84	110	404	3.591	5.656	33	359	699
Forestier	9	86	143	330	4.382	8.208	49	648	1.059
Affermage de terre	65	274	389	6.359	37.564	55.707	409	1.925	3.323
Achat de terre	—	8	15	—	919	1.442	—	398	506
Total :	2.401	3.384	3.813	306.343	512.259	647.388	30.803	70.951	114.384

(130) C. Georgesco : *La réforme agraire en Roumanie.* (Thèse, Paris, 1908, p. 220.)

Dans cette statistique, les Banques Populaires sont prépondérantes ; elles correspondent d'ailleurs aux nécessités et aux besoins du pays. En ce qui concerne leurs membres, ces banques se composent à peu près exclusivement de paysans; d'ailleurs, la proportion des différentes classes est la suivante:

Paysans	90,9%
Artisans	2,6%
Fonctionnaires	2,4%
Commerçants	1,8%
Prêtres et Instituteurs	1,5%
Grands propriétaires	0,8%

La principale opération de ces institutions consiste à employer leurs fonds, pour subvenir aux besoins des sociétaires en leur accordant des prêts qui s'élèvent, dans l'année 1913, à 149.247.549 lei et se répartissent d'après le but pour lequel on les avait accordé, de la manière suivante:

Pour : Achat de bétail et instruments agricoles, à	35%
Affermage de terres	16%
Achat de terres	14%
Achat de fourrages et aliments	14%
Divers buts	21%

Ainsi les banques populaires roumaines étant mises exclusivement au service de la population rurale, revêtaient un caractère éminemment agricole. Leur développement marque l'augmentation de leur puissance financière et l'emploi de leurs capitaux nous montre quelle est leur importance dans la vie économique de ce temps. Après la multiplication de ces coopératives a commencé leur concentration qui permet alors leur renforcement financier. C'est le 8 juillet 1907 que fut créée, dans la commune de Gaiceana (département de Tecuci), la Banque Centrale Fédérale « Concordia », avec un capital de 50.000 lei, par l'affiliation des neuf banques populaires des localités voisines.

L'autre part de coopérative qui jouait le même rôle important, c'était celles d'« obstii » pour l'affermage de terres, qui ont affermé jusqu'à 1913 une surface de 375.000 hectares, pour lesquelles elles payaient un fermage annuel de 13.500.000 lei; —

donnant à leurs membres une étendue de terre de 5,15 hectares en moyenne.

Le développement de cette forme de coopératives commence durant la deuxième moitié de l'année 1907, mais il est dû surtout à la disposition de la loi du 10 avril 1909, qui donne l'impulsion aux coopératives d'affermage de terres, qui influence même le développement des coopératives d'achat de terres. Cette loi dispose que les terres appartenant à l'Etat et aux personnes morales ne pourront être affermées qu'à des associations d'affermage. Un semblable avantage a été accordé aux coopératives forestières par la loi du 12 février 1910, par laquelle le ministre de l'Agriculture et des Domaines était autorisé à vendre aux coopératives forestières des petits lots de forêt pour l'exploitation, du domaine de l'Etat.

Le développement rapide de ces trois catégories de coopératives, qui sont d'ailleurs les formes caractéristiques de la coopération du pays, a contribué beaucoup à l'amélioration du sort du paysan et résolu en grande partie la question sociale de la population d'avant la guerre. Leur développement ne cesse pas jusqu'au moment de l'entrée en guerre de la Roumanie, — le 15 août 1916.

*
* *

La guerre mondiale — avec ses conséquences, — a transformé profondément la Roumanie.

La superficie du territoire du pays est passée de 137.786 km² à 294.967 km²; le nombre de la population, de 7.538.000 habitants à 17.393.000 habitants. ⁽¹³¹⁾

Différents territoires, différents peuples, avec différents développements économiques, juridiques, sociaux, ont été liés dans un cadre commun.

Les peuples des régions rattachées avaient eu une vie coopérative développée, mais étaient très différents en ce qui concerne

(131) Le nombre des habitants, d'après le recensement de 1930, est de 18.025.237. (Géographie Universelle, tome IV, Europe centrale. Paris, 1931.)

leurs passés, leurs caractères, leurs structures. Leur unification demandait du temps, — et surtout beaucoup de prévoyance.

L'unification juridique des coopératives est bien difficile à réaliser. Pour la solution correcte, on demandait un système juridique correspondant à toutes les coopératives des régions. En même temps, on proposait la solution d'un problème depuis longtemps discuté, — l'autonomie de l'organisation de la coopération roumaine.

L'unification économique des coopératives — également difficile — était compliquée encore par un fait imposé impérieusement au gouvernement par les événements passés, et qui comportait la reconstruction économique du pays et la justice sociale du peuple; — c'est la nouvelle réforme agraire.

La réforme agraire était attendue depuis longtemps, lorsqu'au début de 1914 elle fut réclamée par les paysans qui revenaient de la guerre balkanique, mais sa réalisation se trouva imposée par la guerre mondiale. En 1917, le gouvernement, réfugié à Jassy, après la revision de l'article 19 de la Constitution, imposa l'expropriation des grandes propriétés et le partage des terres entre les travailleurs du sol, — aussitôt que les événements le permettraient. Le roi Ferdinand I^{er} chargea le Prof. N. JORGA de rédiger le manifeste relativement à l'expropriation et à la mise en possession des paysans combattants sur le front, manifeste publié dans les journaux « *Neamul Românesc* » et « *România* » le jour de la Saint-Georges, et envoyé sur le front, pendant la défection de l'armée russe qui était sur le front roumain. (132)

Après la rentrée du gouvernement dans la capitale, la décision fut mise en vigueur par le décret-loi N° 3697 du 15 décembre 1918 (133), qui fut refondue dans la grande loi agraire du 14 juillet 1921. (134) (135)

A cette date, la coopération roumaine entre, comme un organe apprécié, dans la vie juridique et économique du pays.

(132) C. C. Damian : *Les Banques populaires en Roumanie*, p. 79.

(133) Publié par le « *Moniteur Officiel* », n° 215, du 16 décembre 1918.

(134) Promulguée par le « *Moniteur Officiel* », n° 82, du 17 juillet 1921.

(135) L. Lazar : *La mise en œuvre de la réforme agraire en Roumanie*. (Thèse, Paris, 1924, p. 75 et suiv.)

Le décret-loi attribue à la coopération une activité importante en créant la « Caisse Centrale de la Coopération et de l'Impropriation ». (136)

Ce décret-loi est suivi de quatre lois, qui tiennent compte de la conformation différente du relief du sol et de l'évolution économique particulière des quatre grandes régions, et mettent en application la réforme agraire dont le but : corriger la répartition de la propriété rurale dans un sens plus conforme à l'équité et aux conditions sociales du pays.

Les quatre lois comportent les généralités suivantes :

1° Seront expropriés intégralement :

a) Les terrains cultivables appartenant au domaine de la couronne, à la Caisse Rurale, aux personnes morales, personnes publiques et fondations ;

b) Les propriétés rurales appartenant aux propriétaires absents depuis cinq années au moins, aux étrangers.

2° Seront expropriés partiellement :

a) Tous les domaines au-dessus de 100 hectares dans les régions de la montagne ;

b) Tous ceux au-dessus de 150 hectares dans les régions de la plaine où les paysans à « improprier » sont nombreux ;

c) Tous ceux au-dessus de 200 hectares dans les régions de la plaine où les paysans à « improprier » ne sont pas nombreux ;

d) Tous ceux au-dessus de 250 hectares dans les régions où les paysans ont déjà reçu de la terre.

Quant aux pâturages communaux : expropriation, en cas de besoin des grandes propriétés au delà de la limite de 100 ha.

Quant aux forêts communales : expropriation des forêts qui dépassent 100 arpents dans la plaine et 200 arpents dans la montagne.

3° Le paiement de l'indemnité aux propriétaires expropriés, après la constatation du prix de leurs terres par la Commission Départementale, est effectué par l'Etat, en titres de rente 5 % amortissable en cinquante ans (en Bessarabie spécialement, 40 ans).

(136) « Impropriation » est antonyme du terme « expropriation » et veut dire : Donner à quelqu'un la propriété d'un bien par voie légale.

4° Comme organe d'application de l'expropriation, la loi crée le Comité Agraire, dominant les commissions départementales de toutes les provinces.

C'est la partie d'« expropriation » de la loi. La partie d'« impropropriation », la mise en propriété de la terre expropriée aux paysans, comprend :

1° En général, tous les paysans possédant moins de 5 hectares de terre recevront la portion complémentaire. Ce principe général comporte des différences d'après les régions et d'après les disponibilités de terrains expropriables.

2° Le paiement de la valeur des lots par les paysans « impropriés » — à l'Etat — se fera en vingt ans.

3° Les lots sont inaliénables pendant les cinq premières années.

Cette réforme a profondément modifié la structure agraire du pays. Après la répartition de 6.008.098 hectares entre 1.825.660 paysans, la petite propriété paysanne comprit les 89% de la superficie totale des terres et la grande propriété de plus de 100 hectares n'engloba plus que le reste, 11 %. La Roumanie devint ainsi un pays de petite propriété. ⁽¹³⁷⁾

Les conséquences de cette « révolution agraire » apparurent dès les premières années de son application et probablement se manifesteront encore longtemps. Cette loi donne lieu à d'innombrables observations en ce qui concerne les conséquences de l'expropriation. En voici quelques-unes :

l'insuffisance du lot en certaines régions ⁽¹³⁸⁾ ;

les méthodes imparfaites de la culture ⁽¹³⁹⁾ ;

la diminution de la production du pays ⁽¹⁴⁰⁾ ;

le fléchissement de l'exportation du pays ⁽¹⁴¹⁾ ;

la crise du blé ⁽¹⁴²⁾.

(137) *L'Agriculture en Roumanie*. Album statistique de l'agriculture, publié à l'occasion du XIV^e Congrès international d'agriculture de Bucarest (7-10 juin 1929).

(138) V. Bergheano : *Colectivizarea agriculturii* (« Furnica », n° 13, 1933).

(139) L. Lazar : *La mise en œuvre de la réforme agraire en Roumanie* (Paris, 1924, p. 12).

(140) V. Bercariu : *La Réforme agraire en Roumanie*. (Thèse, Dijon, 1928, p. 65.)

(141) M. Cecropid : *La loi agraire en Roumanie et ses conséquences économiques* (Pars, 1924, p. 90).

(142) G. Seulesco : *Coopératives et ententes agricoles pour la vente du blé* (Paris, 1931, Introduction).

Certainement, la loi agraire a omis de nombreuses questions de première importance et créé des situations semblables à celles de la première réforme agraire.

La transition du régime de la grande propriété au régime de la petite propriété a été très brusque, alors que la loi transitoire, dite « loi Garofild », qui visait le fermage obligatoire — une sorte de stage d'éducation du peuple — loi votée à Jassy en 1918, n'a pas été appliquée ⁽¹⁴³⁾. On a oublié que « la propriété individuelle, comme la liberté, exige un apprentissage et ne peut que provoquer des désastres chez les peuples qui ne sont pas prêts à la recevoir. » ⁽¹⁴⁴⁾

Le législateur ne répara cette omission qu'après douze années. Pourtant le paysan manquait de moyens de culture et n'avait pas la possibilité d'en acquérir. On n'y prêtait pas l'attention à ce moment; c'est seulement après des années qu'une enquête en Bessarabie avait permis de constater que, sur 60.000 paysans dans un département, 35.000 seulement possédaient des charrues de fer; les autres n'avaient que des charrues de bois, — ou rien du tout. ⁽¹⁴⁵⁾

Cette situation dans l'agriculture indiquait une mission à la coopération roumaine d'après la guerre. Mais, dans cette œuvre, son plus grand obstacle était, cette fois, comme toujours, le manque de capitaux pour aider les paysans. Pour sauver la situation, le gouvernement accordait certaines avances aux paysans. Il chargeait les coopératives de la répartition de ces sommes — mais naturellement sous un certain contrôle.

Peu à peu, l'Etat se mêlait ainsi profondément aux affaires de la coopération, bien que cette intervention du pouvoir public dans les affaires des coopératives soit loin d'être en concordance avec les sains principes de la Coopération.

Les personnalités marquantes du pays, qui ont dirigé la coopération, ont relevé leur veto. Les coopérateurs ont protesté contre cet état de choses. C'est à cette époque que se réfère

(143) C. Garofild : *Le rôle social de la propriété moyenne* (Bucarest, 1926, p. 15).

(144) L. Baudin : *Le régime des terres au Maroc et la colonisation française*. (Revue de Science politique, 1926, p. 196.)

(145) G. I. Bălan : *Educațiune agricolă și asociațiile cooperative* (« Furnica », 15 Iulie 1933).

l'observation de Charles GIDE : « En Roumanie, la coopération sous la tutelle de l'Etat est devenue une branche de l'administration publique. C'est là un régime tout à fait spécial : il n'y a aucun pays, que je sache, dans lequel la Fédération nationale des Coopératives ait un directeur nommé par le gouvernement et un conseil d'administration dont la majorité est nommée par l'Etat. » (146)

Etant donné les mauvaises conditions dans lesquelles les paysans se trouvaient avant et après la réforme agraire, on admit que c'était même un devoir de l'Etat de suppléer à l'insuffisance des initiatives isolées et d'organiser un mouvement qui, par ses multiples manifestations, poursuivrait le relèvement économique et le développement de la solidarité sociale de la population. Dans ce sens était la réponse du Congrès des sociétés coopératives tenu en 1925 : « L'aide de l'Etat ne fut pas seulement une nécessité pour le passé, mais elle est un devoir pour l'avenir. » (147)

On convenait que l'Etat moderne démocratique n'ayant pas de tendances économiques et sociales opposées, l'éducation coopératiste et d'acheminement du mouvement coopératif est peut-être pour lui un devoir.

Cependant, l'autre tendance pour diminuer l'influence étatique n'a pas cessé de protester. Elle a donné comme premier résultat la loi coopérative intitulée « Code de la Coopération », votée le 12 juillet 1928.

Mais, peut-être, rien ne montre mieux quel rôle important jouent les partis politiques, même dans la vie économique de la Roumanie : c'est que, peu après le début de l'application de la loi qui fut votée par le gouvernement libéral, le nouveau cabinet du parti national paysan fit voter la nouvelle loi sur la coopération, « la loi pour l'organisation de la coopération ».

Cette trop grande immixtion des partis politiques dans les organisations économiques peut devenir facilement dangereuse.

La coopération roumaine n'a jamais cessé d'affirmer son désir de rester hors de ces tendances politiques. La motion du

(146) *La Coopération dans les Pays latins* (Paris, 1926-27, pages 207-208).

(147) Motion votée le premier jour du Congrès (3 janvier 1925).

Congrès des coopérateurs, tenu à Craïova en 1927, proclamait « la nécessité de conserver la plus parfaite neutralité en face des luttes politiques ».

Grâce à cette neutralité et à cette impartialité, des personnalités marquantes, appartenant à tous les partis politiques du pays (148), ont depuis longtemps collaboré pour le progrès du mouvement coopératif.

C'est seulement très récemment que la vie politique a commencé à s'infiltrer dans la vie coopérative. Ses résultats se manifestent déjà à l'heure présente, — mais contre eux la coopération, comme toujours, proteste même à présent.

Par l'impartialité de la coopération, tous les gouvernements ont reconnu ses mérites et ont assuré son développement. Celui-ci, après la guerre mondiale et après l'unification des mouvements coopératifs des régions nouvelles, devint si considérable qu'il est à peu près impossible de le comparer avec la situation d'avant la guerre.

Après la guerre, dans le cadre unifié, se placent les coopératives des nationaux minoritaires, qui, tant du point de vue économique, que du point de vue moral, contribuent au renforcement du mouvement coopératif du pays.

Pour se représenter le développement de la coopération roumaine d'après la guerre, nous donnons les tableaux suivants.

(148) Parmi les principaux partis de la vie politique roumaine, on distingue :

Le parti National Libéral — qui était un parti d'évolution de gauche modérée, mais fut poussé de plus en plus vers la droite par les événements politiques d'après la guerre et devint un parti conservateur. Les libéraux ont à cœur de maintenir les institutions créées par eux, de défendre les intérêts de la grande industrie et de la haute finance nationale.

Le parti National Paysan — constitué en 1926 par la fusion de deux partis politiques, le Parti National Roumain de Transylvanie et le Parti Paysan. Le parti ainsi formé est le défenseur des intérêts de la petite propriété rurale, qui, sans prêcher la révolution sociale, préconise des principes assez avancés, pour faire de lui un adversaire redoutable des partis oilgarchiques.

Le Parti du Peuple — défenseur de la propriété moyenne, est composé surtout des anciens combattants groupés autour d'un ancien général de la guerre. C'est le parti qui occupe la place entre les deux partis précités.

Le parti National Démocrate — représente une occidentalisation de la vie politique du pays ; il est formé surtout de l'élite intellectuelle roumaine, groupée autour d'un professeur distingué.

A côté de ces partis, il y a encore le parti Social Démocratique, le Parti Paysan, la fraction dissidente du parti National Libéral, le parti National Paysan de Bessarabie, la Ligue de la Défense Nationale, la Ligue Agraire et enfin les Partis Nationaux des peuples minoritaires, mas qui n'entrent pas dans les luttes politiques et servent exclusivement les intérêts des peuples respectifs.

La situation comparative de la coopération roumaine

Coopérative de		ANNÉES				
		1921	1924	1927	1930	1931
Crédit	Nombre des sociétés	3.211	3.956	4.766	4.679	4.742
	Nombre des membres	705.150	847.217	962.515	994.224	994.269
	Capital versé (149)	348.063	584.035	1.265.465	1.986.622	2.047.315
	Réserves	36.185	102.210	317.522	1.005.470	1.171.305
	Dépôts	213.884	498.380	964.849	1.616.557	1.578.062
	Prêts accordés	582.590	1.552.936	3.537.337	6.869.187	7.103.024
Consommation	Nombre des sociétés	1.311	2.584	2.250	1.154	1.191
	Nombre des membres	136.391	293.802	257.592	138.369	143.446
	Capital versé	35.236	98.575	162.530	116.898	120.174
	Réserves	6.707	57.606	120.619	124.358	148.724
	Stock de marchandises	82.726	229.574	329.131	148.100	107.373
	Chiffre d'affaires	240.593	844.326	1.212.441	602.215	428.229
Production	Nombre des sociétés	107	131	139	105	108
	Nombre des membres	9.313	12.184	16.189	13.939	14.338
	Capital versé	2.613	14.302	35.667	40.283	35.391
	Réserves	1.251	4.907	43.012	31.384	36.385
	Capital investi	2.840	23.645	57.929	58.211	59.954
	Stock des produits	1.809	15.507	26.533	23.867	32.628
	Chiffre d'affaires	6.715	71.185	158.938	180.988	124.591
Forestier	Nombre des sociétés	347	476	452	233	228
	Nombre des membres	35.000	57.935	61.754	34.478	31.553
	Capital versé	17.877	51.580	106.892	92.207	77.405
	Réserves	3.658	46.410	102.016	129.704	130.983
	Capital investi	26.737	117.614	127.596	139.996	157.062
	Stock des produits	37.082	167.168	227.805	261.302	141.798
	Chiffre d'affaires	18.680	235.493	333.561	305.582	197.843
Affermage de terre	Nombre des sociétés	—	125	100	50	42
	Nombre des membres	—	18.498	12.079	5.740	3.286
	Capital versé	—	3.251	3.339	2.969	1.410
	Réserves	—	5.659	5.797	2.311	1.329
	Valeur immobilière	—	819	857	1.201	584
	Produits agricoles en magasin ..	—	4	49	287	62
Achat de terre	Terre affermée en hectares	—	47.810	37.181	16.685	5.706
	Prix d'affermage payé	—	13.761	17.246	11.996	4.247
	Moyenne d'hectares par membre ..	—	2,58	3,08	2,91	1,74
	Moyenne de coût d'affermage par ha.	—	288	464	719	744
	Nombre des sociétés	—	177	343	191	146
	Nombre des membres	—	22.069	35.559	21.232	17.225
Achat de terre	Capital versé	—	27.765	91.057	49.256	12.831
	Réserves	—	12.780	55.918	214.446	129.501
	Produits agricoles en magasin ..	—	712	129	1.348	898
	Terres achetées en hectares	—	61.109	82.816	57.270	42.361
	Prix d'achat payé	—	370.485	985.005	778.107	533.483
	Moyenne de terre par membre ..	—	2,77	2,33	2,70	2,46
	Moyenne de coût d'achat par ha.	—	5.690	11.893	13.586	12.593

(149) Les sommes en mille lei.

La situation des coopératives minoritaires en Roumanie au 1^{er} Janvier 1932

	Coopératives			Total
	Crédit	Consom ¹⁵⁰	Production	
Nombre des sociétés	549	485	51	1.085
Nombre des membres	135.558	100.458	5.733	241.749
Capital versé	57.412	26.786	3.507	87.705
Réserve	64.165	24.069	497	88.731
Dépôts	691.511	—	—	691.511
Prêts accordés	978.272	—	—	978.272
Stock de marchandise	—	45.083	98	45.181
Chiffre d'affaires	—	341.088	15.343	356.431

La situation générale de la coopération roumaine au 1^{er} Janvier 1932 (150)

Nombre total de toutes les catégories de coopérative	7.542
Nombre total des membres des sociétés	1.447.866
Capital versé des coopérateurs	2.382.231
Réserves des coopératives	1.706.958
Crédits accordés en argent, en marchandises et en produits	8.950.590
Chiffre d'affaires	1.107.094

La situation des Banques Fédérales le 1^{er} Janvier 1933

Capital social propre	103.366
Réserves	212.888
Dépôts	85.737
Total des opérations de mandat	1.366.859
Total des opérations de commission	10.039

— Sur la base de la loi du 22 juillet 1931, le ministère de l'Agriculture crée des associations pour l'amélioration de l'agriculture sous forme de coopératives agricoles destinées à obtenir, dans le régime de la petite propriété, les avantages de la grande exploitation. Depuis l'application de la loi, 303 associations ont été créées, avec 11.600 membres et 892.363 lei de capital versé. (151)

La loi du 9 avril 1931 reconnaît l'existence et autorise le fonctionnement de la Société Coopérative d'assurances « Vulturul », qui, le 1^{er} octobre 1931, reprit son activité avec un capital de 7.213.000 lei. A la fin de la même année, elle avait réalisé un bénéfice net de 211.509 lei. La section de transports maritimes, créée en novembre 1931, dans une saison où la circulation tou-

(150) Dates officielles de l'Office National de la Coopération Roumaine. La situation générale pour 1932 publiée dans la revue « Curierul Cooperativ Român », n° 7, 1933.

(151) « Furnica », n° 5, 1933.

chait à sa fin, couvrit en un peu moins de deux mois, les risques de transport maritime des céréales des institutions coopératives qui ont quitté les ports roumains, pour une valeur de 20 millions de lei.

Les opérations de la Centrale Coopérative d'Importation et d'Exportation englobent: l'exportation des céréales, l'importation des articles nécessaires à l'agriculture, la vente du bois, la participation aux sociétés « Viticola » et « Avicola » pour la vente des vins, des œufs et de la volaille, la fourniture des machines agricoles, l'approvisionnement de l'armée, — son champ d'activité est donc assez vaste. Les moyens nécessaires pour financer les opérations, consiste dans un capital de 5.998.000 lei, majoré d'un fonds de réserve de 7.577.000 lei. Dans son compte de profits et pertes, à la clôture du 1^{er} janvier 1933, le bénéfice net est de 396.000 lei, dont 10% ont été accordés en rémunération du capital et 90% aux œuvres coopératives.

Enfin, le centre financier du mouvement coopératif roumain, la Banque Centrale Coopérative, a un capital social de 581.950.000 lei; les diverses réserves s'élèvent à 698.593.000 lei. Pour l'exercice de 1932, c'est-à-dire en pleine crise économique et alors que la situation est influencée par les mesures d'assainissement des dettes agricoles, qui exigent des échelonnements des paiements et la réduction des intérêts de 12% à 7%, et bien que pour l'année 1931 1.370.415.425 lei ne fussent pas encore encaissés, il y avait, au 1^{er} janvier 1933, un bénéfice net de 6.729.000 lei, dont le 30% est destiné pour le but de l'éducation coopératiste.

Grâce à ces efforts, il existe dans le pays quatre écoles de comptabilité et d'éducation coopératiste, à Craïova, Chisinau, Lugoj et Ludus, d'où sont sortis jusqu'à présent 3.000 élèves diplômés; l'école pour la formation des vendeurs et des directeurs de magasins coopératifs, à Bucarest; comme établissement supérieur de l'enseignement coopératif, l'« Ecole supérieure de l'enseignement coopératif » de Bucarest, fréquentée par 350 élèves. Enfin, il faut remarquer que l'intérêt montré par l'Office National pour l'enseignement de la coopération, corroboré par l'insistance des coopérateurs roumains, a abouti à la création de la chaire d'histoire et de doctrine coopératiste à l'Académie des

Hautes Etudes Commerciales et Industrielles de Bucarest et à la création des cours et des conférences coopératistes auprès de la même Académie de Cluj.

Ces œuvres, ces chiffres marquent le chemin parcouru par la coopération roumaine.

Les chiffres statistiques sont ceux du temps présent, d'une époque où l'agriculture du pays, où l'économie du monde traversent une période de dépression générale dans des proportions inconnues ces soixante dernières années. La crise atteint toutes les branches de production, mais surtout l'agriculture et par conséquent tout particulièrement les pays agraires de l'Est et du Centre de l'Europe. La situation est grave et ses causes, profondes. Suivant la constatation de la Conférence économique internationale de Londres, cette dépression est caractérisée par le déséquilibre qui s'est produit entre les prix des produits agricoles et ceux des produits manufacturés. Il se produisait une diminution du pouvoir d'achat des agriculteurs qui à son tour a eu une répercussion sur la production industrielle; la conséquence est le chômage, suivi de la diminution de la consommation, — réduction des débouchés des produits agricoles.

Cette complexité d'aggrave encore en Roumanie. Le revenu de l'agriculture ne fournit plus d'intérêt équitable au travail, au capital, et ne suffit pas pour couvrir les dépenses d'exploitation. On ne peut pas faire face aux charges des dettes agricoles; le crédit est complètement disparu de la vie économique.

La situation a déterminé le gouvernement à avoir recours à des mesures extraordinaires : la conversion des dettes agricoles, ce qui aggravait la situation des institutions financières.

C'est dans cette situation qu'on fait encore appel à la coopération roumaine. « Si l'on veut que l'agriculture roumaine ne tombe pas dans l'anarchie et le paupérisme complet, il faut réaliser plus parfaitement encore le coopératisme dans la vie agraire. On peut affirmer que ce pays ne peut revenir au progrès qu'en lui appliquant le régime qui convient spécialement aux pays de structure agraire et de petite propriété : le régime coopératiste ! » (152)

(152) Conférence du Prof. I. Raducanu faite par T.S.F. en Roumanie, le 12 avril 1933, reproduite : *Noua orientarea a cooperatiei Române* (Bucuresti, 1933, p. 32).

LA COOPÉRATION TRANSYLVAINE

La Transylvanie, cette magnifique citadelle montagneuse de l'Europe centrale, dont les habitants si longtemps avaient veillé à la paix de l'Occident contre les invasions de l'Orient, n'était qu'une notion géographique jusqu'à la formation de la Principauté transylvaine indépendante; depuis le XVI^e siècle, elle fut connue comme une notion historique; depuis le XVII^e siècle, elle passe comme facteur politique, et ensuite, pendant le siècle dernier, elle est reconnue même comme facteur économique.⁽¹⁵³⁾

Le territoire de la Transylvanie, avec ses bornes montagneuses, s'étend entre le bas et le moyen Danube, la Moldavie et la Valachie d'un côté, la plaine pannonique de l'autre. Un cercle complet de chaînes élevées, les Carpathes au sud, à l'est et au nord, le massif du Bihar à l'ouest, entoure des collines coupées de larges vallées traversées de nombreuses rivières : Somes, Mures, Jiu, Olt. Les sapinières des montagnes alternent avec les champs de blé des plaines, les vieux chalets avec les cheminées des fabriques modernes; — c'est un point pittoresque du globe.

Ce territoire se partage en deux aspects; deux types de pays aussi différents au point de vue physique qu'au point de vue économique, — au point de vue social et même au point de vue éthique : la montagne au relief tourmenté, forestière et pastorale, avec la population roumaine; les collines et les grandes vallées industrielles et agricoles, avec la population allemande et hongroise. Ses trois peuples, quelquefois isolés par petites régions, plus souvent mêlés, vivent ensemble depuis des siècles, comme nous raconte leur histoire, qui se déroulait dans ce magnifique amphithéâtre des Carpathes. ⁽¹⁵⁴⁾

(153) J. Acsàdy : Notre situation économique aux XVI^e et XVII^e siècles. (Budapest, 1899, texte hongrois.)

(154) Szilágyi S. : Erdélyország történelme. Histoire de la Transylvanie. (Budapest, 1866, Tome I, livres I et II.)

N. Jorga : Istoria românilor din Transilvania si din Ungaria. (Bucuresti, 1919, T. I, chap. II.)

G. D. Teutsch : Geschichte der Siebenbürger Sachsen. (Hermannstadt, 1899, T. I, livre I, chap. I-III.)

Dans l'esprit de ces peuples, la vieille indépendance de quelques siècles, la vie de la principauté libre, après que la Transylvanie par de longues guerres avec les Turcs fut séparée de la Hongrie, et jusqu'à la réunion de 1848, puis de 1868, ces temps ont fait naître une tradition, une conscience de la personnalité transylvaine ⁽¹⁵⁵⁾, un sentiment, dans lequel les trois peuples se rapprochent, dans lequel ils s'unissent et sont destinés à adopter les nouveaux sentiments des temps modernes qui visent le bien-être des peuples dans l'avenir.

La Transylvanie, qui faisait ainsi partie de l'ancienne Hongrie, ou plus exactement de l'Autriche-Hongrie, après le grand revirement de l'histoire qui a suivi la guerre mondiale, conformément aux articles 27 et 45 du traité de paix de Trianon, ainsi que les autres régions, soit en tout un territoire de 101.932 km², avec 5.208.345 habitants, a été annexé à la Roumanie. ⁽¹⁵⁶⁾

Le changement brusque, l'adaptation à la situation nouvelle n'a pas été sans difficultés, et les grandes transformations se faisaient sentir surtout sur le terrain économique. L'adaptation fut aggravée encore par la réforme agraire, qui a changé complètement la vie agraire de la Transylvanie.

En Transylvanie, il y a un équilibre constant entre les activités économiques; l'agriculture, l'industrie et le commerce se divisent conformément aux besoins de ces peuples, mais la vie agraire joue un rôle primordial. C'est la base de la vie économique; 24,6% de la totalité du territoire sont des terres arables, soit 2.539.165 hectares; et 3.800.000 habitants s'occupent de l'agriculture, soit 72,9% de la population. Dans la vie agraire, la réforme introduite après la guerre provoquait de nouvelles conditions.

En Transylvanie, la réforme agraire fut commencée par l'exécution du décret-loi n° 3911 de 1919, mais les mesures défi-

(155) Dr L. György : *La vie intellectuelle des Hongrois de Transylvanie*, Paris, 1928.

(156) La nouvelle Roumanie s'étend plus loin que la Transylvanie historique, plus loin que les montagnes du Bihar; elle s'étend jusqu'au bassin de la plaine hongroise; elle comprend au nord la Maramures, au sud le Banat, régions qui ne sont en réalité qu'un glacis de la citadelle transylvaine, mais qui par leur développement économique forment une unité — raison pour laquelle elles sont associées sous la même dénomination.

natives qui ont abouti au régime actuel furent édictées par la loi du 30 juillet 1921.

Les causes qui ont imposé la réforme agraire en Transylvanie sont les simples conséquences de la réforme générale du pays entier. A ce moment, en Transylvanie, la répartition de la propriété foncière a été certainement meilleure que celle de l'ancien royaume, parce que la petite propriété, au-dessous de 5 arpents (1 arpent=5.755 m²), représentait dans la totalité de la terre arable, 6,3%; la propriété entre 5 et 100 arpents, 48,4%; la grande propriété, entre 100 et 500 arpents, 14,3%; et au-dessus de 500 arpents, 31,2% ⁽¹⁵⁷⁾. Ainsi, la nécessité ne fut pas aussi pressante que de l'autre côté des Carpathes. Même les conditions du travail agricole, les méthodes de culture, la structure entière de la vie agraire, par son développement juridique, social et politique, présentaient certaines différences avec les conditions des régions dans lesquelles la Transylvanie fut placée. ⁽¹⁵⁸⁾

Conformément à la loi concernant la Transylvanie, furent expropriées en totalité toutes les propriétés appartenant aux personnes morales, institutions de bienfaisance, corporations, les propriétés des étrangers et des absentistes. Furent également expropriés, à raison de 100%, tous les domaines particuliers qui dépassent 30 arpents de superficie et qui avaient été afferchés, entre 1904 et 1918, pour une période de plus de dix ans.

Le minimum intangible de la propriété privée fut fixé à une étendue qui variait entre 50 arpents dans la montagne et un maximum de 500 arpents dans la plaine.

Le lot type des « impropriés » fut établi entre 5 et 7 arpents. On attribua la terre d'après l'ordre de préférence suivant : à ceux qui n'avaient rien, on accorda une étendue égale au lot type; on complétait jusqu'à concurrence de 5 arpents le lot de ceux qui possédaient une étendue de terre inférieure au lot type. Le lot de ceux qui furent nouvellement colonisés par l'Etat roumain fut fixé à 16 arpents.

(157) L. Lazar : *La mise en œuvre de la réforme agraire en Roumanie*. (Thèse, Paris, 1924, page 50.)

(158) Dr Bernat : *La politique agraire des Etats balkaniques*. (Magyar Gazdak Szemléje, n° 3, 1933, p. 140.)

La détermination du prix du terrain exproprié fut effectuée de la même manière que pour l'ancien royaume, mais les prix de base furent ceux pratiqués en 1913; ceci et les conditions de paiement, comme l'exécution de ces dernières dispositions, provoquèrent de nombreuses discussions passionnées qui arrivèrent devant la Justice internationale et le Conseil de la Société des Nations; les décisions rendues furent assez lamentables. ⁽¹⁵⁹⁾

Par la réforme agraire appliquée en Transylvanie, on a distribué au total 900.268 arpents de terres arables, 1.327.639 arpents de forêts, 733.039 arpents de pâturages, 12.239 arpents de terres à bâtir.

Les bénéficiaires de ces mesures ont été, en dehors des personnes morales (l'Etat, communes, etc.), 177.113 paysans roumains, 64.173 paysans hongrois et 20.945 paysans allemands.

Après la réforme agraire, la répartition de la propriété se présente ainsi: pour la petite propriété, 49,34%; la moyenne, 25%, et la grande propriété, 21,66%. ⁽¹⁶⁰⁾

Les conséquences de la réforme agraire en Transylvanie furent identiques à celles de toute la Roumanie; mais les résultats défavorables ici ne se manifestent que plus tard, par rapport aux autres régions. Pour une grande partie, ce fait est dû à la répartition plus complète, plus variable, des richesses naturelles, par conséquent à une plus grande harmonie de la vie économique, qui équilibrait le défaut de la production agricole en Transylvanie. Tandis que, dans les autres régions de la Roumanie, l'agriculture est prépondérante, en Transylvanie, cette importance est diminuée par les autres richesses de la nature, qui contribuent en grande partie à la complexité de la vie économique transylvaine.

La superficie boisée de la Transylvanie est de 3.372.992 hectares, soit 35,5% du territoire total de la Transylvanie, et elle représente les 56,2% de l'ensemble de la richesse forestière de la Roumanie. ⁽¹⁶¹⁾

(159) *La Réforme agraire roumaine en Transylvanie*. (Editions Internationales, Paris, 1928, p. 233 et suiv.)

(160) J. Bercariu: *La réforme agraire en Roumanie*. (Thèse, Dijon, 1928, p. 62.)

(161) M. Mosandrei: *La coopération forestière en Roumanie*. (Thèse, Paris, 1926, p. 32.)

Les produits du sous-sol, aussi abondants que variés, forment la plus grande richesse de la Transylvanie et assurent un terrain très favorable pour le développement de l'industrie.

Les richesses des gisements de houille de la Transylvanie représentent, dans l'ensemble de la production du pays, plus des $\frac{4}{5}$, — 84,75%. Les réserves de la région Anina-Steierdorf-Resita sont évaluées à 26.190.090 tonnes; cependant, la zone Petrosani-Lupeni-Vulcana possède 1.700 millions de tonnes dans ses réserves. (162)

Les gaz naturels constituent une importante ressource pour la Transylvanie, par leur abondance, leurs multiples emplois dans l'industrie chimique et surtout leur utilisation comme source d'énergie. L'étendue des terrains d'où se dégage le gaz est calculé à 10.000 km², dont le seul propriétaire est l'Etat, tandis que sa qualité fut constatée comme supérieure à celle de tous les autres gaz similaires, par la propreté et sa haute teneur en méthane, 97-99,25%; les gaz du Pays de Galles, qui peuvent lui être comparés, ne contiennent que 80 à 98%, et ceux des Etats-Unis, 54 à 99% seulement (163). La valeur calorifique des sources de gaz de la Transylvanie équivaut au double de la valeur de la production du charbon et de la lignite extraits pendant le même temps dans la totalité de la Roumanie entière.

Nous laissons de côté l'importance considérable du gaz méthane au point de vue du développement de l'industrie chimique, et en limitant son emploi seulement comme combustible et moyen d'éclairage, on peut concevoir la grande influence qu'il exerce et sera susceptible d'exercer à l'avenir sur la marche de l'industrie de ces régions. Son emploi, comme matière combustible, représente une économie appréciable, qui peut diminuer le prix de revient des matières fabriquées considérablement. (164)

Parmi les minéraux renfermés dans le sol de la Transylvanie, la bauxite tient, par son abondance, la première place. Des gise-

(162) La production de ces dernières régions fut, en 1929, de 3.046.027 tonnes; le maximum fut atteint en 1927, avec 3.223.468 tonnes.

(163) *Les forces économiques de la Roumanie*. (Bucarest, 1928, p. 55.)

(164) En 1929, la consommation du gaz comme combustible fut de 806.598.904 mètres cubes.

ments considérables ont été découverts en 1905, dans le département de Bihar. Son contenu d'aluminium est de 57 à 70% et les terrains mesurés s'étendent sur 600 km² (165); ses ressources sont les plus considérables du monde (166); Etant donné l'emploi accru de l'aluminium dans l'industrie moderne, il est aisé de se faire une idée de l'importance de cette ressource dans l'économie transylvaine et du développement auquel est appelé le centre industriel de Bihar.

Les minerais de fer se trouvent répartis entre cinq bassins principaux en Transylvanie. La contenance du fer des limonit et siderit de ses gisements varie entre 37 et 58% de fer. (167)

L'or et l'argent sont extraits dans les monts du Bihar, depuis l'époque romaine. Dans la vallée de Rosia, on trouve de l'or à l'état natif. Ce sont les Motzi qui font le métier de chercheurs de l'or par une exploitation primitive et familiale des plus curieuses, mais qui, malgré la richesse du minerai, — par une ironie du sort — sont les plus pauvres gens entre les montagnards roumains. (168)

Les quatre plus grands gisements salins du bassin Transylvain, après les constatations des spécialistes, pourraient alimenter les trois quarts des besoins de l'Europe.

Une de ses richesses, et non des moins importantes, est constituée par les sources d'eaux minérales, avec une variété de composition chimique particulière. Mais ces sources, ces stations thermales, faute de capitaux et surtout faute d'une propagande, ne sont pas connues à l'étranger, et les stations climatériques, les villes d'eaux, malgré leurs situation pittoresques, — sont encore privées de visiteurs.

Enfin, la Transylvanie n'avait pas encore son Français A. BERGÈS; la houille blanche n'est pas encore exploitée dans la

(163) Les forces économiques de la Roumanie (Bucarest, 1930, p. 61).

(166) A. Ianculesco : La Roumanie nouvelle et sa richesse minière. (Thèse, Paris, 1928, p. 250.)

(167) Ing. G. Gane : La richesse industrielle de la Roumanie et son industrialisation. (Correspondance économique roumaine, n° 3, 1924, p. 24.)

(168) La production des extracteurs de l'Etat, en 1929, fut de 2.218 kg. pour l'or et de 2.822 kg. pour l'argent.

(M. Teodoresco : La production minière de la Roumanie dans les deux dernières années. — Corresp. économique roumaine, n° 6, 1933, p. 23.)

mesure où les chutes d'eau le permettraient; ces chutes d'eau présentent des énergies inépuisables pour l'industrie transylvaine de l'avenir. La Transylvanie se développera sur la base de ses richesses du sol, du sous-sol; c'est le chemin de l'avenir qu'elle doit suivre, au lieu d'être toujours préoccupée de la seule activité économique connue aujourd'hui, — à savoir seulement de l'agriculture, de la vie agraire.

De nos jours, ce sont encore les besoins des agriculteurs, la capacité d'achat des agriculteurs qui déterminent la vie économique en Transylvanie. Dans le passé, cette subordination des autres activités économiques à l'agriculture était plus accentuée encore. C'est alors que la politique agraire prenait toujours soin d'améliorer la situation des agriculteurs, pour atteindre ainsi le développement de l'ensemble de la vie économique transylvaine.

Cette politique agraire visait l'élimination des difficultés des agriculteurs' parmi lesquelles figurait toujours la question du financement de la production de l'agriculture. Cette question devenait souvent aiguë en Transylvanie, qui en pressait la solution. Cette recherche d'une solution conduisait les peuples qui vivaient ensemble sur ce territoire à une nouvelle idée qui donna naissance au mouvement coopératif en Transylvanie.

L'idée coopératiste est propre à l'âme transylvaine, qui, de bonne heure, avait besoin de l'aide de soi-même, et qui avait le devoir de l'entr'aide à laquelle elle fut prédestinée pendant les siècles de son histoire.

La forme primitive de la coopération se manifeste depuis des siècles chez les Transylvains; sa forme moderne s'introduisit récemment en créant le mouvement coopératif distinct des trois peuples transylvains, mais qui suit le même but, — créer le bien-être de ces peuples et le progrès de la Transylvanie.

Les premières manifestations de l'idée de la coopération dans ses formes primitives, chez le peuple hongrois transylvain, sont liées à son occupation, — à l'agriculture.

Les paysans libres avaient toujours l'habitude de s'associer temporairement pour exécuter en commun les grands travaux de l'année et formaient des communautés de laboureurs, de moissonneurs, travaillant leurs propriétés dans une suite établie par le tirage au sort.

En Transylvanie, comme dans toute la Hongrie, jusqu'au milieu du siècle dernier, régnait la féodalité. Le droit de propriété de la terre formait le privilège des seigneurs. C'est la révolution de 1848 qui abolit le servage à la fois en Hongrie et en Transylvanie, alors que la loi IX de 1848 reconnaissait le droit de propriété à la terre pour les paysans qui en avaient la jouissance; cependant, les autres terres sont restées la propriété des anciens féodaux. Ces propriétés formaient alors la propriété moyenne et la grande propriété. Le droit des serfs émancipés à la forêt et au pâturage, — parce que le morcellement, l'exploitation individuelle de ces propriétés semblait impossible, — donna lieu aux exploitations communes de ces propriétés (*közbirtokosság*), tandis que dans les villages des Sicules, qui ont vécu toujours libres, cette forme de la propriété commune fut étendue sur les anciennes propriétés militaires. (169)

La transformation des grandes propriétés et la formation des petites propriétés demandaient des capitaux pour les investissements agricoles; par suite, les capitaux à prêter devenaient rares, — l'intérêt très élevé. C'est la charge de ces dettes qui aggravait la situation des cultivateurs, et la principale occupation devenait, pendant toute la deuxième moitié du siècle dernier, de chercher la solution de la question du crédit agricole.

Les paysans se sont aperçus de bonne heure, par eux-mêmes, qu'ils ne peuvent défendre leurs intérêts matériels qu'en s'aidant les uns les autres. C'est la nécessité qui donna naissance aux premières associations, sortes de sociétés de secours mutuels. La première de ces associations fut créée à Marosvasarhely, en

(169) Les Sicules ou Szeklers sont les descendants des anciennes colonies militaires qui ont veillé sur la Hongrie pendant les longs siècles, contre les invasions orientales. Ils forment aujourd'hui une partie considérable de la population hongroise et ils habitent l'angle sud-est de la Transylvanie, formant un territoire ethnique propre dans les départements de Csik, Haromszék, Udvarhely et Maros-Torda (Székelyföld).

1840, dans le but de supporter en commun les dommages éventuels causés par l'incendie (170), sous l'initiative d'un jeune ingénieur SOFALVY Joseph. Cette association, qui avait déjà un certain caractère coopératiste moderne (171), fut suivie, en 1843, par une deuxième association semblable (172), et jusqu'à la révolution de 1848, encore de six associations.

Après l'abolition de la féodalité, alors que les paysans furent pressurés par les usuriers, — l'occupation principale de ces associations fut la question du crédit. En 1855, on formait à Kolozsvar la Caisse de Secours (173), mais la permission de libre fonctionnement, de la part du gouvernement autrichien, ne fut accordée qu'en 1858. Cette institution, dans ses statuts, élaborés d'après les modèles des coopératives autrichiennes, adoptait les nouveaux principes propagés en Allemagne par SCHULTZE-DELITSCH (174). L'exemple fut suivi, en 1865, à Torda, en 1866 à Kézdivasarhely et après à Brasso, à Magyarlapos, à Marosludas, où furent formées les premières coopératives de crédit; leur nombre, sur le territoire de la Transylvanie, peu après que la première loi hongroise sur les coopératives comprise dans le Code de Commerce fut votée, s'élevait, à la fin de l'année 1881, à 54.

Mais leur activité, à cause de l'insuffisance des moyens, l'imperfection de leur organisation, resta faible; elles ne purent point mettre fin à l'usure qui exploitait la population rurale besogneuse, qui versait des intérêts s'élevant souvent jusqu'à 360 % (175), plaçant dans une triste situation, non seulement le paysan, mais encore les grands propriétaires.

L'Etat hongrois a reconnu de bonne heure la conséquence désastreuse de cet état de choses, mais ses nombreuses charges ne lui permettaient pas de donner de solution satisfaisante. C'est ainsi que ni le Crédit Foncier fondé dans l'année de famine 1863,

(170) Marosszéki Kölcsonös Tűzkarmentesítő Tarsasag.

(171) Felszeghy F.: *Biztosítás szövetkezés útján*. (Budapest, 1894, p. 9 et suiv.)

(172) Erdélyi Jégbiztosítási Tarsasag.

(173) Kolozsvári Kisegítő Pénztar.

(174) Kövary L.: *A kolozsvári kisegítő takarékpénztar első 25 éve*. Kolozsvar 1883.

(175) Le journal de Kolozsvar, « *Kelet* », 14 octobre 1879.

ni l'autre fondation de l'Etat, l'Institut de Crédit des petits propriétaires, en 1879, n'ont pas pu faire face aux besoins ⁽¹⁷⁶⁾. Pour chercher une autre solution, l'Association des Agriculteurs hongrois posa la question au Congrès de Budapest, en 1885. C'est ici que quelques personnalités marquantes du monde agricole, — peu nombreuses, mais décidées, — cherchent à sauver la population rurale. Parmi elles, l'apôtre du peuple, qui a compris le plus profondément la souffrance du paysan, était le comte Alexandre KAROLYI. Les années passées en France, l'exemple de LE PLAY, les œuvres sociales de l'Occident marquèrent dans son esprit. C'est lui qui proposa devant le congrès l'organisation des coopératives de crédit comme mesure de la solution de la question grave des villages.

Sa proposition fut acceptée et, en 1886, se créa la Coopérative de Crédit du département de Pest, autour de laquelle s'unirent les coopératives de la région, et qui commença la propagation du mouvement dans tout le pays. En Transylvanie, après quelques essais de création de banques rurales, arrivait la propagande en faveur de la coopération. La Société d'Encouragement de la Civilisation Hongroise (E.M.K.E.), créée en 1885, à Kolozsvár, sur la proposition de Jules HORVATH, se mit à propager la formation des coopératives ⁽¹⁷⁷⁾ et fit envoyer dans 300 villages les renseignements pratiques, les status types pour la création des coopératives de crédit. ⁽¹⁷⁸⁾ ⁽¹⁷⁹⁾

Sous cette impulsion, le prêtre Géza FÜLÖP créa, au mois d'octobre 1888, la Coopérative de Crédit à Szaszvaros, d'après le système Schultze-Delitsch.

(176) György Endre : A kisbirtok hitel hianyai. Budapest, 1885.

Dr Vargha Gyula : A magyar hitelügy és hitelintézetek története. — L'histoire de la question du crédit et les institutons de crédit en Hongrie (Budapest, 1896).

(177) Les procès-verbaux du conseil dirigeant de la société des 12 janvier 1887, 31 mars 1888, 12 février 1891.

(178) En 1886, le sous-président, Dr Charle Haller, posa la question de la création des coopératives même par la Société, d'une part « pour l'aide des membres » et d'autre part « pour protéger la propriété hongroise » (proposition à la commission ad hoc du 11 décembre 1886) ; mais, parce que la majorité des membres n'avait aucun sentiment de sympathie envers le peuple, la proposition échoua ; cependant le Comité économique ne cessa pas de continuer la propagande commencée.

(179) Az EMKE megalakulása és negyedszazadas működése, 1885-1910. — La fondation et l'œuvre des vingt-cinq années de la Société d'Encouragement de la Civilisation Hongroise en Transylvanie. (Kolozsvár, 1910, p. 386.)

La même année, à l'exemple de la Coopérative de crédit du département de Pest, se formait une semblable institution dans le département d'Arad, avec 18 sociétés affiliées.

En 1891, le comte KAROLYI se rendit personnellement, avec ses deux collaborateurs, le Dr Joseph HAJOS et Andrei GYÖRGY, en Transylvanie, pour propager la coopération. Le résultat ne manqua pas de se produire : dans un seul département, celui de Maros-Torda, se formaient 10 sociétés coopératives. (180)

Dès ce moment, le mouvement s'étendit à toute la Hongrie. En 1894, alors que fonctionnaient déjà 788 coopérative, la Coopérative de Crédit du département de Pest étendit son activité sur tout le pays et prit le nom de l'Institut National de Crédit.

Le gouvernement reconnaît l'essor du mouvement coopératif et s'engageait par la voie législative à donner le secours aux coopératives. La loi de 1898 sur les coopératives de crédit réorganisait l'ancienne centrale et créait l'« Association Centrale des Coopératives de Crédit » à Budapest, à laquelle passèrent les 465 coopératives de crédit affiliées de tout le territoire de la Hongrie.

Depuis ce moment, le nombre des coopératives de crédit augmenta rapidement (181) ; en 1903, leur nombre passe à 1.653 ; en 1913, à 2.425, avec 693.194 membres et 72.317.000 couronnes de capital, 14.694.000 couronnes de réserves, 138.654.000 couronnes de dépôts et 323.901.000 couronnes d'emprunts accordés.

Après la création de cette centrale des coopératives de crédit, le comte KAROLYI se mit à la création des coopératives de consommation. La nouvelle mission fut également heureuse. Le petit détaillant du village vendait pendant toute l'année à crédit, prêtait de l'argent aux paysans, achetant sa récolte à l'avance, de sorte qu'il ne restait aux cultivateurs que quelques couron-

(180) Schweinitz Gyula gróf : *Mezőgazdasági hitel és takarékszövetkezetek Erdélyben.* — *Les Coopératives de crédit rural et d'épargne en Transylvanie.* (Erdélyi Gazda 307, Kolozsvár, 1891.)

(181) A harminczesztendő Országos Központi Hitelszövetkezet, 1898-1928. — *Le trentenaire de l'Association centrale des Coopératives de crédit* (Budapest, 1929). —

Dr Oberding : *L'Histoire du mouvement coopératif.* (Erdélyi Tudósító, n° 3, mars 1933.)

nes et, après la récolte, les paysans devaient recommencer à travailler à crédit en spéculant sur la récolte prochaine.

Le bien-être de la population exigeait une intervention. Le comte KAROLYI, dans son activité, secondé de quelques collaborateurs comme le comte Joseph MAILATH, Etienne BERNATH, Elemer BALOGH, Paul MESKO, Géza MAKKFALVY, Alexandre BUJANOVICS et quelques membres de l'Association des Agriculteurs Hongrois, se met au travail et finit par rassembler, au moyen de souscriptions d'actions de 10 couronnes, une somme de 17.000 couronnes, dans le but de fonder une institution organisatrice et centrale des coopératives de consommation. Le comte KAROLYI augmenta, par sa souscription personnelle, le capital de 50.000 couronnes, et c'est ce capital social qui fut la base de la « Hangya » (la Fourmi), société coopérative de consommation et de négociation des marchandises, fondée le 23 janvier 1898, siège central à Budapest. ⁽¹⁸²⁾

La première année ne passa pas sans difficultés, et au bout d'un an, le bilan enregistra un déficit de 12.000 couronnes. Pour éviter le découragement, le comte KAROLYI, le dévoué père du mouvement coopératif hongrois, se chargea de combler le déficit et rendit ainsi possible la clôture du premier bilan avec un surplus de 76,36 couronnes.

Ayant ainsi vaincu cette difficulté, la Hangya entra sur le chemin du développement; après la première année, elle comptait 17 sociétés de consommation; en 1900, leur nombre passe à 122; en 1905, à 570; en 1910, à 992, et en 1913, à 1.251, avec 189.742 membres, ayant un capital social de 5.046.024 couronnes et un chiffre d'affaires de 54.533.882 couronnes.

Après l'augmentation du nombre des sociétés, les expériences prouvèrent qu'il est très difficile de pourvoir au réapprovisionnement des marchandises au moyen d'une seule place centrale; c'est ainsi qu'en 1905, pour le ravitaillement des coopératives transylvaines, une agence à Nagyenyed fut établie ⁽¹⁸³⁾. Cette institution ayant réussi, on établit une autre agence à

(182) Hangya 1898-1920 (Budapest, brochure).

(183) Fogyasztási szövetkezetek Erdélyben. — Les Coopératives de consommation en Transylvanie. (Magyar Pénzügy, 1905.)

Nagyvarad et dans trois villes encore sur le territoire du pays.

La principale affaire de la Hangya consistait dans la vente des marchandises. Au commencement, la Centrale ne fut qu'un intermédiaire entre les producteurs et les coopératives rurales; mais dès la première année déjà, elle installa un entrepôt de marchandises, et enfin elle produisit elle-même des marchandises, avec le concours de la Société Anonyme Industrielle « Hangya »; elle a créé des fabriques de produits chimiques et de savon, de brosses et de balais, de liqueurs et de rhum, de beurres et de fromages, de vinaigre, un moulin, à Nagyvarad une société anonyme agricole pour l'industrie de la viande, qui s'occupait également de l'engraissement des porcs.

En dehors de ses affaires, la Hangya élargit son champ d'activité à d'autres domaines. En 1907, elle organise le service d'assurance agricole et effectue directement les assurances contre l'incendie et contre les dégâts causés par la grêle.

Pour la propagation de l'idée coopérative, en 1884, le comte Albert APONYI proposa la création d'un organe coopératif, qui parut depuis le 12 janvier 1890, sous le titre « *Szövetkezés* » (Le Coopérateur); depuis 1910, il publiait un supplément « *Hangya* », s'occupant principalement de la coopération de consommation. Depuis 1898, comme organe de la Centrale des Coopératives de crédit, paraît la « *Magyar Szövetkezés* » (La Coopération Hongroise), parallèlement à la « *Szövetkezeti Ertesítő* » (Courrier Coopératif) comme organe de la Centrale des Coopératives de consommation. ⁽¹⁸⁴⁾

A côté de la Hangya, poursuivant les mêmes buts, se forma la Centrale des Coopératives Chrétiennes; sous les auspices de laquelle s'établirent également plusieurs centaines de coopératives de consommation rurales, mais qui plus tard ont fusionné avec la Centrale « Hangya ».

A Budapest, comme action spéciale, deux grandes sociétés coopératives de consommation se formèrent, c'est-à-dire des employés des chemins de fer de l'Etat, créée en 1883, et depuis

(184) Hebdomadaire « Hangya », numéro jubilaire de 25 années, 3 janvier 1934, p. 15.

1886 la Société Coopérative de consommation des Fonctionnaires publics ⁽¹⁸⁵⁾, et après se formait la Coopérative des Agriculteurs Hongrois; l'Assurance Mutuelle de bétail; la Coopérative d'Assurance des Agriculteurs; toutes ces coopératives ont étendu leur activité sur toute la Hongrie. Dans ce temps, où le mouvement coopératif hongrois prenait son essor, fut tenu le IV^e Congrès coopératif international, à Budapest, les 6, 7, 8 septembre 1904, auquel 16 Etats envoyèrent 129 délégués. ⁽¹⁸⁶⁾

Mais les véritables résultats ne furent atteints par la coopération hongroise qu'après la mort de son animateur et apôtre : le comte Alexandre KAROLYI est décédé le 27 avril 1906 à Menton.

En Transylvanie, un des plus grands propagateurs de la coopération fut alors le Dr Etienne GIDOFALVY, qui, jusqu'en 1910, fonda, à lui seul, plus de 400 coopératives. Depuis ce temps le nombre des coopératives augmentait de jour en jour; et surtout les coopératives de crédit se répandaient. Leur nombre, sur tout le territoire de la Transylvanie, en 1910, s'élevait à 361, avec un capital versé de 5.514.949 couronnes, un fonds de réserve de 1.345.146 couronnes et un dépôt de 9.571.080 couronnes.

C'est la guerre mondiale qui arrêta dans ce développement les coopératives hongroises en Transylvanie.

La population allemande transylvaine, loin de sa patrie d'origine, laissée à sa force propre depuis de longs siècles, — a vécu toujours très unie. Le sentiment d'entr'aide, spécialement développé dans la vie de ce peuple, donna naissance à une série de formes d'associations pour aider, pour servir les paysans saxons.

Ainsi se sont créés depuis des siècles, les « *Nachbarschaften* », la mutualité des voisins; les « *Bruder- und Schwesterschaften* » pour l'entr'aide familiale; les « *Kukuruzkassen* », pour l'emma-

(185) Le comte I. Mailath : L'évolution des sociétés coopératives de consommation en Hongrie (Paris, 1906).

(186) Annuaire de l'Alliance Coopérative Internationale, 1904.

gasinage des céréales, surtout du maïs, pour la valorisation en commun. (187)

Pour la concentration plus étroite encore de la population rurale, se fonda en 1845 la « *Siebenbürgisch-sächsische Landwirtschaftsverein* », l'Association agraire de la population saxonne transylvaine.

L'activité de l'association, qui fut l'organe central de la vie agraire, se manifesta depuis son commencement dans la solution du problème du besoin du crédit des paysans. A côté des banques saxonnes fondées dès 1835 (188), l'association commença, avec le concours de la Chambre de Commerce de Brasso, la propagation de la coopération, d'après les exemples récemment apportés de l'Allemagne, basés sur le système Schultz-Delitsch.

Ainsi se formait, en 1862, la « *Mediascher Vorschussverein* » ; en 1864, la « *Hermannstädter Vorschussverein* », et l'année suivante le troisième semblable institut de crédit, dans un autre centre saxon, au nord de la Transylvanie, — à Bistritz (189), et, après, la « *Szasz-Regener Vorschuss- und Sparkassen Genossenschaft* », et en 1866 la « *Brooser Vorschussverein als Genossenschaft* ». (190)

(187) Dr Günter Wohenkel : *Deutsches Genossenschaftswesen in Rumänien*. (Stuttgart, 1929, p. 15-16.)

(188) Les Saxons transylvains ont créé la première banque en Hongrie, en fondant la « *Kronstädter Allgemeine Sparkasse* », le 3 juin 1835, alors que la première banque hongroise, la « *Hazai Első Takarékpénztár* », à Budapest, ne fut créée qu'en 1840, suivie par la première banque hongroise en Transylvanie, — à Arad, la même année ; en 1841, par la deuxième banque saxonne, le plus remarquable institut financier saxon, la « *Hermannstädter Allgemeine Sparkasse* » ; et en 1851, par la troisième banque saxonne fondée à Besterce. Le but suivi par ces premières banques en Hongrie fut surtout altruiste ; elles ne sont devenues de véritables institutions capitalistes qu'après qu'elles ont adopté la forme de société anonyme par actions.

(189) La plupart des Saxons se trouvent réunis dans trois régions : dans ce qu'on appelle le « *Fundus regius* », qui s'étend sur une bonne partie du département de Sibiu, sur presque tout le département de Târnova-Mare et sur les régions voisines des départements limitrophes, Alba de Jos et Târnova-Mică ; dans le « *Burzenland* », qui comprend à peu près toute l'étendue de la plaine du département de Brasov ; et dans le « *Noesnerland* », qui s'étend sur une partie des départements de Bistrita et de Cojocna. Ces territoires ont été colonisés par les rois hongrois depuis des siècles, au XII^e, puis aux XVI^e et XVII^e siècles, quand la population, réduite très sensiblement par les longues luttes contre la Turquie et par le désastre de Mohacs, ne suffisait plus à cultiver ces riches terres.

(190) Dr Eichmann : *Entwicklung und Stand des Kredit und Genossenschaftswesens des Siebenbürger Sachsen* (Berlin, 1903, p. 102).

Mais la population agricole avait besoin d'un crédit de plus longue durée que celui fourni par ces coopératives. La population ne pouvant se servir de ces coopératives, s'en est désintéressée; aussi, après quelque temps, ces coopératives se sont transformées en sociétés anonymes. ⁽¹⁹¹⁾

La vraie réalisation ne commença qu'en 1885, quand le Dr Karl WOLFF, rédacteur du journal « *Hermannstädter Tagblatt* », devint directeur de la banque *Hermannstädter Allgemeine Sparkasse* »; élu plus tard député, il commença la propagande en faveur des coopératives, mais cette fois dans un sens plus conforme aux besoins de la population rurale, et créa des coopératives du système Raiffeisen.

La propagande, assise sur une base solide, en 1885 on créa la première société coopérative de ce système dans le village de Frauendorf, et à la fin de l'année une autre à Arbegen, et la troisième à Gross-scheuern, et l'année suivante encore cinq sociétés coopératives.

Le 19 juillet 1886, à l'occasion du premier congrès coopératif, on fonda l'Union Coopérative Raiffeisen, la « *Verband Raiffeisenschen Genossenschaften* », dont le président fut l'apôtre de la coopération saxonne, — le Dr WOLFF.

Les coopératives de crédit possédaient ainsi une double base, c'est-à-dire une administration sérieuse par la nouvelle Union, et l'alimentation des capitaux par la Caisse Générale, qui se mit au service des coopératives. L'activité de ces coopératives devenait une mission parmi le peuple saxon. Ces coopératives ont aidé les paysans saxons, non seulement dans leurs anciennes propriétés, mais leur donnèrent la possibilité d'acquérir des nouvelles terres. Les statuts types de 1885 leur confièrent trois tâches: maintenir la propriété existante; rendre possible l'acquisition de nouvelles terres; favoriser le parcellement des grandes propriétés. Pour la réalisation de ces buts, toutes les propriétés destinées à être vendues par les propriétaires saxons furent achetées par les coopératives et revendues aux agriculteurs

(191) Dr O. Meltzl: *Statistik der sächsischer Landbevölkerung in Siebenbürgen*, (Hermannstadt, 1886, p. 200.)

saxons. Les grandes propriétés de la noblesse hongroise destinées à être vendues furent acquises en bloc par les coopératives et morcelées en petits lots entre les paysans saxons. D'après la constatation de la « *Verbandsenquête* » de 1906, jusqu'à cette date 57 coopératives ont assisté 494 fois aux distributions des grandes propriétés; la « *Siebenbürger Vereinsbank* », jusqu'en 1916, avec 44 coopératives, en 285 fois a acquis des propriétés non-saxonnes, représentant 2.492 arpents de terres arables, 3.314 arpents de forêts, 577 arpents de pâturage, 64 terrains bâtis, 15 terrains à bâtir et 2 moulins ⁽¹⁹²⁾; par ces opérations, 45 % des propriétés hongroises vendues pendant les dix dernières années avant la guerre, ont passé dans la propriété saxonne. Les services rendus par les coopératives saxonnes, par l'exécution de ces opérations, du point de vue allemand, sont très appréciables. Elles ont empêché la grande partie du peuple saxon de tomber dans la misère et lui ont évité l'émigration en Amérique. ⁽¹⁹³⁾

Après les résultats atteints par les coopératives de crédit, on introduisit la forme coopérative même dans la vie industrielle. Ainsi, on créa à Bistritz, en 1886, une fabrique de cuir ⁽¹⁹⁴⁾, qui établit en 1899 une usine de fabrication des chaussures; la même année, à Hermannstadt, on créait une deuxième coopérative semblable. ⁽¹⁹⁵⁾

En 1888 existaient déjà 5 caves coopératives, et après l'augmentation de leur nombre, en 1911 on créa une centrale à Medgyes, qui devint la centrale de valorisation en gros.

La propagation des coopératives de consommation commença assez tard chez la population saxonne, bien qu'en 1866 se formait la première coopérative de consommation; c'est seulement à partir de 1899 qu'on y prêta attention; en 1902 existaient 8 coopératives, mais leur nombre n'augmenta qu'après la

(192) Dr Günter Wehenkel : *Deutsches Genossenschaftswesen in Rumänien*. (Stuttgart, 1929, p. 31 à 35.)

(193) Le nombre des émigrants de la Hongrie et qui ont passé aux Etats-Unis en 1907 atteignait les 300.000. Ce chiffre, pendant les années suivantes, augmenta dans une telle mesure que le gouvernement hongrois fut contraint de restreindre l'émigration par la loi II de 1909.

(194) *Erster Bistritzer Lederfabrik*.

(195) Miko, *Magyar Kompass*, 1900, tome II.

création de la Centrale des Coopératives de Consommation, toujours à Hermannstadt, fondée en 1906, alors qu'existaient 17 coopératives; leur nombre passa à 35 en 1909 et à 47 en 1913, avec 3.549 membres, 25.434 couronnes de capital et 1.096.976 couronnes de chiffre d'affaires ⁽¹⁹⁶⁾. Un des cas très rares, mais très pratiques pour les coopératives de consommation, c'est que dans les villages où n'existe aucune coopérative de crédit, par l'autorisation de la Centrale de Crédit les coopératives de consommation reçoivent les épargnes et accordent au peuple des petits crédits. ⁽¹⁹⁷⁾

Mais ce sont les coopératives de crédit qui représentent fortement la coopération saxonne. On comptait, depuis 1900, 80 coopératives de crédit; leur nombre passa à 114 en 1905, à 144 en 1910 et, à la veille de la grande guerre, 177, avec 15.985 membres, 386.000 couronnes de capital, 1.444.000 couronnes de réserves, 10.079.131 couronnes de dépôt, en réalisant un bénéfice net de 192.000 couronnes. ⁽¹⁹⁸⁾

Chez la population souabe du Banat ⁽¹⁹⁹⁾, le mouvement coopératif ne se manifesta qu'assez tard, à cause du petit nombre des habitants et de leur organisation complète : ils possédaient dans tous les petits villages des « *Dorfsparkasse* » qui jouaient le rôle des coopératives de crédit. Toutefois, à la fin du siècle dernier, à l'exemple de la population saxonne, commençait la propagation des coopératives du système Schultze-Delitsch, mais qui échouèrent semblablement aux coopératives saxonnes de ce système; en 1897, on créa la première coopérative du système Raiffeisen, dans le village de Grossscham, et après, en 1899, à Triebswetter, en 1909 à Segentau, en 1911 à Lovrin et Liebling.

(196) En 1904, la centrale « Hangya » a créé deux coopératives de consommation qui ont été transférées en 1906 à la nouvelle centrale de Hermannstadt.

(197) Dr G. Dragos : *Normele de organizare si functionare ale cooperatiiei sasesti din România*. (Tribuna Cooperatiei Ardelene, n° 4-5, 1931.)

(198) Dr G. Mladenatz : *Die Genossenschaftsbewegung in Rumänien* (Bukarest, 1929).

(199) Les Souabes de ce territoire sont originaires de l'Allemagne du Sud et de l'Alsace-Lorraine. Ils sont allés coloniser, à la fin du XVIII^e siècle, les terres plus fécondes de l'ancienne Hongrie. Chose curieuse et peu connue, parmi les habitants des villages de Charleville et de Seultour (département de Timis), on trouve encore aujourd'hui des vieux paysans qui parlent la langue de leurs grands-parents, non seulement l'alsacien, mais même le français.

Ces coopératives fondèrent alors la « *Raiffeisencentral A. G.* » avec 500.000 couronnes de capital social, siège à Temesvar. Mais il n'y avait pas de coopératives de consommation et les coopératives de crédit s'occupaient de l'achat en commun des marchandises de consommation plus importante, en les répartissant entre leurs membres. En même temps, on créait, pour le contrôle des coopératives, la « *Verband Raiffeisenschen Genossenschaft in Banat* », qui a son siège à Temesvar.

Dans la vie montagnarde de la population roumaine transylvaine, il y avait toujours un sentiment qui attirait les petites forces en vue de réaliser les intérêts communs.

Depuis des siècles, les « *târle* », les communautés de bergers envoyaient leurs moutons paître au delà des Carpathes, sur les collines de la Muntenie, de la Bessarabie. L'affermage des pâturages, la vente de la laine, des fromages, se faisaient en commun; un de ces bergers les descendait aux commerçants des villes pour les vendre.

Les groupements des montagnards, qui travaillaient ensemble dans l'exploitation des immenses forêts, formaient une sorte de « *braccianti* », des bûcherons des Carpathes.

Mais le point de départ du mouvement coopératif, c'est le 24 avril 1867, lorsque, sous l'impulsion de l'instituteur VISORION ROMAN, « une des âmes étrangères qui se soudait au peuple, au village roumain transylvain » (200), les paysans du village de Rasinari (département de Sibiu), créaient leur « Association d'épargne et de crédit », qui fut en même temps la première coopérative et la première institution financière roumaine en Transylvanie. (201)

La réussite de cette société fut un exemple et fit naître de

(200) Allocution du ministre de l'Instruction publique, M. Gusti, au centenaire du Visorion Roman. (Bucarest, juin 1933.)

(201) I. Enesco : *Inceputul cooperatiei la Români*. — Le commencement de la Coopération chez les Roumains, (Revista Economica, Sibiu, n° 33, 1912.)

semblables institutions dans les villages roumains à Sacadate, Nuce, Sàsàus, Mercurea et Scarei. La propagande ne s'arrêta pas, elle s'étendit jusqu'au nord de la Transylvanie et, en 1873, se fonda l'association de crédit « Aurora » de Nasaud et après on créait des coopératives dans les plus différentes parties de la Transylvanie, à Borgo-Prund, à Sein, à Saliste; et les artisans roumains en constituaient une dans la ville de Brasov.

L'année 1888 fut celle de la création de la « Réunion roumaine de l'agriculture » de Sibiu, dont le but était d'aider et de développer l'agriculture roumaine. Les fondateurs et animateurs: Aurel BRATE, V. TORDASEAN, OSVADA, le professeur COMSA, ont préparé un vaste programme concernant les conférences éducatives entre les paysans, l'enseignement pour l'amélioration de la terre, la distribution du grain d'ensemencement, la fondation des « *tovarasii* » agricoles et des coopératives de crédit villageoises.

La réalisation de ce programme commença et en 1893 fut fondée par la Réunion la première coopérative de crédit de système Raiffensen, dans le village Rosia saseasca, dans le voisinage de Sibiu.

Par l'introduction du nouveau type de la coopération, les fondateurs voulaient adapter leur œuvre à tous les points de vue aux besoins et aux conditions de la population rurale.

L'activité bienveillante de la Réunion n'a pas tardé d'apporter de bons résultats. Les paysans ont commencé à cultiver leurs terres plus efficacement et l'effort du peuple commençait.

Le 14 mars 1872, VISORION ROMAN réalisa sa plus grande œuvre : il créa la banque « Albina » à Sibiu, qui devint l'institution de base financière de toutes les activités économiques roumaines en Transylvanie. Cette banque fut suivie dans la suite par la banque « Economul » de Cluj, par l'« Ardeleana » d'Oràstie, qui constituèrent des sources de capitaux des coopératives rurales, dont le nombre se multiplia et les œuvres s'étendirent même au delà des allocations de crédit.

En 1901, « Insotirea », du village de Cornatel, réussit à acquérir la propriété d'un comte hongrois sur une étendue de 400 arpents, avec des édifices agricoles, pour un prix total de 80.000 couronnes. La propriété fut répartie par lots entre les

103 membres de la société. En 1907, l'« *Insatirea* » achetait une deuxième propriété ayant une superficie de 200 arpents, pour le prix de 58.000 couronnes, qu'elle partagea entre les 125 habitants du village. Par ces faits, la population du petit village devenait propriétaire à l'aide de la coopération. (202)

L'activité des coopératives se conforme toujours à la nécessité de la population agricole; elle s'étend à la vente du bétail des membres, à la valorisation du bois exploité par les montagnards, à la construction et à l'acquisition des moulins. Ces questions étaient celles qui se posaient à la coopérative « *Agricola* » de Hunedoara, créée en 1902, et qui fut suivie par cinq coopératives semblables.

En 1890 apparaissait la première coopérative de consommation, à Blaj, ayant ajouté en même temps à son exploitation un restaurant et un hôtel; mais l'exemple ne fut suivi que huit ans après, par la coopérative de consommation « *Comoara* », de Sasca-Montana. La population roumaine ne prêtait pas attention aux coopératives de consommation; sur ce terrain, la « *Hangya* » elle-même ne put arriver à un résultat, malgré sa propagande; des coopératives de consommation ne se créèrent que dans quelques villages roumains.

Le véritable succès de la coopération roumaine transylvaine fut réalisé sous l'impulsion de l'« Association pour la littérature et la culture de la population roumaine », qui fonctionnait quelques années plus tard, sous le nom de « *Astra* », à Sibiu. L'activité de cette association s'étendait sur toute la vie roumaine. Par son programme multiple, les résultats atteints sur le champ économique furent remarquables; raison pour laquelle l'« *Astra* » fut nommée par le D^r A. LAPADATU, « libératrice économique des Roumains de Transylvanie ». (203)

Sous l'impulsion de l'association, les banques roumaines de toute la Transylvanie s'unirent sous le nom de « *Solidaritatea* », le 16 juillet 1907; la *Solidaritatea* comptait 68 institutions finan-

(202) Rapport annuel de la société de l'année 1910. (Cité par M. le Prof. D^r Dragos, p. 58.)

(203) L'*Istoriographie Roumain Transylvain*. Exposée à l'Académie Roumaine, le 2 avril 1923.

cières comme membres et avait pour mission d'approvisionner en capitaux ces institutions.

L'année 1911 marqua une date importante dans la vie de l'Association littéraire, comme dans la vie de la coopération roumaine de la Transylvanie.

Cette année, un grand animateur de la vie roumaine envoyait de l'autre côté des Carpathes ses encouragements moraux et matériels aux Roumains transylvains.

Vasile STROESCO connaissait le prestige et le rôle qu'exerçait l'Association sur la vie roumaine transylvaine, et c'est au comité central de l'Association qu'il adressa sa lettre :

« Messieurs, Vos villages n'ont pas de Banques Populaires en nombre suffisant. Vous ne vous êtes pas encore occupés d'elles. Ces banques, en Roumanie, se sont répandues avec une rapidité admirable. En quelques années, leur nombre a augmenté par milliers. Aux villages elles ont rendu de très grands services. C'est étonnant que chez vous, dans un pays de banques, elles ne soient pas encore arrivées aux résultats atteints en Roumanie.

« En Roumanie, elles ont été créées grâce à la propagande des instituteurs. On pourrait faire de même chez vous, mais pour ne pas répéter les erreurs qu'elles ont commises au commencement, je vous propose d'envoyer deux personnalités en Roumanie, pour étudier l'état des banques populaires rurales, qui en retournant chez vous deviendraient propagateurs de ces banques et des autres formes de coopératives. Dans ce but, je mets à votre disposition 50.000 couronnes. » (204)

Le comité accomplit soigneusement le désir du donateur et la propagande en faveur des coopératives commença.

Les conférenciers ont parcouru les villages, des articles ont paru dans l'organe « *Transilvania* », des brochures furent éditées et les statuts types, élaborée (205) par le comité, furent tirés à 3.000 exemplaires. (205)

Ces statuts visaient un système spécial, adapté aux conditions

(204) Lettre de V. Stroesco du 25 mars 1911 à l'Association littéraire et culturelle du peuple roumain en Transylvanie. (Reproduite dans la revue « *Transilvania* », n° 2, mars-avril 1911, p. 196.)

(205) Dr Dragos : L'action coopérative d'avant la guerre de l'Association littéraire et culturelle du peuple roumain. (Revue « *Tribuna Cooperatiei Ardelene* », n° 6, juin 1931.)

correspondantes des coopératives transylvaines. Ainsi parut, à côté des premières coopératives, c'est-à-dire des coopératives du système Schultze-Delitsch et du système Raiffeisen, un troisième type de coopérative, — système spécial — créé par ces statuts de l'Association littéraire et culturelle.

Après ces coopératives nouvellement créées, le 26 avril 1914 on créa la fédération des coopératives roumaines, sous le nom de « *Infratire* », qui groupait les coopératives créées à ce moment, non dans une seule région, mais dispersées sur tout le territoire de la Transylvanie, surtout là où la population roumaine souffrait le plus, matériellement. (206)

Le nombre de ces coopératives augmenta; un an après le commencement de la propagande, on comptait 24 coopératives. L'œuvre de la propagande continuait avec plein effet, mais la grande guerre l'interrompit.

A ce moment, la coopération roumaine transylvaine comptait parmi les coopératives de crédit: 12 sociétés du système Schultze-Delitsch, avec 2.342 membres et 1.013.500 couronnes de capital; 72 sociétés du système Raiffensen, avec 7.593 membres et 184.170 couronnes de capital; et 24 sociétés de système mixte, avec 1.177 membres et 37.800 couronnes de capital.

Le nombre des sociétés coopératives de consommation était de 14 sociétés, avec 59.275 couronnes de capital et 12.214 couronnes de fonds de réserves. En dehors de ces coopératives de consommation, 29 sociétés, qui fonctionnaient dans les villages roumains, était affiliées à la centrale « *Hangya* ».

En outre, on comptait 6 sociétés agricoles; « *Insotirea* », laiterie coopérative de Saliste; l'association industrielle « *Vulcanul* », de Blaj; la société « *Hebe* » de Sangeorgiul-ronamesc, pour la valorisation des eaux minérales; l'imprimerie « *Concordia* » d'Arad; l'association d'électricité de Petrea; la fabrique de briques de Bistrita et la société d'assurance mutuelle pour le bétail d'Orastie.

Les années passées pendant la grande guerre ralentirent la vie des coopératives, qui exigent le calme des peuples et le règne de la paix.

Après la grande guerre, à la suite de l'annexion de la Transylvanie à la Roumanie, dans la vie coopérative transylvaine commence une ère nouvelle.

Le développement rapide, les résultats exceptionnels des coopératives roumaines de la Transylvanie, sont la conséquence naturelle de l'unification.

La réforme agraire leur donna un terrain d'activité plus étendu encore. La liaison avec les institutions anciennes, avec la Réunion d'Agriculture, avec l'« Astra », est devenue superficielle après la guerre; les centrales coopératives de Bucarest mettaient à leur disposition les moyens financiers, de même que la direction morale. La première partie de cette question fut résolue par les grandes banques commerciales, surtout par la Banque Agraire de Cluj, lorsque la deuxième partie, la Caisse Centrale des Coopératives, délguait deux inspecteurs pour la propagation, l'instruction et l'organisation des nouvelles coopératives; l'un pour les coopératives de crédit, l'autre pour les autres coopératives.

Dans ce milieu favorable, les coopératives roumaines transylvaines prirent un grand essor.

Le nombre des coopératives créées en 1920 fut de 100; même 5 fédérations coopératives furent créées dans les départements de Cluj, Salaj, Bistrita, Turda et Mures. Et en 1922 le nombre des coopératives de crédit, dont la nécessité par la réforme agraire fut sentie, — s'élevait à 257.

Par deux lois votées par le pouvoir législateur roumain, l'ancienne législation coopérative hongroise fut remplacée par la législation roumaine sur toute l'étendue de la Transylvanie.

Par cette unification de la législation coopérative, la liaison entre les centrales coopératives de la capitale et les coopératives roumaines transylvaines devint plus étroite encore. Après la promulgation de la loi sur l'organisation de la coopération, le 1^{er} novembre 1929, la Banque Centrale Coopérative créa une succursale à Cluj, pour le financement des coopératives; cette banque a consenti, dans le cours de l'année 1930, aux coopéra-

tives roumaines transylvaines, des prêts s'élevant à 13.038.940 lei. (207)

A côté des six fédérations coopératives, conformément à la nouvelle loi de 1929, le 14 janvier 1930 on créait l'Union des coopératives, « *Ardealul* », à Cluj, et le 30 juillet 1930 l'Union des coopératives « *Banatul* », à Timisoara. Ces deux institutions centrales régionales fonctionnent depuis ces dates comme organes de propagande, d'organisation et de contrôle des coopératives roumaines. Leur activité intense se montra efficace pour la coopération.

En 1930, les contrôleurs à l'Union « *Ardealul* » furent au nombre de 3, aidés de 9 autres détachés par l'Office National de la Coopération Roumaine de Bucarest; leur nombre à l'Union « *Banatul* » était de 2, auprès desquels l'Office en avait détaché 6. Ces fonctionnaires effectuèrent une œuvre remarquable pour les coopératives, qui, pour la plupart, ne possédaient pas de personnel spécialiste pour l'administration. (208)

La tâche la plus importante des Unions, c'est la propagande et l'éducation coopérative. Ces Unions organisent les congrès coopératifs annuels, contribuent à la conduite des deux écoles de comptables coopératifs de Lugoj et de Ludosul-Mures, qui ont pour but de fournir un personnel d'administrateurs pour les coopératives. Les cours coopératifs de l'Académie des Hautes Etudes Commerciales et Industrielles de Cluj sert comme enseignement supérieur de la coopération transylvaine. Les Unions organisent des cours occasionnels, des cours d'été ainsi que les cercles coopératifs dans les villages. (209)

L'ensemble de ces activités a contribué efficacement au développement de la coopération roumaine transylvaine, dont le dernier résultat est représenté par les tableaux suivants :

(207) Prof. Dr Jinga : *Finantarea intreprinderilor Cooperative si politica de credit, dobanzi si dividende* (Cluj, 1931).

(208) L'activité de contrôle des Unions. (*Curierul Cooperatiei*, juillet 1931.)

(209) Comptes rendus des Unions « *Ardealul* » et « *Banatul* » pour l'année 1932, pages 10 et 11.

*La Situation des Coopératives Roumaines Transylvaines
Pour les deux plus importantes formes de Coopératives.*

Coopérative de		ANNÉES		
		1929	1930	1931
Crédit	Nombre des sociétés ...	506	546	574
	Nombre des membres ..	74.032	76.882	83.498
	Capital social	73.623.377	85.211.934	100.959.003
	Réserves	26.985.009	39.433.216	54.327.815
	Dépôts	151.595.528	181.573.961	189.601.147
	Prêts accordés	407.469.830	470.433.736	490.514.186
Consommation	Nombre des sociétés ...	237	212	209
	Nombre des membres ..	29.860	25.713	25.816
	Capital social	16.816.413	15.535.708	16.521.936
	Chiffre d'affaires	155.705.466	—	111.563.854

Pour les autres Coopératives.

Coopérative	ANNÉES			
	1929		1931	
	Nombre des sociétés	Nombre des membres	Nombre des sociétés	Nombre des membres
de production	8	715	37	3.787
forestière	28	4.055	33	4.895
d'affermage de terre	43	2.379	12	722
d'achat de terre	18	713	5	352

Au 1^{er} Janvier 1933 fonctionnaient:

Coopératives de crédit	577
— de consommation	232
— de production	33
— forestière	40
— d'affermage de terre	3
— d'achat de terre	2
TOTAL	887

Ces chiffres, par comparaison avec ceux d'avant guerre, présentent une augmentation exceptionnelle; même si on considère la situation spéciale, on peut constater que l'œuvre des dirigeants et la contribution des Centrales de Bucarest ont apporté des résultats heureux et que « le mouvement coopératif roumain transylvain, avec dignité, pour servir d'exemple à la coopération roumaine entière ». (210)

(210) V. N. Madgearu: Les problèmes de la coopération roumaine. (Exposé au Congrès coopératif de Cluj, le 25 janvier 1931. Curierul Cooperatiei Română, n° 2, 1931)

Les conditions de la coopération allemande transylvaine n'ont pas changé beaucoup du fait de la guerre. De même comme auparavant, la population a continué sa vie minoritaire, à laquelle elle est habituée depuis des siècles. La réforme agraire n'a pas apporté de mutations des propriétés; le peuple saxon n'a pas perdu de terres, mais il a conservé ce qu'il avait. Il a conservé l'ancien entrain, le rationalisme dans ses programmes, et dans sa vie n'a pas cessé d'avancer.

Le nombre des coopératives commença à s'accroître la première année après la guerre, pendant laquelle le nombre des coopératives de crédit augmente à 181, leurs membres à 17.232, tandis que les 60 coopératives de consommation comptaient 6.560 membres. (211)

La base financière reste toujours la Caisse Générale, qui fournit le crédit à peu près sans bénéfices.

Pour cette institution, la principale chose ne fut pas la réalisation de gros profits; elle pensa toujours au bien-être général du peuple saxon. Elle voulut toujours rendre service à ce peuple.

Dans les dernières années, elle a consacré des sommes considérables comme contribution aux charges de l'Union Coopérative de Sibiu. L'Union n'exécute pas des opérations commerciales et ses ressources ne consistent que dans la contribution annuelle des coopératives membres. Ces cotisations, qui constituent des sommes assez modestes, ne pourraient point couvrir les dépenses si la Caisse Générale ne s'engageait pas à supporter une grande partie de ses dépenses. En 1929, la Caisse Générale, en dehors des 137.500 lei de contribution régulière, se chargeait de supporter les dépenses de bureaux, le traitement des fonctionnaires, les frais de correspondance, les dépenses pour la propagande, — soit en tout des dépenses évaluées à un million de lei par an. (212)

L'activité de l'Union, après la guerre, est devenue plus intense encore. Par les contrôleurs, elle fournit des instructions, des conseils pour l'administration plus parfaite des coopératives.

(211) Dr Günter Wehenkel: *Deutsches Genossenschaftswesen in Rumänien* (Stuttgart, 1929).

(212) Dr Dragos: *L'Union des coopératives saxonnes Raiffeisen*. (Tribuna Cooperatiei Ardelene, n° 7-8, 1931.)

Tandis qu'avant la guerre la moyenne des jours annuels de contrôle était de 3 jours, après la guerre cette moyenne passe à 6,4. Pour intensifier la propagande coopérative, en 1927, fut fondée la Maison Raiffeisen, où sont organisés des cours spéciaux techniques, des conférences et des congrès coopératifs. C'est la « Dr Karl Wolff-Haus », où se fait l'éducation coopératiste des jeunes gens (*Bauernhochschule*).

Un des résultats de cette activité accentuée est que la liaison avec les coopératives souabes de la région de Timisoara, après la guerre est devenue plus étroite. Après la loi sur l'organisation de la coopération, fut créée à Timisoara, en 1930, l'Union des Coopératives allemandes, à laquelle sont affiliées les 36 coopératives existantes. Ce sont, pour la plupart, des coopératives de crédit; le contrôle de ces coopératives est assuré par leur Union, mais la propagande est faite par l'Union de Sibiu. (213)

Toutes ces activités ont contribué efficacement au développement de l'idée coopératiste d'après la guerre, à l'éducation d'entr'aide du peuple, qui comprend bien qu'il n'a pas à attendre aucune aide que de lui-même, que la coopération saxonne doit être la réalisation du peuple saxon sans aucune aide étrangère.

Cette saine idée coopératiste a contribué au développement, non pas rapide, mais constant, de la coopération allemande transylvaine, comme il ressort des tableaux suivants :

Coopérative de		ANNÉES		
		1929	1931	1932
Crédit	Nombre des sociétés ...	187	186	185
	Nombre des membres ..	20.806	19.677	18.855
	Capital versé	1.347.000	1.096.882	1.073.843
	Crédits accordés.....	—	332.393.780	315.270.657
	Bénéfices.....	5.278.000	2.798.158	196.410
Consommation	Nombre des sociétés ...	69	58	58
	Nombre des membres ..	6.553	5.251	5.037
	Capital versé	320.000	307.620	289.850
	Chiffre d'affaires	52.798.000	33.988.948	28.697.037
	Bénéfices.....	386.000	139.876	81.702

(213) Tribuna Cooperatiei Ardelene, n° 10-11, 1931.

Il existe, en dehors de ces coopératives, 4 caves coopératives pour la valorisation du vin des petits vigneron; une laiterie coopérative, une coopérative de battage et deux sociétés d'assurance mutuelle.

Au 1^{er} janvier 1933 fonctionnaient:

Coopératives de crédit	185
— de consommation	58
— de battage	1
Caves coopératives	4
Laiterie coopérative	1
Société d'assurance mutuelle	2
TOTAL.....	251

Ces chiffres disent une œuvre systématique, une organisation bien comprise, un sacrifice altruiste et un sentiment de l'aide de soi-même qui restent toujours le mérite de la coopération allemande de la Transylvanie.

La coopération hongroise de la Transylvanie, par le traité de paix de Trianon, avait subi des épreuves. Les coopératives ayant été séparées de la capitale, la liaison, jadis si intense, fut interrompue brusquement avec les Centrales Coopératives. Les pertes des institutions centrales semblaient même irréparables. La Centrale des Coopératives de crédit, sur 2.474 coopératives qu'elle avait à la fin de la guerre, a perdu 1.605 unités, soit 64,5 % du total de ses sociétés. La Centrale des Coopératives de Consommation « Hangya », sur 2.244 sociétés, en a perdu 1.200, soit une perte de 53,5 % de ses unités affiliées. Sur le territoire rattaché à la Roumanie existaient 702 sociétés affiliées à la Centrale des Coopératives de Crédit (28,27% du nombre total) et 641 affiliées à la Centrale des Coopératives de Consommation « Hangya » (28,56 % du nombre total). Ces coopératives sont restées sans direction centrale, sans base financière; de même,

leurs épargnes, leurs contributions à la centrale sont restées au delà des nouvelles frontières, et plusieurs années passèrent avant qu'elles n'aient pu obtenir ce qui leur appartenait. Cependant, les difficultés se multiplièrent au-dessus de ces coopératives; de nombreux administrateurs, qui s'occupaient dans le passé de leur direction, surtout les intellectuels des villages, se sont rapatriés en Hongrie; les coopératives se trouvèrent donc sans dirigeants, sans bases financières, leur désorganisation fut complète et leur nombre commença à diminuer de jour en jour.

C'est l'esprit coopératiste, l'aide de soi-même qui sauva le mouvement coopératif hongrois en Transylvanie.

Pour empêcher la décadence complète des coopératives, les apôtres de ce mouvement ont décidé de réorganiser les coopératives existant encore et de remplacer les anciennes centrales par de nouveaux organismes qui exerceraient les mêmes attributions que les anciens. Par cette décision, le mouvement coopératif hongrois indépendant fut créé en Transylvanie.

La Centrale des Coopératives de Crédit, sous le nom d'« Alliance des Coopératives de Crédit et d'Economie Hongroise », fut fondée le 9 août 1920, à Cluj, mais l'approbation gouvernementale pour son fonctionnement tardait; son activité ne commença qu'au mois d'août 1923; à cette époque, elle avait 403 sociétés affiliées avec 4.285 parts sociales appartenant à ces membres. A la fin de cette première année, le capital social de la Centrale s'élevait à 845.900 lei, le fonds de réserve à 74.720 lei. Malgré ces moyens modestes, pendant la première année elle consentait à ses coopératives un crédit en compte-courant de 1.179.780 lei. La principale opération par laquelle elle rendait de remarquables services à ses coopératives, était d'arriver à l'accord avec l'ancienne centrale de Budapest, en vue de la restitution des fonds d'épargne et des créances en compte-courant des membres; ces restitutions furent accordées sur la base suivante : on compta 2 couronnes=1 leu, la restitution ayant lieu en 4 parties consécutives semestrielles. ⁽²¹⁴⁾

(214) Premier compte rendu de l'Alliance, 1923.

L'Alliance, comme organe moral, par ses envoyés a exécuté une œuvre digne de mérite dans la réorganisation de la coopération, en se mettant à l'aide des petites sociétés, dont les administrateurs, au début du nouveau régime d'Etat, ne possédaient pas la langue officielle, et se trouvaient dans l'impossibilité d'exécuter les nouvelles formalités concernant l'approbation des statuts, l'obtention du brevet de fonctionnement, la nouvelle déclaration de la firme sociale, les déclarations en vue des impôts, enfin les innombrables formalités exigées au lendemain du changement de l'administration publique.

Et, malgré l'activité infatigable de la Centrale, on ne pouvait sauver certaines petites coopératives; les plus faibles ont disparu; seules ont résisté les plus viables, celles qui pouvaient faire face aux difficultés du temps.

Les coopératives de consommation ont suivi la même voie. La Centrale des Coopératives « Hangya » fut créée également à la date du 3 juin 1920, à Aiud (siège de l'ancienne représentation de la Centrale de Budapest), avec un capital de 919.500 lei, et à laquelle s'affiliaient à ce moment 450 sociétés coopératives de consommation. L'organisation de la Centrale adopta la forme de l'ancienne centrale et commença son activité avec quatre sections:

1° La section des marchandises qui, depuis le commencement, joua le rôle de magasin de gros des sociétés affiliées;

2° La section d'assurance contre l'incendie et la grêle;

3° La section juridique, destinée à se prononcer en cas de litige;

4° La section de contrôle des sociétés, qui est chargée également de donner des instructions aux sociétés sur toutes les questions fiscales.

Le départ, le commencement des affaires, l'alimentation de ces coopératives avec des marchandises, alors que les fonds propres étaient très modestes et qu'aucune ressource matérielle n'existait, — donnèrent certaines difficultés à la Centrale.

La diminution des coopératives de consommation jusqu'à cette date fut plus grande encore que pour les autres coopé-

ratives, mais la cause est spéciale: c'étaient surtout des sociétés formées pendant la guerre, en temps de disette de denrées d'alimentation, créées sous la nécessité temporaire, ayant comme tâche principale la répartition des marchandises régies par des services publics. ⁽²¹⁵⁾

C'est le travail systématique, le programme bien élaboré, par lequel la Centrale se développait. Pendant les années suivantes, à côté du magasin central d'Aiud, furent créés, dispersés sur tout le territoire de la Transylvanie, 7 dépôts de marchandises, afin de faciliter la distribution et l'approvisionnement des marchandises aux sociétés coopératives membres. Aux coopératives affiliées, conformément à leurs commandes de marchandises, la Centrale attribuait une ristourne qui, en 1926, représentait une somme de 267.200 lei, et qui s'élevait en 1928 à 373.375 lei; les unités, à leur tour, ont fait à leurs consommateurs des ristournes s'élevant :

En 1927.....à	99.083 lei
» 1928.....	138.374 »
» 1929.....	150.830 »

Grâce à l'effort de ces deux Centrales, les coopératives, une fois stabilisées, commencèrent à affirmer leur force.

Les unités comptaient d'année en année plus de membres; leurs bases financières augmentaient considérablement, comme le présente la situation des coopératives de crédit :

années	nombre des sociétés	nombre des membres	nombre des parts sociales	valeur des parts sociales
1924	289	81.182	180.902	10.326.325
1925	294	86.204	216.923	12.843.300
1926	290	86.071	257.341	18.442.650
1927	290	86.068	315.913	22.135.700
1928	280	88.680	386.715	27.271.500

Les services rendus par ces coopératives sont représentés par les sommes accordées à leurs membres :

1924.....	61.268.673 lei
1925.....	94.832.548 »
1926.....	139.108.551 »
1927.....	194.658.133 »
1928.....	298.889.539 »

(215) Dr J. Harmath: *Le passé, le présent et l'avenir des coopératives de consommation et de valorisation « Hangya »* (Erdélyi Tudosito, n° 3, mars 1933).

dont la destination fut:

32%	pour achats de terres;
22%	» » de maisons;
16%	» » de machines agricoles, grains;
10%	» » de bétail;
17%	» conversion des dettes;
6%	» consommation;

ces derniers emprunts ne furent accordés que dans des cas bien motivés. (216) (217)

La propagande pour l'épargne trouvait écho parmi la population; ce fait est prouvé par les sommes déposées pour fructification aux coopératives :

1924.....	43.705.013 lei
1925.....	66.410.596 »
1926.....	93.399.943 »
1927.....	143.153.157 »
1928.....	217.411.312 »

Ces chiffres sont remarquables en deux sens : ce sont plutôt des gens dont les revenus sont les plus modestes qui ont réalisé ces sommes et qui jouent un rôle assez important dans l'auto-financement des coopératives.

Les dépôts des unités qui figurent dans les bilans de l'Alliance sont aussi importants :

1924 .	584.211 lei	1928	13.540.069 lei
1925	4.440.711 »	1929	14.820.407 »
1926	5.945.589 »	1930	16.135.638 »
1927	10.735.850 »	1931	15.120.616 »

On peut apprécier mieux encore l'importance de ces sommes, qui représentent des ressources financières à un taux peu élevé, si l'on prend en considération qu'à défaut de crédit de la part de la Banque Centrale Coopérative, l'Alliance est contrainte de s'adresser aux banques commerciales, qui imposent un taux d'intérêt plus élevé. (218)

Ce sont les banques hongroises, membres du Syndicat des Banques Transylvaines (auquel est affiliée l'Alliance également), qui fournissent les capitaux nécessaires à l'Alliance.

En 1931, les 27.689.886 lei réescomptes de l'Alliance furent fournis par les trois institutions hongroises : la Banque d'Epar-

(216) Compte rendu pour l'année 1929.

(217) Dr Dragos : Les Coopératives de crédit hongroises de Transylvanie d'après la guerre. (Tribuna Cooperatiei Ardelene, n° 12, décembre 1931.)

(218) Le comte L. Bethlen : La structure de nos coopératives de crédit en Transylvanie. (Compte rendu devant le comité économique du Parti Hongrois.)

gne et de Crédit, la Banque Agraire et la Banque d'Escompte Transylvaine, parmi lesquelles la première, à elle seule, a participé pour une somme de 22 millions. ⁽²¹⁹⁾ ⁽²²⁰⁾

Ce sont également ces banques hongroises qui fournissent les sommes nécessaires à la Centrale des Coopératives de Consommation « Hangya » qui, à son tour, accorde des crédits en marchandises à ses sociétés affiliées. En 1931, ces crédits en marchandises s'élevèrent à 22.385.000 lei. Pour le crédit pécuniaire, les sociétés recourent à plusieurs sources. Elles ont joui, en 1931, de la part de maisons particulières, d'un crédit de 10.140.000 lei, et de la part des coopératives de crédit, des banques commerciales, de 10.700.000 lei.

Après la promulgation de la loi de 1929 sur l'organisation de la coopération, qui distingue les organes économiques des organes moraux, les Centrales financières des Centrales de contrôle, à côté des deux centrales se sont formés deux nouveaux organes:

L'Union des coopératives de crédit et économique « *Szövetség* » et l'Union des coopératives de consommation « *Hangya* », avec des directives distinctes de celles anciennes.

Les rôles de contrôle, de propagande et d'enseignement furent, conformément à la loi, attribués à ces nouveaux organes, tandis que les rôles financiers et économiques restaient aux anciennes centrales.

Ce sont les Unions qui, par leurs organes de contrôle, assurent la direction technique des unités affiliées et qui donnent les conseils techniques aux administrateurs coopératifs.

Depuis ce temps, la tâche de la propagande coopérative, l'éducation populaire, a passé également aux Unions qui continuent à assurer les séries de conférences économiques, l'éducation agricole, les fêtes coopératives dans les villages, et qui contribuent à l'œuvre si heureuse exercée par l'Association Agricole Transylvaine. Sous la direction de la centrale « Hangya » paraît la « *Szövetkezés* » (La Coopération), organe hebdomadaire des coopératives de consommation, qui pendant les temps d'hiver livre mensuellement une édition extraordinaire à 16.000 exem-

(219) A. Ronai: Les sociétés coopératives hongroises de la Roumanie. (Magyar Gazdak Szemléje, n° 3, mars 1933.)

(220) Compte rendu de l'Alliance, année 1931.

plaires qu'on distribue gratuitement à l'occasion des réunions coopératives. L'organe de l'Alliance des coopératives de crédit est la revue mensuelle « *Szövetkezeti Ertesítő* » (Le Courrier Coopératif). Le même but est visé par l'édition du calendrier populaire de la Hangya, édité depuis 1923 et les articles coopératifs de l'hebdomadaire populaire répandu « *Magyar Nép* » (Le Peuple Hongrois).

L'enseignement coopératif est représenté par les cours de « Culture et de vie rurale » enseignés depuis six ans aux facultés théologiques protestante et unitarienne de Cluj; par le séminaire coopératif de l'Association des Etudiants Catholiques de Cluj et par le séminaire de « Culture et de vie rurale » de la « Jeunesse Transylvaine », organe des étudiants hongrois. (221)

L'ensemble de ces efforts a assuré la renaissance de la coopération hongroise transylvaine, qui, après ses épreuves, représente aujourd'hui une des forces économiques remarquables de ce peuple.

La situation, au cours des dernières années, était la suivante :

Coopérative de		ANNÉES		
		1929	1930	1931
Crédit	Nombre des sociétés ...	278	315	312
	Nombre des membres ..	94.702	97.027	101.735
	Capital versé	30.080.217	37.139.216	48.761.900
	Réserves	20.763.518	25.643.662	27.311.225
	Dépôts	279.292.253	321.919.754	287.616.820
	Prêts accordés	400.017.479	465.124.566	438.343.302
Consommation	Nombre des sociétés ...	298		348
	Nombre des membres ..	85.228		89.326
	Capital versé	15.000.000	—	26.553.382
	Réserves	10.800.000		20.777.030
	Chiffre d'affaires	296.000.000		270.495.525

Au 1^{er} janvier 1933 fonctionnaires :

Coopératives de crédit	291
Cooperatives de consommation	325
Laiteries coopératives	65
Coopératives industrielles	14
Coopératives agricoles	2
Coopératives de battages	2
Coopératives diverses	5
Total	704

(221) Dr Oberding: Les institutions économiques et culturelles des villages hongrois de la Transylvanie. (Magyar Gazdak Szemléje, n° 6-8, juin-août 1931.)

Le développement de ces diverses formes coopératives et les résultats atteints sont considérables. En 1929, on ne comptait encore que 12 laiteries coopératives. Par leur organisation systématique de la part de la Centrale, leur nombre augmentait dans les derniers temps remarquablement. En 1931, par la vente des beurres produits, elles ont réalisé un bénéfice net de 2 millions de lei. Depuis le mois de mai 1932 est créée la Société Coopérative pour la valorisation des produits alimentaires, à Siménfalva, qui jusqu'à la fin de l'année 1932, en fournissant les produits de ces coopératives sur les marchés principaux du pays, a vendu 6 wagons de beurre. (222)

Les coopératives industrielles ont obtenu également d'heureux résultats. Parmi ces coopératives, on trouve non seulement les coopératives des petits artisans, mais également les associations formées des Szeklers montagnards qui, à défaut de terres cultivables, s'occupent de la production des objets d'art, de tissage; et leurs produits trouvent la valorisation, depuis quelques années, par leurs coopératives.

Parmi ces coopératives, on trouve des coopératives dont l'objet présente des caractères très intéressants; elles s'accommodent à la situation spéciale de la Transylvanie. A côté des coopératives de battage, d'élevage de volaille, de coopératives de jardiniers, on remarque une coopérative dont l'objet est l'exploitation des sources de gaz méthane; une autre coopérative possède la direction d'une station thermale médicale et d'eaux minérales, et enfin, le 23 avril 1933 se formait à Karcfalva la première coopérative forestière hongroise (223). L'application de la forme coopérative dans l'exploitation des richesses naturelles de cette région est un événement hureux, qui ne vise pas seulement la création de nouvelles possibilités économiques de la vi minoritaire de la population hongroise, mais également le bien-être de la population entière et de l'ensemble de l'économie du pays.

(222) Dr Oberding: *L'organisation de la production et de la valorisation*. (Rapport présenté à la section économique du Congrès du Parti Hongrois à Marosvasarhely, 1933. — Rapport sur la Coopération laitière des départements Udvarhely, Maros-Torda, Brasso, par le professeur Skita, 1931.)

(223) *Hangya*, n° 21, 2 mai 1933.

PREMIÈRE PARTIE

LE RÉGIME DE LA LÉGISLATION HONGROISE

« Par la Coopération, nous entrons dans la période des coalitions des groupes sociaux et des nations unies dans un même intérêt.

Ces groupements prennent partout des formes légales diverses, mais le principe de la Coopération les dominera toutes.

C'est dans l'équilibre des forces de ces divers groupes sociaux qu'est la garantie de la paix sociale; là où ces forces se contrebalancent mal, la paix sociale disparaît et la plus forte va imposer sa loi.

Mais il y a dans le cœur humain un sentiment pur et plus fort que le vainqueur, plus fort que le cataclysme social: ce sentiment, c'est l'équité, qui foulée aux pieds et délaissée, vivra quand même dans les âmes, pour ramener l'humanité vers la justice légale et vers la paix sociale. »

Le Comte Alexandre KAROLYI

Discours d'ouverture du VI^e Congrès Coopératif International, tenu à Budapest, le 6 sept. 1904.

« C'est le progrès de la civilisation, la diffusion des idées de justice, d'humanité et de solidarité qui tend à accroître les attributions de l'Etat dans l'intérêt de la protection des classes laborieuses. Un devoir du même ordre incombe à l'Etat envers la coopération considérée, non comme procédé économique, mais comme agent d'éducation, d'émancipation, de moralisation et de progrès, comme un des moyens les plus efficaces pour améliorer le sort de la population.

L'Etat moderne ne peut demeurer indifférent au développement de la Coopération; il est obligé d'aider la coopération avec tous les moyens en général et par la voie législative en particulier, mais sans que ses mesures puissent amener l'indépendance et la liberté de la Coopération. »

Le Comte ROCQUIGNY

Le devoir de l'Etat envers la Coopération. — Discours au Congrès Coopératif International de Budapest.

CHAPITRE I^{er}

LES DISPOSITIONS DU CODE DE COMMERCE SUR LES COOPÉRATIVES

La Hongrie formait depuis sa formation un Etat régi par une législation unique. Ce n'est qu'après la bataille de Mohacs.

et par suite de l'occupation turque, que cette unité fut détruite.

La Transylvanie, séparée de la Hongrie, devenait Principauté indépendante avec une vie parlementaire propre ainsi que la législation et la justice.

Après plus d'un siècle et demi de séparation, grâce à la révolution hongroise, par la loi VII de 1848, et conformément à la décision du Parlement transylvain, l'union des provinces séparées était déclarée. Mais la Révolution ayant échoué, le pouvoir absolu autrichien avait maintenu la séparation.

La transformation de cet état ne se fit qu'après la proclamation d'octobre 1860 et qu'après la restauration de la constitution; les œuvres législatives des années 1867 et 1868, qui devaient régler les rapports entre le royaume hongrois et l'empire autrichien, et la loi XLIII de 1868 ⁽²²⁴⁾ avaient décrété l'union et le rattachement de la Transylvanie.

Depuis cette date a commencé l'unification de la législation. On a remplacé progressivement en Transylvanie la législation ancienne, c'est-à-dire la législation transylvaine, qui d'ailleurs, bien qu'elle ait été votée par le Parlement transylvain, a toujours suivi dans les grandes lignes la législation hongroise, — et la législation autrichienne, qui fut imposée par le gouvernement autrichien. La langue officielle de la législation devint le magyar et les lois votées depuis 1868 entrèrent en vigueur sur tout le territoire de la Hongrie.

La législation hongroise, sur quelques points spéciaux, possédait des lois anciennes préparées très soigneusement, qui demeurèrent longtemps exemplaires ⁽²²⁵⁾. Mais, pour quelques questions juridiques, qui ont beaucoup changé avec le temps, des modifications s'imposaient, et notamment la préparation d'un nouveau code de législation commerciale.

La Hongrie possédait une législation commerciale depuis la loi LIII de 1723, complétée et modifiée par la codification de 1840, comprenant, sous le nom de « Lois de crédit », plusieurs lois d'objet différent et indépendantes les unes des autres. Ainsi,

(224) Promulguée le 7 décembre 1868.

(225) L'ancien droit civil hongrois, à part quelques lois sur les questions civiles, avait pour base principale l'ouvrage juridique de Stephan Werbőczy, intitulé « *Tripartitum* », de l'année 1514.

la loi XV réglait le change, la loi XVI la situation des commerçants, la loi XVII celle des fabricants; la loi XVIII régissait les sociétés commerciales (sociétés en nom collectif, sociétés en commandite simple et les sociétés anonymes). Mais ces lois n'entrèrent en vigueur qu'en Hongrie, la Transylvanie restant en dehors. Le gouvernement autrichien imposait en Transylvanie la loi autrichienne du commerce et du change de 1763 et, depuis 1850, le règlement général allemand du change.

Lors du changement de régime, en 1860, la Hongrie revient à sa législation propre. La Transylvanie, elle, demeura avec les mêmes lois, qui, en 1864, furent complétées conformément au code de commerce allemand.

En l'année 1868, commence l'œuvre de réforme juridique. C'est le professeur de l'Université de Pest, le docteur Etienne APATHY, qui fut chargé par le ministre du commerce de préparer un projet de code commercial.

En 1870, le code de commerce allemand, nouvellement élaboré avec beaucoup de soins, était promulgué; son influence s'étendait sur la législation des pays voisins. L'Autriche l'adopta avec de très légères modifications dans son code promulgué en 1873. Le professeur APATHY, pour la Hongrie, prit le code allemand comme modèle, mais en y apportant des changements assez considérables.

Le projet hongrois fut rédigé, publié, soumis à l'examen d'une commission spéciale; après l'introduction, de nombreuses modifications, il fut adopté, sanctionné le 16 mai 1875, promulgué le 19 du même mois et, par la loi XXXVII de 1875, mis en vigueur le 1^{er} janvier 1876.

Le code se divise en deux parties distinctes : la première traite des personnes commerciales et la seconde des actes et contrats commerciaux. La première partie, qui traite des personnes, se divise en 11 titres, dont les 5 derniers traitent des sociétés commerciales. Il distingue des sociétés : en nom collectif, en commandite, anonymes, — et une nouvelle modalité de sociétés dans la législation hongroise : l'association coopérative.

Les sociétés coopératives existant jusqu'alors avaient été soumises au droit civil commun. Elles devaient désormais être con-

sidérées comme une classe spéciale de sociétés commerciales.

En Allemagne et en Autriche, les dispositions relatives aux coopératives formaient l'objet de lois spéciales.

La Prusse, grâce à l'initiative de SCHULTZE-DELITSCH, régla la situation juridique des sociétés coopératives par sa loi du 27 mars 1867. A partir du 4 juillet 1868, avec quelques modifications, cette loi devient applicable à tous les pays de la Confédération d'Allemagne du Nord et à partir de 1871 elle s'appliqua comme loi de l'Empire allemand à tous les pays compris dans l'empire. La Bavière avait, jusqu'en 1873, conservé sa loi spéciale du 29 avril 1869; cette loi, qui avait eu une influence spéciale sur la législation coopérative hongroise alors en préparation, fut abrogée et, comme pour tout l'Empire allemand, même pour la Bavière la loi du 4 juillet 1868 fut introduite. (226)

En Autriche, les sociétés coopératives furent d'abord régies par la loi sur les sociétés de 1840, puis par la loi de 1852 sur les coopératives de crédit; elles étaient répandues alors surtout en Bohême. En 1869, on se préoccupa de réglementer les coopératives dans une loi plus générale sur les sociétés commerciales et dont on commença alors le projet. Ce projet ne fut jamais voté; mais ses traces ont été conservées par le code commercial hongrois. Il fut remplacé par un autre projet, qui ressemblait trait pour trait à la loi allemande du 4 juillet 1868. Le projet autrichien fut sanctionné le 9 avril, promulgué le 17 mai 1873 (*Gesetz über Erwerbs- und Wirtschafts- Genossenschaften*). Cette loi a exercé une grande influence sur le législateur hongrois; ce qui créa une étroite liaison entre les législations coopératives allemande, autrichienne et hongroise.

Mais la similitude de ces premières dispositions ne subsista pas longtemps. Des modifications ne tardèrent pas à être apportées dans chacune des lois, chacun des pays, suivant une évolution correspondante à ses besoins et à ses caractères propres.

(226) La loi du 4 juillet 1868 fut complétée et modifiée par la loi impériale du 1^{er} mai 1889 (Reichsgesetzblatt, n° 15, 1889), qui sert de base à la législation coopérative allemande d'aujourd'hui, mais qui est postérieure à la préparation du projet de loi hongrois.

Dans le code de commerce hongrois, les dispositions concernant les sociétés coopératives sont contenues dans la I^{re} partie du titre XI, articles 223 à 257, sous le titre « Des associations — Szövetkezetek » (227), comme suit :

Section 1. Dispositions générales;

- » 2. Des relations juridiques entre les associés et vis-à-vis des tiers;
- » 3. De l'assemblée générale, du conseil d'administration et du comité de contrôle;
- » 4. De la dissolution de la société;
- » 5. De la prescription des demandes contre les associés.

TITRE XI DU CODE DE COMMERCE.

Dispositions générales.

Les dispositions du code de commerce commencent par une détermination assez exacte des coopératives et l'article 223 en donne la définition suivante:

« Est considérée comme coopérative dans le sens de la présente loi, toute société qui se compose d'un nombre de membres indéterminé, qui se constitue dans le but de développer le crédit, l'industrie ou l'exploitation agricole au moyen d'une gestion commune et, s'il y a lieu, sur la base de la mutualité. En font spécialement partie:

les sociétés d'avances ou de crédit;

les sociétés pour se procurer en commun des matières premières, pour la production en commun;

(227) Dans la langue magyar, qui n'appartient pas à la grande famille des langues indo-européennes, mais qui se rattache au groupe ougro-finnois et n'a aucun rapport avec les langues voisines, le mot « coopération » n'est pas entré, et il n'existe pas de mot correspondant exactement. Il y a une expression spéciale « szövetkezés », qui veut dire « l'association »; ce mot s'est répandu peu à peu dans cette langue et peut exprimer ce qu'on entend dans le langage international par le mot « coopération ».

Un cas semblable se présente dans la langue allemande, où le mot « Genossenschaft » ne pourrait se traduire littéralement par le mot « coopération ». Le mot « Genossenschaft » désigne un groupe organisé, une entité juridiquement distincte des personnes physiques qui la composent. Mais toutefois on entend spécialement par « Genossenschaft », « Genossenschaftsgesetz », — ce qui en français s'exprime par les expressions : coopérative, législation coopérative.

les sociétés de consommation;

les sociétés de construction des bâtiments destinés à l'habitation. » (228)

Donc, les coopératives sont caractérisées:

a) par la variabilité du nombre des membres, et par conséquent par la variabilité du capital;

b) par le but qui consiste plutôt à économiser qu'à profiter des capitaux;

c) par la mutualité, qui est son moyen;

d) par son domaine d'application, qui est plutôt l'agriculture et l'industrie, tout en ayant en vue l'amélioration de la position économique des membres; soit en réduisant leurs dépenses — comme c'est le cas des coopératives de crédit qui accordent les capitaux à bon compte, comme c'est le cas des coopératives de consommation qui achètent les marchandises de meilleure qualité; soit en augmentant leurs revenus, — comme c'est le cas des coopératives de production ou de valorisation, qui obtiennent les prix favorables par la vente en commun des produits des membres; soit en répartissant entre leurs membres des grosses sommes qui ne pourraient être supportées que difficilement par l'individu insolé, — ce qui est le cas des coopératives de construction ou d'assurances. (229)

(228) Cette définition est la même que dans l'article premier de la loi autrichienne: « Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux associations (Vereine) au nombre illimité de membres, qui au moyen d'une exploitation en commun des entreprises commerciales ou des instituts de crédit, ont pour objet de faciliter les achats ou l'économie domestiques de leurs membres (associations de production et de distribution — Erwerbs- und Wirtschafts-genossenschaften), comme associations d'avances et de crédit, associations pour l'achat de matières premières et de vente, associations de production, associations de consommation et associations d'habitation et autres semblables. »

(229) Semblable définition est adoptée par la commission chargée par le Conseil fédéral suisse de rédiger une nouvelle législation coopérative en 1919: « La coopérative est une association d'un nombre indéterminé de personnes qui, ayant reconnu la similitude de certains de leurs besoins économiques, s'associent en vue de la satisfaction de ces besoins par le moyen d'une entreprise commune. Cette association peut avoir pour objet de pourvoir aux besoins de la famille ou du ménage par l'acquisition en commun de denrées alimentaires, de vêtements, d'habitations, d'eau, d'éclairage (coopératives de consommation, de construction, d'habitation, de distribution d'eau, d'électricité) ou de protéger contre certains risques, comme la maladie ou la misère (caisses de maladie, pharmacies coopératives), ou de rendre aux sociétaires certains services dans l'exercice de leur profession ou de leur industrie, soit par l'acquisition en commun du crédit nécessaire, ou de matières premières, ou de machines et d'outils (coopératives de crédit, d'approvisionnement), soit par l'utilisation en commun du travail des sociétaires (coopératives de production), soit pour l'écoulement en commun des produits du travail des sociétaires (coopératives laitières, caves coopératives). »

Les coopératives sont légalement formées si :

1° Les statuts sont approuvés;

2° Mention de la société est portée sur le registre des firmes commerciales (art. 224).

Par cette dernière disposition, le législateur détermine la place des coopératives; elles sont parmi les sociétés commerciales et sont traitées simplement comme une sorte de société commerciale. Le code ne contenait pas de dispositions spéciales aux coopératives quant à leur formation; il faut penser que les dispositions générales relatives aux sociétés par actions s'appliquent aux sociétés coopératives.

Les statuts doivent donc contenir les dispositions suivantes:

1° La raison sociale et le siège social;

2° Les buts et la désignation de l'objet de la société;

3° La durée de la société;

4° Les conditions d'admission des membres et les dispositions spéciales se référant à leur sortie (par suite de retrait, de décès ou d'exclusion);

5° Le montant du capital des membres dans l'entreprise et la façon de souscrire aux actions;

6° Les règles pour établir et vérifier le bilan;

7° Le mode de fixation et de distribution aux membres du surplus ou de répartition du déficit;

8° L'organisation de la direction, le mode d'élection des membres au conseil d'administration, la fixation de leurs fonctions, leur sphère d'activité et la durée de leur mandat;

9° L'organisation, l'élection, le devoir et la durée du comité de contrôle;

11° La façon de convoquer l'assemblée générale, la fixation du lieu et de l'époque; ses attributions et son ordre du jour; la procédure à suivre pour l'adoption des résolutions et pour le

cas où il n'y a pas assez d'associés pour voter des résolutions;

12° Le vote des membres et leurs droits relatifs au vote;

13° La manière de publier les communications de la société;

14° Les dispositions régissant la responsabilité des membres pour les dettes contractées par la société, qui peut être illimitée ou limitée; dans ce dernier cas, si la responsabilité s'étend au delà de la somme fixée par la loi, le montant doit en être indiqué. (230)

Par cette dernière disposition, les coopératives se divisent en deux classes : celles à responsabilité limitée, celles à responsabilité illimitée. Dans le cas d'une société coopérative à responsabilité limitée, les membres ne sont responsables que jusqu'à une certaine somme préalablement déterminée. Cependant, dans le cas d'une société coopérative à responsabilité illimitée, chaque membre est solidairement responsable des engagements de la société pour la totalité de son avoir.

Les organes sont ainsi aussi nombreux que dans les autres sociétés commerciales, c'est-à-dire qu'il y a une assemblée générale, un conseil d'administration, un conseil de contrôle.

Le législateur n'impose pas que les actions soient de même valeur. A raison de cette liberté s'introduisit dans les coopératives d'habitude d'émettre des actions pour les « membres fondateurs », qui sont toujours d'une valeur plus élevée.

La façon de dresser le bilan et l'inventaire, l'établissement des comptes des bénéfices et des pertes, est celle des autres sociétés. C'est une disposition vague, où la loi donne un certain rôle aux statuts des sociétés et aux dispositions relatives aux sociétés commerciales. Pour cette raison, les statuts et les noms de tous les membres doivent être déclarés dans l'inscription au registre de commerce et la publication doit être faite au tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège social.

(230) L'article 5 de la loi autrichienne exige les mêmes dispositions, la différence est en ce qui concerne le comité de contrôle; la loi autrichienne, de même que le législateur français (loi de 1867, art. 48), n'organise point ici le contrôle et les méthodes pour contrôler l'administration de la société; ces modalités sont déterminées par les membres, mais l'adoption du bilan appartient exclusivement à l'assemblée générale.

Cette déclaration, ainsi que la publication faite par le tribunal, doit contenir :

- 1° La date des statuts;
- 2° La raison et le siège social;
- 3° L'objet de l'entreprise;
- 4° La durée de la société;
- 5° Le mode de la signature sociale;
- 6° Les modes des publications de la société;
- 7° L'indication de la responsabilité des membres. Si la responsabilité est limitée, indication de la mesure dans laquelle cette responsabilité est limitée ou de quelle limite elle dépasse la disposition légale. (231)

Si les quatorze points concernant les statuts et les sept points concernant la déclaration et la publication ne sont pas observés, les sociétés ne sont pas enregistrées. Elles ne sont réputées exister qu'après l'accomplissement de ces formalités. Ceux qui ont agi au nom de la société avant cette inscription sur le registre de commerce et cette publication, sont tenus personnellement et sont solidairement responsables. (232)

Ainsi l'existence légale de la société coopérative commence après l'inscription sur le registre de commerce et après l'accomplissement des formalités de publicité.

Des relations juridiques entre les membres et vis-à-vis des tiers.

L'article 231 prévoit très clairement la responsabilité des membres en tous les cas. Les membres d'une coopérative à res-

(231) L'article 6 de la loi autrichienne exige la même publicité que pour les autres sociétés. Il en est de même en droit français.

(232) Pour les marchandises commandées pour les sociétés coopératives de consommation non enregistrées et non publiées, les membres du conseil d'administration sont responsables (arrêt du tribunal de Budapest, n°234. 1896), mais après l'approbation de l'assemblée générale et après l'inscription et la publication, ces affaires touchent la société (arrêt du même tribunal, n° 38. 1906).

ponsabilité illimitée répondent des obligations sociales solidairement sur tous leurs biens, lorsque ces obligations ne peuvent être réglées sur l'actif social.

Ceux d'une société coopérative à responsabilité limitée ne répondent qu'à concurrence du montant des parts par eux souscrites, à moins de dispositions différentes des statuts. ⁽²³³⁾

Celui qui entre dans une coopérative existante répond de toutes les obligations de celles-ci antérieures à son entrée.

La loi donne aux membres le droit de se retirer de la société, même dans le cas où la société est faite pour un temps déterminé. Ils peuvent se retirer soit entièrement, soit s'ils possèdent plusieurs parts sociales, pour certaines de ces parts après une demande préalable. Si le délai de dénonciation et le point de départ de ce retrait n'ont pas été établis dans les statuts, ce retrait ne peut avoir lieu qu'à la fin de l'exercice, après une dénonciation préalable faite quatre semaines auparavant.

Ici, le législateur fait une combinaison de la liberté de la législation française (art. 52, loi de 1867) et de la sévérité de la législation autrichienne (art. 53-54), dont l'avantage s'étend aux membres et à la société.

La qualité de membre prend fin par le décès, par le retrait des membres. Les successeurs juridique des membres décédés peuvent prendre le lieu et place des membres décédés si les statuts ne les excluent pas. La société peut aussi exclure tels et tels des membres en vertu de causes graves et prévues par les statuts. Mais les membres exclus de la société entièrement ou relativement à certaines de leurs parts, de même que leurs héritiers en cas de décès, répondent envers les créanciers de la

(233) Disposition semblable au Titre II de la loi allemande. La loi autrichienne est plus nette encore :

Titre II : Dispositions spécialement applicables aux sociétés à responsabilité illimitée (mit unbeschränkter Haftpflicht).

Titre III : Dispositions spécialement applicables aux sociétés à responsabilité limitée (mit beschränkter Haftpflicht).

société de toutes les dettes sociales qui sont nées jusqu'à l'époque de leur retrait. ⁽²³⁴⁾

Les tiers, — les créanciers de la société, — ne sont autorisés à poursuivre leurs droits contre les membres de la société qu'après la liquidation complète de la propriété de la société et seulement pour le montant qui a été notifié dans la procédure de la faillite. En cas de dissolution de la société, un créancier privé qui poursuit la saisie de la part revenant à son débiteur est en droit de demander le retrait du membre en question pour la liquidation de sa dette après notification préalable.

De l'assemblée générale, du conseil d'administration et du comité de contrôle.

Ce sont les autorités de la société coopérative. Les droits des membres dans les affaires de la société sont exercés collectivement par eux à l'assemblée générale, qui doit être réunie au moins une fois l'an. Une assemblée générale peut également être convoquée à n'importe quelle époque, à la demande d'un ou de plusieurs membres détenant au moins un dixième des actions, à condition d'indiquer l'objet et le motif de l'assemblée. L'assemblée générale prend des décisions sur les objets suivants : l'élection et la révocation des membres du conseil d'administration et du comité de contrôle, c'est-à-dire des deux autres organes, l'adoption de leurs rapports, la vérification des comptes, la constitution du bilan et la répartition du surplus, la dissolution de la société, la nomination de liquidateurs et les modifications aux statuts. L'assemblée générale peut à toute époque révoquer les membres du conseil d'administration et du comité de contrôle, sans préjudice de leurs droits de compensation. Les procès-verbaux de l'assemblée générale doivent être soumis sans délai au bureau d'enregistrement. Les décisions de l'assemblée générale concernant les modifications aux statuts, la dissolution de la société ou sa fusion avec une autre société, n'ont force légale qu'après avoir été inscrites au registre du commerce.

(234) Les articles 55 et 78 de la loi autrichienne et l'article 52 de la loi française sont les mêmes.

Les affaires de la société sont dirigées par le conseil d'administration, qui peut être composé d'un ou de plusieurs membres, avec ou sans rémunération, et qui peuvent ou non appartenir à la société; mais leur nombre doit être notifié aux autorités compétentes et leurs noms portés au registre du commerce. Le conseil d'administration est autorisé à signer au nom de la société et dans tous les rapports avec les autorités publiques et les tierces personnes. Au mois de janvier de chaque année, le conseil d'administration doit présenter une liste alphabétique des membres de la société avec le nombre des actions détenues par chacun d'eux et la soumettre aux autorités compétentes. Il a également pour obligation de voir si les livres de la société sont convenablement tenus et si le bilan, approuvé par le comité de contrôle, est publié huit jours avant l'assemblée générale. Le bilan doit être dressé conformément à la loi. Les membres du conseil sont solidairement responsables envers les membres de l'exactitude du bilan.

Si les comptes, ou le bilan, montrent que la société a perdu la moitié de son capital, le conseil d'administration doit immédiatement convoquer une assemblée générale pour permettre aux membres d'exprimer leur opinion et de dire si la société doit continuer à exister ou si elle sera dissoute.

Le comité de contrôle est composé d'au moins trois membres qui surveillent les affaires de la société dans toutes les branches. En conséquence, le dit comité a le droit de demander à tout moment des renseignements concernant la conduite des affaires, d'examiner les livres, tous les documents et les comptes de caisse. Il vérifie également la clôture des comptes, le bilan, les propositions pour la répartition du surplus et soumet un rapport à l'assemblée générale annuelle. Si le comité de contrôle, au cours de l'exercice de ses fonctions, trouve que la loi, les statuts ou les intérêts de la société sont violés d'une façon quelconque par des omissions ou des abus, il est de son devoir de convoquer immédiatement une assemblée générale. Les membres du comité sont solidairement responsables des dommages survenus à la suite de leurs négligences dans leurs fonctions.

Toutes ces dispositions sont également valables pour les

sociétés commerciales, parce que l'article 240 ne donne pas de dispositions spéciales. Les dispositions relatives aux assemblées générales des sociétés par actions sont comprises dans les articles 176 à 181, qui s'appliquent aux coopératives, de telle manière que les droits assurés à chaque actionnaires peuvent être exercés par chaque membre de la coopérative et que ceux réservés à l'ensemble des actionnaires peuvent être exercés par l'ensemble des membres des coopératives.

Pour ce qui concerne les autres organes, la loi se reporte aux articles 182-197, relatifs aux sociétés par actions. La seule différence est que, pour les coopératives, la surveillance du tribunal est plus active que lorsqu'il s'agit des autres sociétés. ⁽²³⁵⁾

De la dissolution de la société.

La société coopérative peut prendre fin :

1° Par l'expiration du temps pour lequel la société a été constituée;

2° Par suite d'une décision de l'assemblée générale;

3° Par la fusion avec une autre coopérative;

4° Par la déclaration de faillite;

5° En vertu d'une sentence judiciaire (art. 247).

Cette dernière intervient lorsque la coopérative a étendu son activité en dehors des limites permises par la loi, c'est-à-dire des limites indiquées dans l'article 223. En effet, la coopérative a un but et un avantage particuliers et l'on conçoit que si ce but n'est plus poursuivi, il y a lieu de lui retirer le droit aux avantages.

Sauf dans le cas de faillite ou de fusion, la liquidation appartient aux membres du conseil d'administration, qui agissent comme liquidateurs, à moins que les statuts ou l'assemblée générale n'en décident autrement.

Le conseil d'administration doit annoncer la liquidation de la société par l'insertion de trois avis dans les journaux prévus et inviter les créanciers de la société à faire connaître leurs créances dans les six mois. Les créanciers, dont les noms figurent

(235) Ces dispositions ne figurent pas dans la législation allemande, ni surtout dans la législation autrichienne. Cette dernière, dans l'article 27, par exemple, donne des dispositions semblables en ce qui concerne les sociétés commerciales, mais elle contient en plus des dispositions très spéciales pour les coopératives.

sur les livres de la société, doivent être invités à faire de même. Les créances sont payées avec les fonds réalisés par la liquidation; le restant est réparti entre les membres conformément aux statuts.

En cas de faillite, le conseil d'administration rédige un projet et fixe le montant de la contribution des membres individuels, conformément au genre de leur responsabilité (limitée ou illimitée), afin de couvrir les dettes de la société. Si les membres font des objections contre ce projet, le tribunal des faillites fixe un jour pour cette affaire et, après avoir cherché une entente, prend une décision. Si les membres ne se conforment pas à cette décision, ils y seront contraints légalement; si un membre n'est pas en état de payer sa part, la différence doit être répartie entre les autres membres et payée par eux. Ce mode de règlement ne peut cependant être appliqué qu'une fois; si les créanciers ne sont pas satisfaits, ils peuvent poursuivre le recouvrement de leurs créances directement sur les membres de la société.

En cas de fusion de deux ou plusieurs coopératives, les actifs des coopératives seront administrés à part jusqu'au moment où les créanciers auront été réglés, mais l'administration et le règlement seront effectués par le nouveau conseil d'administration. L'avis des créanciers peut être donné dans une période ultérieure, — mais alors l'unification de l'actif ne peut être réalisé qu'après la liquidation des droits des créanciers.

Les registres de la coopérative dissoute doivent être déposés et conservés pendant dix années après la dissolution.

De la prescription des demandes contre les membres.

Cette dernière section traite des dispositions concernant les actions intentées contre les membres de la société en vertu de droits contre la société; le délai de prescription est fixé à une année à partir de la dissolution de la société, du retrait ou de l'exclusion d'un membre, lorsqu'une prescription plus courte n'a pas été établie relativement à certaines créances (art. 254; loi autrichienne, art. 73).

Si la créance ne devient exigible qu'après cette époque, le délai de prescription commence à partir du moment de l'exigibilité. S'il s'agit de créances qui ne le deviennent qu'un certain

temps après la dénonciation, le délai ne part que de l'époque de la dénonciation; à son tour commence à partir de la publication, sans prendre en considération le terme d'exigibilité.

Au cas où une partie de l'actif de la société demeure non partagée, les créanciers de la société gardent leur droit d'action même après le délai de prescription.

Le délai de prescription est le même pour les personnes physiques et pour les personnes morales (art. 257).

— Voilà les règles du Code de commerce hongrois en ce qui concerne les sociétés coopératives. C'est la base fondamentale de la législation coopérative hongroise pour toutes les sociétés coopératives, qu'il s'agisse de leur fondation, de leur fonctionnement ou de leur dissolution.

La législation coopérative hongroise, dans ce temps, ne pouvait se baser encore sur une expérience personnelle. Elle s'inspira des législations étrangères et ne s'adapta pas immédiatement aux besoins du pays. Le classement des coopératives parmi les sociétés commerciales est certainement l'œuvre la plus critiquable du législateur hongrois. Il a suivi, dans ce fait, la législation allemande, où les coopératives étaient considérées comme sociétés commerciales. La loi autrichienne, au contraire, ne range dans cette catégorie que les coopératives qui se livrent au commerce conformément à leurs statuts.

Le législateur hongrois fait des coopératives, indifféremment de leur objet, une sorte de compagnies commerciales, alors que leur but est l'aide mutuelle des membres et non pas la réalisation de bénéfices. Ainsi, dans la législation autrichienne ne sont qualifiées de sociétés commerciales que les coopératives de crédit qui concèdent des crédits à des non-affiliés en vue d'un intérêt, qui acceptent des dépôts, ou les sociétés de consommation qui vendent à des non-affiliés, ainsi que les sociétés de production qui ouvrent des magasins pour la vente de leurs produits. Mais toutes les autres coopératives échappent aux dispositions du Code de commerce et, considérées comme personnes civiles, restent en dehors des règles commerciales.

Le grand mérite de la disposition du Code de commerce en ce qui concerne les coopératives, c'est la liberté absolue,

l'autonomie complète. Mais l'indépendance des coopératives est en même temps un défaut. La vie indépendante des coopératives, isolées les unes des autres, surtout des coopératives de crédit, qui exigent une concentration importante de capitaux, faisait apparaître les désavantages. Leur collaboration, mais surtout la création d'une centrale qui consentait les prêts de capitaux, fut exigée. Sans cette institution, les coopératives de crédit ne peuvent pas se développer et c'est la cause qu'elles demandent de nouvelles dispositions et le complément de l'œuvre du législateur.

CHAPITRE II

LA LOI SUR LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

Après la mise en vigueur du Code de commerce, le mouvement coopératif a pris un grand essor en Hongrie. Le nombre des sociétés coopératives augmenta rapidement. Les plus nombreuses furent les coopératives de crédit et en peu de temps les dispositions du Code de commerce, en ce qui concerne les sociétés coopératives, se montrèrent insuffisantes pour la réglementation de la coopération en essor. Les coopératives de crédit avaient surtout besoin d'une nouvelle réglementation qui fût basée sur les expériences des années précédentes et adaptée à la situation locale. Les premières dispositions, élaborées d'après les législations étrangères, ne donnaient pas satisfaction à cette double nécessité. En même temps, pour les coopératives de crédit, il devenait indispensable de créer un institut central, qui pourrait prêter les sommes nécessaires aux coopératives de crédit et de résoudre ainsi la question brûlante du problème rural: — le manque de crédit.

A la solution de ce problème, les coopératives de crédit avaient déjà apporté quelques améliorations. C'est ce qui invita

le gouvernement à s'occuper aussitôt de cette sorte de coopératives, par le renouvellement de la législation.

L'idée de la réforme de la législation une fois acceptée, le gouvernement déposa, en 1893, un projet de loi sur les sociétés coopératives. Mais le projet ne fut pas considéré comme satisfaisant, car au lieu de réformer l'ensemble du régime, il ne tendait seulement qu'à organiser le contrôle gouvernemental. A la suite des vœux exprimés par les intéressés, le Dr François NAGY, professeur de droit à l'Université de Budapest, se chargea de rédiger un nouveau projet de loi. Ce projet, dont l'exposé des motifs très approfondi s'appuyait sur les dispositions législatives analogues et sur les résultats de l'étranger, fut publié en 1894. Il embrassait la matière entière et se proposait de remplacer toutes les dispositions que le Code de commerce contenait sur les sociétés coopératives. Il tendait à rendre la surveillance plus sévère, mais sans se départir du principe du contrôle judiciaire, sans vouloir soumettre les coopératives au régime de concession de l'Etat.

A la suite de divers incidents politiques, le projet ne fut examiné qu'en 1897, lorsque la situation s'aggravait et que le besoin de crédit des petits cultivateurs exigeait d'urgence des mesures énergiques.

Le professeur NAGY fut invité à introduire certaines modifications dans son projet, conformément aux changements survenus ces dernières années; d'autre part, fut exprimé le désir de changer complètement le projet. L'auteur rédigea alors un projet entièrement nouveau, qui tendait à assurer l'appui de l'Etat aux sociétés coopératives et qui ajournait la réforme générale de la législation coopérative. Le projet fut adopté à peu près unanimement. Il fut sanctionné le 11 juillet, promulgué le 16 juillet et est devenu la loi XXIII de 1898, intitulée « Loi sur les Coopératives de crédit agricole et industriel ».

Le but de cette loi est double : d'une part, un but matériel — la solution de la question du crédit rural; d'autre part, un but moral — inspirer le goût de l'épargne aux agriculteurs, aux petits artisans ; renforcer l'organisation des coopératives de

crédit d'une part, — créer une centrale, une source de crédit, d'autre part.

Ces buts pouvaient être atteints par plusieurs procédés : au moyen de subsides directs de l'Etat, qui aurait placé ces sociétés sous la dépendance du gouvernement, — ou, au moyen d'une caisse centrale créée par l'Etat, à l'instar de ce qu'a fait la loi du 31 juillet 1895 en Prusse. La loi hongroise a adopté un système original. Elle créa, pour faire le financement des coopératives de crédit, une institution à laquelle l'Etat adhéra comme « membre fondateur ».

Bien que l'« Association Centrale de Crédit » soit fondée pour toutes les coopératives de crédit du pays, le législateur n'enlève pas la liberté de celles-ci et ne rend pas obligatoire l'adhésion des coopératives de crédit à la centrale. Par contre, aux sociétés ayant adhéré, — et à celles-là seules, — la loi accorde certains avantages.

La loi permet même aux coopératives de fonctionner librement. Ainsi, on distingue trois coopératives de crédit : celles qui sont affiliées à l'Association Centrale de Crédit; celles qui ne sont pas adhérentes, mais qui fonctionnent conformément à la loi des coopératives de crédit, et enfin, celles qui, étant libres, sont restées sous le régime du Code de commerce.

Mais, pour sauvegarder les intérêts du public qui se trouve en relation d'affaires avec les sociétés, la loi oblige celles-ci à se faire enregistrer sur le registre des sociétés commerciales, en indiquant le régime adopté.

Le législateur a donc assuré la plus grande liberté aux sociétés coopératives en ce qui concerne le choix du régime, — mais en même temps, et conformément aux besoins du moment, le gouvernement a conservé son droit de contrôle en ce qui concerne l'emploi de ces fonds, — puisque l'organe central des coopératives est le distributeur de fonds sous forme de crédits consentis aux coopératives de crédit.

Ces principes sont posés dans la loi XXIII de 1898, qui, en deux titres et 83 articles, donne les nouvelles dispositions comme suit :

Titre premier de la loi: Des sociétés coopératives de crédit.

Chapitre I^{er}.— Formation des sociétés coopératives de crédit.

- » II.— Droits des membres.
- » III.— L'assemblée générale.
- » IV.— Le conseil d'administration et le comité de contrôle.
- » V.— Dissolution des sociétés.
- » VI.— Dispositions diverses.

Titre deuxième de la loi : De l'Association Centrale de Crédit.

Chapitre I^{er}.—La constitution de l'Association Centrale de Crédit.

- » II.— Des droits des membres.
- » III.— L'organisation et le contrôle.
- » IV.— Des émissions d'obligations.
- » V.— Concours de l'Etat.

Le titre premier de la loi traite de toutes les dispositions concernant les sociétés coopératives de crédit.

ARTICLE PREMIER: « Les dispositions du Code de commerce (loi XXXVII de 1875, partie I, titre XI, articles 223 à 257, relatifs aux sociétés coopératives) sont applicables aux sociétés coopératives de crédit qui se formeront en vertu de la présente loi, conformément aux dispositions ci-après. »

Ainsi la nouvelle loi n'abroge pas la disposition du Code. Au contraire, elle les complète par les nouvelles dispositions, — qui réfèrent aux coopératives de crédit.

La formation des sociétés coopératives de crédit.

« Les sociétés coopératives de crédit ne pourront se former — d'après la loi — qu'avec le concours d'une autorité administrative, d'une corporation publique ou avec le concours de l'Association Centrale de Crédit. » Ainsi, depuis cette date, alors que la formation des autres coopératives reste libre, la loi exige la participation de la caisse centrale ou d'une corporation publique qui aura la tâche de contrôler l'application de la loi aux coopératives nouvellement formées. Cette préoccupation ne tend nullement à empêcher la fondation de nouvelles unités, mais veut bien, au contraire, assurer leur bonne formation et leur fonctionnement normal.

L'adhésion des membres en vue de fonder les sociétés, même selon le Code de commerce, s'opère en signant de leur propre main le projet des statuts de la société en formation.

Si le membre qui veut adhérer ne sait pas écrire, le signe qu'il apposera au lieu de sa signature, sera attesté par deux témoins, et l'un d'eux inscrira son nom. S'il ne sait ni lire, ni écrire, ou s'il ignore la langue dans laquelle le projet de statuts est rédigé, les témoins attestent qu'il connaît le contenu des statuts et que ces statuts ont été expliqués dans tous ses détails au membre en question, dans une langue qu'il comprend.

Les statuts doivent disposer que la société ne fera d'opérations qu'avec ses membres. Elle peut accepter toutefois les dépôts d'épargne de personnes qui ne sont pas membres, effectuer des dépôts dans d'autres instituts de crédit et se faire ouvrir un crédit auprès des tiers non associés (art. 4). Ce sont les statuts qui fixent le maximum de crédit qui pourra être ouvert à chaque membre, ainsi que les conditions dans lesquelles ce crédit sera accordé.

L'assemblée constitutive doit être présidée par le délégué de l'autorité de la corporation ou de l'Association Centrale de Crédit qui donne son concours à la création de la société. L'assemblée doit, pour délibérer valablement, réunir quatorze souscripteurs au moins. C'est là une différence avec les sociétés par actions; le Code de commerce ne prévoit pour celles-là, et en conséquence pour les sociétés coopératives qui se forment d'après les mêmes règles, que sept membres.

La loi introduit le principe d'égalité en prescrivant que chaque membre n'a qu'une voix dans l'assemblée, et les résolutions, pour être valables, doivent être prises à la majorité des voix des membres présents.

La circonscription des coopératives de crédit est limitée par la loi. Elle peut être étendue à une ou plusieurs communes, mais elle doit toujours être bien fixée; il est défendu d'étendre leurs opérations au delà de cette circonscription et même de créer des succursales.

Des droits des membres de la société.

Selon l'article 8, peuvent seulement adhérer à la société les

personnes majeures, capables, et qui résident dans la circonscription de la société. Le souscripteur est tenu, à la suite de son admission, de payer une part d'associé dans les délais fixés par les statuts. Les parts doivent être nominative et d'une valeur nominale maximum de 100 couronnes.

Le bénéfice à distribuer doit être réparti entre les parts sociales au prorata des versements faits au commencement de l'année; ce dividende ne pourra jamais dépasser 5 % et sera payé seulement lorsque la part sociale sera entièrement libérée. Les bénéfices restant disponibles, après le prélèvement de ces 5 % seront affectés à l'accroissement de la réserve. C'est ici encore une différence avec les dispositions du Code de commerce qui laisse aux statuts la liberté de disposer du surplus des bénéfices. En cas de déficit du bilan, on prélèvera en premier lieu sur la réserve. Si la réserve ne suffit pas, les parts seront réparties entre les membres dans la même proportion que les bénéfices. Les statuts peuvent décider ici que, pour couvrir les pertes qui ne seraient pas couvertes par la réserve et les versements dus sur les parts, on pourra exiger des membres des versements supplémentaires jusqu'à concurrence du montant de la valeur des pertes

En ce qui concerne la responsabilité des membres pour les engagements de la société, la loi la limite au quadruple de la valeur normale de la part des membres. Mais les statuts peuvent porter cette responsabilité jusqu'au décuple de la valeur nominale de la part (art. 15), — et c'est là le maximum.

Le membre qui a quitté la société, ou son héritier, continue à demeurer responsable envers les créanciers sociaux, si la faillite est prononcée pendant les six mois qui suivent la fin de l'exercice au cours duquel le membre est sorti de la société. Les membres ne peuvent se retirer qu'après avis donné par écrit ou verbalement au moins quatre semaines à l'avance (art. 17).

L'assemblée générale.

La règle est que le comité d'administration convoque l'assemblée générale. Mais un dixième des membres peut, à toute époque, exiger la convocation, en désignant le motif et le but de la convocation de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration et le comité de contrôle.

Le conseil d'administration de la société coopérative de crédit compte au moins trois membres. Au moins le tiers des membres du conseil doit être pris parmi les membres de la sociétés. Leur rémunération au total ne peut excéder la dixième partie du bénéfice net. Leur élection est faite pour trois années au plus; mais l'assemblée générale peut les destituer à toute époque, sans qu'ils aient droit à des dommages-intérêts. La loi diffère ici du Code, qui ne permet la destitution qu'avec indemnité (art. 31 de la loi, art. 183 du Code).

Le conseil d'administration signe pour la société et établit, à la fin de l'exercice, le bilan, conformément à la loi (Code de commerce). De même, les attributions du comité de contrôle sont prévues par le Code commercial. La loi veut de plus que les membres du conseil d'administration et du comité de contrôle ne soient pas unis par un lien de parenté en ligne ascendante, descendante ou collatérale au premier degré.

La dissolution.

En cas de liquidation de la société, des liquidateurs sont nommés sur la demande du comité de contrôle, ou sur la demande d'un dixième des membres, ou encore en cas de motifs graves sont nommés d'office par le tribunal compétent.

En ce qui concerne la fixation et le recouvrement des sommes à payer, les articles 15 à 17, à raison de la responsabilité de garantie des membres, en cas de faillite, sont appliquée, au lieu des dispositions de la loi sur la faillite (loi XVII de 1881). (236) Dans ses articles 257 à 261, la loi donne la disposition suivante:

« Article 43. — Si le recouvrement des contributions imposées ne suffit pas pour combler en six mois le déficit accusé par le bilan, il sera procédé à une nouvelle imposition, en éliminant les membres dont l'insolvabilité a été constatée à la première répartition. »

(236) Le Code de commerce ne comprend pas de dispositions sur la faillite; celle-ci est réglementée par la loi spéciale ci-dessus indiquée.

Dispositions diverses.

Les coopératives de crédit existant avant la mise en vigueur de cette loi pouvaient déclarer au tribunal compétent qu'elles désiraient fonctionner d'après les dispositions de cette loi, en se soumettant à l'enregistrement et à la publication légale.

Si elles adhèrent à l'Association Centrale de Crédit, elles mettent leurs statuts en accord avec les exigences de la loi ; elles sont alors admises à jouir des faveurs prévues dans la loi qui accorde l'exemption de l'impôt sur les revenus des sociétés financières, des taxes annexées à cet impôt et des nombreux droits de timbre, dans le but de favoriser, d'accélérer les opérations des coopératives de crédit.

Mais la loi veille attentivement à n'accorder ses faveurs qu'aux sociétés adhérentes à l'Association Centrale de Crédit. Elle en retire immédiatement la jouissance à toute société qui cesse de faire partie de l'Association Centrale soit de bon gré, soit qu'elle ait été exclue d'office. Les faveurs cessent d'avoir effet à partir du jour où le tribunal publie la démission ou l'exclusion.

Le délai fixé pour mettre en accord les statuts avec la nouvelle loi est fixé à deux ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi.

Le titre deuxième de la loi traite les dispositions concernant l'Association Centrale de Crédit.

Constitution de l'Association Centrale de Crédit.

La loi, dans son article 48, désigne le rôle et la nature de l'institution centrale des coopératives de crédit comme suit : « En vue de favoriser l'essor des sociétés coopératives de crédit constituées ou transformées conformément à la présente loi, et en vue de faire face à leurs besoins de crédit, il est institué à Budapest une Association nationale centrale coopérative de crédit. »

Ainsi, la Centrale se met à la tête des coopératives de crédit, comme un institut dirigeant tout ce qui concerne la morale et les forces financières.

La loi soumet même la Centrale aux dispositions du Code de commerce en ce qui concerne les coopératives.

Conformément à l'article 49, sont membres de l'Association :

1° Les fondateurs, c'est-à-dire les membres qui contribuent au capital de fondation de l'Association Centrale en souscrivant une ou plusieurs parts de fondation. Ces membres fondateurs sont surtout les institutions publique, qui ne voulaient pas avoir recours au crédit, mais qui avaient l'intention d'aider la Centrale dans son but. (Entre ces institutions publiques, la première place est occupée par l'Etat lui-même, comme nous venons de le voir.)

2° Les membres ordinaires, c'est-à-dire les sociétés coopératives de crédit, qui se conforment aux dispositions de la loi et qui adhèrent à l'Association Centrale.

Les droits des membres.

L'article 51 règle la responsabilité des membres de la Centrale: « les membres fondateurs n'assument de responsabilité à l'égard des engagements de l'Association Centrale que jusqu'à concurrence de leurs parts de fondateur »; cette part de fondateur étant d'une valeur de 1.000 couronnes au minimum. La limitation de la responsabilité devait servir pour attirer les membres, sans qu'ils soient chargés de risques par trop lourds. Cette mesure a donné certains résultats pour la formation du capital de la Centrale.

Les membres ordinaires sont soumis à une responsabilité égale au quintuple de la valeur de leur part, — la valeur d'une part étant de 200 couronnes au moins. Ils participent aux bénéfices de l'Association Centrale en touchant une indemnité qui est fixée par l'assemblée générale, mais qui ne pourrait être supérieure à 4 % par an.

L'article 57 donne à l'Association Centrale la supériorité en disant: « L'Association Centrale est chargée du contrôle et de la surveillance des sociétés adhérentes; l'exercice de ce droit sera réglé par les statuts. » Pour ce contrôle est prise une certaine précaution, justement pour assurer les sommes prêtées aux sociétés adhérentes : l'article 65 assure à la Centrale, en cas de saisie ou de faillite d'une société adhérente, un droit de priorité jusqu'à concurrence du montant de sa créance, sur toute la fortune mobilière de la société adhérente débitrice.

L'organisation et le contrôle.

Le conseil d'administration de la Centrale se compose d'un président, de deux vice-présidents et de douze membres; parmi ces derniers, deux sont nommés par le Ministre des Finances, à raison des parts de fondateur souscrites par l'Etat; quatre, par les autres membres fondateurs et six par les sociétés adhérentes.

Le président est nommé, sur la proposition du ministre des Finances, par le Chef de l'Etat, tandis qu'un des deux vice-présidents est nommé par le Ministre de l'Agriculture, pour assurer la priorité du gouvernement dans la direction de la Centrale.

L'immixtion de l'Etat dans les affaires de la Centrale est jusqu'ici légère, si l'on considère la participation de l'Etat au fonds de cette institution; mais cette immixtion, par l'article 68, devient alors plus complète :

« La gestion de l'Association Centrale relève de la surveillance et du contrôle du gouvernement. Le Ministre des Finances déléguera près la Centrale un commissaire du gouvernement qui assistera aux assemblées générales et aux séances du conseil d'administration et pourra protester contre les décisions contraires aux lois ou aux statuts. »

« Les statuts de l'Association Centrale et toutes les modifications à eux apportées seront soumis à l'approbation du Ministre des Finances, qui décidera d'accord avec les Ministres de la Justice, du Commerce et de l'Agriculture. » (Art. 69.)

Emission d'obligations.

Pour la création de ressources financières, l'Association Centrale possède le droit d'émettre des obligations amortissables et productrices d'intérêt en représentation des créances que les sociétés adhérentes ont envers leurs propres membres pour les prêts constatés par écrit et qu'elles doivent transférer à l'Association Centrale avec l'endossement de la société débitrice.

A ces émissions d'obligations on applique les dispositions des articles 9, 10 et alinéa 1^{er} de l'article 13, ainsi que les articles 16 à 22 de la loi XXXII de 1897, — loi qui fixe les conditions dans lesquelles la Centrale peut émettre ses obligations.

Concours de l'Etat.

Par les dispositions comprises à l'article 78, le Ministre des Finances est autorisé :

1° A contribuer au capital de l'Association Centrale en souscrivant des parts jusqu'à concurrence d'un million de couronnes à prélever sur les disponibilités du Trésor.

2° A mettre à la disposition de l'Association Centrale trois millions de couronnes d'obligations de rachat de droits réguliers; ces obligations et leurs intérêts devront être affectés à la création et à l'augmentation du fonds de garantie spéciale des obligations à émettre par l'Association; en cas de liquidation de celle-ci, ces obligations devront, aux frais des créanciers remboursés, faire retour au Trésor.

Le Ministre des Finances est en plus autorisé à contribuer pour 100.000 couronnes aux frais de premier établissement de l'Association Centrale.

Et enfin l'article dernier charge de l'exécution des dispositions de la loi les Ministères des Finances, de la Justice, du Commerce et de l'Agriculture, compétents pour leurs départements respectifs dans l'Association Centrale de Crédit, et ainsi que les coopératives de crédit adhérentes.

— Ce sont les dispositions de la loi spéciale sur les sociétés coopératives de crédit économique et industriel, qui créent un régime spécial pour ces sortes de coopératives, sans les soustraire aux dispositions du Code de commerce, pour tous les cas qui ne sont pas spécialement réglementés dans cette loi. Cette loi, tout au contraire du Code de commerce qui assure la plus grande liberté aux coopératives, — mais qui ne connaît pas l'aide de l'Etat, — met, au lieu de l'autonomie, le contrôle de l'Etat. L'Etat n'adopte plus l'opinion du « laisser-faire ». Le sort d'une classe, qui occupe par son nombre une telle importance dans le pays, ne lui est pas indifférent. L'Etat vient au secours de la classe paysanne par une autre loi de la même année assurant la réglementation des relations des patrons et des ouvriers agricoles (loi II de 1898). Mais le secours de l'Etat aux sociétés isolées est impossible. — C'est ici le mérite véritable de

la loi qui réalise la centralisation des coopératives de crédit et qui crée une grande et puissante organisation centrale des coopératives.

L'Etat résout le financement du mouvement en se mettant à la disposition de cette Centrale, qu'il charge alors de l'obligation de faire contrôler les sociétés membres. L'autre mérite de la loi est de respecter la libre volonté des coopératives de crédit, qui peuvent adhérer à la Centrale ou demeurer indépendantes, et de leur donner ainsi une satisfaction qui récompense l'autonomie qui leur est retirée et remplacée par le contrôle gouvernemental et l'immixtion de l'Etat, — mal inévitable — mais qui devient explicable par la situation du pays dans ce moment-là.

L'inconvénient de la loi est de ne pas soustraire la réglementation des coopératives au Code de Commerce, comme il était prévu par le deuxième projet; et enfin de ne viser que les coopératives de crédit, tandis que les autres coopératives échappent entièrement à la loi. En effet, que la loi ne s'occupe que des coopératives de crédit, ce fait est aussi excusable, en raison de l'importance que ces coopératives présentaient à cette époque en Hongrie et en raison de l'état social des paysans.

Ces deux lois réglementèrent la coopération jusqu'à la fin de la guerre mondiale, quand la loi XXIII de 1898 fut modifiée et complétée par la loi XXX de 1920 ⁽²³⁷⁾, qui élargit l'activité de l'Association Centrale de Crédit, surtout dans la vie agricole. Par cette loi, l'Etat avança, à raison de la dévalorisation monétaire, de nouvelles ressources financières aux coopératives, pour aider les petits agriculteurs et pour permettre la création et le financement des associations d'affermage de terres, des associations des travailleurs de la terre et des coopératives de valorisation des produits agricoles; toutes ces mesures vinrent compléter l'œuvre de la réforme agraire visée par la loi XXXIV de la même année. ⁽²³⁸⁾

La loi XXVI de 1923, par suite de la dévalorisation monétaire, augmenta la valeur nominale des parts sociales. C'est la loi de XLIII de 1924 qui réalisa une organisation centrale de

(237) Sanctionnée le 5 octobre, promulguée le 14 octobre 1920.

(238) Modifiée et complétée par la loi VII de 1924; la loi XLI de 1928 édicta les mesures nécessaires pour achever la réforme.

longtemps attendue : la Centrale des Coopératives Industrielles ⁽²³⁹⁾, en groupant les coopératives de production et de valorisation des petits industriels. Par cette création, le développement de la Coopération de la Hongrie avança à grands pas.

Mais ces lois ne touchaient pas la Coopération transylvaine, qui fonctionnait conformément aux deux lois fondamentales de la Coopération hongroise, même après le rattachement de la Transylvanie à la Roumanie, — jusqu'à l'extension de la législation coopérative roumaine à la Transylvanie.

CHAPITRE III

LE RÉGIME FISCAL DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES ET LES LOIS RELATIVES A LA COOPÉRATION

Après la restauration de la vie constitutionnelle de la Hongrie, le régime fiscal autrichien appliqué auparavant en Hongrie subsista encore pendant des années. Il fut remplacé graduellement.

Conformément à la loi XXVI de 1868, l'impôt sur les revenus commerciaux ne s'appliquait qu'aux sociétés par actions, et les coopératives étaient dispensées de cet impôt; en effet, les articles 4 et 5 de la loi XVI de 1869 exemptaient les coopératives des droits de timbre, à condition qu'elles ne visent pas la réalisation de bénéfices.

Les dispositions du Code de Commerce ne prévoient aucune indication relative au régime fiscal des coopératives. Elles ne font aucune distinction entre les sociétés coopératives et les autres sociétés, — et les traitent de la même manière; tout ce qui touche les sociétés commerciales est applicable aux sociétés coopératives. C'est ainsi qu'à l'occasion de la réforme fiscale de la même année, la loi XXIV de 1875 étendit l'impôt sur les revenus commerciaux même aux sociétés coopératives et les frappa d'un impôt de 10 % comme les autres sociétés.

La loi LX de 1880 commença alors à favoriser les coopératives, leur accordant une réduction pour les droits de timbre; ainsi l'article 147 de la loi XVII de 1884, pour favoriser la créa-

(239) Sanctionnée le 21 juillet, publiée le 26 juillet 1924.

tion des coopératives industrielles, les exempte de l'impôt si leurs revenus ne dépassent pas 6 %.

Le législateur de 1898 modifia fortement ces conceptions relativement au régime fiscal des coopératives et, comme dans les pays étrangers, admit un régime favorisé général pour les coopératives, mais seulement pour celles visées par la nouvelle loi, c'est-à-dire pour les sociétés adhérentes de l'Association Centrale des Coopératives de Crédit.

Ainsi, les sociétés coopératives qui mettent leurs statuts en accord avec les dispositions de la loi et adhèrent à l'Association Centrale sont exemptées de l'impôt sur les revenus des institutions financières, comme des taxes additionnelles générales, municipales et communes, ainsi que des taxes perçues par les chambres de commerce et d'industrie.

C'est surtout par l'exemption du droit de timbre que les sociétés coopératives jouissent de faveurs; cette exemption a lieu dans les cas suivants :

a) Pour toutes les requêtes et leurs annexes que la société et ses membres adressent au tribunal, ainsi que pour toutes les publications émanant du tribunal, relativement à la société.

b) Pour leurs actions et leurs annexes, adressées aux autorités publiques, sauf les pièces de procédure.

c) Pour leurs livres de comptabilité.

d) Pour les reçus des versements des membres, pour les prêts et les avances que la société consent à ses membres (sauf en ce qui concerne les lettres de change) et pour les reçus des remboursements de prêts.

e) Pour les inscriptions hypothécaires des prêts consentis par la société à ses membres.

f) Pour le transfert à l'Association Centrale de Crédit des créances des sociétés coopératives sur leurs membres et pour les reçus des remboursements de ces prêts.

Mais alors que ces faveurs sont exclusivement réservées aux sociétés coopératives de crédit adhérent à l'Association Centrale par la loi de 1898; c'est la loi VIII de 1909, concernant l'impôt sur les profits des entreprises soumises au dépôt public de leurs comptes ⁽²⁴⁰⁾, qui apporte les nouvelles faveurs, cette fois aux autres coopératives comme à celles de crédit.

(240) Sanctionnée le 11 avril, publiée le 21 avril 1909.

L'article 4 de la loi accorde une exemption permanente pour tous les impôts directs, ainsi que pour leurs accessoires, au profit des coopératives économiques et industrielles, notamment :

a) Les sociétés coopératives économiques de production et de distribution, créées en vue de la production et de la valorisation en commun ou d'achat en commun de matières premières.

b) Les sociétés coopératives industrielles qui ne travaillent qu'avec leurs membres adhérents.

L'article 20 de la même loi exempte de l'impôt direct les sociétés de secours mutuels qui ne perçoivent pas de sommes supérieures à 8 couronnes par mois et qui n'accordent de prêts qu'à leurs associés et ne perçoivent pas d'intérêts plus élevés que 3% au delà du taux de la Banque d'Emission.

Enfin, pour les sociétés coopératives de consommation, le taux de l'impôt commercial est de la moitié du taux général, c'est-à-dire 5 %. En tous cas, si l'intérêt des parts souscrites dépasse 5 %, le taux de l'impôt est de 10 %.

La question du crédit en Hongrie, comme dans tous les pays agricoles, a été toujours une question primordiale. Cette question, par sa liaison étroite avec l'état social de la grande partie de la population, obligeait le gouvernement à s'en occuper. Pour donner une solution à ce problème, l'Etat créa une série d'institutions dans le but de venir en aide à la population et d'établir un large crédit, surtout pour l'agriculture, qui représentait la principale activité productrice de richesses du pays, et sous toutes formes différentes comme le crédit réel immobilier, mobilier et le crédit personnel.

Les premiers essais, à l'exemple des pays occidentaux, tendaient à la création d'une institution de crédit foncier; et il est à remarquer que ces premières tentatives eurent lieu sous le régime du gouvernement absolu autrichien. Le projet fut réalisé le 1^{er} juillet 1863, sur la base de l'association mutuelle des propriétaires fonciers, dans le but de procurer des capitaux sur hypothèques, ce qui donne le moyen aux emprunteurs de se libérer de leurs dettes par des annuités à long au court termes. Pouvaient devenir membres de cette association mutuelle, tous les propriétaires qui hypothéquaient leurs propriétés, garantissant d'abord le versement régulier des intérêts et l'amortisse-

ment de la dette consentie, ensuite solidairement la totalité des obligations contractées par la société.

La société était autorisée à émettre, sur la base des prêts consentis, des lettres de gage pour une valeur qui ne pourrait pas dépasser les sommes dues par les emprunteurs, ces lettres devenant alors négociables et escomptables — opération qui servait de base foncière. La société ne pourrait prêter aux propriétaires d'immeubles fonciers que sur première hypothèque, et les sommes accordées ne peuvent en aucun cas excéder la moitié de la valeur de la propriété hypothéquée.

Ainsi, l'institution fut créée, mais les petits propriétaires ne purent s'en servir, à cause de l'insuffisance de leurs moyens, et les paysans restaient sous la coupe des usuriers.

Pour venir en aide aux petits cultivateurs et pour les soustraire à la rapacité des usuriers, le gouvernement a fait élaborer un projet de loi sur la création d'une institution semblable, mais qui serait destinée à procurer aux petits propriétaires le crédit à taux réduit, non seulement sans bénéfice, mais en faisant même des sacrifices. C'est pour satisfaire à cette préoccupation que fut élaboré le projet qui devint la loi XXXIX de 1879 ⁽²⁴¹⁾, sur la création de l'Institut de Crédit Foncier des Petits Propriétaires. La dotation de l'Etat représentait 500.000 florins, mis à la disposition de cet institut sans intérêt et sans délai de restitution (article 1^{er} de la loi).

Cette institution, avec ses conditions réduites, aurait pu rendre de grands services aux paysans, si elle avait pu faire face à toutes les demandes, mais ce lui fut impossible, à cause de l'insuffisance de ses fonds, et une grande partie des paysans ne possédant pas les conditions demandées par cet institut, restèrent en dehors des bénéfices, des avantages qu'ils pouvaient en retirer. Le paysan resta la victime de l'usurier et se trouva dans une situation épouvantable. La menace sociale fit intervenir le gouvernement par voie législative. C'est ainsi que fut votée la loi XXV de 1883, sur l'usure, et le préjudice résultant d'opérations de crédit ⁽²⁴²⁾. Cette loi prenait des mesures très sévères contre toutes les manifestations de l'usure et s'exprime ainsi dans son article premier :

(241) Promulguée le 14 juin 1879.

(242) Sanctionnée le 27 avril, promulguée le 2 mai 1883.

« Toutes les personnes qui exploitent la grave situation matérielle d'autrui, qui consentent des emprunts ou des prolongements de restitution de sommes, mais qui, ce faisant, s'assurent des avantages exagérés, comment le délit d'usure pour lequel, en vertu de la présente loi, elles seront punies d'un emprisonnement de un à six mois et d'une amende de 100 à 200 florins. »

Malgré ses sanctions sévères, la loi ne pouvait empêcher l'œuvre destructive des usuriers, et la situation ne changeait pas, ou à peu près en rien.

Le gouvernement ne cessa pas de s'occuper de la solution de la question et consentit de nouveaux sacrifices par la loi XV de 1894 ⁽²⁴³⁾, qui a créé l'Union Nationale des institutions foncières, par le concours de :

- a) l'Institut de Crédit foncier,
- b) l'Institut de Crédit foncier des petits Propriétaires,
- c) l'Association des Coopératives de Crédit de la région de Pest.

Le capital social de cette Union représentait 15 millions de couronnes, avec lesquelles les opérations suivantes étaient effectuées :

- 1° partage des grandes propriétés;
- 2° colonisation des agriculteurs;
- 3° amélioration de la culture des terres;
- 4° introduction du machinisme dans l'agriculture;

toutes ces opérations devaient être réalisées d'après le plan élaboré par le Ministère de l'Agriculture. A ces opérations, il fournit les capitaux nécessaires, provenant d'une dotation de l'Etat de 8 millions de couronnes.

Naturellement, les résultats de cet Institut ne pouvaient être ressentis qu'après longtemps.

A ce moment, commença le développement des coopératives de crédit; le gouvernement, en voyant les résultats atteints, s'occupa de leur condition, ce qui eut pour résultat la loi de 1898, et l'essor du mouvement coopératif sur tout le territoire de la Hongrie.

(243) Modifiée et complétée par la loi XV de 1911.

DEUXIÈME PARTIE

LE DÉVELOPPEMENT DE LA LÉGISLATION COOPÉRATIVE ROUMAINE

« Un pays est d'autant plus riche que la fortune publique est répartie entre un plus grand nombre de gens. Rien ne donne autant l'impression de la misère qu'un petit nombre de gens très riches planant au-dessus d'une tourbe de misérables. Le rôle souhaitable des Banques Populaires est justement de donner une possibilité de jouir de la fortune à tous, même à ceux qui n'ont pas d'autre bien que leur volonté d'acquérir. »

SPIRU C. HARET.

Mécanique sociale, Bucaresti, 1910, p. 226.

« Je formule la devise qui devrait être notre *labarum* social: Aide-toi, Dieu et l'Etat t'aideront !

« Quelques-uns, plus audacieux que moi, écarteront Dieu; d'autres, plus anarchistes que moi, écarteront l'Etat; d'autres encore, plus audacieux et plus anarchistes en même temps, écarteront Dieu et l'Etat; mais quand même nous aurions éliminé Dieu, quand même nous aurions éliminé l'Etat, l'autre précepte restera néanmoins toujours, entier, indissoluble : aidons-nous les uns les autres, parce que c'est dans cette aide réciproque qu'est la voie de la rédemption! »

LUIGI LUZZATTI.

Discours d'ouverture prononcé au Congrès International Coopératif de Crémone, 1907.

CHAPITRE I^{er}

LES DISPOSITIONS DU CODE DE COMMERCE SUR LES COOPÉRATIVES

La Roumanie étant un Etat jeune, sa législation est de date récente. Elle date du début du dernier siècle.

Le premier « Manuel de lois » en langue roumaine fut im-

primé en 1814, à Jassy, par le célèbre juriconsulte Andronache DONICI.

En 1817 fut publié en Moldavie le Code de lois du prince CALIMAK, en langue grecque, qui fut traduit en roumain en 1832. Ce Code a une annexe qui comprend les articles 1974 à 2032, et qui donne la « Réglementation des crédits ». C'est l'ensemble des principes originaires de la législation commerciale roumaine.

C'est à la même époque (1817) qu'en Valachie le Code du prince CARAGEA, dans le chapitre IX, traite des affaires commerciales. Mais il est moins complet que le code précédent.

Après ces lois fut mis en vigueur le « Règlement Organique », en juillet 1831 en Valachie et en janvier 1932 en Moldavie. Dans cette dernière législation, il est prévu, à l'article 318, que pour les questions commerciales on doit traduire les dispositions correspondantes de la législation française, — mais cette transposition ne fut pas exécutée complètement en Moldavie, tandis qu'en Valachie ont été appliquées les dispositions de la législation française, en réalité à partir de 1840.

Après l'union des Principautés roumaine et la formation d'un nouvel Etat, — la Roumanie — le gouvernement entreprit, dès 1883, la révision de l'ancienne législation commerciale, à raison du développement croissant des rapports commerciaux intérieurs et extérieurs, et surtout de la création des institutions de crédit.

Dans ce but, le gouvernement nomma une commission spécialement chargée de ce travail et lui confia la mission d'élaborer un projet de Code de Commerce, dans lequel elle tiendrait compte des besoins du temps et des progrès réalisés par les législateurs des autres Etats européens dans ce domaine. L'intention du gouvernement était même de faire élaborer la nouvelle loi d'après les plus importantes et les plus récentes législations des Etats occidentaux; « dans la plupart des pays européens qui sont à la tête de la civilisation, on a accompli d'importants travaux et réalisé de grandes réformes dans cette branche de la législation, et de toutes parts se manifeste une tendance de rapprochement des différentes législations nationales. On en

arrivera sans doute ainsi graduellement à un Code de Commerce uniforme et commun à tous les pays liés entre eux par des rapports commerciaux réguliers et permanents ». (244)

Conformément à cette intention, la commission se mit à examiner les législations commerciales des pays européens.

Le code le plus récent sur cette matière, l'œuvre législative la plus remarquable de cette époque était le Code Commercial du royaume d'Italie, promulgué le 31 octobre 1882, mis en vigueur le 1^{er} janvier 1883 et remplaçant l'ancien code de 1865.

La commission déclara que le code italien lui servirait de guide dans son œuvre parce qu'il pouvait fort bien s'adapter à la situation de la Roumanie. Ce code devint ainsi la base de travail de la commission. Celle-ci le compléta par certaines dispositions spéciales empruntées à d'autres législations, comme le Code de Commerce français (surtout la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés), le Code belge (loi du 5 mai 1872) et le Code suisse.

Après un travail de deux ans, la commission avait terminé sa tâche, et les quatre livres du Code de Commerce furent votés successivement, en deux sessions consécutives, par les deux corps législatifs, sanctionnés le 16 avril 1887 et mis en vigueur le 1^{er} septembre 1887.

C'est à ce moment que se développaient en Roumanie les premières coopératives, qui trouvaient alors, — comme ailleurs, — leur réglementation très incomplète dans le Code civil. Pour leur donner une législation appropriée, le législateur adopta les dispositions spéciales aux sociétés commerciales qui, dans le Code italien, sont réglementées à côté des sociétés commerciales, au livre I^{er}, titre IX, chapitre I^{er}, section VII, articles 219 à 228.

En raison de son inexpérience en cette matière, le législateur roumain adopta à peu près complètement les dispositions du Code italien en ce qui concerne les coopératives. Mais, précisément, la situation était la même en Italie, où le mouvement coopératif se développait alors, et la législation italienne faisait à son tour appel, à l'occasion de l'élaboration du Code, aux

(244) Rapport du Ministre de la Justice à l'occasion de la sanction de la promulgation du Code de Commerce.

dispositions de la loi française sur les sociétés du 24 juillet 1867, titre III: « Dispositions relatives aux sociétés à capital variable », articles 48 à 54.

— C'est ainsi que la liaison étroite fut établie entre les législations coopératives française, italienne et roumaine.

Le Code de Commerce roumain, au livre I^{er}, chapitre I^{er}, section VII, en 14 articles (art. 221 à 235), donne les « Dispositions relatives aux sociétés coopératives », dans lesquelles est prévue et réglementée toute la matière en ce qui concerne les coopératives, notamment les règles pour leur constitution, leur administration et leur dissolution.

Le législateur roumain, sans donner une définition expresse des coopératives, déclare coopérative toute société dont les statuts auront stipulé que le capital de la société est variable. L'article 221 s'exprime ainsi : « Dans les statuts de toute société, il peut être stipulé que le capital social sera susceptible d'augmentation par des versements graduels faits par les associés, et de diminution par la reprise totale ou partielle des parts versées.

« Les sociétés dont les statuts contiennent les stipulations ci-dessus, s'appellent coopératives et sont soumises, en dehors des règles générales qui leur sont propres, d'après leur forme spéciales, aux dispositions suivantes. » (245)

Ainsi, le législateur roumain ne crée pas un type spécial de société pour les coopératives; celles-ci constituent seulement, comme dans la loi française, une modalité des autres sociétés. Les sociétés coopératives peuvent donc être des sociétés civiles, lorsque la nature de leurs opérations est civile, ou des sociétés commerciales, si elles font des opérations commerciales.

Les coopératives peuvent avoir un caractère civil, — « l'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité, dans un but autre que de partager des bénéfices », (246)

(245) Les termes de cet article ne diffèrent en rien de l'article 48 de la loi française, avec la seule différence que le texte français ne contient pas le mot « coopératif », — mais l'expression « société à capital variable ».

(246) La même définition du terme se trouve dans l'article 1^{er} de la loi française du 1^{er} juillet 1901, relative au contrat d'association.

ou un caractère commercial, — « la société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun en vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter ». (247)

Les coopératives peuvent ensuite choisir entre les différentes formes de sociétés commerciales, — entre la forme de la société en nom collectif, si ses membres veulent donner à la société un caractère personnel et répondre solidairement de toutes les obligations sociales; et la forme de la société en commandite simple ou par actions; ou bien même la forme de la société anonyme, lorsque ses membres veulent limiter leur responsabilité au montant de leurs parts.

Quand les coopératives avaient fait leur choix, elles n'avaient plus qu'à se soumettre aux règles propres à la forme qu'elles avaient choisie et à observer ensuite les conditions suivantes, particulières à leur nature coopérative:

La constitution des sociétés coopératives se fait par acte authentique. Cet acte constitutif, en dehors des énonciations prévues pour les autres sociétés, suivant leur nature, déterminera, sous peine de nullité, dit l'article 222 :

1° les conditions d'admission des associés, comment et quand ils seront obligés de verser leurs parts sociales; les modalités de ce versement;

2° les conditions du retrait et de l'exclusion des sociétaires;

3° les formalités de convocation des assemblées générales et les journaux judiciaires désignés pour la publication des actes de la société (art. 220 du Code italien).

Tandis que la loi donne aux coopératives la liberté de choisir la forme de sociétés, l'article 223, pour tout ce qui concerne les formalités de constitution, impose aux coopératives les règles prévues par le Code pour la constitution des sociétés anonymes, y compris les règles de l'autorisation préalable par le tribunal de commerce, de la publicité des actes constitutifs et de la responsabilité des administrateurs (art. 221 du Code italien).

(247) Art. 1491 du Code civil roumain de 1865, ainsi que l'article 1832 du Code civil français du 27 Ventôse an XII, relatif au contrat de société.

En dehors des dispositions communes aux sociétés anonymes, la loi prescrit, pour les coopératives, des dispositions spéciales, qui se classent en deux catégories.

Dans la première catégorie, on peut ranger les dispositions par lesquelles la loi offre aux coopératives certains avantages spéciaux, et cela justement pour encourager et pour faciliter leur développement.

Dans la seconde catégorie de ces dispositions, on trouve certaines restrictions propres aux coopératives insérées dans l'intention d'empêcher les autres sociétés de capitaux de profiter des privilèges spéciaux accordés aux coopératives par les dispositions de la première catégorie.

Parmi les dispositions spéciales de la première catégorie figurent les suivantes :

1° L'article 223 du Code dispense les administrateurs de fournir la caution exigée des administrateurs des sociétés anonymes.

2° L'article 227, dans son dernier alinéa, permet la constitution de la société, même dans le cas où chaque associé ne verse qu'un dixième de la valeur nominale des actions souscrites ⁽²⁴⁸⁾. Cette faveur ne figure pas dans la loi italienne; elle est empruntée à la loi française, qui prévoit, à l'article 51: « La société ne sera définitivement constituée qu'après le versement du dixième du capital. »

3° L'article 233 déclare que « quelle que soit leur forme, les sociétés coopératives sont des personnes juridiques. C'est un avantage considérable, parce que les sociétés civiles n'ont pas reçu par la voie de la jurisprudence la personnalité juridique; elles ont même été soumises à un régime particulièrement sévère. Elles ne pouvaient obtenir la personnalité morale qu'en vertu d'une loi. Si cet article n'existait pas, il faudrait donc que tous les membres représentent la société en justice, lorsqu'il s'agit d'une affaire concernant une société civile.

(248) L'article 132, pour les autres sociétés, dispose : « pour pouvoir procéder à la constitution de la société, il est nécessaire que tout le capital social ait été souscrit et que chaque actionnaire ait versé en numéraire les trois dixièmes au moins de la valeur des actions ou des sommes par lui souscrites.

4° Les sociétés coopératives sont dispensées, en vertu de la loi, des droits de timbre et d'enregistrement. Par cette faveur, le législateur a voulu faciliter la constitution des coopératives, qui n'étant pas des sociétés de spéculation, ne disposaient jamais de capitaux à leur début. (249)

5° Enfin, l'article 234 dispose que les sociétés coopératives ne s'éteignent pas à la suite de l'interdiction, de l'incapacité légale, de la faillite, du retrait ou de la mort d'un de ses associés. Elles continuent de plein droit entre les autres associés. (250)

Ce sont les avantages accordés par la loi en vue de favoriser la création et le fonctionnement des coopératives.

Parmi la seconde catégorie de dispositions, c'est-à-dire parmi les restrictions imposées aux sociétés coopératives, figurent les suivantes :

1° L'article 234, comme l'article 49 de la loi française, prévoit que le capital de la société coopérative ne pourra être fixé par l'act constitutif ou par les statuts à plus de deux cent mille lei. A côté de cette restriction, qui n'existe pas dans la législation italienne, on a décidé que le maximum de la valeur des parts sociales d'un membre ne pourrait pas s'élever à plus de 5.000 lei (art. 224 du Code italien).

L'ensemble de ces deux dispositions a donné lieu à beaucoup de critiques, — parce qu'elles limitent le nombre de sociétaires, — bien qu'indirectement. Mais, par cette disposition, le législateur avait l'intention, d'une part, d'empêcher les sociétés de capitaux d'emprunter la forme coopérative à cause des avantages offerts aux coopératives, et d'autre part de faire entrer dans les coopératives des personnes ayant des capitaux disponibles. (251)

2° Les actions, qui sont toujours nominatives, ne peuvent ni dépasser cent lei, ni être d'une valeur inférieure à vingt-cinq lei (art. 226). La valeur maxima est la même dans la loi italienne, mais la valeur minima est propre à la législation roumaine. Il en

(249) Art. 235 Code roumain, — 228 Code italien.

(250) Art. 54 de la loi française.

(251) Disposition modifiée dans la législation française par l'article 1^{er} de la loi du 7 août 1920 sur les banques populaires.

est ainsi par analogie avec les autres sociétés, pour lesquelles l'article 166 du Code roumain prévoit une valeur minima pour les actions, — de cent lei, lorsque le capital social de la société ne dépasse pas un million de lei. Cette valeur minima de cent lei a naturellement été réduite, pour les coopératives, — à vingt-cinq lei.

3° Chaque associé n'a qu'une seule voix aux assemblées générales, quel que soit le nombre des actions qu'il possède. Aucun mandataire ne peut représenter, à la même assemblée générale, plus d'un associé, sauf son droit personnel si lui-même est associé.

4° L'associé qui cesse de faire partie de la société, soit en se retirant de lui-même, soit par suite de son exclusion par l'assemblée générale, demeure responsable pendant deux ans envers les associés et les tiers, de toutes les obligations contractées jusqu'au moment de son retrait ou de son exclusion.

5° Enfin, la qualification « coopérative » doit expressément figurer sur tous les actes de la société coopérative.

Toutes ces restrictions furent imposées par le législateur en vue de protéger les sociétés coopératives et même pour les favoriser. En outre, la loi soumet les coopératives à de multiples formalités, tant pour leur formation que pour leur fonctionnement.

Ainsi, pour obtenir l'autorisation de fondation, il faut présenter au tribunal compétent :

1° L'acte constitutif et les statuts de la société;

2° Les actes qui prouvent la souscription du capital dans la mesure où elle a été effectuée et le versement du dixième de la valeur de chaque action;

3° Les procès-verbaux et les autres actes contenant les délibérations et les décisions de la première assemblée;

4° Les titres de propriété, si la société a des immeubles, et un certificat du lieu où ils sont situés;

5° Un inventaire fait en double exemplaire de l'état des immeubles et des meubles de la société, et leur évaluation.

Avant la séance publique, qui doit accorder aux associés ou leur refuser l'autorisation, le tribunal de commerce doit demander l'avis de la Chambre de Commerce sur l'utilité de l'entreprise, sur la moralité des fondateurs et administrateurs, sur la sincérité de l'inventaire et sur l'estimation des biens meubles et immeubles.

L'admission des associés au sein de la société se fait par l'apposition de la signature personnelle ou de celle d'un mandataire spécial sur le registre des associés. La déclaration de retrait pour l'associé qui se retire sera portée sur le registre des associés; cette déclaration doit être signée par le membre qui se retire de la société ou doit être notifiée par huissier. La déclaration ne produit son effet qu'à la fin de l'année sociale en cours, si elle a été faite avant le commencement du dernier trimestre de la même année. Mais si elle a été faite plus tard, l'associé demeure responsable pour l'année suivante.

Les administrateurs des sociétés coopératives sont obligés de tenir les registres ordinaires des autres sociétés, mais en outre ils doivent indiquer ⁽²⁵²⁾ :

1° La date de l'admission ou du retrait des associés;

2° Le compte des sommes versées et retirées par chacun d'entre eux.

Ils sont obligés en troisième lieu de déposer à la fin de chaque trimestre, au tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège, une liste des associés à responsabilité illimitée, avec la date de leur entrée à la société, et celle de leur sortie, l'indication de leurs noms, prénoms et domiciles.

En voyant ces lourdes et trop nombreuses formalités exigées par le Code de Commerce, — et si nous prenons en considération l'état matériel et intellectuel de la population à cette époque, — nous pourrions imaginer quelles difficultés a créées l'application de cette loi pour de simples instituteurs de campagne; car ce sont eux qui, dans les villages, s'engageaient bénévolement à administrer les coopératives. Pour la population elle-même, en

(252) Le livre journal, le livre de copie de lettres et le livre contenant les inventaires de la société.

majeure partie illettrée, ces difficultés s'aggravaient encore. Le législateur roumain ne s'était pas assez rendu compte de ce que les législations italienne et française, dont il s'était inspiré, étaient destinées à des populations beaucoup plus instruites.

Ce qui excuse les nombreuses précautions du législateur, c'est son intention de favoriser les coopératives parmi les autres sociétés, — intention dont le but n'a pas été atteint, parce que, selon le Code de Commerce, il fut constitué de nombreuses sociétés commerciales sous la forme coopérative, mais dont l'esprit n'avait rien de commun avec les principes de la coopération. C'étaient plutôt des sociétés capitalistes qui choisissaient cette forme de société en raison des avantages qui s'y trouvaient attachés. Pour la plupart des sociétés constituées de cette manière, la forme coopérative fut seulement transitoire, car une fois les entreprises consolidées, elles se transformaient en sociétés anonymes par actions. (253)

Cet état de choses n'était pas la faute du législateur, dont la bienveillance était notoire, mais la cause en était dans l'état de la coopération roumaine à l'époque.

Lorsqu'on rédigea le Code de Commerce, la coopération roumaine n'avait aucune expérience propre qui pût donner au législateur des indications précises sur la matière. Et d'ailleurs, même en Italie, la coopération n'avait pas encore pris un grand essor lorsque le Code de Commerce italien fut rédigé, et la pratique n'était pas encore parvenue à bien délimiter, au point de vue juridique, la sphère de la coopération. En France, dans un même ordre d'idées, on avait traité dans la même loi des sociétés commerciales et des sociétés à capital variable; il était naturel que l'esprit qui avait présidé à l'élaboration d'une partie se reflêtât dans l'élaboration de l'autre. D'autre part, en France, il s'agissait surtout de sociétés coopératives de production et non de coopératives de crédit, qui jouent le rôle principal en Roumanie; ce qui explique qu'on n'était pas sans avoir à leur égard

(253) *Les sociétés coopératives en Roumanie.* (Edité par l'ancienne Centrale des Banques Populaires et par la Centrale des Coopératives de Production et de Consommation. Bucaresti, 1924, page VII.)

une certaine défiance, dont la loi porte d'ailleurs plus d'une trace.

Enfin, voici une remarque très juste: « Quoique la fondation des premières coopératives marquât une ère nouvelle dans la situation du paysan roumain, ces coopératives ne pouvaient se développer dans les proportions espérées. On ne put enregistrer un plus grand succès lorsque le Code de Commerce eut pris sous sa tutelle les coopératives en général, et celles de crédit en particulier. Mais il faut avouer que ces tentatives, quoique d'importance plus considérable, n'ont pas donné les résultats attendus, à cause de leur caractère capitaliste ou plus souvent d'assistance. C'est seulement après la loi coopérative de 1903 que le mouvement prend un caractère vraiment coopératif. » ⁽²⁵⁴⁾

CHAPITRE II

LA LOI SUR LES BANQUES POPULAIRES

Aux cours des dernières années du XIX^e siècle, le mouvement coopératif roumain, surtout par le développement rapide des banques populaires, qui ont rendu de jour en jour les plus grands services aux populations rurales, a gagné la confiance du gouvernement, qui en vint à considérer dans la coopération une mesure efficace pour élever l'état social du pays. Les dispositions du Code de Commerce, avec ses exigences multiples pour les sociétés coopératives, devenait de plus en plus insuffisant. En outre, une nouvelle question surgissait, celle de la centralisation du mouvement coopératif en essor.

Le gouvernement, favorable aux coopératives, se rendant de l'importance des banques populaires, souleva la question du renouvellement de la législation sur les sociétés coopératives. Il chargea une commission de sept personnes de rédiger une nouvelle loi, réglementant surtout la vie juridique des coopéra-

(254) L. J. Vicsay : *La Coopération en Roumanie*. (Thèse, Strasbourg, 1933, p. 22.)

tives de crédit. La commission, en se basant sur les expériences vécues par le pays lui-même et en complétant les données ainsi obtenues à l'aide des différentes législations récentes étrangères, termina le projet qui fut déposé sur le bureau du Sénat le 28 mars 1900. Après la discussion, le projet fut repris pour modification par N. FILIPESCO, ministre des domaines, — mais la chute du ministère junimiste dont il faisait partie l'empêcha de le soumettre de nouveau aux Chambres. Depuis, il n'a jamais quitté les cartons du ministère.

On rédigea alors un nouveau projet de loi. M. STEREA, député, fut alors chargé par le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, — M. Spiru HARET, le grand animateur de la Coopération roumaine, — de la rédaction de ce nouveau projet, en vue d'un triple but : propager le mouvement coopératif parmi la population rurale; faciliter la création de ces institutions en réduisant les charges imposées par les articles du Code de Commerce; et consolider les coopératives de crédit par la création d'une centrale, avec un capital suffisant pour alimenter les banques populaires.

Mais, pour la réalisation de ce dernier but, les coopératives étaient privées des moyens financiers nécessaires; c'est alors que le gouvernement lui-même décida de résoudre la question : il fournit le capital à la Centrale, mais en profita pour se réserver un certain contrôle sur les affaires coopératives, par lequel il réussissait ainsi pour la première fois à s'immiscer dans la Coopération roumaine.

Le projet, rédigé dans cet esprit, fut voté ⁽²⁵⁵⁾ sous le nom de « Loi sur les Banques Populaires et de la Caisse Centrale Coopérative ».

Le titre de la loi indique déjà sa destination. Elle ne visait que les banques populaires, pour lesquelles elle créa un centre financier.

Elle ne touchait donc pas aux autres coopératives; elle était la loi propre des coopératives de crédit.

(255) Promulgué le 28 mars 1903 et publié au « Moniteur Officiel », n° 288, le 29 mars 1903.

La loi comportait trois chapitres. D'après l'article premier, les sociétés coopératives de crédit rural appelées « Banques Populaires Rurales » restèrent soumises à toutes les dispositions du titre VIII, section VII, du Code de Commerce roumain, sur ces points non modifiés par cette loi. Une première modification déclarait que les banques populaires rurales constituées conformément aux dispositions de cette loi, seraient considérées en tous cas comme des sociétés commerciales (art. 2) et auraient la personnalité juridique (art. 3).

La loi était non seulement restreinte dans son application aux sociétés coopératives de crédit, mais encore parmi celles-ci aux banques populaires rurales : en d'autres termes, elle ne s'appliquait pas aux coopératives de crédit formées dans les villes, mais seulement à celles des villages. Ainsi se réalisa une curieuse classification de la coopération en Roumanie, une classification d'après le lieu de formation, — coopératives rurales et coopératives urbaines, — ayant les premières comme membres les paysans des villages, et les deuxièmes surtout les petits industriels, artisans, travailleurs des villes.

Cette loi n'abrogea donc pas les dispositions du Code de Commerce; au contraire, elle le compléta pour les coopératives de crédit rural, qui dorénavant seraient considérées en tous cas comme sociétés commerciales.

Les facilités apportées à la constitution des coopératives de crédit figurent au début du texte.

L'article 4 prévoit que les banques populaires se constituent par acte écrit, rendu authentique par le juge de circonscription compétent, sans taxe d'enregistrement ou de timbre; et c'est au juge de circonscription qu'incombera le soin d'afficher un extrait de l'acte et de le publier dans le « *Journal Officiel* », — tout cela dans un délai de trois jours après la présentation de l'acte constitutif.

Pour les statuts, le texte prévoit certaines dérogations aux exigences du Code; ces statuts doivent contenir:

- 1° le nom de la banque populaire et son siège social;
- 2° les modalités de la formation des parts sociales et de la restitution en cas de sortie ou d'exclusion hors de la société;

- 3° l'énumération des opérations que la société peut faire;
- 4° le moyen de fructification du capital;
- 5° les conditions d'admission, de sortie ou d'exclusion des membres;
- 6° les limites de la responsabilité des membres;
- 7° les conditions dans lesquelles le crédit sera accordé tant aux sociétaires qu'aux non-sociétaires;
- 8° les modalités de la formation du fonds de réserve et sa destination en cas de liquidation;
- 9° les dispositions pour le partage des bénéfices;
- 10° les modalités de l'administration de la société;
- 11° les modalités de liquidation éventuelle des affaires de la société.

Après cette énumération, on voit le caractère de cette coopérative créée par la loi, — à capital et nombre de membres variables; la société doit limiter son activité à ses membres. La loi fixe les conditions nécessaires pour accorder des crédits aux non-sociétaires. Dans la loi, est prévue très expressément l'obligation pour les coopératives de ne viser aucun but pécuniaire : leur but doit être altruiste et ne doit pas tendre à la réalisation de gros bénéfices.

Par dérogation au Code, le capital social des banques populaires n'est pas fixé à 200.000 lei; — son augmentation n'est pas limitée, conformément à l'intention du législateur de créer des institutions financières fortes. La valeur des parts sociales, fixée au maximum à 5.000 lei par l'article 225 du Code, est portée à 50.000 lei par cette loi.

Le capital des banques populaires se forme par :

- 1° les apports sociaux des membres de la société;
- 2° les dépôts des sociétaires et des tiers;
- 3° les emprunts que la société peut contracter.

Le but de ces coopératives de crédit étant de faciliter les petits emprunts aux paysans pour encourager l'agriculture, l'article 15 prévoit la nature de ces créances: pour l'achat de bétail, semences, instruments agricoles et même pour l'affermage ou l'achat des terres.

C'est le même article qui, pour assurer l'emprunt sur ces objets, prévoit que ces divers objets seront considérés comme engagés à partir du jour de leur achat, et le débiteur est obligé de les conserver sous les sanctions prévues par l'article 323 du Code pénal.

Au cas de non-paiement de l'emprunt, le créancier peut faire vendre l'objet sans autorisation judiciaire préalable, comme en cas de créances de l'Etat.

Les faveurs accordées par la loi sont nombreuses.

C'est ainsi que, d'après l'article 9, les banques populaires rurales ne payeront aucune patente si elles sont basées sur les principes suivants:

a) La responsabilité illimitée et solidaire des associés.

b) Le caractère non partageable du fonds de réserve, sa constitution par un prélèvement minimum de 50 % sur les bénéfices nets annuels et sa distribution, en cas de liquidation, dans un but d'utilité publique communale.

c) La gratuité des fonctions d'administration (sauf pour le caissier et le comptable).

d) Ne payeront également aucune patente les banques populaires qui prévoient dans leurs statuts qu'elles ne percevront aucun intérêt supérieur à 10 % sur les prêts consentis aux associés, et à 12 % sur ceux consentis aux non-associés.

D'autres banques populaires rurales, celles dont le capital social ne dépasse pas 20.000 lei, seront également exemptées du paiement de la patente. Les banques populaires dont le capital social dépasse 20.000 lei payeront la moitié de la patente. D'après l'article 10, les demandes en justice intentées par les banques populaires, tous les actes de procédure et toutes les opérations pour la réalisation des emprunts jusqu'à la valeur de 300 lei inclusivement, seront dispensés de la taxe de timbre.

Les registres de la société seront paraphés et authentifiés par le juge de paix et seront également dispensés de la taxe de timbre.

Aux termes de l'article 12, les traites émises à l'ordre des banques populaires ou escomptées par celles-ci pourront être protestées en cas de non-paiement jusqu'à concurrence de la

somme de 1.000 lei, à la mairie de la commune où siège la banque. Pour les sommes plus élevées, les traites seront protestées à la justice de paix.

Et enfin, par l'article 19, la justice de paix a compétence pour la liquidation des banques populaires.

Dans le deuxième chapitre de la loi, le législateur dispose « Sur la Caisse Centrale ».

Dans l'article 20: Pour venir au secours des banques populaires rurales et pour assurer leur contrôle, le Crédit Agricole créé à Bucarest, par la loi du 2 juin 1892, devient la caisse centrale de ces institutions et prend le nom de Crédit Agricole et Caisse Centrale des Banques populaires.

La loi ne crée donc pas une institution toute nouvelle, mais transforme une ancienne institution existante qui servira de centrale des banques populaires. Ce fait ne se montra pas heureux à l'usage, il englobe deux sortes d'institutions, proches mais différentes.

La Caisse Centrale ainsi créée reçoit les attributions suivantes :

- a) Escompter les effets de commerce des banques populaires;
- b) Consentir des emprunts aux banques populaires;
- c) Recevoir les dépôts de l'épargne;
- d) Escompter à la Banque Nationale le portefeuille des banques populaires.

Pour ces opérations, l'Etat alloue les sommes nécessaires, — et par ce fait, la Caisse Centrale a fait le premier pas pour devenir une sorte d'institut d'Etat. ⁽²⁵⁶⁾

A la fin de chaque année, la Caisse Centrale fera un bilan qui sera soumis à l'approbation du Ministre des Finances.

Les dépenses d'administration étant défalquées, le bénéfice net sera partagé de la manière suivante :

(256) Le premier projet de cette loi proposait la création, — non pas d'une institution comme la Caisse Centrale, — mais d'une commission centrale soumise à l'autorité de l'Etat, car elle eût été placée auprès du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

50 % en dividendes qui augmenteront le capital de la Caisse Centrale;

20 % qui serviront à la création d'un fonds de réserve pour couvrir les pertes éventuelles;

10 % restitués aux banques populaires proportionnellement aux opérations faites avec la Caisse Centrale;

20 % utilisés pour faire des améliorations économiques ou agricoles dans les villages.

Comme organe supérieur d'administration et de surveillance, l'article 24 prévoit l'organisation d'un conseil d'administration composé de 11 membres, dont 8 sont nommés par le Ministre des Finances, 2 par le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes et 1 par le Crédit Foncier rural de Bucarest, c'est-à-dire par une direction complètement étatisée.

Les principales attributions du Conseil sont les suivantes :

a) Donner des avis pour toutes les affaires sur lesquelles il sera consulté par le directeur général ou par le sous-directeur;

b) Délibérer et décider pour tout ce qui concerne les relations entre les banques populaires et la Caisse Centrale;

c) Préparer les règlements relatifs aux relations entre les banques populaires et préparer des statuts types pour ces banques;

d) Prescrire les règles à suivre par les banques pour être admises à travailler avec la Caisse Centrale;

e) Examiner les statuts de ces banques et demander les modifications nécessaires pour les relations avec la Caisse Centrale;

f) Se prononcer sur l'admission de chaque banque à bénéficier d'un crédit de la part de la Caisse Centrale;

g) Prescrire les mesures de surveillance et de contrôle nécessaires pour les banques populaires;

h) Prendre enfin toutes dispositions qu'il jugera nécessaires, soit pour faire de la propagande à la création des banques populaires, soit pour donner à ces banques des directives pour l'amélioration de l'éducation rurale;

i) La Caisse Centrale pourra décider d'office la liquidation des banques qui, malgré un avertissement, n'auront pas amélioré leur administration ou n'auront pas donné des preuves de

pragmès. L'article 27 prévoit que: « Le Ministre des Finances peut toujours opposer son veto à toute décision du Conseil »; ce qui ne peut pas dire autre chose que le gouvernement dirige la coopération conformément à son bon vouloir.

Dans le chapitre troisième de la loi, le législateur règle les rapports entre les banques populaires et la Caisse Centrale.

L'article 31 prévoit que le conseil d'administration de la Caisse Centrale, en examinant les statuts et l'acte constitutif des banques populaires, décidera si elles peuvent travailler avec la Caisse Centrale; car, si la loi donne pour la constitution des banques populaires la plus grande facilité et une parfaite liberté, elle n'admet pas néanmoins que toutes ces banques entrent en relations financières avec la Caisse Centrale. Pour avoir un compte à la Caisse Centrale, on demande certaines conditions, dont voici l'énumération :

a) La banque populaire n'admettra comme membres que des habitants de la commune où est le siège de la banque; elle pourra toutefois admettre les habitants d'autres communes, mais à la suite d'une autorisation de la Caisse Centrale;

b) Ne seront pas admis comme membres, des habitants qui seraient également membres d'une autre banque populaire;

c) Quand une banque populaire rurale aura la forme d'une société par actions, les actions seront toujours nominatives;

d) Le taux de l'intérêt des prêts consentis par les banques populaires ne pourront dépasser les limites fixées par le conseil d'administration de la Caisse Centrale;

e) Les prêts accordés par ces banques peuvent être remboursés avant l'échéance, au gré de l'emprunteur, et, dans ce cas, les intérêts payés par anticipation lui seront restitués;

f) Les banques populaires ne pourront consentir des prêts qu'aux habitants de la commune où elles sont établies;

g) Pour les banques populaires dont le capital ne dépasse pas 10.000 lei, les fonctions seront gratuites, sauf celles de caissier et de comptable;

h) Les administrateurs des banques populaires seront responsables des pertes subies, si ces pertes résultent de leur mauvaise foi ou de leur négligence;

i) Chaque banque populaire constituera un fonds de réserve en retenant au moins 10 % sur les bénéfices, pour couvrir les pertes éventuelles; ce capital doit être déposé à la Caisse Centrale en vue d'y fructifier.

Les banques populaires qui s'engagent à satisfaire à toutes ces conditions peuvent alors jouir de tous les avantages prescrits par la loi et pourront être en relation financière avec la Caisse Centrale.

A côté de ces deux types de banques populaires, c'est-à-dire celles qui font leurs affaires indépendamment de la Caisse Centrale, qui n'ont pas de compte à la Caisse Centrale, et celles qui satisfont aux conditions exigées et sont en relation de comptes avec la Caisse Centrale, la loi, par son article 34, crée un troisième type de banques populaires, auxquelles la Caisse Centrale offre le capital nécessaire, mais pour le début seulement, pour commencer leurs affaires; dans la suite, ces banques deviennent indépendantes. La condition des banques de cette catégorie est ainsi déterminée par la loi :

Il peut s'organiser des banques populaires rurales dont le capital sera constitué d'apports ou de dons; mais ces banques populaires ne peuvent être fondées que sur la base de la responsabilité solidaire et illimitée de ses membres pour toutes les opérations. » « Le conseil d'administration de la Caisse Centrale peut avancer à ces banques le capital nécessaire pour commencer leurs opérations, à condition que ces sociétés soient composées d'au moins vingt agriculteurs de la même commune, possédant une fortune mobilière ou immobilière suffisantes pour garantir le capital avancé. Le conseil fixera les conditions de restitution; il pourra exiger que tous les bénéfices nets ne soient pas partagés entre les associés, mais qu'ils constituent un fonds de réserve; il pourra ainsi imposer la constitution du capital social au moyen des cotisations des associés sur la base d'un leu au moins par mois. »

Cette curieuse disposition de la loi introduit et développe entre les paysans l'esprit de solidarité et de confiance réciproque en eux-mêmes. Par ces principes Raiffeisen visés par la loi, on donne aux paysans la possibilité d'obtenir du crédit sans

aucun versement préalable.

C'est ainsi que la loi sur les banques populaires crée à la fois trois différents types de coopératives de crédit.

Mais les banques du premier type, qui travaillent indépendamment, sans l'aide de la Caisse Centrale, étaient moins nombreuses que celles du second type, qui avaient toujours un crédit ouvert par la Caisse Centrale, qui possédaient ainsi toutes les possibilités de développement. C'est ce type alors qui rendait les plus grands services à la population rurale. Quant aux banques populaires de la dernière catégorie, leur nombre fut réduit, parce que leur nature était étrangère à l'esprit du peuple roumain. La responsabilité illimitée a épouvanté la masse paysanne qui n'accepta jamais cette lourde charge. ⁽²⁵⁷⁾

Le nombre des banques populaires après la promulgation de la loi, après l'encouragement offert officiellement, doubla en une seule année ⁽²⁵⁸⁾. Les résultats sont vraiment surprenants, inattendus.

L'intention du législateur, en édictant ces mesures, était de rendre plus simple, plus faciles et moins coûteuses, les formalités de la création et de l'administration des banques populaires, en vue de faciliter leur multiplication et de faciliter leur développement.

L'œuvre du législateur ne s'arrêta pas à la mise en application de la loi des banques populaires. Il surveillait sans interruption le mouvement coopératif et, conformément à la situation créée par les besoins, il introduisait dans la loi des dispositions nouvelles, modifiait certaines d'entre elles conformément aux expériences acquises. C'est ainsi que cette loi, jusqu'après la guerre, fut dix-huit fois complétée et modifiée, en vue de perfectionner l'organisation du mouvement, d'accorder des faveurs et d'étendre la loi aux autres coopératives du pays.

⁽²⁵⁷⁾ A la fin de l'année 1920, sur 3.119 banques populaires existant dans l'ancien royaume, 230 étaient du premier type, 2.921 étaient du deuxième type et seulement 43 étaient du troisième type. — N. Leseano : *La structure et l'organisation de la Coopération de Crédit en Roumanie*. (Rodez, 1933, p. 47.)

⁽²⁵⁸⁾ Au début de l'année 1903, le nombre des banques populaires en Roumanie était de 700; au 1^{er} juillet 1904, leur nombre était passé à 1.422. — I. Kamil : *La Coopération en Roumanie*. (Paris, 1930, p. 71-72.)

Ces perfectionnements commencèrent au lendemain même de l'application de la loi, quand l'augmentation rapide du nombre des banques populaires imposait l'introduction de nouvelles organisations dans la vie de ces institutions.

En créant la Caisse Centrale, le législateur avait eu l'intention de donner un encouragement direct aux banques populaires. Mais dès la mise en vigueur de la loi, cette institution, à cause de l'augmentation du nombre des banques populaires sur toute l'étendue du pays, devint incapable de faire face à une œuvre aussi grandiose. La loi du 15 mars 1905 créa ainsi des organes intermédiaires entre les banques populaires et la Caisse Centrale en facilitant la mission de l'institut central.

Ainsi, le législateur introduisit dans la loi des banques populaires une disposition par laquelle: « les banques populaires de la même région pourraient se fédérer en vue d'assurer et de faciliter le crédit et leurs opérations » (art. 38). Par cette création de la loi, les fédérations devenaient des coopératives de deuxième degré et la Caisse Centrale s'avancait à la tête de l'organisation comme organe coopératif de troisième degré.

Le but de ces fédérations est prévu dans les statuts types de la Caisse Centrale, par l'article 2, ainsi conçu:

« Le but de la fédération coopérative est de faire fructifier les fonds des sociétés coopératives de la circonscription; de procurer les sommes nécessaires aux sociétés coopératives, de contribuer à l'unification, à la direction des banques populaires en contrôlant leurs affaires, en les représentant et en défendant leurs intérêts. »

En ce qui concerne la formation des fédérations, les conditions prévues pour les banques populaires leur sont applicables également.

Si les banques populaires qui font partie d'une fédération satisfont aux conditions exigées par l'article 31 de la loi ⁽²⁵⁹⁾, la fédération de ces banques peut alors entrer en relation avec la Caisse Centrale.

(259) Conditions imposées aux banques populaires pour être admises à avoir des relations financières avec la Centrale.

CHAPITRE III

LES COMPLÉMENTS ET LES MODIFICATIONS DE LA LOI SUR LES BANQUES POPULAIRES

LES COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION

La loi du 28 mars 1903 est la loi spéciale aux coopératives de crédit. Elle ne donne aucune disposition relative aux autres coopératives.

Ce fait, de passer sous silence les autres coopératives et de ne s'occuper que des banques populaires, s'explique par les besoins de la situation économique du pays à ce moment-là. Le nombre des coopératives de crédit augmentait rapidement, conformément au besoin; l'accroissement des autres coopératives était beaucoup plus lent.

Cependant, comme les banques populaires, les coopératives de consommation voulaient améliorer la situation des paysans et des travailleurs du pays. Mais la concurrence, d'une part, et les exigences du Code de Commerce, d'autre part, étaient des entraves à leur développement. Quelques-unes, qui s'étaient fondées, furent par la suite contraintes de liquider. Pour empêcher la démoralisation et le découragement de la population vis-à-vis du mouvement coopératif, l'Etat lui-même devait intervenir par voie législative.

La loi du 13 avril 1905, par l'addition d'un article à la loi du 28 mars 1903, étendait les dispositions touchant les banques populaires aux coopératives de consommation.

La Caisse Centrale s'engageait à élaborer un statut type pour les coopératives de consommation, voulant ainsi donner les règles plus détaillées en ce qui concerne leur formation et leur fonctionnement.

Conformément à l'article 3 de ce statut, le but de ces coopératives est d'approvisionner la population rurale en marchandises de première nécessité et de valoriser en commun les produits agricoles des membres.

Pour la création des sociétés coopératives de consommation, le statut exige au moins 50 membres, qui payent un droit d'ins-

cription de 2 lei, versent le dixième d'une part sociale et qui s'engagent à être responsable solidairement jusqu'à concurrence du double de la valeur de leur part sociale (art. 18-20 du statut).

Pour la distribution des bénéfices, le statut prévoit un dividende pour le capital et une ristourne en proportion des achats effectués par les membres, ainsi qu'une rémunération pour le conseil d'administration (art. 51). Le statut admet la vente aux non-sociétaires, — mais la ristourne pour leurs achats est versée à un fonds commun destiné à la propagande et à l'éducation coopératives.

LES COOPÉRATIVES DE PRODUCTION.

Ces dernières dispositions, visant les coopératives de consommation, donnèrent d'heureux résultats. Leur impulsion, leurs succès, ont encouragé le législateur à préparer et à voter la loi du 31 mars 1908, qui étendait les dispositions de la loi relative aux banques populaires et aux coopératives de consommation, — aux coopératives de production rurales.

La Caisse Centrale, dont la sphère d'activité s'agrandit ainsi, élaborà, comme pour les coopératives de consommation, des statuts-types qui contenaient de semblables conditions, comme les statuts élaborés auparavant.

LES COOPÉRATIVES FORESTIÈRES

La loi du 31 mars 1908, qui étendait les dispositions de la loi des banques populaires aux coopératives de production rurales, visait également les coopératives forestières. Mais, en raison de l'importance de l'industrie du bois en Roumanie, le législateur, en plus de ces dispositions communes, rédigea quelques réglementations spéciales aux sociétés coopératives forestières.

Le financement de ces sociétés est effectué par la Caisse Centrale dans les mêmes conditions que pour les banques populaires; la Centrale rédigea pour les coopératives forestières des statuts types, également comme pour les autres coopératives; les dispositions de ces statuts sont les mêmes, avec la différence que l'article 19 prévoit pour les membres des coopératives fores-

tières la responsabilité solidaire et illimitée, et que l'article 47 ⁽²⁶⁰⁾, concernant la distribution du bénéfice net, en dehors de la prime de consommation, établit une prime de travail, en proportion du travail fourni par les associés.

Pour l'ensemble de l'exploitation forestière du pays, corrélativement au code forestier de 1910, on a voté, la même année, le 12 février, la loi sur la Caisse des Forêts, institution d'Etat soumise directement à l'autorité du Ministre de l'Agriculture. Cette institution se chargeait de donner des instructions techniques concernant l'exploitation des forêts faite par les coopératives forestières, et, avec l'autorisation du Ministre de l'Agriculture et des Domaines, de louer pour l'exploitation les forêts appartenant à l'Etat. La loi fixe l'étendue de forêts qui peut être louée à une société, ainsi que le prix, qui ne peut dépasser 10.000 lei.

Le décret-loi du 23 novembre 1918 permit à la Caisse des Forêts de concéder aux coopératives l'exploitation des forêts appartenant à l'Etat, — sans limite maxima.

Depuis le 30 juillet 1923, est établi auprès de la Caisse Centrale un conseil technique de sylviculture, pour donner des conseils aux coopératives forestières, visant à augmenter le rendement des exploitations forestières.

LES ASSOCIATIONS D'AFFERMAGE ET D'ACHAT DE TERRES.

Sous l'impulsion et avec le concours matériel des banques populaires, des « obstii » d'affermage et d'achat de terres pouvaient accomplir une mission importante dans la vie des paysans roumains. Mais, dans la réalisation de cette œuvre, elles rencontraient des obstacles, dont le plus grave fut l'organisation juridique des premiers « obstii ».

Les premières associations d'affermage et d'achat de terres s'étaient constituées d'après le droit commun. Ce fait formait leur principal obstacle. Conformément à la loi, chaque propriétaire affermant sa terre à une « obste » doit traiter avec chacun des associés. Il en résultait qu'en cas de litige, le propriétaire était obligé de faire autant de poursuites qu'il y avait de membres dans l'association; d'autre part, pour authentifier les actes

(260) Statuts types pour les sociétés coopératives forestières, édition 1919.

relatifs à ce contrat d'affermage, les paysans devaient tous venir devant les tribunaux qui se trouvaient souvent loin de leur domicile. Toutes ces complications de procédure empêchaient le développement de ces associations.

La loi du 9 février 1904 y remédia enfin en simplifiant cette procédure nuisible. Cette loi, par la modification des articles 74 et 514 du Code de procédure civile, permet de faire authentifier les actes des associations en commun, et l'association sera valablement citée par une citation collective.

Par cette simple disposition, une grande partie des difficultés s'évanouirent.

Les propriétaires ou les créanciers hypothécaires n'avaient plus de relations avec chaque paysan en particulier, mais avec l'association, qui avait à ce point de vue une capacité juridique. Mais l'autre partie des obstacles ne fut pas éliminée. Les membres de l'association, dans leurs relations entre eux ou avec les tiers, agissaient individuellement, d'après le droit commun, comme si l'association n'existait pas.

Conformément aux nouveaux articles, l'association est considérée comme créée par le fait même d'avoir en commun acheté, hypothéqué ou pris à bail un immeuble. Le nombre minimum pour ce fait est fixé à 5 agriculteurs. La représentation de l'association devant la justice sera possible par un ou trois mandataires, et pour diminuer les difficultés que pourraient avoir les propriétaires ou les créanciers hypothécaires de l'association, la loi donne à la justice le droit de nommer des mandataires d'office, parmi les membres de l'association, si leur élection tardait au moment d'un procès.

Enfin, les paysans peuvent demander au tribunal d'authentifier les actes concernant l'association et pour cela de déléguer un juge à la mairie de la commune même où est situé l'immeuble.

Cette loi laissait donc, quant au fonctionnement interne de l'association, une pleine et entière liberté aux paysans. Et justement, à cause de cette liberté, des désaccords et des abus ne manquèrent pas de se produire. L'inexpérience des paysans aidant, une petite minorité ne tarda pas à se former pour exploi-

ter les circonstances à son profit. De ce fait, les paysans cherchaient toujours à s'approcher de la forme de société ayant la personnalité morale, mais ils n'y parvenaient pas. Les formalités du Code de Commerce étaient très compliquées et très coûteuses pour les paysans.

C'est ce qui détermina, en 1906, le gouvernement à soumettre les « obsti » à un organe central, la Caisse Centrale des banques populaires, qui fut pourvue dans ce but de contrôleurs-agronomes, pour exercer le contrôle technique et administratif des « obsti ».

La loi du 1^{er} avril 1908 ajouta à la loi sur les banques populaires un quatrième chapitre intitulé: « Des obsti ruraux », qui, en trois articles, décide que:

a) La Caisse Centrale pourra prêter aux « obsti » la somme nécessaire pour le bail ou l'achat de terres quand celles-ci possèdent au moins la moitié du prix;

a) La Caisse Centrale peut nommer, pour la conduite de l'exploitation, un administrateur agronome et introduire dans les statuts les modifications qu'elle croit nécessaires;

c) Tous les « obsti » légalement reconnus sont dispensés de nouvelles formalités de constitution et doivent jouir de tous les avantages offerts par la loi (art. 45).

En favorisant le développement des « obsti », le 19 avril 1909 une nouvelle loi fut promulguée. Par cette loi, l'Etat, les départements, les communes, les personnes morales possédant des domaines, ne peuvent plus les louer à des particuliers, mais elles doivent ou les exploiter à régie, ou les louer aux associations de paysans (art 1^{er}).

Mais la loi principale sur la réglementation juridique des « obsti » est celle du 14 avril 1910, qui a reconnu les « obsti » comme sociétés coopératives. Conformément à l'article 40, « Les paysans ayant comme principale occupation la culture de la terre ont le droit de constituer les sociétés coopératives sous le nom d'« obste » dont le but est de prendre à bail des domaines », et par l'article 57, « d'acheter en commun des terres en vue de les répartir entre les membres ».

Pour la formation des « obsti », la loi exige au moins vingt-

cinq cultivateurs. Le statut comprendra les droits et les obligations des membres, ainsi que la manière de l'exploitation du domaine. Ce statut sera visé par la Caisse Centrale des banques populaires; après cette approbation, il sera authentifié par le juge de paix, qui se rendra dans la localité où l'« obste » est formée.

Par la loi du 28 février 1912, le Crédit Agricole, institué par la loi du 2 juin 1892, fut dissous; ses fonds furent mis à la disposition de la Caisse Centrale par un compte-courant ouvert après l'approbation du Ministre des Finances, à la Caisse de dépôts et de consignations, — en vue de l'alimentation de crédits accordés aux « obsti ».

Pour compléter cette disposition, la loi du 22 mars 1916 apporta les réglementations suivantes :

a) La Caisse Centrale est autorisée à réescompter à la Banque Nationale de Roumanie le portefeuille des banques populaires, des coopératives de consommation, de production et des « obsti », même en dépassant les sommes ouvertes jusqu'à cette date par l'autorisation du Ministre des Finances;

b) La Caisse Centrale pourra effectuer l'assurance des récoltes des « obsti » contre les risques de l'incendie et de la grêle;

c) La Caisse Centrale pourra organiser la vente en commun des produits des « obsti » et des coopératives de production.

Cette dernière disposition fut complétée par la loi du 23 avril 1916, d'après laquelle nul n'a le droit de vendre ou de mettre en gage du blé ou du maïs, si ce n'est par l'intermédiaire de la Caisse Centrale et des banques populaires. C'est également la Caisse Centrale qui fixait la quantité nécessaire pour alimenter la population et celle nécessaire à l'ensemencement; le surplus devant être mis à la disposition de la Caisse Centrale en vue de la consommation intérieure du pays, ou à la disposition de l'Etat.

LES COOPÉRATIVES URBAINES.

Le mouvement coopératif né dans les villes a échappé longtemps aux préoccupations du législateur roumain, qui ne s'occupait que de la coopération rurale, de celle qui avait une relation plus étroite avec la question agraire du pays. C'est la cause de

la distinction nette entre les coopératives créées dans les villages et les coopératives créées dans les villes. Néanmoins, la distinction ne pouvait viser le but suivi par le législateur, parce que les habitants des faubourgs des villes pouvaient être aussi bien des agriculteurs que les coopératives villageoises avaient parmi leurs membres des petits industriels et des artisans.

Pour donner une solution à cet état intéressant des choses, la loi du 5 mars 1905 permit la création des banques populaires pour les agriculteurs habitant dans les villes.

La loi du 20 décembre 1909 également permettait « aux artisans et aux travailleurs roumains des villes, la création de banques populaires ou d'autres coopératives comme celles de production, de consommation, etc. » (art. 1^{er}). Les coopératives ainsi formées d'après l'article 3 de la loi doivent se conformer à toutes les dispositions de la loi des banques populaires, en acceptant le contrôle de la Caisse Centrale.

Mais les résultats attendus tardèrent, — ce qui fit intervenir le législateur par la loi du 12 janvier 1912 sur « l'organisation du crédit artisanal et de l'assurance ouvrière ». L'article 193 confiait cette mission à la Caisse Artisanale pour la création et l'alimentation par des capitaux des coopératives ouvrières. Pour encourager la formation de ces coopératives, l'article 103 de la loi donne à ces coopératives la préférence pour les fournitures de l'Etat, des départements ou des communes, des autorités civiles ou militaires, « même quand leur offre dépasse de 5 % celle des maisons concurrentes ».

Malgré ces faveurs, ces coopératives ne donnaient aucun résultat et l'intention du législateur roumain ne se réalisait pas. La cause consistait dans le fait que la masse des travailleurs industriels et les artisans appartenaient aux autres nationalités, tandis que l'article 1^{er} de la loi du 20 décembre 1909 n'admettait comme membres que les travailleurs roumains. (261)

Pour éviter cette disposition défavorable, l'intervention du législateur tarda; c'est seulement la loi du 10 février 1919 qui

(261) Sur les 180.000 artisans que comptait en 1918 le territoire de l'ancien royaume, 1.000 seulement faisaient partie de ces coopératives. — E. Pavelesco : *Législatia cooperativa in România*. (Iasi, 1925, p. 96.)

autorisa à faire partie de ces coopératives « toutes les personnes, sans distinction de leur nationalité, de leur religion ou de leur profession ». (262)

La loi prévoit que :

1° La société doit avoir un capital propre.

2° Un membre doit souscrire une part sociale de valeur minimum de 50 lei; le maximum de la valeur des parts sociales souscrites ne peut dépasser 20.000 lei.

3° Pour la création d'une société coopérative, on exige au moins 50 membres. Le maximum est de 1.000 personnes. C'est la Caisse Centrale Artisanale qui peut donner l'autorisation de dépasser ce maximum.

4° La société coopérative ne peut faire d'opérations qu'avec ses membres.

5° La responsabilité des membres est limitée à la valeur des parts sociales possédées.

6° L'associé ne peut faire partie d'une autre coopérative ayant le même objet.

7° Si, dans la même ville, existe déjà une coopérative ayant le même objet, la fédéralisation de ces coopératives est obligatoire (art. 4 de la loi).

L'ensemble de ces dispositions est explicable par l'intention du législateur, qui voulait empêcher ces coopératives de devenir des sociétés capitalistes, ce qui est facile dans le milieu des villes. C'est la cause de la limitation des membres et de la fixation des capitaux, — justement nécessaires pour la formation des sociétés capitalistes.

La loi du 29 août 1921 est destinée à éviter une lacune de la loi du 20 décembre 1909, en accordant expressément à ces coopératives tous les avantages accordés aux banques populaires, — même en ce qui concerne les frais de procédure.

Mais des lacunes dans la législation coopérative urbaine restent encore nombreuses.

La loi du 20 juillet 1921 sur l'encouragement pour la cons-

(262) A la fin de 1921 existaient, en vertu de cette disposition, 483 sociétés coopératives urbaines, dont 354 de consommation, 71 de crédit et 58 de production, ayant au total 92.764 membres.

truction des habitations à bon marché, dans son article 36, prévoit ceci: « Pour la construction des édifices destinés à être habités par les artisans, travailleurs, fonctionnaires et pensionnés des villes, on formerait des sociétés coopératives avec le but d'acheter et de faire morceler des terrains destinés à la construction des habitations à bon marché pour les membres de ces coopératives », — mais la disposition s'arrête là; aucune indication n'existe dans la loi pour montrer comment, par qui, avec quelles conditions se formeront ces coopératives.

Si le législateur ne s'occupait jamais sérieusement des coopératives urbaines, c'est parce que ces coopératives sont administrées, tantôt par un ministère, tantôt par un autre.

Après la loi du 20 décembre 1909, les coopératives urbaines dépendent du Ministère des Finances.

La loi du 25 janvier 1912 sur « l'organisation du crédit artisanal et de l'assurance des travailleurs », par la Caisse Centrale Artisanale, fait passer ces coopératives au domaine du Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Par la loi du 30 avril 1920 et par la création de la « Direction générale des Coopératives urbaines » (décret-loi n° 1879), le mouvement entre dans la sphère du Ministère du Travail; le 10 juillet 1922, par le « Journal du Conseil des Ministres » n° 1834, elles sont rattachées au Ministère de l'Agriculture et des Domaines, — et enfin on mit fin à cette anomalie due à la malheureuse distinction entre les coopératives urbaines, toujours favorisées, et les coopératives rurales, toujours négligées, par la loi du 23 mars 1923, qui abolit la différence créée par la législation. Après la liquidation de la Direction générale des Coopératives urbaines, la direction passa à la Caisse Centrale de la Coopération et du Partage des Terres.

LA CAISSE CENTRALE DE LA COOPÉRATION ET DU PARTAGE DES TERRES.

Les effets de la guerre apportèrent des modifications profondes dans toutes les institutions de la Roumanie. Ces modifications se multiplièrent encore à la suite de la nouvelle réforme agraire imposée par le décret-loi n° 3697 du 16 décembre 1918, qui ouvrait la grande œuvre de la réforme.

Le mouvement coopératif a subi les conséquences des événe-

ments des années dernières. Cependant, l'activité des coopératives devient plus variée, leur champ d'activité s'élargit et l'Etat qui, dès le commencement, attribuait un rôle important à la coopération dans la vie économique du pays, cette fois a chargé la coopération d'une mission importante dans la grande transformation économique.

L'article 19 du décret-loi n° 3697 dispose: « L'application du présent décret-loi et de la loi de l'impropriation est attribuée à la Caisse Centrale des banques populaires et des coopératives rurales qui, depuis cette date, passe au département du Ministère de l'Agriculture et des Domaines, sous le nom de Caisse Centrale de la Coopération et du Partage des Terres. » Ainsi, la vieille institution se transforme elle-même aussi, et sous sa forme nouvelle, prend une part active dans l'exécution de la réforme agraire, — comme les articles 40-41 le déclarent: « La Caisse Centrale supporte la charge de constituer et de surveiller la formation des « obste », par lesquelles sera mise en œuvre l'expropriation et l'impropriation des terres. Au cas où les dites « obste » ne peuvent pas se former, l'administration de l'expropriation sera assurée par un comité, composé de deux membres du conseil d'administration de la Banque Populaire locale et d'un administrateur nommé par la Centrale. »

La loi, ainsi, pour l'exécution du travail de l'expropriation, ordonne la création d'une sorte d'« obste » spéciale, dite « obste pour mise en propriété », formée, — « conformément à la loi des banques populaires et aux dispositions présentes » (art. 41, alinéa 1), qui a pour but l'exécution de l'expropriation et la mise en propriété des paysans. L'article 19 prévoit que: « une loi spéciale sera votée pour déterminer l'organisation et les attributions de la Caisse Centrale de la Coopération et du Partage des Terres. »

La loi visée fut votée le 31 décembre 1918 et promulguée le 3 janvier 1919; elle est connue sous le nom de « Décret-loi n° 3922 sur la Caisse Centrale de la Coopération et du Partage des Terres ».

L'institution centrale, après la réorganisation visée par la loi, a cinq sections distinctes, avec des attributions différentes, en vue de l'exécution des différents rôles attribués par la loi. Des cinq sections créées, trois sont destinées à la direction de

la Coopération et les deux autres à la direction de l'expropriation et de l'impropriation des terres.

Les cinq sections sont les suivantes :

- 1° La Centrale des Banques Populaires;
- 2° La Centrale des Coopératives de consommation et de production;
- 3° La Centrale des « obsti » rurales et des exploitations agricoles;
- 4° La Direction foncière et de crédit hypothécaire;
- 5° La Direction du cadastre.

Chacune des trois premières sections possède sa personnalité morale, son propre capital et un conseil d'administration composé par moitié des représentants de l'Etat et par moitié des représentants des sociétés coopératives.

Pour coordonner l'action de toutes ces sections, un conseil général fonctionne comme organe supérieur à côté de la Centrale de la Coopération et du Partage des Terres. Ce conseil est composé de deux représentants de chacun des conseils d'administration des trois sections. Ce conseil général sert en même temps de conseil d'administration aux autres sections : la Direction foncière et la Direction du cadastre. Ces deux dernières directions, quoique étroitement rattachées par la loi à l'organe central de la Coopération, ne sont que des services administratifs publics. Cela résulte d'ailleurs des articles 38 et 40, d'après lesquels tous les frais budgétaires et administratifs de ces deux Directions sont couverts par le Ministère de l'Agriculture.

La spécialisation de la Centrale par catégories d'opérations a certainement de grands avantages. Mais autrement la loi n'apporte pas de modifications dans l'organisation et dans la vie des unités coopératives, bien que l'adaptation des anciennes dispositions aux conditions nouvelles se révèle nécessaire. La solution complète exigerait certainement le renouvellement de l'ensemble de la législation de la coopération, mais pour une œuvre si importante, ce temps, avec les grands travaux entrepris dans tous les domaines, ne serait certainement pas favorable. Cette œuvre alors est restée l'espérance de l'avenir: — une loi nouvelle pour toutes sortes de coopératives et pour toutes les régions du pays agrandi par les territoires rattachés après la guerre mondiale.

TROISIÈME PARTIE

LE RÉGIME DE LA LÉGISLATION ROUMAINE

« La coopération est le produit de certaines nécessités, elle se limitera à leur satisfaction et dès lors le rôle de la coopération est tout tracé, il n'y a plus qu'à discerner ces nécessités et à leur donner la forme juridique la mieux appropriée. »

J. G. DUCA.

Les Sociétés coopératives en Roumanie, p. 204.

« L'ancien rôle de l'Etat dans la coopération passe par une évolution; ce rôle dès à présent franchit les frontières nationales et dans l'avenir il consistera à éliminer avec toutes les mesures de l'Etat, tous les obstacles qui empêchent encore aujourd'hui la réalisation des relations économiques internationales des coopératives. »

ALBERT DELOS.

Exposé à la 3^e section coopérative du XIV^e Congrès International d'Agriculture de Bucarest, le 8 juin 1929.

CHAPITRE I^{er}

L'EXTENSION DE LA LÉGISLATION COOPÉRATIVE ROUMAINE A LA TRANSYLVANIE, LE CODE DE LA COOPÉRATION

Le mouvement coopératif de la nouvelle Roumanie unit au même cadre la vie coopérative de l'ancien royaume et des territoires nouvellement rattachés au pays.

La coopération de ces régions, influencée par tant de différentes conditions économiques, sociales et politiques, comportait naturellement de graves divergences. Ces divergences étaient non seulement économiques, mais en même temps législatives. Les régions réunies possédaient leurs législations coopératives propres. — C'est ainsi qu'au moment de la réunion, la coopéra-

tion du pays se réglait à la fois par quatre législations coopératives différentes.

Mais en vue d'une administration parfaite, cette variété de la législation est inadmissible, puisqu'elle a un objet unique, qu'elle s'applique aux mêmes buts sociaux, qu'elle se rapporte aux mêmes conditions économiques et qu'elle touche aux mêmes personnes à l'intérieur d'un même pays.

C'est ainsi qu'à côté de l'unification économique de la coopération se posa l'unification de la législation coopérative, — unification par une seule législation. Mais imposer une de ces quatre législations pour tout le territoire du pays, — alors que toutes les régions possédaient des dispositions légales propres, développées par l'expérience d'un long passé, — serait un geste trop arbitraire politiquement et assez dangereux économiquement.

La solution parfaite de cette question ne pourrait résulter que d'une nouvelle législation coopérative, dans laquelle on donnerait place à toutes les particularités de la coopération telle qu'elle joue dans les différentes régions.

Le 9 mars 1919 apparaît une décision émanant du Ministère de l'Agriculture et des Domaines, par laquelle on nommait une commission spéciale chargée d'étudier les dispositions de ces régions en vue de l'unification législative. Mais le rapport de la commission était trop spécial, — il ne touchait que la coopération rurale, conformément au département de ce ministère.

La résolution complète et parfaite de la question exigeait un certain temps, un long travail, alors que l'application de la réforme agraire imposait l'introduction urgente des règles communes.

L'extension de la législation coopérative de l'ancien royaume aux nouvelles régions fut ordonnée par la loi du 20 septembre 1920.

L'article premier de la loi ordonne: « Jusqu'à l'unification de la législation de la coopération pour toute l'étendue du pays, toutes les dispositions de la loi des banques populaires rurales, promulguée le 28 mars 1903, avec toutes les modifications ultérieures, deviennent applicables pour toutes les coopératives existantes et celles qui seront créées dans toute l'étendue des

provinces de Transylvanie, du Banat, du Crisana, du Maramures et de Boukovine. »

C'était la première disposition qui s'appliquait aux coopératives de la Transylvanie, la législation coopérative roumaine.

Mais l'extension de la législation roumaine par cette loi ne fut réalisée que partiellement et provisoirement.

L'extension fut partielle, parce que la loi ne visait que les coopératives rurales, exactement comme déclarait plus clairement l'article 6: « Toutes les sociétés présentes ou futures, ayant relation avec les paysans, avec les coopératives rurales ou avec leurs fédérations, seront soumises aux dispositions de la Caisse Centrale de la Coopération, indifférent qu'elles travaillent ou non avec cette institution. »

La réalisation de l'unification était partielle surtout par le fait qu'elle ne jouait pas pour toutes les provinces du pays, — elle ne visait pas la Bessarabie.

En Bessarabie, l'article 90 du règlement visant l'application du décret-loi n° 1879 du 26 avril 1920, introduisait la législation coopérative roumaine dans cette région, mais uniquement en ce qui concerne les coopératives urbaines et les banques populaires rurales qui ont reçu auparavant des crédits de la Caisse Centrale.

L'extension complète de la législation coopérative roumaine devait résulter de la loi du 13 mars 1923, dont l'article 3 décide : « Toutes les dispositions de la loi sur les banques populaires, promulguée le 28 mars 1903, avec toutes les additions ultérieures et toutes les dispositions du décret-loi n° 3922 en date du 31 décembre 1918, s'appliquent à toutes les sociétés coopératives actuelles et à celles qui seront créées dans les villes ou les villages de Bucovina, Bessarabie, Banat, Crisana, Maramures et Transylvanie, sans distinction de leur objet et de la profession de leurs membres. »

Ainsi, cette loi complétait l'unification, mais elle restait provisoire, car elle ne pourrait pas résoudre totalement les problèmes posés par certaines circonstances et certaines modalités de la coopération dans ces régions.

Succédant aux anciennes lois propres aux territoires réunis,

auxquelles les populations s'étaient habituées, cette nouvelle loi, avec ses innombrables modifications, ne tarda pas à faire ressentir ses effets. Ceux-ci se manifestèrent sous la forme de complications dans l'administration des coopératives, qui devient lente, onéreuse et présente certaines incertitudes. Une nouvelle loi s'imposait pour remédier à cette situation, une loi unique, complète, régissant suivant des principes solides et pratiques la Coopération roumaine tout entière.

En même temps surgit chez les animateurs de la coopération une autre idée, dont la réalisation fut depuis longtemps attendue, dont les partisans furent de plus en plus nombreux et dont les arguments furent de jour en jour plus solides: — c'est l'idée de l'autonomie de la coopération, qui visait d'abolir la tutelle de l'Etat et de donner la liberté conformément aux saines idées coopératives.

L'idée de l'autonomie fut admise même officiellement et fut annoncée déjà à l'occasion de l'exposé des motifs du décret-loi du 31 décembre 1918. Il y était dit: « Notre ardent désir, sincèrement exprimé, est de voir un jour arriver la coopération roumaine au niveau d'une organisation puissante. Alors, l'Etat pourra franchement en abandonner la direction, qui constitue encore à l'heure actuelle une nécessité, — un devoir. »

De sérieuses études s'entreprirent dans cette voie. En 1921 se formait une commission sous la présidence de Jean-G. DUCA, afin de rédiger un projet de Code de la Coopération.

Les économistes ont élaboré des ouvrages de valeur. En 1925 fut publié le projet de code de MM. V. MADGEARO et G. MLADENATZ.

La même année avait lieu le Congrès général de la Coopération à Bucarest, qui examinait le nouveau projet de M. N.-D. CHIRCOLESCO. Cependant, l'Union des Coopératives de la Bessarabie déposait son projet également.

Tous ces projets marquent une tendresse vers l'autonomie et éliminent l'interventionnisme de l'Etat; le projet MADGEARO-MLADENATZ fixe même une période de cinq ans jusqu'à l'autonomie complète.

Tous ces travaux préparatoires demandaient du temps, cependant que le besoin de la loi se faisait de plus en plus pressant.

Puisque le ministre de l'Agriculture et des Domaines exprimait au congrès :

« Après avoir consulté les coopératives, après avoir consulté le Parlement et tous les intéressés, un projet sera rédigé et soumis au vote de votre assemblée; ensuite seulement sera votée la loi définitive. »

Tous ces projets furent discutés et débattus, après quoi le gouvernement parvint à faire voter la loi tant désirée de l'autonomie coopérative. Ce « Code de la Coopération » fut promulgué le 12 juillet 1928, après le projet de M. N. LUPU, ministre du Travail du gouvernement libéral qui était alors au pouvoir.

La loi sur la coopération, intitulée « Code de la Coopération », entrait en vigueur à la date de sa promulgation, le 12 juillet 1928. (263)

Le Code de la Coopération se divise en cinq parties et compte 263 articles.

La première partie du Code traite des sociétés coopératives de toutes sortes, de leur constitution, de l'administration, du fonctionnement, de la fusion, de la dissolution ou de la liquidation et des dispositions en cas de faillite.

La deuxième partie vise les fédérations coopératives, de leur rôle, du contrôle des coopératives.

La troisième partie traite des Centrales Coopératives et du Conseil supérieur de la Coopération.

La quatrième partie contient les avantages accordés aux coopératives et les dispositions de procédure.

Enfin, la cinquième partie donne les dispositions transitoires.

L'article premier du Code définit la société coopérative comme suit : « La société coopérative est une société à capital variable, avec un nombre variable et illimité d'associés, ayant comme but principal le progrès économique de ses membres par une entreprise commune. »

(263) Sanctionnée par le décret royal n° 1889 du 7 juillet 1928, publiée dans le « Moniteur Officiel » n° 181 du 12 juillet 1928.

Donc, le législateur donne les caractères d'une société coopérative: a) la variabilité du capital et du nombre des membres; b) le but qui doit être le progrès économique de ses associés; et c) la forme de l'entreprise commune pour arriver à son but économique.

La loi classe les sociétés coopératives en deux grandes catégories: les banques populaires et les coopératives diverses.

L'article 2 prévoit clairement qu'aucune des sociétés coopératives ne peut se constituer et fonctionner que conformément au Code et d'après ses dispositions, — c'est-à-dire que toutes les sociétés coopératives sans distinction seront soumises à cette loi.

Les sociétés, d'après la responsabilité des membres, peuvent être de trois catégories :

- a) Sociétés coopératives à responsabilité illimitée;
- b) Sociétés coopératives à responsabilité limitée;
- c) Sociétés coopératives avec des versements supplémentaires.

Le nombre minimum pour la formation de la société est fixé à 25 personnes.

Le capital est formé de parts sociales d'une égale valeur, l'associé ayant la possibilité de souscrire une ou plusieurs parts, mais leur valeur totale ne peut jamais dépasser la dixième partie du capital entier de la société.

La sphère d'activité de la société est limitée au plus à deux communes.

Les statuts des sociétés avec responsabilité illimitée et avec des versements supplémentaires doivent être authentifiés par le juge de paix de la circonscription respective, qui aura le soin de les inscrire sur un registre spécial pour les sociétés coopératives et de communiquer l'autorisation à la Centrale; puisque pour les sociétés à responsabilité limitée il n'y a pas besoin d'un acte authentique.

Les sociétés coopératives sont des sociétés commerciales et possèdent la personnalité juridique.

L'administration de la société se fait par son conseil d'administration, composé de trois à neuf membres, ayant à sa tête un

président et un vice-président. L'administration est soumise au contrôle d'une commission de trois censeurs et enfin l'organe supérieur est l'assemblée générale des associés (art. 72).

Pour défendre la société de tout danger, la loi dispose que les parts sociales ne peuvent être cédées, ni gagées. Le retrait des membres de la société est limité dans un cas : les retraits des membres ne seront plus admis quand le capital a été réduit par le moyen de retraits à la moitié du capital, constaté dans le bilan de l'année précédente et quand les engagements de la coopérative n'ont pas été liquidés complètement (art. 4, alinéa 2). Ceci justement pour écarter, dans une certaine mesure, le péril de la diminution du capital.

Les sociétés coopératives peuvent fusionner entre elles par la décision des assemblées générales. En cas de liquidation, le fonds de réserve et les autres fonds qui subsistent après le paiement des créances, seront employés par la Centrale pour des œuvres culturelles et sociales de la même commune.

Les banques populaires sont obligées de s'associer avec les coopératives de deuxième degré, c'est-à-dire avec les fédérations (art. 137), — mais seulement pour l'exécution du contrôle; puisque pour les autres coopératives, cette obligation n'existe pas; elles ont la faculté de constituer des « Unions de Contrôle ».

Les fédérations de coopératives ne peuvent jamais faire des opérations de commerce pour leur propre compte, mais seulement pour le compte des sociétés associées. Seules les fédérations des coopératives de crédit ont le droit d'effectuer des opérations de banque.

Les fédérations ont pour attribution de coordonner, de stimuler et de contrôler l'activité des sociétés coopératives en leur procurant le crédit, en leur facilitant l'approvisionnement et la vente de leurs produits et en organisant l'instruction et la propagande coopératiste (art. 141).

Les fédérations sont dirigées par un conseil d'administration composé des représentants des sociétés associées dans la fédération. Comme les sociétés au premier degré, elles ont aussi une commission de censeurs, chargés du contrôle de la fédération. Le conseils d'administration et la commission de censeurs sont

élus chaque année par l'assemblée générale des membres associés. Le nombre des membres peut varier et chaque coopérative a droit à plusieurs voix, proportionnellement au nombre de ses membres: on compte une voix pour cent membres faisant partie de la coopérative associée.

L'article 154 de la loi prévoit : les sociétés coopératives, comme les fédérations et les unions de contrôle, seront contrôlées, aidées et dirigées par deux centrales : la Centrale des Banques Populaires et la Centrale des Coopératives.

a) La Centrale des Banques Populaires est l'institution de contrôle pour les coopératives de crédit en même temps l'institution centrale de crédit de tout le mouvement coopératif. Elle seule peut accorder des crédits aux sociétés coopératives de toute sorte. En même temps, elle est encore l'organe de contrôle et de propagande de la coopération.

Son capital initial est de 200 millions de lei versés en moitié par l'Etat et en moitié par les souscriptions des banques populaires et leurs fédérations. Les dividendes revenant à l'Etat d'après le capital versé seront destinés à la propagande et à l'enseignement coopératif.

Le conseil d'administration de la Centrale est formé de quatorze membres, dont la moitié est nommée par le ministre du Travail, de la Coopération et des Assurances sociales, auprès duquel les centrales fonctionnent, et l'autre moitié par les coopératives de crédit.

La commission des censeurs qui est chargée de contrôler la gestion de la Centrale des Banques Populaires est composée de quatre membres dont deux sont désignés par le ministre et deux autres par les sociétés coopératives.

b) La Centrale des Coopératives unit toutes les coopératives sauf les banques populaires. Cette Centrale fonctionne également auprès du Ministère du Travail et elle a un capital de 100 millions de lei; la moitié est fournie par l'Etat, l'autre moitié par les sociétés. Le conseil d'administration de cette Centrale est composé de dix-huit membres. Elle n'est pas autorisée à faire des opérations pour son propre compte; cependant elle a la pos-

sibilité de participer pour 25 % au plus de son capital aux entreprises industrielles et commerciales, pour l'approvisionnement et la mise en valeur des produits des sociétés coopératives. La partie technique revient ainsi à cette Centrale, puisque la partie financière reste à l'autre Centrale. On attribue encore à cette Centrale l'initiative de créer, en collaboration avec l'autre Centrale, des sociétés coopératives, des magasins de gros, pour l'approvisionnement des sociétés coopératives en articles de première nécessité.

L'article 198 prévoit la suppression et la liquidation de la Centrale des « obști », en passant tout son actif à la Centrale des Coopératives.

Ces deux Centrales, comme la Coopération entière du pays, sont dirigées par le Conseil supérieur de la Coopération, siégeant à Bucarest.

La formation de ce Conseil est la suivante :

a) Trois membres délégués par la Centrale des Banques Populaires et trois par la Centrale des Coopératives;

b) Six membres élus par le mouvement coopératif, dans les assemblées générales, dont trois élus par l'assemblée générale des coopératives de crédit et les trois autres par l'assemblée générale des autres sociétés coopératives;

c) Deux délégués du Ministère du Travail, de la Coopéraion et des Assurances sociales;

d) Un délégué du Ministère de l'Instruction publique; un autre de la Banque Nationale de Roumanie et un troisième de l'Union des Chambres d'Agriculture;

e) Un professeur d'économie politique ou de sciences sociales de l'une des facultés du pays, nommé par le ministre du Travail;

f) Un professeur de droit commercial ou un maître de conférences de l'Université pour la Coopération et la Législation Coopérative, nommé par le même ministre;

g) Un délégué de la Société du Crédit Industriel;

h) Deux membres compétents sur les problèmes coopératifs. Ils sont choisis par le Conseil;

i) Tous les anciens ministres du Travail et de la Coopération; les anciens présidents du conseil d'administration de la Centrale des Banques Populaires, de la Centrale des Coopératives; les anciens directeurs généraux de la Caisse Centrale de la Coopération; de la Centrale des « obsti », ainsi que ceux de la Centrale des Coopératives. Tous ces membres doivent avoir exercé au moins six mois les fonctions énumérées.

Les attributions du Conseil supérieur sont:

a) Assurer l'unité d'action dans le mouvement coopératif, la coordination de l'activité des deux centrales, la vérification de leurs budgets et de leurs bilans annuels, la répartition équitable des fonds entre les différentes branches de la Coopération et la représentation des intérêts du mouvement coopératif dans le pays et à l'étranger;

b) Faire la propagande et l'éducation coopératives, ainsi que diriger les écoles coopératives, les publications coopératives et la bibliothèque centrale coopérative;

c) Approuver les émissions d'obligations hypothécaires;

d) Servir de juridiction d'appel supérieure de certains litiges.

La loi prévoit divers avantages pour les sociétés coopératives: les actes de constitution sont exemptés de la taxe du timbre; de plus, leur publication est gratuite; les coopératives jouissent de réduction pour certains impôts; elles sont préférées dans les licitations des fournitures pour l'Etat et les institutions publiques.

Pour adapter cet ensemble de transformation créées par la loi, elle prévoit une série de dispositions transitoires groupées en deux catégories et qui visent :

1° Les sociétés coopératives existantes au moment de la promulgation de la loi sur le territoire de l'ancien royaume. Ici, la loi fait une distinction si les coopératives avaient fonctionné d'après la loi des banques populaires ou si elles étaient constituées par actions et fonctionnaient conformément au Code de Commerce:

a) Celles qui fonctionnaient d'après la loi des banques populaires devaient modifier et mettre en accord leurs statuts avec

la loi, au plus tard au 1^{er} juillet 1930. Elles peuvent garder leur rayon d'activité comme il était prévu dans leurs statuts au moment de l'application de la loi; (264)

b) Pour les sociétés coopératives qui avaient fonctionné sur la base du Code de Commerce, la loi n'exige pas la modification des statuts, mais ces coopératives ne bénéficient pas des avantages offerts par la loi aux coopératives.

2° Pour les sociétés coopératives existant au moment de la promulgation de la loi sur les territoires rattachés, c'est-à-dire qui ont été créées et qui fonctionnaient d'après leurs législations propres, — la loi prévoit un terme plus long pour s'accommoder aux nouvelles situations. Les coopératives de ces territoires sont obligées de conformer leurs statuts aux dispositions de la nouvelle loi avant le 1^{er} septembre 1938 (art. 261 de la loi). Jusqu'à cette date, ces coopératives fonctionnent d'après leurs anciens statuts, — mais qui « ne doivent pas contenir des dispositions contraires au Code de la Coopération » (alinéa 2 du même article).

Enfin, le dernier alinéa de cet article prévoit, pour les coopératives des systèmes Schultze-Delitsch et Raiffeisen, que même après le 1^{er} septembre 1938 elles peuvent garder leurs dispositions spéciales en ce qui concerne l'admission des nouveaux associés. Ces dispositions spéciales semblent avoir quelque importance surtout pour les sociétés coopératives minoritaires, parce qu'elles permettent à ces coopératives de maintenir leur caractère national.

En cas de contestation, jusqu'à l'unification du Code pénal pour tout le pays, c'est le Code pénal roumain qui s'applique, même pour la Transylvanie et la Bucovine.

Voilà l'ensemble des dispositions du Code de la Coopération, comme loi unique et organique de toutes les régions unies, de toutes les sortes de coopératives du pays.

(264) Cet article 260 ne figurait pas dans le projet original. L'alinéa 2 fut introduit à la Chambre des députés par la commission spéciale sur la proposition de M. I. D. Petresco, à raison du fait que nombre des sociétés coopératives avaient un champ d'activité plus grand que celui qui est visé par l'article 29 de la loi (maximum deux communes limitrophes).

Le Code réalisait en grande partie les desiderata formulés au congrès de 1925 : à côté de l'unification des dispositions pour toutes les coopératives, il réalise une certaine autonomie du mouvement coopératif, prétention des temps passés; il assure la liberté de la Coopération, élimine la tutelle administrative de l'Etat dans la mesure du possible et la remet dans le cadre coopératiste.

Grâce à ce Code, au lieu de dispositions multiples composées de lois et de décrets promulgués et complétés, modifiés par la suite, entrait en vigueur une seule loi : — une loi organique de la Coopération.

L'organisation de la Coopération dans le pays recevait une hiérarchie correspondant davantage aux besoins, qui assure plus d'indépendance aux coopératives. Ce code accorde aux fédérations ou aux unions le droit d'autoriser les statuts et l'acte constitutif, ainsi que le droit d'exercer le contrôle disciplinaire en appliquant des sanctions contre les administrateurs en faute. Mais les fédérations ou les unions étaient constituées par la réunion des coopératives; elles sont dirigées en réalité par des conseils d'administration élus par l'assemblée générale. Cependant, en cas de mécontentement, le code introduisit le droit d'appel à la hiérarchie supérieure : Centrale des Banques Populaires ou Centrale des Coopératives et finalement à l'organe supérieur, Conseil supérieur de la Coopération.

La multitude des charges et des formalités exigées par les lois précédentes disparaît autant que possible et celles qui restent passent aux organes supérieurs et facilitent ainsi le libre développement des unités coopératives.

L'immixtion de l'Etat est diminuée. Le rôle de l'Etat consiste encore dans le financement de la Coopération, mais même en cela, ce rôle est temporaire, pour permettre enfin aux coopératives d'adopter un esprit vraiment coopératif.

Mais le Code ne prévoyait pas tous les cas spéciaux; comme toute loi générale, il manque de précision; le législateur, dans la création des organes centraux, et surtout dans la réglementation de leurs activités, n'évite pas certaines lacunes. Plusieurs organes ont été créés, — mais leurs rôles ne sont pas très dis-

tincts. Le Code leur donne à la fois un rôle économique et moral; ce fait a entraîné de nombreuses difficultés.

D'autre part, la nouvelle loi est basée surtout sur les expériences des coopératives de l'ancien royaume et tient moins bien compte des exigences de la coopération des autres régions; il est vrai que le fonctionnement harmonique de la coopération du pays ne se réalise pas en quelques années, — et ne peut produire de bons résultats qu'après une expérience de plusieurs années.

Malgré toutes ces considérations, le Code de la Coopération roumaine réalisait non seulement le perfectionnement de la législation, mais même la nouvelle conception du législateur sur la coopération du pays.

CHAPITRE II

LA LOI SUR L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION

Aussitôt l'application du Code de la Coopération, le Parti National-Libéral, réalisateur du Code, le 10 novembre 1928, fut remplacé dans le gouvernement du pays par le Parti National Paysan.

C'est avec un élan ardent que le jeune parti politique commença à gouverner. Ce parti, la représentation de la classe paysanne dans la vie politique roumaine, est parti de l'idée que le pays doit fonder son développement sur l'agriculture; conformément à cette conception, il dirigea tous ses efforts vers l'accroissement de cette richesse de base de l'économie du pays. C'est ainsi que l'activité du gouvernement se dirigeait nettement vers une politique de relèvement de la vie agricole autant par des mesures administratives que par la voie légale.

Entre les premières réalisations se place la stabilisation légale de la monnaie nationale roumaine, le leu, — une mesure qui a eu des répercussions sur l'économie entière du pays, qui souffrait déjà depuis un bon moment d'une grave crise financière.

Après cette réalisation, le gouvernement, suivant son programme, s'engage dans la résolution des questions agraires.

L'exploitation agricole, affaiblie et découragée par une politique d'exportation trop étroite, appauvrie également par les mauvaises récoltes des années précédentes, se heurtait en outre à ce moment à une crise due à la hausse sans contrôle du taux d'intérêt des capitaux prêtés. Ce taux d'intérêt, devenu très élevé, atteignant les 35-40 %, compromettait non seulement la production, mais aussi mettait en danger le patrimoine du paysan.

C'est pour ces motifs que le gouvernement s'efforça d'y remédier au moyen des Banques Populaires.

Mais, même dans la vie coopérative fonctionnant sous le nouveau code, les centrales et fédérations de coopératives plaçaient les crédits qu'elles avaient de la Banque Nationale de Roumanie, aux coopératives, avec un intérêt plus élevé, retenant la différence et devenant ainsi des intermédiaires entre la Banque Nationale et les autres sociétés coopératives. Depuis le Code, les Centrales fonctionnant en même temps comme institut de crédit et de contrôle, par le cumul de ces deux rôles dans le même organe, la critique de la politique d'intérêt ne fut pas possible. Même le développement de l'organisation coopérative prétendait créer une institution financière puissante, ayant comme attribution exclusive d'accorder des crédits aux sociétés coopératives. Mais cette Centrale financière, bien qu'elle ne pouvait exclure la participation de l'Etat, dans son organisation, doit exclure autant que possible l'influence de la tutelle de l'Etat, ce qui sera un nouveau pas vers l'autonomie, — idée qui ne cesse pas d'être toujours au premier plan.

Ce sont ces préoccupations qui ont déterminé le ministre du Travail, de la Coopération et des Assurances sociales du nouveau gouvernement, le professeur J. RADUCANO, à élaborer un projet de nouvelle loi sur la Coopération, qui fut présenté au Parlement à la fin de février 1929.

Le projet de loi fut élaboré sur la base du Code de la Coopération, comme le disait l'auteur du projet dans l'exposé des motifs du projet: « A la formation de ce projet de loi pour

l'organisation de la Coopération, nous avons employé le texte du Code de la Coopération, dont nous reconnaissons les efforts en vue de créer un cadre juridique pour les sociétés coopératives, sans que nous puissions déclarer satisfaisantes les solutions apportées aux divers problèmes d'ordre législatif. »

Le projet englobe même les principes généraux des projets préparés à l'occasion du vote du Code de la Coopération, et également les motions des congrès et des commissions coopératistes réunies surtout sous le ministère de M. Gr. L. TRANCOU-IASI: « en vue de pouvoir satisfaire toutes les aspirations, toutes les nécessités générales concernant le mouvement coopératif ». (265)

Le nouveau projet a pour but de créer le cadre légal nécessaire au libre développement de l'action coopératiste. « Ce cadre doit être assez large pour offrir aux coopératives la liberté d'action dont ont besoin toutes les entreprises économiques, cependant les dispositions légales doivent être suffisamment précises pour que les institutions qui adoptent la dénomination « coopérative » satisfassent en réalité à toutes les exigences de l'idée coopératiste »; — « mais la loi ne doit donner, en tout cas, que le cadre légal nécessaire, sans qu'elle impose les détails qui ne font que rendre impossible la libre action indispensable ». (266) — principes par lesquels le législateur suit le chemin du perfectionnement.

Ce qui différencie surtout le nouveau projet du Code, ce sont les organes centraux du mouvement coopératif : la séparation du rôle de contrôle et le financement des coopératives.

Dans l'organe de financement et dans l'organe supérieur de la Coopération, participent également les unités coopératives, qui remplacent l'ancienne étatisation de la Coopération par l'idée de « *self-help* », — qui est une nouvelle étape dans la Coopération roumaine.

Avec ces idées fut adopté le projet de loi, sanctionné sous le titre de « Loi sur l'organisation de la Coopération », promulguée au « Moniteur Officiel » n° 71 du 28 mars 1929.

(265) Exposé des motifs à la loi. « Journal Officiel » n° 251, du 25 mars 1929.

(266) Au même exposé des motifs.

La loi, en 167 articles, traite du nouveau régime des coopératives dans l'ordre suivant :

Première partie. — Les sociétés coopératives et les fédérations.

Titre premier : Des sociétés coopératives.

Chapitre I. — Dispositions générales.

» II. — Les associés. Leurs droits et leurs obligations.

» III. — La constitution des sociétés coopératives.

» IV. — Administration et gestion des sociétés coopératives :

§ 1. Le conseil d'administration ;

§ 2. Les censeurs ;

§ 3. L'assemblée générale.

» V. — Dissolution des sociétés coopératives.

Titre deuxième : Les fédérations.

Deuxième partie. — Les institutions d'orientation et de contrôle.

Titre premier : Les unions de coopératives.

Titre deuxième : L'Office National de la Coopération.

Troisième partie. — La Banque Centrale Coopérative.

Quatrième partie. — Dispositions spéciales, pénales et transitoires.

Titre premier : Facilités accordées aux sociétés coopératives.

Titre deuxième : Dispositions spéciales et de procédure.

Titre troisième : Dispositions pénales.

Titre quatrième : Dispositions finales et transitoires.

Première partie de la loi. — Les sociétés coopératives et fédérations.

Des sociétés coopératives.

Dispositions générales.

Par différence avec le Code de la Coopération, la loi sur l'organisation de la Coopération ne donne plus une définition de

la société coopérative, et l'article premier dit simplement: « Les coopératives sont des sociétés qui se constituent et qui fonctionnent selon les dispositions de la présente loi », — expression qui veut dire qu'au lieu d'une définition plus ou moins complète, c'est le texte de la loi qui détermine plus largement les éléments qui caractérisent les sociétés coopératives; comme disait même le législateur dans son exposé: « Pour caractériser les sociétés coopératives dans l'article premier, nous n'avons pas donné une définition. Dans le texte de la loi et spécialement dans les deux premiers chapitres sont prévues les dispositions nécessaires pour caractériser les coopératives comme telles. »

D'après la loi, les sociétés coopératives sont considérées comme sociétés commerciales qui sont soumises aux dispositions du Code de Commerce, tant que dans cette loi ne figurent pas de dispositions contraires. Cependant la loi est attentive et parce que les « obsti » d'affermage et d'achat de terres ne présentent pas par leur but même le caractère de sociétés commerciales, la loi a prévu que ces sociétés seront dorénavant considérées comme des sociétés civiles.

Comme dans la question de la définition des coopératives, de même dans leur classification, le législateur ne s'attache à aucunes normes fixes, qui vraiment ne peuvent être qu'incomplètes, et l'article 4 fait seulement une énumération explicative des diverses formes sous lesquelles la coopération peut se manifester. Leurs objets ne sont pas fixés rigidement, elles « peuvent avoir pour objet toute activité relative aux besoins économiques et éducatifs communs à leurs associés ».

Ainsi pourront être constituées des coopératives pour faciliter l'obtention du crédit nécessaire aux associés et pour faire fructifier l'épargne populaire (banques populaires); pour acheter et affermer la terre (communautés paysannes); pour effectuer en commun les travaux d'améliorations foncières; pour organiser le travail en commun; pour utiliser en commun des machines et des installations; pour approvisionner les associés de tout ce qui est nécessaire à l'exercice de leur profession et pour mettre en valeur les produits de leur travail; pour procurer des articles de première nécessité (magasins de consommation); pour four-

nir des habitations à bon marché et hygiéniques, etc.

Mais le législateur tient compte des réalisations et de la marche de la vie réelle, quand il dit: « des coopératives, ayant pour objet la satisfaction simultanée de plusieurs besoins de leurs associés, — pourront être constituées ».

Ainsi, cet article, en même temps, donne déjà deux aspects de la coopération : le premier, « social », — association de personnes et non de capitaux, dont le but n'est pas le profit, mais les avantages surtout moraux comme matériels des membres associés; le deuxième, « économique », — la satisfaction des besoins des membres se réalise par une entreprise commune, par la participation effective des associés, par la participation non seulement du capital, mais même du travail, d'épargne, de la consommation.

La loi, en respectant la liberté des coopératives, donne l'importance aux statuts des sociétés qui « déterminent les conditions spéciales d'admission des associés dans les coopératives ». Mais elle ordonne qu'en aucun cas ne pourront être reçues comme associés, les personnes qui, — par leur occupation — auraient des intérêts contraires à ceux de la coopérative. Dans les coopératives rurales, pour l'achat des terres, ne pourront être admis comme associés que les cultivateurs habitants des villages (art. 5).

Ce sont également les statuts qui détermineront pour toutes les coopératives la région où seront recrutés les associés, ainsi que les conditions spéciales qui doivent être remplies par ceux qui pourront être des associés (art. 6 de la loi). Dans le cas où, dans la même région, fonctionne déjà une autre coopérative ayant le même objet, c'est l'Office National de la Coopération Roumaine, comme organe supérieur de toutes les coopératives du pays, qui donnera l'autorisation pour la constitution, en déterminant la région d'activité de la nouvelle coopérative. (267)

Les statuts devront prévoir le nombre minimum d'associés requis pour sa constitution, nombre qui, en aucun cas, ne

(267) Article 6 du Règlement pour mise en application de la loi de l'organisation de la coopération.

pourra être inférieur à 15. D'ailleurs, ce nombre, dont la fixation est nécessaire en vue d'éviter la création d'unités incapables d'action, change suivant les formes des coopératives.

Pour les coopératives de crédit à responsabilité limitée, le nombre minimum d'associés est fixé à 50; pour les coopératives de crédit à responsabilité illimitée, à 20; pour les coopératives de consommation ayant leur siège dans les communes urbaines, à 100; pour les « obsti » agricoles », à 25.

Le capital social est formé par des parts sociales d'une égale valeur.

Les statuts de la coopérative doivent déterminer:

1° La valeur de la part sociale, qui ne peut être inférieure à 500 lei.

Cette disposition du législateur, qui n'est pas prévue dans le Code de la Coopération, n'est pas explicable : c'est un chiffre arbitraire, malheureusement fixé trop haut et qui empêche l'association des petites bourses. En tout cas, c'est une disposition anti-démocratique.

2° Le nombre des parts sociales, qui peuvent être souscrites par chaque associé, est limité à cent.

3° La responsabilité assumée par les associés pour les obligations de la société, et qui peut être :

a) solidaire et illimitée, auquel cas les associés peuvent être poursuivis en leur propre patrimoine pour les obligations de la sociétés;

b) limitée à la valeur des parts sociales souscrites ou à plusieurs fois la valeur des parts souscrites (art. 8). Mais le capital peut aussi être représenté par des actions nominatives, si la société en obtient l'approbation expresse de l'Office National de la Coopération Roumaine. Par l'admission de cette forme, le législateur tenait compte des coopératives de production, surtout industrielles, ayant besoin d'un capital plus élevé. Mais, pour ne pas perdre le caractère de personne de la coopérative initiale, la loi prévoit également que les actions doivent être toujours nominatives (art. 9).

Pour éviter le péril d'une diminution brusque du capital par les retraits en bloc des membres, la loi prévoit un délai de préavis du retrait, conformément aux statuts, qui ne peut être inférieur à 3 mois ni supérieur à 6 mois.

Les associés. Leurs droits et leurs obligations.

La qualité d'associé d'une coopérative peut être obtenue par quiconque, par la souscription de l'acte constitutif, ou après la constitution de la coopérative, par la signature d'une déclaration d'adhésion et par le versement de la valeur des parts sociales souscrites entièrement ou au moins le 1/10 de la valeur de ces parts (art. 11).

Ce principe permet à toutes les personnes d'entrer à la société, et la conséquence en est la variabilité du capital — qui est un des caractères spéciaux de la coopérative.

Par cette liberté, l'associé peut se retirer de la société, bien que les statuts exigent le préavis, mais la restitution de la valeur des parts sociales ne sera effectuée qu'après l'expiration du délai de préavis. Cependant, le membre qui se retire reste responsable pendant les deux ans qui suivront la fin de l'année où il aura quitté la société, pour les obligations de la coopérative contractées jusqu'à la date de son départ.

La loi consacre une attention spéciale à la répartition de l'excédent net résultant du bilan. La loi ordonne que, dans les statuts, soit prévue la modalité de répartition sur les bases des principes coopératifs, de manière que, en dehors de la formation d'un fonds de réserve inaliénable et de l'alimentation des fonds sociaux et culturels de la société, les membres reçoivent leurs parts en proportion de leurs participations; le capital ne recevrait qu'une part équitable comme rémunération.

Conformément à l'article 26 sur l'excédent réalisé, il sera prélevé :

- 1° Au moins 10% pour la constitution des fonds de réserve;
- 2° Au moins 5% destinés aux œuvres de propagande éducative et d'intérêt coopératif, ou bien aux œuvres sociales;
- 3° Les statuts devront établir si une partie de l'excédent sera accordée au conseil d'administration, à la commission des cen-

seurs et aux fonctionnaires; le total ne peut en aucun cas dépasser 12%;

4° Une rémunération pour le capital versé par les associés et qui ne pourra en aucun cas dépasser le maximum fixé par l'Office National pour chaque catégorie de coopératives; (268)

5° Le reste sera distribué aux associés en rapport avec la participation de chacun(sous forme de : primes de travail, de consommation, etc. Au cas où, à la formation de l'excédent, auront collaboré aussi des non-associés, la partie qui leur revient sera affectée aux fonds de réserve et d'éducation.

L'ensemble de ces dispositions conduit la coopération roumaine vers la réalisation des principes rochdaliens.

La constitution des sociétés coopératives.

Les sociétés coopératives seront constituées par acte écrit, qui sera authentifié par la justice de paix dans la circonscription de laquelle la société aura établi son siège; ainsi, dans ce sens, il n'a été rien innové. Seulement, pour l'inscription sur le registre spécial, il faudra que l'acte ait été visé au préalable par l'Office National ou par l'une des Unions de coopératives, comme remplissant les conditions et correspondant aux buts de la loi.

De cette manière, un contrôle sérieux permettra de distinguer dès le commencement les sociétés qui se disent coopératives, rien que pour bénéficier des avantages de la loi; mais cette disposition a l'inconvénient de soumettre la fondation d'une coopérative au seul bon plaisir de l'administration.

L'acte constitutif et les statuts seront déposés en quadruple exemplaire, en retenant la preuve du dépôt, avant l'authenticité, à l'Union respective ou en son absence à l'Office National, en y joignant le récépissé prouvant qu'un dixième du capital souscrit a été consigné à une banque populaire, à une fédération, à la Banque Centrale Coopérative ou à la Caisse de Dépôts, Consignations et d'Epargne.

(268) L'Office National fixera chaque année, au plus tard le 15 janvier, le maximum de rémunération du capital qui sera communiqué aux unions de coopératives et publié dans l'organe officiel de l'Office, dans le Bulletin de la Coopération Roumaine. — Art. 26 du Règlement pour l'application de la loi.

L'Union ou l'Office examinera si l'acte constitutif et les statuts remplissent les exigences et est obligée de se prononcer dans le délai de trente jours francs depuis le dépôt des documents.

Le fait de ne pas s'être prononcé dans ce délai, sera considéré comme une approbation.

Les exemplaires approuvés seront présentés au juge de paix afin d'être authentifiés par les délégués ayant pleins pouvoirs, et inscrits sur le registre des coopératives.

L'acte constitutif devra contenir :

- a) la raison sociale de la société coopérative et son siège;
- b) l'objet de l'entreprise;
- c) la durée de la société;
- d) le nom, le prénom, la profession et le domicile des associés, la valeur des parts sociales souscrites et versées par chacun des associés;
- e) le genre de responsabilité des associés;
- f) le nom, la profession des administrateurs et des censeurs désignés;
- g) le nom et prénom des personnes qui ont la signature sociale;
- h) le nom et le prénom des associés délégués pour remplir les formalités de constitution.

De plus, les statuts de la coopérative doivent contenir les indications suivantes :

- a) la raison sociale de la coopérative et son siège;
- b) l'énumération des opérations qu'elle pourra faire;
- c) la durée de la société;
- d) les conditions qui doivent être remplies pour être reçu dans la coopérative, ainsi que les formalités de retrait des associés et les cas d'exclusion;
- e) la valeur de la part sociale et le nombre maximum de parts qu'un associé pourra souscrire, la manière d'attribuer les

parts sociales souscrites, si des restitutions sont admises, et la manière suivant laquelle elles seront faites;

f) le nombre minimum des associés nécessaire pour qu'elle puisse fonctionner;

g) la nature de la responsabilité assumée par les associés pour les obligations de la coopérative;

h) la délimitation territoriale du rayon d'activité, si la société peut ou non faire des opérations avec les non-sociétaires et quel genre d'opérations;

i) la manière suivant laquelle sera convoquée l'assemblée générale; les conditions pour la validité de ses décisions;

j) la manière dont sera administrée la coopérative;

k) les dispositions relatives à la clôture, la vérification et l'approbation du bilan et la date de clôture;

l) la manière dont sera réparti l'excédent ou le déficit de la gestion;

m) la manière dont sera constitué le fonds de réserve. Ce fonds, au cas de liquidation, ne sera pas réparti entre les associés, mais sera utilisé uniquement à la dotation d'une institution d'intérêt coopératif désignée par l'assemblée générale de liquidation. Le fonds de réserve sera consigné à une institution publique, à la Banque Centrale Coopérative ou à une fédération jusqu'à son utilisation;

n) la manière dont sera constitué le fonds d'éducation, d'intérêt coopératif et pour œuvres sociales et sa destination en cas de liquidation;

o) la forme qui sera employée pour les avis et les publications qui émanent de la coopérative.

Ni l'acte constitutif, ni les statuts, ne peuvent prévoir des droits spéciaux pour certains des associés.

La raison sociale de la société coopérative doit être composée :

a) d'une dénomination qui la différencie de toutes les autres coopératives de la même localité;

b) des mots « société coopérative »;

c) de la désignation de la commune où la coopérative a son siège;

d) des mots « à responsabilité illimitée » si les membres de la société coopérative ont une responsabilité illimitée. ⁽²⁶⁹⁾

Dans toutes ses dispositions, la loi adopte le principe de la précision, d'une part, pour rendre impossible l'adoption de la forme de société coopérative dans le seul but d'obtenir les avantages prévus par la loi, d'autre part, pour diriger les coopératives vers les principes vraiment coopératifs.

Dans les trois jours de la réception de l'acte constitutif et des statuts, le juge est obligé d'en faire un extrait de ci-dessus et il l'enverra le même jour à l'Office National afin de publication dans le « Bulletin de la Coopération Roumaine ».

Après avoir rempli ces formalités, le juge dressera un procès-verbal, constatant l'inscription de la coopérative sur le registre en délivrant aux délégués un exemplaire des statuts et de l'acte constitutif et un certificat de libre fonctionnement. Un exemplaire de chacun de ces actes sera envoyé à l'Office National ou à l'Union qui a donné son visa. Un troisième exemplaire sera conservé dans les archives de la justice de paix.

Toutes ces formalités seront gratuites.

Ainsi nous voyons que la loi offre toutes les facilités pour la formation de la coopérative, toutes les formalités étant exécutées d'office et sans aucun frais, — évitant ainsi les difficultés anciennes qui accompagnaient la formation des sociétés coopératives pour les paysans qui ne possédaient pas l'instruction suffisante pour remplir les formalités et qui ne pouvaient faire face aux frais exagérés.

L'administration et gestion des sociétés coopératives.

Les organes qui dirigent la société coopérative sont le conseil d'administration, la commission des censeurs et l'assemblée générale.

(269) Les sociétés coopératives ne sont pas soumises aux dispositions de la loi sur les raisons sociales.

1. Le conseil d'administration.

L'administration de la société est confiée au conseil d'administration, composé au minimum de cinq et au maximum de douze membres élus parmi les associés, pour trois ans, par l'assemblée générale. Ces membres doivent être des citoyens roumains, jouissant de tous les droits civils et politiques, sachant lire et écrire (art. 35).

Les statuts pourront prévoir la désignation, au sein du conseil d'administration, d'un comité de direction, constitué par trois membres tout au plus, qui conduiront les opérations courantes de l'entreprise. Le conseil d'administration, ou le comité de direction là où il existe, représentera la société, et deux membres d'entre eux signeront les actes de la coopérative.

Le conseil d'administration, au plus tard dans les quatre mois du jour de la clôture de l'exercice, présentera à l'assemblée générale le bilan et le compte de profits et pertes, avec un rapport sur l'activité de la coopérative, complété du rapport de vérification des censeurs.

Les administrateurs sont obligés, dans un délai de quinze jours depuis l'assemblée générale, de déposer chez le juge de paix :

- a) une copie du bilan et le mode de répartition de l'excédent net;
- b) une copie du procès-verbal de l'assemblée générale;
- c) la liste des associés entrés et sortis de la société au cours de l'année.

Ce sont les administrateurs eux-mêmes qui sont obligés de conserver les registres prévus par le Code de Commerce, ainsi que :

- a) le registre des associés;
- b) le registre des procès-verbaux de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire;
- c) les registres des procès-verbaux des séances du conseil d'administration et de la commission des censeurs.

2. Les censeurs.

L'assemblée générale doit élire, chaque année, parmi les

associés, trois censeurs titulaires et trois suppléants, dont la nomination, les obligations et les responsabilités ne diffèrent en rien des exigences du Code de Commerce.

3. L'assemblée générale.

Les assemblées générales sont ordinaires et extraordinaires. L'assemblée générale ordinaire sera convoquée au moins une fois par an, dans les formes et par les personnes prévues par les statuts, au plus tard le 15 avril. L'assemblée générale extraordinaire sera convoquée en tous cas quand les censeurs ou au moins 1/10 du nombre total des associés le demandent.

Les attributions de l'assemblée générale sont :

a) examiner et approuver le bilan, le budget et le projet de répartition de l'excédent ou de la perte;

b) fixer la somme maximum jusqu'à concurrence de laquelle la coopérative pourra s'engager au cours de l'année;

c) établir la limite maximum des prêts qu'on peut accorder à un associé;

d) décider de la manière suivant laquelle les associés pourront se retirer de la société;

e) élire les membres du conseil d'administration et les censeurs;

f) délibérer sur les rapports de contrôle;

g) décider de l'introduction d'une action en dommages-intérêts contre les administrateurs;

h) décider de la fusion avec d'autres coopératives;

i) décider de la modification ou du complètement des statuts;

j) décider de la dissolution de la société;

h) se prononcer sur toutes les questions réservées à l'assemblée générale par la loi ou par les statuts.

Enfin, pour respecter l'idée de l'égalité dans la coopération, l'article 53 prévoit que tout associé n'aura droit qu'à une seule voix à l'assemblée générale, quelle que soit la valeur des parts sociales qu'il possède.

Dissolution des sociétés coopératives.

Conformément à l'article 55 de la loi, la société coopérative peut être dissoute :

a) par l'échéance du terme pour lequel elle a été constituée, si on n'a pas décidé que l'assemblée générale continuera les opérations et si les opérations ne continuent pas en fait;

b) par la décision de l'assemblée générale;

c) par la fusion;

d) par la faillite de la société, même lorsqu'elle est suivie d'un concordat;

e) par la réduction du nombre des associés au delà du minimum prévu par les statuts;

f) par la décision de l'Office National ou de l'Union des Coopératives dont elle fait partie, avec l'approbation de l'Office National.

La décision sera communiquée soit par les administrateurs, soit par l'Office National, à la justice de paix où la coopérative a été enregistrée, et publiée dans le « Bulletin de la Coopération Roumaine » et une annonce de dissolution sera publiée par les soins de l'Office National au « Moniteur Officiel ».

La dissolution de la société est suivie de la liquidation conformément au Code de Commerce pour la liquidation des sociétés anonymes (art. 58).

La société coopérative sera déclarée en faillite lorsqu'elle cessera ses paiements ou quand la société étant en liquidation, on constatera que le passif dépasse l'actif. Dans ce cas, la procédure de la faillite sera ouverte et suivra les dispositions du Code de Commerce.

Mais, comme l'article 61 le déclare, la faillite de la société coopérative n'entraînera pas à sa suite la faillite de ses associés.

Les fédérations.

Le mouvement de concentration qui se manifeste dans le domaine des entreprises économiques est aussi pour la coopération un besoin impérieux. Cette concentration des coopératives

se réalise dans une société coopérative de deuxième degré, — qui est la fédération des sociétés coopératives.

Et même, dans la conception du nouveau législateur, la fédération est une société coopérative ayant comme associés les sociétés coopératives. Justement pour cette cause, les dispositions concernant les fédérations sont peu nombreuses dans la loi, parce que « les dispositions pour les sociétés coopératives en ce qui concerne la constitution, l'administration et la dissolution, ainsi que la procédure, les facilités de constitution, le contrôle, les pénalités, etc., seront appliquées aux fédérations » (art. 63).

La loi les contraint à se consacrer exclusivement aux opérations ayant en vue la satisfaction des besoins des coopératives associées.

En comparaison avec le Code de la Coopération, la nouvelle loi comporte certaines différences en ce qui concerne les fédérations. Les modifications ont été introduites en vue d'intensifier leurs activités (279). Ainsi, la limitation territoriale de leur activité fut transformée en ce sens que l'activité de la fédération peut s'étendre même sur le pays tout entier, puisqu'elle peut admettre comme membre, des coopératives de toutes sortes, et non seulement celles qui présentent le même objet. Dans ce sens, les dispositions de la nouvelle loi, non seulement sont plus libérales, mais en même temps elles sont encore plus claires.

Deuxième partie de la loi : Les institutions d'orientation et de contrôle.

Les Unions de coopératives.

A côté des fédérations de coopératives, — institutions purement économiques, — comme conséquence logique du principe que les attributions économiques doivent être distinctes de celles à caractère moral, — la loi crée des Unions de coopératives, — comme organes moraux du mouvement coopératif.

Le principal rôle des Unions est désigné au début des dispositions concernant ces institutions, comme le dit l'article 66 : « Les sociétés coopératives fonctionnant en vertu des disposi-

(270) Exposé des motifs, p. 1792.

tions de la présente loi, s'associeront en unions en vue d'organisation de l'auto-contrôle. » Mais leurs attributions sont prévues spécialement par l'article 69, comme les suivantes :

a) Examiner et viser les statuts et les actes constitutifs des sociétés coopératives, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales relatives à la modification de ces statuts;

b) Organiser le contrôle légal des sociétés coopératives affiliées et prendre les mesures prévues par la loi contre les administrateurs, les censeurs, les liquidateurs, les fonctionnaires et leurs préposés;

c) Résoudre, à l'amiable ou en conformité avec les dispositions légales ou statutaires, les différends survenus entre les sociétés coopératives affiliées, ou bien entre les organes d'une coopérative et ses associés;

d) Avec l'approbation de l'Office National de la Coopération Roumaine, décider la dissolution des sociétés coopératives;

e) Toutes les autres attributions qui seront confiées aux unions par les lois;

f) Exécuter toutes les missions qui lui seront confiées par l'Office National dans le cadre de l'objet de l'union;

g) Ester en justice pour défendre les intérêts des sociétés coopératives affiliées et se constituer partie civile pour, ou auprès de ces sociétés, même si elles ne s'étaient pas constituées comme telles;

h) Les statuts des unions pourront prévoir aussi d'autres attributions en vue de soutenir l'activité des sociétés coopératives affiliées, sans que l'union puisse faire des opérations commerciales.

Ainsi, les statuts pourront prévoir :

1° L'organisation de l'assistance technique et judiciaire des coopératives;

2° L'organisation de la statistique des sociétés coopératives appartenant à leur région respective;

3° La propagande et l'organisation d'institutions d'instruction coopératiste;

4° L'organisation des congrès coopératifs.

Ces unions se formeront par région, et toutes les sociétés coopératives seront obligées de s'affilier aux Unions dans le délai d'une année. (271)

Cette obligation est assez critiquable, d'autant plus que, par l'article 76, les dépenses de l'union seront supportées par les sociétés affiliées, qui surcharge des dépenses aux petites et faibles coopératives.

Les unions se constituent et fonctionnent selon les mêmes règles que les sociétés coopératives, — mais sans capital social. L'activité des unions est soumise au contrôle de l'Office National (art. 78).

Les unions sont la première instance disciplinaire, elles fonctionnent comme instance de jugement, les conseils des unions sont présidés par un magistrat, dans la plupart des cas le président du tribunal local.

L'appel doit être interjeté devant l'Office National.

Par cette organisation de l'auto-contrôle, les garanties nécessaires ont été prévues pour que l'arbitraire soit remplacé par la justice. En ce qui concerne la propagande coopérative, — par la création des unions, le mouvement coopératif peut enregistrer un événement heureux, l'éducation coopérative étant très nécessaire pour la population.

L'Office National de la Coopération Roumaine.

Avant l'application du Code de la Coopération, l'intervention gouvernementale dans la Coopération roumaine se manifestait spécialement par l'action des soi-disant « Organisations Centrales », — institutions surtout d'Etat, qui exerçaient leurs fonctions en agissant simultanément comme centres financiers, administrateurs et contrôleurs du mouvement. C'est le Code qui établit, à côté des fédérations, les unions de contrôle, faisant le premier pas vers une distinction de ces rôles. Mais les organes centraux, malgré l'établissement de la Centrale des Banques Populaires, leurs rôles s'accumulent, étant celles-ci à la fois des organes de financement et des organisations centrales d'admi-

(271) Ultérieurement prolongé jusqu'au 31 décembre 1932.

nistration, avec la mission morale. La séparation nette fut réalisée par la loi sur l'organisation de la Coopération, en constituant l'Office National de la Coopération Roumaine, comme institution supérieure pour l'orientation, la propagande, le contrôle et la discipline de la Coopération entière du pays; organe qui imprime sa direction au mouvement et qui est investi de la personnalité juridique de droit public auprès du Ministère du Travail, de la Coopération et des Assurances sociales. Mais le principal rôle attribué à l'Office, — qui est considéré comme une « Centre des Unions des Coopératives », — n'est que temporaire; il remplace seulement, dans les cadres organisés par l'Etat, des cadres intégralement désignés par les coopératives. L'hypothèse de réalisation est prévue par l'article 79, alinéa 2, et notamment: « Les unions des coopératives peuvent former une Centrale des Unions des Coopératives qui aura les attributions prévues par la présente loi pour l'Office National de la Coopération Roumaine. » Cela démontre la préoccupation du législateur de prévoir la substitution automatique à un service administratif public d'une organisation particulière, qui remplacera l'Etat dans toutes ses attributions.

Jusqu'à cette date, l'Office National aura les attributions suivantes (art. 80) :

a) approuver la constitution et viser les statuts des unions et des fédérations de coopératives, ainsi que ceux des sociétés coopératives, là où il n'existe pas d'union;

b) diriger, orienter et contrôler l'activité des unions de coopératives;

c) exercer le contrôle prévu par la loi sur les fédérations, en appliquant les mesures prévues par la loi et ayant droit de les représenter en justice;

d) exercer le contrôle sur les sociétés coopératives, qui ne sont pas groupées en unions, ou bien, quand ces dernières ne remplissent pas leurs fonctions;

e) rédiger le règlement et donner des instructions pour l'organisation du contrôle des sociétés coopératives; le règlement une fois rédigé sera sanctionné par décret royal;

f) rédiger des statuts types, des normes et des instructions

pour le fonctionnement des sociétés coopératives de toutes catégories;

g) faire office de juridiction d'appel en ce qui concerne les décisions prises par les unions de coopératives;

h) organiser la statistique générale du mouvement coopératif, en publiant l'« Annuaire de la Coopération Roumaine »;

i) organiser la direction et l'assistance judiciaire (contentieux) et technique (agricole, forestière, industrielle), des sociétés coopératives;

j) organiser, diriger et contrôler l'enseignement coopératif;

k) organiser et guider les cercles coopératifs, ainsi que l'action de propagande coopérative;

l) publier le « Bulletin de la Coopération Roumaine »;

m) représenter les intérêts des coopératives devant les autorités publiques, là où le besoin se fera sentir;

n) organiser un office d'étude des problèmes coopératifs et maintenir le contact avec les institutions et les organisations coopératives centrales des pays étrangers, ainsi qu'avec les institutions internationales.

L'enseignement coopératif devra comprendre, d'après la loi:

a) les écoles de comptabilité et d'éducation coopérative;

b) les écoles pour la préparation du personnel commercial et du personnel technique nécessaire aux institutions coopératives;

c) de même l'Ecole supérieure d'études coopératives qui fonctionne à Bucarest.

L'Office National est dirigé par le Conseil Général de la Coopération, qui est l'organe supérieur de direction du mouvement coopératif et de coordination de l'activité des différentes branches coopératives.

Il est composé de dix-neuf membres, dont :

a) deux délégués du Ministère du Travail, de la Coopération et des Assurances sociales;

b) un délégué du Ministère de l'Instruction publique;

c) un délégué du Ministère de l'Agriculture et des Domaines;

d) un délégué du Ministère de l'Industrie et du Commerce;

- e) un délégué de la Banque Centrale Coopérative;
- f) neuf membres représentants du mouvement coopératif, élus par l'assemblée des délégués des unions des coopératives;
- g) trois membres choisis parmi les spécialistes des problèmes coopératifs;

h) un délégué de la Cour de Cassation et Justice.

La nomination de tous les membres du Conseil devra être approuvée par le Ministère du Travail (art. 82).

Le budget des salaires et du matériel de l'Office National sera englobé dans le budget du Ministère du Travail. Les dépenses seront supportées de la façon suivante: 75% par l'Etat et 25% par la Banque Centrale Coopérative. Les fonctionnaires de l'Office sont des fonctionnaires publics.

Le Conseil Général de la Coopération déléguera parmi ses membres :

a) un comité de contrôle formé par deux membres représentants des coopératives et deux membres parmi ceux qui ont été nommés ou choisis; ce comité sera présidé par un délégué de la Cour de Cassation et de Justice ; les appels adressés à l'Office National sont transmis à cette juridiction où le jugement est précédé d'une enquête au cours de laquelle les inculpés sont appelés et interrogés; ils peuvent déposer des mémoires écrits et ont le droit de demander de comparaître devant les juges;

b) un comité composé de trois membres pour diriger la section d'orientation, de statistique, de propagande et d'éducation coopérative;

c) un comité de direction technique formé par cinq membres.

Troisième partie de la loi: La Banque Centrale Coopérative.

« C'est une question inadmissible que la même institution qui fait les opérations financières et commerciales avec les coopératives affiliées, exerce elle-même le contrôle — non seulement le contrôle de crédit qui est exercé habituellement par tous les créanciers — mais aussi le contrôle légal touchant la vie interne des sociétés coopératives; cette institution serait ainsi le juge dans les cas de litige, ayant droit d'appliquer des sanctions

autant contre les sociétés coopératives que contre leurs administrateurs », — disait le législateur, dans son exposé des motifs.

Conformément à ce principe que les attributions économiques doivent être séparées de celles présentant un caractère moral, de même qu'il existe comme organes de deuxième degré des unions de coopératives et des fédérations de coopératives, à côté de l'Office National de la Coopération Roumaine, comme organe supérieur de contrôle, disciplinaire, moral de toutes les coopératives du pays, les tâches d'ordre financier et commercial sont attribuées à une institution exclusivement financière, destinée à soutenir, au point de vue économique, tout le mouvement coopératif; — cette institution, c'est la Banque Centrale Coopérative. (272)

Cette institution, qui remplace l'ancienne Centrale des Banques Populaires, en diffère en ce sens qu'elle n'est pas l'organe central de contrôle, non plus pour les coopératives de crédit; — mais elle est seulement l'organe financier, — pour la Coopération entière; elle est une banque dans le vrai sens du mot, la banque du mouvement coopératif roumain.

Le problème des moyens financiers du mouvement coopératif roumain était toujours sans doute la question la plus délicate à résoudre. L'aide de l'Etat étant toujours nécessaire, on ne pourrait pas rejeter cette aide. Le Code de la Coopération a organisé la Centrale des Banques Populaires comme institution de crédit, en lui donnant un caractère mixte par la participation de l'Etat et des sociétés coopératives, tant au capital qu'à l'administration. Le cas fut admis par le nouveau législateur et l'immixtion du gouvernement dans les affaires de la Banque fut diminuée de plus encore.

Dans la formation du capital, l'Etat contribue avec la somme de 500.000.000 lei; comme suit :

a) 200 millions, fonds mis par la Banque Nationale de Roumanie à la disposition du crédit populaire; (273)

(272) Créée le 4 avril 1929 en vertu de la loi.

(273) Conformément à la convention de 1925, relative à la prorogation du privilège de la Banque.

b) 25 millions, représentant le capital de participation de l'Etat à la Centrale des Banques Populaires;

c) 25 millions, représentant la participation de l'Etat à la Centrale des Coopératives;

d) 250 millions, destinés par l'Etat au complètement du capital de cette institution. (274)

Le capital social sera complété jusqu'à la somme d'un milliard par les souscriptions des sociétés coopératives et de leurs fédérations. Cette participation des coopératives sera formée par des parts sociales de 10.000 lei chacune, et une société coopérative associée doit posséder au moins une part sociale. Cette prétention de la loi touche gravement les petites coopératives pour lesquelles cette valeur exagérée forme une grave charge.

La Banque Centrale Coopérative peut faire les opérations suivantes:

a) Accorder des crédits sous n'importe quelle forme aux fédérations et aux sociétés coopératives associées;

b) Faire des opérations de banque au profit des sociétés coopératives associées;

c) Acheter pour son compte des effets publics garantis par l'Etat jusqu'à 10 % de son capital social;

d) Placer les disponibilités éventuelles de caisse, sous forme de dépôts à vue ou en compte-courant, dans les institutions d'Etat ou contrôlées par l'Etat, ou dans les établissements financiers de premier ordre, approuvés par le Ministère des Finances;

e) Entretenir des disponibilités de devises dans les banques étrangères de premier ordre, choisies d'un commun accord avec le Ministère des Finances;

f) Recevoir des dépôts à fructifier, tant de la part des sociétés coopératives associées, que de celles qui ne sont pas associées, des institutions publiques et des particuliers;

(274) L'Etat n'ayant aucun crédit budgétaire spécial, ni de ressource extraordinaire pour couvrir cette somme, le gouvernement, par la loi du 2 août 1929, autorisa le Ministre des Finances à céder à la Banque Centrale Coopérative, au compte de sa participation, 250.000.000 lei en actions de la Banque Nationale de Roumanie, propriété de l'Etat.

g) Contracter des emprunts sous n'importe quelle forme à la Banque Nationale de Roumanie, ainsi qu'à toute autre institution publique ou particulière;

h) Exécuter soit directement, soit par les fédérations et les sociétés coopératives associées, certaines opérations financières dont elle sera chargée par l'Etat;

i) Faire toutes opérations de commission au profit des sociétés coopératives.

L'administration de la Banque Centrale est confiée à un conseil composé de neuf membres, à savoir:

Un délégué du Ministère des Finances;

Un délégué du Ministère de l'Agriculture et des Domaines;

Un délégué du Ministère du Travail;

Un délégué de la Banque Nationale de Roumanie;

Cinq membres élus par les sociétés coopératives et les fédérations associées. Ce nombre est conforme aux desiderata exprimés par le Congrès des Coopératives de 1925, qui demandait que les représentants du mouvement coopératif dans les conseils des centrales soient en majorité, en face de ceux nommés par l'Etat.

Ainsi, puisque la Centrale des Banques Populaires était un institut d'Etat, la Banque Centrale Coopérative possède plus d'autonomie.

Il est vrai que les décisions du conseil d'administration pourront être suspendues par le commissaire du gouvernement désigné par le Ministère du Travail, de la Coopération et des Assurances sociales, qui a l'attribution de surveiller toutes les opérations de la Banque Centrale Coopérative (art. 94).

Mais, pour avoir le dernier mot, le législateur prévoit encore une mesure par laquelle les décisions du commissaire sont susceptibles d'appel devant une commission arbitrale formée par un conseiller de la Cour de Cassation comme président, par un membre désigné par le conseil d'administration de la Banque Centrale, et seules les décisions motivées de cette commission sont définitives et exécutoires.

Le conseil d'administration délègue trois de ses membres, qui forment le comité de direction; cependant, pour exercer le contrôle sur les opérations de la Banque Centrale, une commis-

sion de censeurs est instituée, formée de quatre membres, dont un expert comptable délégué par le Ministère du Travail, un délégué par la Banque Nationale de Roumanie et deux élus chaque année par l'assemblée générale des sociétés coopératives et des fédérations associées.

Cette assemblée générale de la Banque Centrale Coopérative se réunit chaque année, au plus tard le 15 avril; elle est formée par les délégués des coopératives et des fédérations associées. A cette occasion, elle vise le bilan de la Banque qui lui est dressé au 31 décembre de chaque année.

L'excédent net du bilan est réparti de la façon suivante :

- a) au moins 20 % au fonds de réserve;
- b) une rémunération du capital pouvant s'élever jusqu'à 150 % de l'escompte de la Banque Nationale à la date de la clôture du bilan.

La part revenant au capital investi par l'Etat sera versée à l'Office National de la Coopération Roumaine, pour soutenir la propagande et l'enseignement coopératif.

Ce qui reste sera réparti comme suit :

- a) 4% aux membres du conseil d'administration et aux censeurs;
- b) 15% à titre de prime du travail aux fonctionnaires de la Banque Centrale Coopérative, en rapport avec leurs salaires;
- e) 30% à la disposition de l'Office National pour la propagande et l'éducation coopérative;
- d) le reste sera réparti entre les unités coopératives proportionnellement aux opérations effectuées avec la Banque Centrale Coopérative.

Cette dernière disposition de la loi contrebalance certaines traces capitalistes de la Banque Centrale, lui redonne le caractère coopératiste et même la met en accord avec les idées modernes sur la répartition des bénéfices, en remettant le profit réalisé aux coopérateurs soit directement, soit en le consacrant aux buts des coopérateurs du pays entier.

Quatrième partie de la loi : Dispositions spéciales, pénales et transitoires.

Facilités accordées aux sociétés coopératives.

Le mouvement coopératif roumain, pas plus dans le passé que dans le présent, n'échappe à la grave critique de ses adversaires, à cause des faveurs accordées aux coopératives par le législateur. Mais ces critiques ne peuvent venir que de ceux qui ne reconnaissent pas que la coopération a été un élément essentiel qui a contribué au relèvement tant moral qu'économique de la campagne; or, que les gouvernements se soient occupés de ces œuvres, ce n'a été qu'un devoir de leur part, étant donné la liaison entre la coopération, la masse paysanne et la situation du pays.

De même que dans les lois précédentes, la loi sur l'organisation de la Coopération prévoit des mesures pour encourager le mouvement coopératif, tant pour la formation des nouvelles sociétés que pour faciliter le fonctionnement des unités existantes.

Mais, pour éviter des abus, le législateur veille soigneusement à ce que ses faveurs ne soient accordées que vraiment d'une manière conforme à son intention; comme dans l'article 100 il prévoit: « Seules les sociétés coopératives fonctionnant en vertu de la présente loi, jouiront des facilités fiscales ou de tout autre nature accordées aux coopératives par cette loi ou par d'autres lois et règlements. »

Conformément à la loi, toutes les formalités relatives à la constitution, à la fusion et à la liquidation des sociétés coopératives, celles relatives à la modification des statuts, ainsi que les formalités exigées pour l'adhésion et le retrait des associés, sont exemptes de toutes taxes de timbre, d'enregistrement et des impôts sur les actes juridiques. De même l'assistance d'un avocat n'est pas exigée pour remplir ces formalités.

Les registres des sociétés coopératives, qui seront paraphés et légalisés par leur juge de paix respectif, sont soumis à un quart seulement des droits de timbre prévus par la loi du timbre et de l'impôt sur les actes et les faits juridiques.

La correspondance des sociétés coopératives entre elles et

avec l'Office National ou avec la Banque Centrale Coopérative est exemptée de tout affranchissement. ⁽²⁷⁵⁾

L'Etat et toutes les institutions publiques et d'utilité publique sont autorisés à vendre à l'amiable aux sociétés coopératives des terrains, dont ils sont propriétaires, pour les besoins de leur entreprise, ainsi que pour ceux des membres des coopératives d'habitations à bon marché.

Les institutions publiques et d'utilité publique pourront accorder amiablement aux coopératives, des travaux et fournitures jusqu'à concordance d'une somme de 1.000.000 lei ⁽²⁷⁵⁾, même si leurs offres dépassent de 5% celles de leurs concurrents.

Lors de l'octroi de concessions, de la vente des forêts, en vue de l'exploitation, et de l'affermage des biens et des droits qui font partie du domaine public ou privé, appartenant aux collectivités publiques, les sociétés coopératives seront préférées même si leur offre est de 5% inférieure à l'offre la plus favorable.

Les sociétés coopératives seront préférées dans les mêmes conditions à la vente en vue de l'exploitation des forêts appartenant aux « mosneni » et « rãzesi » et à la vente des forêts appartenant aux « composesorate ». ⁽²⁷⁶⁾

Pour toutes ces opérations, les sociétés coopératives ne doivent déposer, en même temps de leurs offres que la moitié de la garantie exigée, ou plus encore, cette garantie peut être donnée aussi sous la forme d'une lettre de garantie émanant de la Banque Centrale Coopérative (art. 114).

Dispositions spéciales et de procédure.

Pour faciliter l'obtention du crédit même pour les gens qui ne possèdent que le strict nécessaire pour l'exercice de leurs occupations, la loi prévoit certaines dérogations aux dispositions légales, — mais pour les sociétés coopératives, la loi garantit les risques qui pourraient devenir de ces opérations. Ainsi, par

(275) Disposition ultérieurement abrogée.

(275) Portée ultérieurement à 5.000.000 lei.

(276) Voir la page 42, en note.

dérogação aux dispositions du Code civil et commercial, le gage accordé aux sociétés coopératives sera constitué par le seul effet de la convention à partir de la date où l'acte est conclu, sans que le débiteur ou le constituant soit dépossédé du bien qu'il détient pour la société créancière et qu'il est obligé de conserver.

Le bétail, les instruments et les autres objets d'exploitation du fonds peuvent être mis en gage, en perdant leur immobilisation et pourront être vendus séparés du fonds, au cas de non-paiement de la créance.

La créancière aura le droit d'être payée de préférence sur l'objet qui lui a été constitué en gage, à la simple demande du constituant ou de la créancière, dans les communes urbaines, chefs-lieux de département, d'après le registre spécial pour les gages, gardé au tribunal; et dans les communes rurales ou dans les communes urbaines non chefs-lieux, d'après les registres de gages qui seront tenus par la mairie de la commune, dans la circonscription de laquelle se trouve le bien gagé.

Le débiteur ou le constituant qui aura aliéné, soustrait ou laissé périr par sa faute, totalement ou partiellement, l'objet donné en gage, sera puni conformément au Code pénal.

L'authentification de tout acte constatant l'obligation envers ou de la part des sociétés coopératives, jusqu'à concurrence de 10.000 lei, pourra être constatée par la mairie de la commune où est domicilié son débiteur ou par celle de l'endroit où se trouve le siège de la société coopérative. Egalemeut les traites jusqu'à concurrence de la même valeur émises à l'ordre des sociétés coopératives pourront être soumises au protêt en cas de non-paiement, par le maire du lieu du paiement. Pour les sommes importantes, le protêt sera fait par le juge de paix compétent.

Les sociétés coopératives sont dispensées du dépôt du cautionnement pour obtenir des saisies-arrêts et des séquestres.

Les actions en justice intentées par les sociétés coopératives seront jugées d'urgence et avec priorité par les organes judiciaires.

Les membres des sociétés coopératives qui font des opéra-

tions d'affermage et d'achat de terres, ne peuvent enlever les récoltes de la terre affermée ou administrée par la société, que du jour où ils auront rempli toutes leurs obligations vis-à-vis de la société.

La vente forcée des immeubles appartenant aux débiteurs ou aux garants, sera faite par l'intermédiaire du tribunal de l'endroit où se trouve situé l'immeuble, sur la demande de la société coopérative créancière.

En Transylvanie, les poursuites immobilières auront lieu selon les lois locales, jusqu'à l'unification des codes sur la procédure civile et l'exécution (art. 141).

Dans toutes ses dispositions, le législateur tient en considération de ce fait que la plus grande partie des sociétés coopératives sont formées à la campagne, dans les petits villages, souvent à de grandes distance des villes; en conséquence, il facilite l'exécution des formalités par le maire du village et apporte les plus grandes simplifications dans la procédure.

Mais à la fois il s'est efforcé de donner la possibilité de défendre les intérêts des débiteurs de la société coopérative, surtout en ce qui concerne les poursuites contre les immeubles, même contrairement au Code du Commerce qui, par une exagération de simplification et une extrême sévérité, met en danger les intérêts des débiteurs, qui sont la plupart du temps de petites gens.

Dispositions pénales.

Pour empêcher tous les abus de la part des administrateurs des sociétés coopératives, le législateur prévoit des mesures très sévères. Dans cette question, l'esprit de la loi part de l'idée que tous les biens des coopératives sont en même temps les biens de la communauté, une sorte de bien public, dont la conservation est l'intérêt de tous. Etre administrateur de ces biens, n'est pas seulement une titre, c'est aussi une charge, comportant des responsabilités. L'article 147 de la loi exprime que les administrateurs des sociétés coopératives sont responsables solidairement et sans limite pour tout préjudice causé à la société par leur négligence ou leur mauvaise foi (art. 157). Conformément à cet article, la fortune des administrateurs, des censeurs, des liqui-

dateurs, des fonctionnaires ou des préposés, qui auront commis un délit quelconque au préjudice d'une société coopérative, ainsi que la fortune de ceux qui sont responsables pour leur gestion, conformément aux statuts ou à la loi, pourra être déclarée indisponible et insaisissable jusqu'au complet dédommagement de la société coopérative, en vertu du procès-verbal dressé par l'organe de contrôle de l'Union des Coopératives ou de l'Office National et approuvé par l'institution de contrôle respective.

Dans ce but, l'organe de contrôle établira un tableau indiquant la fortune mobilière et contenant une description détaillée des immeubles appartenant à ceux déclarés coupables.

De même, la société coopérative lésée enverra au tribunal ou à l'office du cadastre, le procès-verbal constatant les dommages subis et la situation contenant la description détaillée des immeubles qui appartiennent à ceux reconnus coupables, en demandant la transcription de ces actes.

Cette transcription aura l'effet de la transcription d'un commandement et, en Transylvanie, le caractère d'une hypothèque exécutoire (art. 152).

L'instance compétente pour les infractions est la justice de paix; le juge de paix remplit aussi les attributions du juge d'instruction; mais les juges d'instruction auprès du tribunal ne perdent pas leur compétence pour instruire également les délits prévus par la loi, quand cela est demandé par l'Office National.

Le jugement sera rendu d'urgence, sans réserve du droit d'opposition et d'appel à la juridiction supérieure.

Dispositions finales et transitoires.

Comme le Code de la Coopération, de même la loi sur l'organisation de la Coopération prévoit des dispositions transitoires, dont certaines reproduisent simplement celles du Code. Ainsi :

Toutes les sociétés coopératives existant au jour de l'entrée en vigueur de la loi, sont obligées de mettre leurs statuts en accord avec les dispositions de la loi, dans un délai d'un an à partir de la date de sa promulgation. (277)

Pour les sociétés coopératives et les unions de coopératives

(277) Délai prolongé ultérieurement jusqu'au 1^{er} avril 1931.

des nouvelles provinces, constituées en vertu des lois qui étaient en vigueur dans ces régions, cette loi même, comme le Code de la Coopération, leur permet de fonctionner conformément à leurs statuts actuels, jusqu'à la même date, qui fut prévue par le Code, — jusqu'au 1^{er} septembre 1938 (art. 157 de la loi).

Ce délai pour l'accommodation au milieu nouveau est bien justifié, surtout si l'on considère les différences existant dans le développement économique et juridique des coopératives du passé et de l'heure présente., entre la vie coopérative de l'ancien royaume et par exemple de la Transylvanie.

Mais si le législateur accorde ce terme, il est très attentif et prévoit expressément que les coopératives, bien qu'elles fonctionnent en vertu des anciens statuts, la loi s'étend sur ces coopératives; le dernier alinéa du dit article l'exprime ainsi : « Elles jouiront des avantages accordés par la présente loi et seront soumises au contrôle de l'Office National de la Coopération Roumaines, ainsi qu'aux sanctions de la présente loi. »

Et, comme dans le Code de la Coopération: « Ces coopératives pourront néanmoins maintenir au delà du terme prévu à l'alinéa précédent les dispositions relatives aux rapports avec les institutions de financement et aux conditions ainsi que la procédure relative à l'admission des nouveaux associés », — sanction qui mérite aussi l'attention.

Pour ouvrir le champ d'activité devant les institutions centrales nouvellement créées par la loi, dans les articles 161-162 est prévue la liquidation de la Centrale des Coopératives et de la Centrale des Banques Populaires; leurs activités passent à la nouvelle centrale économique, c'est-à-dire à la Banque Centrale Coopérative; de même, toutes les attributions conférées par les différentes lois (comme par exemple le Code forestier) aux anciennes centrales sont transférées à l'Office National de la Coopération Roumaine et à la Banque Centrale Coopérative.

Et enfin: les dispositions de la loi du 28 mars 1903 sur les banques populaires paysannes et leur caisse centrale, avec toutes ses modifications ultérieures; du décret n° 3922 de 1918, en ce qui concerne les banques populaires, les coopératives et les communautés; de la loi du 26 septembre 1920; de la loi sur

l'unification de la Coopération du 13 mars 1923 et du Code de la Coopération du 7 juillet 1928 sont et restent abrogées (art.167).

Ce sont les sanctions de la loi sur l'organisation de la Coopération qui s'appliquent pour toutes les coopératives du pays. Cette loi, comme nous l'avons vu, reproduit en grande partie des dispositions du Code de la Coopération de 1928, changeant quelquefois l'ordre de traité, en tout ce qui concerne la formation, le fonctionnement, la dissolution des sociétés coopératives.

La différence nette se présente dans l'acheminement moral et économique, l'organisation du contrôle et le financement de ces coopératives. C'est une sorte de rationalisation qui a réalisé la distinction des attributions d'ordre légal et moral de celles d'ordre économique et financier; qui a séparé le rôle des Unions des Coopératives, l'Office National de la Coopération de celui qui revient aux Fédérations des Coopératives, et à la Banque Centrale Coopérative.

Mais la principale idée et dans laquelle le législateur voulait dépasser mêmes les principes du Code de la Coopération, c'est de donner à toutes ces institutions la liberté d'action, l'indépendance possédée par n'importe quelle entreprise privée. Une vie indépendante autant que possible avec des manifestations extérieures est permise par la loi, puisque la vie intérieure est réglementée par les statuts, conformément à la volonté des membres des coopératives. La loi remplace la tutelle étatiste par l'initiative individuelle des coopératives, ou plutôt par une collaboration de l'Etat et de la Coopération. Une organisation décentralisée dans le gouvernement coopératif, un auto-gouvernement et la démocratisation des institutions coopératives sont réalisés par la loi; ces idées furent destinées pour faire face aux difficultés rencontrées dans ce temps déjà par les entreprises coopératives à cause des circonstances d'ordre général économique défavorables et créer une nouvelle vie dans le mouvement coopératif du pays, dans l'esprit de la vraie coopération.

L'application de la loi, durant la première année, a démontré la nécessité de quelques modifications et de compléments justifiés en premier lieu par le fait que l'Office National de la

Coopération Roumaine fut rattaché au Ministère de l'Agriculture et des Domaines, avec lequel il était nécessaire d'établir une collaboration plus intime dans l'intérêt de l'agriculture; en deuxième lieu, l'expérience ne montrait comme un fait des plus heureux la séparation nette des institutions centrales, et on rétablit une collaboration plus étroite entre l'Office National et la Banque Centrale, par une représentation réciproque dans les conseils de ces deux institutions. L'exposé des motifs de la loi de modification développe les principes de la rationalisation et de l'autonomie : « Le nouveau régime légal poursuit d'abord l'autonomie parfaite du mouvement coopératif et ensuite la rationalisation de l'organisme coopératif, aussi bien par la séparation des fonctions d'ordre moral et économique, que par la simplification du bureaucratisme des institutions de caractère commercial. »

Les modifications et le complément approuvés par le Parlement, le 4 avril 1930 ⁽²⁷⁸⁾, ne change pas la structure de l'organisme coopératif tel qu'il fut établi par la loi du 28 mars 1929. Les nouvelles dispositions ne sont que d'ordre administratif.

Ces modifications sont les suivantes:

Le délai imposé aux sociétés coopératives de l'ancien royaume, pour mettre en harmonie leurs statuts avec la nouvelle loi, a été prolongée jusqu'au 1^{er} avril 1931. ⁽²⁷⁹⁾

Le rayon d'activité et le nombre minimum de sociétés avec lequel peuvent se constituer les unions de contrôle, est fixé par l'Office National.

Tous les actes juridiques, « de n'importe quelle nature », intervenus entre les sociétés coopératives et leurs associés, sont exempts de tout droit de timbre et d'enregistrement, et il en est de même pour toutes les actions introduites en justice par les sociétés coopératives, avec toute leur procédure, jusqu'à la valeur de 5.000 lei, principal et intérêts. ⁽²⁸⁰⁾

Les lettres de change émises ou transmises par l'endossement

(278) Promulguée au « Moniteur Officiel », n° 77 du même jour.

(279) L'article 156 de la loi dans l'ancien texte prévoyait une année à partir de la promulgation de la loi.

(280) L'ancien texte dans l'article 108, alinéa b, ne vise que les actions dérivant de l'opération de crédit.

à l'ordre de la Banque Centrale Coopérative sont exécutoires du moment de leur échéance; la formalité du protêt imposée par le Code de Commerce n'est plus nécessaire.

Et enfin, le directeur général de l'Office National figure dans le conseil d'administration de la Banque Centrale Coopérative et également un délégué de la Banque Centrale Coopérative figure dans le Conseil Général de la Coopération, en établissant de cette manière une collaboration plus étroite entre les deux institutions. (281)

Les événements économiques des derniers temps, avec leur grande influence sur la situation de la Roumanie, atteignaient eux aussi la Coopération du pays.

Les nombreuses difficultés créées à la suite de la crise agricole provoquèrent l'accommodement spontané de la coopération à la situation difficile de l'agriculture. C'est le besoin que réalisait la nouvelle application de la coopération dans la vie agricole — qui donnait la naissance aux coopératives agricoles pour l'amélioration de l'agriculture.

C'est pour donner le cadre légal aux nouvelles coopératives que le législateur, trois ans après la modification de la loi pour l'organisation de la Coopération, introduisit de nouvelles dispositions dans le texte de la loi, en modifiant en même temps quelques dispositions en s'inspirant des expériences des temps derniers.

Sans changement profond de l'ancien texte, le législateur déposait le projet sur la nouvelle modification de la loi sur l'organisation de la Coopération, qui fut adopté par l'assemblée législative à la date du 7 avril 1933. (282)

(281) Par ces dispositions, le conseil de la Banque Centrale est augmenté d'un membre et le nombre des conseillers se trouve porté à 10; mais, conformément au principe que les représentants des coopératives doivent avoir la majorité, le nombre des délégués des sociétés coopératives s'élève également de 5 à 6; ainsi le conseil d'administration de la Banque Centrale Coopérative est finalement composé de 11 membres au lieu de 9 prévus dans l'ancien texte. Cependant, le nombre des membres du Conseil général de la Coopération, pour ne pas augmenter, un des trois spécialistes des problèmes coopératifs, sera envoyé comme délégué de la Banque Centrale Coopérative; ainsi le nombre des membres du conseil reste 19.

(282) La modification nouvelle fut promulguée par le « Moniteur Officiel » n° 82 du 7 avril 1933 et le texte complet de la loi avec les deux modifications dans le « Moniteur Officiel » n° 144, partie 1^{re}, du 27 juin 1933.

La première disposition de la loi modificative introduit à l'article 2 de l'ancien texte la ratification légale des coopératives d'exploitation agricole comme « association pour l'amélioration de la production agricole » ; ces associations, également aux « obsti » d'affermage et d'achat de terres, sont considérées par la loi comme sociétés civiles.

A propos de ces coopératives, parmi les facilités accordées aux sociétés coopératives, on aperçoit que tous les avantages accordés par l'Etat en vue de l'amélioration de l'agriculture, comme : distribution de graines de semence sélectionnées, facilités pour se procurer des machines agricoles ⁽²⁸³⁾, réduction de la taxe de transport, etc., s'accordent de préférence à ces coopératives.

Egalement l'Etat s'engage à supporter jusqu'à 6 % de l'intérêt des emprunts contractés à la Banque Centrale Coopérative, Crédit Agricole Hypothécaire, ou aux autres institutions autorisées par le Ministère de l'Agriculture, pour les coopératives d'exploitation agricole si elles sont recommandées par l'Office National de la Coopération ayant un plan d'activité agricole établi par le Ministère de l'Agriculture.

L'autre disposition prévoit que jusqu'à la création de la Société Nationale pour le Commerce des Produits agricoles, pour l'approvisionnement des institutions et services publics avec des céréales, des denrées et des produits agricoles, — ces opérations seront accordées par mandat donné aux unités coopératives de valorisation de ces produits, par les institutions centrales coopératives.

D'autres sanctions, conformément aux exigences du temps, touchent la concentration des petites forces coopératives en réalisant des unités économiques plus fortes par la fusion des coopératives. Conformément à la loi, le désir de la fusion doit être exprimé expressément par l'assemblée générale des sociétés coopératives qui désirent fusionner; cette décision, contenant un plan de liquidation des coopératives, doit être envoyée à l'Union

(283) Loi du 2 août 1929 sur la vente à crédit des machines agricoles, industrielles et des véhicules à moteur. — Loi du 22 juillet 1931 sur l'amélioration de l'agriculture.

coopérative correspondante ou, dans son absence, à l'Office National, inscrite sur le registre des coopératives tenu à la justice de paix et enfin publiée au « Bulletin de la Coopération » et dans le « Moniteur Officiel »; quinze jours francs après cette publication, l'assemblée constitutive de la nouvelle coopérative peut être convoquée.

Cependant, pour éviter la création d'unités sans possibilité vitale, l'Office National fixe les conditions minima, comme le nombre des membres, le capital, l'apport en nature, etc., exigés pour toutes les formes de coopératives, ainsi que pour les fédérations et les unions.

En vue d'un contrôle soigneux et d'un personnel suffisamment instruit pour ce rôle, l'Office National rédige un tableau contenant la liste des individus qui ont passé avec succès l'examen de capacité pour remplir cette tâche; ceux-là seuls peuvent devenir contrôleurs des unions coopératives.

L'affranchissement de la correspondance des coopératives devient obligatoire, même pour les lettres adressées à l'Office National, — mais en compensation, les actions adressées à l'Office National échappent au droit d'enregistrement et au droit de timbre.

L'adhésion des coopératives aux unions coopératives devient expressément obligatoire, et toutes les coopératives qui ne se sont pas conformées à la loi avant le 31 décembre 1932, perdent la qualité coopérative, — disposition qui vise même les nouvelles coopératives d'exploitation agricole — sauf exception pour les coopératives prévues dans le titre IV, partie IV, de la loi. Enfin pour la mise en accord des statuts des sociétés coopératives de l'ancien royaume, pour laquelle le texte original prévoyait un délai d'un an, la première modification avait prolongé ce délai jusqu'au 1^{er} avril 1931, cette modification, considérant la situation financière actuelle, ne vise plus aucune date fixe, mais seulement les sociétés coopératives restent néanmoins tenues de mettre en accord leurs statuts avec les dispositions de la nouvelle loi.

Deux articles viennent compléter la loi, dont un abroge les dispositions contraires à la loi, tandis que l'autre charge le

Ministère de l'Agriculture et des Domaines de la publication de la loi pour l'organisation de la Coopération avec ses deux modifications. La loi fut publiée par le « Moniteur Officiel » n° 144, partie I^{re}, du 27 juin 1933, tandis que le règlement pour l'application de la loi fut sanctionné par le décret royal n° 1887 du 23 juin 1933 et publié par le « Moniteur Officiel » n° 145, partie I^{re}, du 28 juin 1933.

Le règlement comprend les détails de la loi, principalement les instructions administratives des unités et des institutions centrales. En plus, tenant compte de ce que la loi déclare personnalité civile toutes les associations paysannes d'affermage de terres, d'achat de terres, d'améliorations de l'agriculture; mais pour ces coopératives en certains cas ne prévoit que des généralités, le règlement, dans son titre IV, chapitre II, prévoit des instructions comportant l'organisation, l'administration, le contrôle et les normes de conduite touchant spécialement ces coopératives, caractéristiques pour la Roumanie; créant une relation directe entre elles et l'Office National de la Coopération Roumaine, qui est destiné à veiller à tous les intérêts de toutes les coopératives et à conduire le mouvement entier coopératif du pays, même dans les difficultés du temps, vers la prospérité économique, la paix sociale, vers la nouvelle vie coopérative du pays entier, visée par la loi pour l'organisation de la Coopération.

CHAPITRE III

LE RÈGIME FISCAL DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES ET LES LOIS RELATIVES A LA COOPÉRATION

C'est la loi des Banques Populaires de 1903, en vue de favoriser le développement de la coopération, qui a créé pour la première fois une situation privilégiée pour les coopératives devant la fiscalité. Depuis cette date, en raison de l'intérêt général poursuivi par les coopératives et de leur but qui ne vise pas la réalisation de profits, leur situation exceptionnelle fut toujours maintenue, même après la guerre, par les lois de 1921

sur la réforme fiscale et de 1923 sur l'unification des contributions directes (promulguée le 1^{er} avril 1923). La loi sur l'organisation de la Coopération élargit les dispositions de ces lois encore considérablement. L'article 101 dispose que « toutes les sociétés coopératives fonctionnant en vertu de cette loi, jouiront des exemptions et des réductions prévues par la loi sur l'unification des contributions directes, tant pour les impôts élémentaires que pour les additionnels et complémentaires.

Pour les contributions directes, la loi dispense d'impôt toutes les coopératives pendant les trois premières années de leur constitution (art. 34).

Avant l'application de la loi sur l'organisation de la Coopération, en vertu de l'article 34 de la loi des contributions directes de 1923, cette faveur était accordée seulement à certaines coopératives; ainsi, étaient dispensées de l'impôt sur le revenu commercial et industriel pendant les quatre premières années de leur constitution : les coopératives de crédit, les coopératives de consommation (qui n'avaient pour but que de fournir des marchandises à leurs adhérents), les coopératives artisanales et de travailleurs. A partir de la quatrième année, cette réduction pour l'impôt commercial et industriel était de la moitié, et, à partir de la sixième année, la réduction était d'un quart.

La loi sur l'organisation de la Coopération a généralisé la réduction pour toutes les coopératives et pour tous les impôts directs.

Ainsi, les coopératives, après trois ans d'existence, jouissent d'une réduction de moitié et d'une réduction d'un quart après six ans d'existence (art. 35).

Conformément à la disposition de la loi modifiant la loi sur l'unification des contributions directes de janvier et mars 1932, les impôts élémentaires pour les coopératives seront établis sans l'augmentation de 10% prévue par la loi du 1^{er} juillet 1929. L'article 39 de cette loi prévoit l'impôt minimum en tout cas pour les coopératives, si elles échappent aux impositions sous l'empire de l'ancienne loi. L'alinéa 3 de cet article prévoit que le régime fiscal applicable aux coopératives n'est pas celui des sociétés par

actions, mais le régime favorisé des petits commerçants et industriels.

Les terrains appartenant aux sociétés coopératives, destinés à servir aux constructions nécessaires pour atteindre le but qui constitue l'objet de la société, de même que les immeubles construits dans ce but, sont exempts de tout impôt immobilier pendant dix ans, du jour où ils sont devenus utilisables; après quoi, l'impôt se réduit au quart pendant les cinq ans suivants, et à la moitié pendant les cinq autres années. Les taxes sur les constructions, prévues par les lois et les règlements communaux, ne sont que de moitié pour ces immeubles.

Les revenus provenant des dépôts à fructifier des sociétés coopératives, sont exempts de l'impôt sur le revenu mobilier si le dépôt ne dépasse pas 10.000 lei, et imposable jusqu'à moitié de 10.000 lei à 20.000 lei. Cette faveur, visant les membres qui font des dépôts, est accordée en vue d'attirer les capitaux vers les banques populaires et de servir ainsi indirectement au développement des coopératives.

L'impôt sur les revenus commerciaux et industriels des sociétés coopératives est établi d'après le bilan visé par les organisations de contrôle de l'union des coopératives de chaque région, ou en leur absence par l'Office National. (284)

Ce qui manifeste le souci de favoriser la participation des intérêts coopératifs, c'est que, lors de l'établissement de l'imposition des sociétés coopératives, le délégué des contribuables, dans les commissions d'imposition prévues par la loi sur l'unification des contributions directes, est remplacé par un délégué de l'union des coopératives ou par un délégué de l'Office National. De cette manière, les appréciations des commissions se présentent sous un caractère plus impartial et plus équitable.

Pour les contributions indirectes, ce sont surtout par les taxes de timbre et d'enregistrement que les coopératives jouissent de réductions et d'exemptions.

Les actes de constitution, de fusion et de liquidation des

(284) Conformément aux articles 39 et 90 de la loi sur l'unification des contributions directes, et l'article 101 de la loi sur l'organisation de la coopération.

coopératives sont exemptés complètement du droit de timbre et d'enregistrement.

Les registres des sociétés coopératives sont imposés seulement au quart du droit de timbre pour les registres des commerçants et industriels; la même réduction est prévue pour l'impôt sur les actes juridiques.

Tous les actes nécessaires pour effectuer des emprunts jusqu'à la valeur de 5.000 lei, capital et intérêts, sont exemptés des taxes et impôts.

Tous les actes de vente, d'hypothèque, de partage, d'affermage, passés entre les coopératives et leurs associés, sont également exemptés du droit de timbre et d'enregistrement.

Sont enfin exemptées de taxes, les hypothèques par lesquelles les associés des sociétés coopératives à responsabilité solidaire et illimitée, garantissent vis-à-vis d'autres coopératives ou de la Banque Centrale Coopérative, si le bien hypothéqué leur appartient en propre.

La guerre mondiale a changé non seulement la configuration politique et économique de la Roumanie; elle a transformé même la législation du pays. De même que les événements qui se sont passés, comme ailleurs ont introduit des nouvelles pensées dans la constitution et ont transformé les idées juridiques des anciens droits et les mœurs des hommes (285), les anciennes lois économiques furent à peu près toutes renouvelées et complétées, conformément aux changements nouveaux, par de nombreuses nouvelles dispositions.

Certainement, parmi les lois apportées par les différents partis politiques détenteurs du gouvernement d'après la guerre, il en est qui sont remarquables pour la vie économique et sociale du pays, mais il en est également de nombreuses qui sont très critiquables.

(285) Les principes de M. Léon Duguet sur l'évolution de la « propriété-droit », vers la formule « propriété-fonction » furent inscrits dans la constitution allemande de 1919, qui dans son article 153 proclame que la propriété doit être employée au bien-être de tous et que si son détenteur ne remplit pas sa fonction sociale, il devra être soumis à des sanctions.

Consécutivement aux grandes transformations agraires et aux réalisations des aspirations de la classe paysanne, fut réalisé par le gouvernement du Parti du Peuple, le désir de l'autre classe de la masse de la population, c'est-à-dire de la classe ouvrière. Cette œuvre fut commencée par le décret-loi n° 1327 du 30 mars 1920 ⁽²⁸⁶⁾, qui a créé le Ministère du Travail, pour servir les intérêts de la classe travailleuse par la proposition et l'application de toutes les lois et règlements relatifs à l'organisation du travail, à la coopération dans les communes urbaines, aux assurances sociales, à l'assistance sociale, ainsi que toutes autres mesures de prévoyance dans l'intérêt de la classe laborieuse ⁽²⁸⁷⁾. Conformément à ces dispositions, fut constituée la « Direction générale de la Coopération urbaine », qui a servi les intérêts des coopératives ouvrières créées dans les villes, — et cela jusqu'à l'unification de la Coopération de toutes sortes, — jusqu'au 13 mars 1923.

— Sous ce Ministère fut élaboré le premier plan de la loi de 1924 concernant la commercialisation des entreprises de l'Etat; cette loi fut alors abrogée par la nouvelle loi, pour l'organisation et l'administration des entreprises et des biens publics sur des bases commerciales, du 15 mars 1929 ⁽²⁸⁸⁾, par laquelle le gouvernement National-Paysan instituait un régime nouveau permettant une mise en valeur plus complète des richesses du pays.

La loi déterminait plusieurs formes d'organisation pour l'exploitation des entreprises et des biens publics :

l'affermage ou la location, la concession;

la régie publique commerciale, la régie mixte, — la régie coopérative.

Cette dernière exploitation des richesses nationales prévue par la loi peut se constituer dans trois cas :

1° Quand les collectivités publiques s'associent aux coopératives de tout genre et leur fournissent un apport social et donnent à l'association des biens et droits publics en concession.

(286) Promulgué par le « Moniteur Officiel » n° 272 du même jour.

(287) Décret-loi n° 1879 d'avril 1920, relatif aux attributions du nouveau ministère; modifié par le décret-loi n° 2228 du 24 juin 1920.

(288) Promulguée par le décret royal n° 806, du même jour.

2° Quand les collectivités publiques s'associent aux coopératives de tout genre sans leur octroyer de concession publique,

Et enfin 3° Quand plusieurs collectivités publiques s'associent entre elles d'après le système coopératif, sans association avec les coopératives particulières (art. 19 de la loi).

Les associations en régie coopérative, par cette loi, fonctionnent dans les conditions du Code de la Coopération, et depuis l'application de la loi sur l'organisation de la Coopération; d'après son article 160 ainsi sont visées ces formes coopératives: « Les dispositions de la présente loi seront aussi applicables aux sociétés fonctionnant sous la forme de la régie coopérative, prévue par la loi sur l'organisation et l'administration commerciale des entreprises et des biens publics. » Un rabais de 5 % sur la cote-part nominale aux concessionnaires et un taux de participation aux bénéfices est également prévu pour les employés et ouvriers non associés à ces entreprises.

Par cette loi, en adoptant la forme moderne de l'exploitation des biens publics, le législateur atteignait à la fois un but double, permettant ainsi la manifestation d'un esprit vraiment pratique dans l'exploitation des biens nationaux.

— La loi du 17 avril 1925 a institué dans chaque département des Chambres d'agriculture et a créé, comme organe supérieur, destiné à coordonner leur activité, l'Union des Chambres d'agriculture, à Bucarest. Mais le temps a mis en évidence bientôt certaines lacunes dans l'organisation des chambres, ainsi que la nécessité de quelques adaptations qui s'imposent en vue de leur bon fonctionnement.

Par la loi du 28 juin 1930, le législateur a modifié sensiblement la physionomie des Chambres d'agriculture et leur a donné une autre organisation, plus voisine de la masse des agriculteurs, et une mission d'éducation agricole des paysans, petits propriétaires, d'une manière analogue aux « Cattedra ambulanti » d'Italie; en faisant collaborer ces chambres avec les associations paysannes pour l'achat et l'affermage des terres, associations qui propageaient entre leurs membres les connaissances pratiques si utiles pour la vie agricole du pays.

Cette collaboration fut établie plus étroitement encore par la

loi du 19 juillet 1931, quand les chambres ont reçu l'autonomie complète et peuvent se consacrer aux œuvres de leur département plus librement. Mais, pour compléter cette œuvre et lui donner sa forme propre, on promulgua consécutivement à la loi ci-dessus, la loi du 22 juillet 1931, sur la création des « associations paysannes pour l'amélioration de l'agriculture », sous la forme de coopératives agricoles, destinées à réaliser dans le régime des petites propriétés les avantages de la grande exploitation. Ces nouvelles formes de coopératives, qui ont été introduites par les dispositions de la loi du 7 avril 1933 dans l'article 2 de la loi sur l'organisation de la Coopération, prennent la mission d'introduire dans la masse des paysans des connaissances utiles touchant la culture rationnelle, propager par les personnels techniques du Ministère de l'Agriculture, qui sont détachés sur demande auprès de ces coopératives.

La première application de ces formes spéciales d'encouragement de la production agricole, coïncide — malheureusement — avec les efforts de l'Allemagne pour intensifier la culture des céréales chez elle, avec « l'offensive du blé » de l'Italie, avec la politique d'encouragement agricole en France et surtout avec les efforts russe et canadien pour créer des débouchés par une politique économique spéciale pour la valorisation de leurs produits agricoles. Ainsi se pose une question plus difficile encore, — la valorisation du blé roumain.

— Dans cette voie s'engage pour la première fois le décret royal n° 1309 du 8 mai 1928 ⁽²⁸⁹⁾, qui avait pour objet d'améliorer par la classification les qualités des céréales destinées à l'exportation et d'écarter complètement les intermédiaires dans la valorisation de ce produit national. L'insuffisance du succès de la loi conduisit le gouvernement National Paysan à l'élaboration du plan visé par la loi du 31 mars 1931 pour la mise en valeur des produits agricoles. Cette loi, au début de son application, fut modifiée par le nouveau cabinet du parti National Démocrate par la nouvelle loi touchant le même but et qui date du 15 juillet 1931. Cette loi se fixe pour tâche de soutenir le

(289) Inspiré de l'exemple canadien du mois d'août 1923.

prix du blé déjà descendu au-dessous des prévisions les plus pessimistes et de chercher à y parvenir en remplaçant le prix minimum de l'ancienne loi par une prime à l'exportation qui devait s'appliquer pour toute la récolte de cette année. La prime était fixée à 10.000 lei pour chaque wagon de blé et à 13.000 lei pour chaque wagon de farine exportés, sommes prélevées sur un fonds provisoire de 45.000.000 lei constitué à ces fins et qui devait être alimenté par le produit de la perception d'une taxe sur le pain consommé à l'intérieur du pays, — taxe qui atteignait 0,50 leu pour le pain noir, 1 leu pour le pain ordinaire par kilog. ainsi que pour le pain de fantaisie de 250 à 500 grammes. La prime à l'exportation, dans l'intention du législateur, devait en même temps faciliter l'écoulement et l'extension du surplus de la récolte des produits agricole, et rendre illusoire la crainte de l'accentuation de la baisse du prix. Mais la loi n'atteignit pas le but visé. Il est certain que la prime n'a profité qu'aux exportateurs et non pas aux producteurs directs et qu'elle donnait simplement la possibilité aux exportateurs de placer leurs stocks de blé emmagasiné au-dessous du prix mondial. Ce dumping avait alors ce résultat fâcheux que les maisons étrangères d'importation, devenant habituées à acheter les produits roumains au-dessous du prix mondial, plus tard, ne consentaient pas à payer le prix courant mondial. Mais la partie critiquable de la loi fut que la taxe sur la vente du prix, qui devait venir alimenter le fonds des primes à l'exportation, était supportée pour la plus grande partie par la masse du peuple, par les gens les plus pauvres des villes, dont le pain est l'aliment de premier ordre, alors que la classe paysanne ne profitait guère de la loi instituée pour alléger sa situation.

La classe productrice ne pouvait valoriser son produit jusqu'à l'écoulement du stock énorme des exportateurs; les prix des céréales baissaient sans cesse, tandis que le coût de production augmentait continuellement, — parallèlement au taux d'intérêt très élevé des capitaux empruntés pour couvrir les dépenses des investissements nécessaires d'après la réforme agraire. Cette hausse du taux de l'intérêt était due en grande partie même au fait que les capitaux ne s'engageaient qu'avec hostilité pour les

investissements durables, forme de crédit dont a justement besoin l'agriculture. C'est alors que le cabinet du parti National Paysan, au début de son gouvernement, élabore son plan pour l'organisation générale de la question du crédit dans l'agriculture.

— La première partie de ce plan visait l'encouragement du mouvement coopératif, et comme conséquence ce fut la loi sur l'organisation de la Coopération du 28 mars 1929, tandis que la deuxième partie, un peu plus tard, le 29 juillet 1929, a prévu l'organisation du Crédit Foncier Rural et du Crédit Agricole.⁽²⁹⁰⁾

C'est le décret princier des 5-17 avril 1873 qui avait formé, avec le concours de l'Etat, la première société de Crédit Foncier Rural, tandis que la loi du 27 juin 1923, modifiée le 29 décembre 1923, visait également le concours des capitaux privés. Mais cette dernière loi restait sans écho; à côté de la seule société ne se créa qu'en 1927 la deuxième, la Banque Hypothécaire Rurale, dont l'émission des titres échoua justement à cause de la disposition de la loi de 1923, qui prévoyait expressément, même pour ces titres, la priorité des créances de l'Etat; cette disposition empêcha alors l'engagement des capitaux étrangers.

Eliminant une partie de ces défauts de la loi, le législateur de 1929 tenta la réorganisation de ces institutions.

Le législateur s'occupe d'abord des sociétés civiles de Crédit Foncier Rural.

Ces sociétés peuvent se former si elles comptent parmi leurs membres au moins 100 propriétaires fonciers ruraux, dont le patrimoine représente une valeur globale de 50 millions de lei. Le capital souscrit ne pourra jamais être inférieur à 20 millions de lei et le premier versement doit être d'au moins 30 %.

La nature de leurs opérations pourra être :

a) Consentir des emprunts hypothécaires sur les terrains ruraux en numéraire ou par émission de titres fonciers ruraux;

b) Consentir des emprunts sur gage aux agriculteurs sur les produits du sol de toute nature, ainsi que sur le bétail et le matériel d'exploitation agricole;

(290) Promulguée par le décret royal n° 2715 du 29 juillet 1929.

c) Accorder des emprunts à la Banque Centrale Coopérative et aux banques populaires afin que ces institutions puissent consentir à leur tour des crédits aux petits cultivateurs;

d) Financer les entreprises industrielles et coopératives de production;

e) Effectuer des opérations de banque avec les membres de la société;

f) Emettre des obligations garanties par les emprunts hypothécaires.

Pour favoriser la formation de ces institutions, la loi a prévu certains avantages semblablement aux coopératives, et en dehors de ces avantages, la priorité des créances pour la propriété hypothéquée en toutes causes, sauf en ce qui concerne l'impôt direct pour l'Etat, mais encore seulement pour les trois dernières années.

En vertu de cette loi, les sociétés de Crédit Foncier Rural existantes pourront continuer de fonctionner, mais si elles veulent conserver les avantages accordés par la loi organique, elles doivent accorder leurs statuts aux nouvelles règles, dans un délai de six mois après la promulgation de la loi.

Les résultats de la loi furent très faibles. C'est seulement le Crédit Foncier Rural Hongrois de la Transylvanie qui se fonda à la fin d l'année 1929. Les capitaux privés ne se sont pas engagés alors que la crise agricole survint. Même cette seule institution qui ait été fondée fut bientôt obligée de liquider, parce que ses membres ne purent pas verser complètement la valeur de leurs actions.

C'est peut-être à la suite de la prévision du législateur, qui dans la deuxième partie de la même loi prévoit — avec le concours de l'Etat — la création des Sociétés de Crédit Agricole.

Le 8 juin 1881, le législateur avait créé les anciennes Caisses de Crédit Agricole, dans le but de venir à l'aide des petits cultivateurs et pour les soustraire à la rapacité des usuriers; mais les Caisses de Crédit manquent complètement leur but, parce qu'elles prêtaient de préférence aux personnes dont la solvabilité pouvait être constatée plus facilement, c'est-à-dire aux grands propriétaires et aux fermiers.

Pour éviter ces défauts, depuis 1881 jusqu'à 1887, il y eut douze lois relatives aux Caisses de Crédit Agricoles, qui devenaient de simples entreprises commerciales, — comme disait le Ministre des Finances dans l'exposé des motifs du projet d'une nouvelle loi sur l'organisation de ces institutions. La loi du 2 juin 1892 a donné la naissance à une véritable Caisse de Crédit Agricole, à laquelle fut attachée en 1903 la Centrale des Banques Populaires. Mais à cause des multiples formalités qu'on demandait pour accorder le crédit aux paysans, même les nouvelles expériences ont échouées. La Caisse Centrale des Banques Populaires, créée comme une annexe du Crédit Agricole, en effectuant, en vertu de l'article 15 de la loi, les mêmes opérations, a fini par rendre sans importance le rôle du Crédit Agricole, et a abouti à la loi du 30 mars 1908, qui prévoit la liquidation progressive des emprunts consentis aux paysans, tandis que les 20 millions de lei qui constituaient le fonds du Crédit Agricole étaient apportés à la Centrale des Banques Populaires.

En se basant sur les anciennes expériences, le législateur de 1929 voulait former une institution moderne, qui se formait entre l'Etat, représenté par les Ministères des Finances et de l'Agriculture, et entre les institutions publiques et privées.

Le capital initial, conformément à la loi, doit représenter au moins 500 millions de lei divisé en actions de 1.000 lei chacune. Les actions représentant l'apport de l'Etat sont nominatives et inaliénables, tandis que l'apport des particuliers est représenté par des actions nominatives ou au porteur.

Mais même cette fois, bien que l'Etat s'engageât dans la première société avec une somme de 170 millions de lei-or, on ne réussit à créer cette société que le 18 mars 1931, date à laquelle elle a commencé ses opérations.

Les opérations du Crédit Agricole, conformément à la loi, ne diffèrent en rien de celles prévues pour les sociétés de Crédit Foncier, sauf l'observation de quelques règles spéciales et que la Société de Crédit Agricole ne peut se livrer aux opérations des banques.

La loi prévoit en outre des instructions pour juger les litiges qui, éventuellement, surviendraient entre l'Etat et les sociétés,

ainsi que des facilités, par dérogation au droit commun, en ce qui concerne les actions et la procédure de poursuite immobilière ou mobilière de leurs débiteurs.

Peut-être, en temps normaux, ces institutions pourraient donner des résultats heureux. Mais, à cette époque-là, quand les dispositions de la loi trouvent leur application, la crise agraire s'aggravait. La vente des produits agricoles devenait difficile. Les prix s'abaissent de jour en jour. Dans la vie agricole, le coût de production dépassait les prix du marché. Les anciennes dettes agricoles, par leurs intérêts exagérés, aggravaient la situation des agriculteurs qui, non seulement ne pouvaient payer les annuités, — pas plus que leurs intérêts; ces intérêts augmentant sans cesse la charge des dettes agricoles. Les banques, les créanciers exigeaient sans patience ce qui leur était dû, même par voie légale. La faillite de la vie entière agricole menaçait.

— La principale question du temps passé, qui fut la création des sources de crédit, se transforme en défense des débiteurs. La tâche principale du gouvernement fut de sauver l'agriculture du pays.

Comme question plus urgente, se pose la question des intérêts, qui alors que l'agriculture apporte le déficit, l'intérêt reste toujours exagéré. C'est la loi du 2 avril 1931 qui s'engage la résolution de la réduction de l'intérêt. ⁽²⁹¹⁾

La loi distingue deux sortes d'intérêt : l'intérêt officiel et l'intérêt contractuel. Le premier fut fixé dans les actes civils à 1 %, dans les actes commerciaux à 2 %; le deuxième, qui doit être contracté par écrit, fut établi à 6 % au-dessus du taux de la Banque Nationale de Roumanie. Toutes les personnes qui exigent un taux plus élevé commettent le débit d'usure, contre lequel la loi prévoit des sanctions des plus sévères.

Cette loi ne visait que partiellement la question; cependant la situation s'aggravait; — « la terre perdit à tel point de sa valeur, qu'en de nombreux cas, la liquidation même du patrimoine entier du débiteur n'aurait pas assuré la libération complète de sa dette ».

(291) Complétée et modifiée par les lois du 27 juillet 1931 et du 14 avril 1933.

— Dans cette situation, les principes du droit commun passaient par les mêmes phases qu'à l'occasion de la réforme agraire. Ce problème économique est devenu, par son aspect social, un problème d'intérêt général du pays. L'intervention de l'Etat devenait inévitable et parce que le danger de l'ordre social menaçait, le gouvernement fut contraint d'avoir recours à des mesures plus radicales. D'autres solutions n'étaient pas envisagées comme possibles, — l'idée de la conversion des dettes agricoles s'imposa.

Les principes fondamentaux de la conversion des dettes agricoles sont :

- a) ajournement du paiement des créances en trente ans;
- b) diminution du taux d'intérêt à 12 %.

Après les premiers essais, la conversion trouva son exécution par l'intermédiaire d'une nouvelle institution financière, créée dans ce but, en ce sens que celle-ci s'engageait à sa charger des dettes agricoles des débiteurs et à les payer aux créanciers en échelonnant les sommes en trente annuités.

Dans ce sens apparaît la loi du 9 avril 1931, sur la création de la Banque de l'Agriculture Roumaine, destinée à l'exécution de la conversion.

Les fonds de l'institution sont fixés à une somme de 650 millions de lei fournis par l'Etat, qui devaient être complétés au moyen de capitaux privés. La part de l'Etat est inaliénable et le profit de cette part sera consacré à la diminution des taux d'intérêt des dettes acceptées et au paiement de ces dettes.

L'institut exécutera la conversion des dettes agricoles en les transformant en trente annuités portant un intérêt maximum de 12 %.

Pour que cette institution s'engage à payer les dettes, on exige :

- 1° la totalité des dettes du débiteur ne doit pas dépasser 36% de la valeur de la propriété entière, alors que l'échelonnement va jusqu'à 30 ans;
- 2° 50% alors que ce délai est de moins de 5 ans;
- 3° le débiteur doit garantir de sa part que les revenus de sa propriété atteindront un chiffre assez élevé pour qu'il puisse

rembourser ses charges; et ceci par l'acceptation d'une méthode de culture rationnelle.

L'institut, pour faire face aux obligations dont il est chargé, sera autorisé à :

1° émettre des obligations jusqu'au triple de la valeur de ses fonds;

2° émettre des titres de la conversion jusqu'à la valeur des créances garanties par l'hypothèque; ⁽²⁹²⁾

3° accepter des dépôts à fructifier, mais de moins d'une année;

4° émettre des lettres de change, des devises, ou ouvrir des comptes-courants en faveur des créanciers, jusqu'à la valeur des dettes de leurs débiteurs.

Après la promulgation de la loi, la Banque de l'Agriculture Roumaine se formait au mois de mai 1931, mais l'exécution de sa mission devenait impossible : le gouvernement ne pouvait faire face à la dotation des fonds de 650 millions; d'autant plus que la loi fut élaborée sans aucune statistique sur les dettes agricoles; — les ressources prévues pour la conversion ont été loin d'atteindre la somme des charges existantes, et enfin, par la dévalorisation des propriétés et des produits agricoles, les débiteurs agricoles ne pouvaient satisfaire aux conditions exigées par la loi.

— Par le changement brusque du gouvernement, le nouveau cabinet du parti National Démocrate transforma le plan de la conversion.

De nouveaux principes ont été admis; ce sont des mesures exceptionnelles introduites conformément à l'aggravation de la situation. A côté de l'ajournement du paiement des créances et de la diminution du taux d'intérêt, on a prévu la diminution même du montant des créances; et cette diminution est justifiée par le législateur à cause des taux d'intérêt usuraires qui furent extorqués aux débiteurs, et dans la conception officielle, la conversion projetée devenait un geste qui « constituait un instrument d'assainissement des débiteurs agricoles, et cet assainisse-

(292) Qui seront cotés par la Bourse.

ment correspond à un besoin impérieusement ressenti ». (293)

Le nouveau projet de la conversion devient l'objet de longues discussions parlementaires; cependant, la situation des débiteurs s'aggravait de jour en jour. Pour venir à l'aide des débiteurs agricoles jusqu'à l'application des nouvelles sanctions, le gouvernement ordonna, par la loi du 18 décembre 1931, le moratoire de toutes les dettes agricoles jusqu'à la date du 15 février 1932. Pendant ce délai, les créanciers ne peuvent exiger que l'intérêt officiel de la Banque Nationale de Roumanie; toutes les poursuites, exécutions, sont suspendues, sauf en ce qui concerne les sommes dues à titre d'impôts d'Etat.

La promulgation de la nouvelle loi, au milieu des discussions passionnées, tardait; le moratoire fut prolongé même de deux fois : la loi du 13 février 1932 l'a prolongé jusqu'au 15 mars et la loi du 12 mars 1932 a reporté cette date au 1^{er} mai 1932.

Après la discussion de tous les plans élaborés de MM. MANOILESCO, MADGEARO, ARGOTEIANO, enfin le gouvernement IORGA fit voter ce dernier projet, de M. ARGOTEIANO, Ministre des Finances alors, le 19 avril 1932, « loi sur l'assainissement des dettes agricoles ». (294)

La loi déclare que les dettes agricoles des débiteurs propriétaires ruraux pourront être assainies envers tous les créanciers particuliers, banques ou institutions de crédit (art. 1^{er}).

Les débiteurs propriétaires, d'après l'étendue de leur propriété, sont rangés en deux groupes distincts: le premier groupe est formé des débiteurs possédant moins de 10 hectares de terres, tandis que le deuxième groupe est composé des propriétaires qui possèdent une propriété de l'étendue au-dessus de cette limite.

En vue d'établir les règles d'après lesquelles les dettes sur la base de deux groupes de débiteurs seront acquittées, la loi établit quatre régimes :

1^o L'assainissement de droit.

Font partie de ce régime les propriétaires du premier groupe, c'est-à-dire qui possèdent moins de 10 hectares de terres, dont

(293) Mémoire présenté par la Banque Centrale Coopérative aux ministères des Finances et de l'Agriculture, se référant à la conversion des dettes agricoles.

(294) Promulguée par le « Moniteur Officiel » n° 93 du 19 avril 1932.

la valeur représente au moins 30% du total de la valeur de leur propriété.

Leurs dettes se réduisent de droit avec 50 %; le reste devient payable en 30 annuités, ne supportant plus qu'un intérêt de 4%. Les annuités doivent être acquittées dans le courant du mois d'octobre de chaque année. Au cas où l'annuité reste impayée, le créancier a le droit de poursuite sur le revenu de la propriété; après trois annuités non payées, le créancier a le droit de poursuite même sur la propriété elle-même.

Les dettes contractées par les coopératives de crédit, dans le cas où elles n'ont pas perçu un intérêt plus élevé que 18%, se réduisent seulement à 25% du total des dettes (art. 3).

Les créanciers sont obligés, dans un délai de 3 mois, de faire la déclaration de leur créance au juge de paix où habite le débiteur. En cas de contestation de l'existence de la créance, c'est le juge de paix qui est compétent.

Peuvent être acceptés dans ce régime, les propriétaires débiteurs du deuxième groupe qui possèdent plus de 10 hectares de terres, s'ils consentent à ce que leur dette porte seulement sur 10 hectares. La fixation de cette part est faite par le juge de paix; le reste des créances sera poursuivi conformément au droit commun (art. 7).

2° L'assainissement par la réduction des intérêts accumulés.

Entrent dans ce régime les propriétaires du deuxième groupe possédant plus de 10 hectares de terres, dont les sommes empruntées ont été au moins de 60 % investies dans l'agriculture, [si le débiteur s'engage à acquitter dans un délai de 6 mois le dixième des dettes réduites, — alors que le reste devient payable dans un délai de 2 ans.

Dans ce cas, la réduction des dettes atteint :

10%				pour les dettes (capital et intérêt) faites dans l'année 1931,
20%	»	»	»	1930,
30%	»	»	»	1929,
40%	»	»	»	1928,
50%	»	»	»	1927,

ou avant cette dernière année.

La déclaration doit être effectuée au tribunal compétent, dans un délai de 60 jours, à partir de la promulgation de la loi.

3° L'assainissement judiciaire:

Les débiteurs du deuxième groupe peuvent demander au tribunal compétent, dans un délai de deux mois, à partir de la promulgation de la loi, leur admission dans ce régime, s'ils offrent de payer une quote-part d'au moins 60% de la totalité de leur dette, capital, intérêt et autres accessoires, payable après la constatation du tribunal dans un certain nombre d'années dont les annuités représentent au plus 50% du revenu net de la propriété (art. 14 et suivants).

Le non-paiement d'une seule annuité exclut le débiteur de ce régime et il entre dans les régimes réguliers antérieurs où l'exécution aura lieu par la voie du droit commun. D'ailleurs, les membres restent libres de modifier les conditions de l'assainissement, même après le jugement du tribunal, sauf en ce qui concerne la diminution de la quote-part offerte et la prolongation du délai de paiement total.

Le taux d'intérêt dans ces deux derniers régimes, c'est-à-dire de l'assainissement par la réduction des intérêts accumulés et de l'assainissement judiciaire, est de 5 %.

4° L'assainissement par sursis d'exécution.

Les débiteurs du deuxième groupe qui ne peuvent ou ne veulent pas entrer dans le régime de l'assainissement par la réduction des intérêts, ou dans le régime de l'assainissement judiciaire, peuvent demander au tribunal compétent le sursis d'exécution pour leurs dettes avec l'obligation de s'engager à s'en acquitter dans un délai de trois années avec intérêt égal au taux d'intérêt de la Banque Nationale de Roumanie (7% à cette date). En cas de non-paiement même de l'intérêt, le débiteur perd le bénéfice de ce régime.

Le titre IV de la loi prévoit les dispositions spéciales, les cas exceptionnels, qui sont très nombreux. Le législateur vient à l'aide des créanciers, aux institutions financières qui se trouvent dans une situation extraordinairement difficile à la suite de la disposition antérieure de la loi. Le législateur accorde la possibilité à ces institutions de défendre leurs droits, d'assurer leurs

créances et de faire percevoir les parts qui restent après la réduction, et tout spécialement aux institutions financières qui, tant dans le passé, que dans l'avenir, étant près de l'agriculture, assurent l'avenir de la vie agricole du pays.

L'aide du législateur vise en général les institutions de crédit et spécialement les banques populaires. L'article 37 accorde aux institutions de crédit, sans exiger les formalités du Code de Commerce, la possibilité de couvrir les pertes qu'ils ont subies au moyen des fonds de réserves de toutes sortes, quelle que soit leur destination; ces pertes doivent être tenues en évidence sur un compte spécial amortissable annuellement.

Toutes les institutions de crédit peuvent demander à la Caisse d'Amortissement de l'Etat d'émettre à leur profit des titres d'hypothèque au porteur, jusqu'à concurrence de la valeur qui est restée après la réduction.

Les institutions de crédit ne peuvent être déclarées en faillite pendant une durée de cinq ans si au moins la moitié de leur créance possède un caractère agricole.

En dehors de ces dispositions, la loi admet que les banques populaires peuvent faire émettre également des titres hypothécaires par la Banque Centrale Coopérative, jusqu'à concurrence de la moitié de la valeur de leurs créances agricoles.

Le Ministère des Finances s'autorise par la loi à convenir avec la Banque Centrale Coopérative en vue que l'Etat renonce à la somme qui lui revenait à la suite de la liquidation de l'ancienne Centrale des Banques Populaires et de la Centrale des Coopératives, à condition que la Banque Centrale Coopérative, de son côté, renonce également aux créances qu'elle avait contre les coopératives de crédit qui avaient souffert une diminution de portefeuille comme conséquence de la loi (295). Si les sommes ainsi accordées ne suffisent pas à couvrir les pertes, l'Etat s'engage à supporter ces charges (art. 42, alinéa 5). Mais les modalités ne sont pas prévues par la loi.

De la même manière l'Etat s'engage à supporter dans les cinq premières années, les intérêts en plus de 5 % au-dessus

(295) Cette somme s'élevait à 750 millions de lei.

des 4% prévus par l'article 3, qui, ainsi l'ensemble de l'intérêt augmentait à 9%.

De plus, le législateur prévoit l'aide de l'Etat pour certaines institutions de bienfaisance, ainsi que pour le Crédit Foncier Rural, pour la Caisse Rurale et pour les banques roumaines de Transylvanie groupées dans l'association « Solidaritatea ». Pour toutes ces institutions, l'Etat s'engage à supporter les charges supplémentaires de l'intérêt.

Les dettes des associations paysannes tombent également sous les dispositions de la loi.

Les agriculteurs qui sont favorisés par cette loi sont obligés à accepter et à s'accommoder du plan de culture élaboré par le Ministre de l'Agriculture.

Enfin, la loi annonce un règlement (d'utilité publique) pour donner les règles d'application de la loi, ainsi que pour prévoir les formalités exigées et donner la solution aux litiges soulevés par l'application de la loi.

Après la mise en vigueur de cette loi, la déclaration des dettes a commencé, ainsi que les innombrables procédures juridiques, la résolution difficile de nombreux litiges qui sont apparus au lendemain même de l'application de la loi; mais la nouvelle chute du gouvernement a arrêté l'exécution de la loi.

— Le nouveau gouvernement, en vue d'organiser la situation financière du pays, s'adressa à la Société des Nations pour obtenir un emprunt. Comme condition primordiale de l'admission de la demande, on met l'abrogation de l'assainissement des dettes agricoles, qui désormais pourrait permettre la réduction des intérêts et non plus du capital. Le gouvernement, qui ne pouvait pas faire face à ses paiements autrement qu'avec les sommes demandées, était pressé de chercher les mesures qui pourraient donner la satisfaction tant à l'étranger qu'à l'intérieur du pays.

Ainsi se posa la modification de la loi du 19 avril 1932, par la nouvelle loi du 26 octobre 1932 (296), qui, dans son chapitre unique, divisé en 19 articles, prévoit les modifications du texte original.

(296) Promulguée par le « Moniteur Officiel » n° 251 du même jour.

La loi ancienne n'est pas abrogée, seulement l'exécution de l'assainissement des dettes agricoles est suspendue pour dix-huit mois à partir de la promulgation de la nouvelle loi.

Ce délai de dix-huit mois se divise en deux parties : la première compte six mois et la seconde douze mois.

Pendant les six premiers mois, à partir du 26 octobre 1932, les exécutions sont suspendues pour toutes les dettes agricoles qui tombent sous les dispositions de l'ancienne loi, à la condition suivante : les débiteurs dont les dettes arrivent à l'échéance pendant les six premiers mois, doivent fournir à leurs créanciers une nouvelle lettre de change, dont l'échéance sera reportée à la fin de la période de six mois.

Pendant cette période, les propriétaires possédant moins de 10 hectares doivent payer 4% d'intérêt sur les sommes réduites de 50% pour toutes les institutions, sauf pour les coopératives de crédit où la réduction du capital est de 25%; tandis que les débiteurs possédant plus de 10 hectares doivent payer 5% d'intérêt sur les sommes totales de leurs dettes, sans réduction.

L'intérêt dû à cette époque doit être payé après les six mois et en cas de non-paiement, l'exécution peut être ordonnée par le tribunal compétent. L'exécution ne peut être ordonnée que sur les revenus de la propriété, sur la récolte ou sur des objets mobiliers, mais elle ne peut toucher l'immeuble lui-même.

Après l'expiration de ces six mois, pendant la deuxième époque, le débiteur, qui satisfait régulièrement à toutes les obligations, jouit d'un moratoire nouveau pendant les douze mois prévus par la loi; mais la substitution des lettres de change est obligatoire tous les six mois. Pendant ce délai, les débiteurs du premier groupe paient les 4% d'intérêt, tandis que les débiteurs du deuxième groupe paient un intérêt égal à celui de la Banque Nationale de Roumanie.

L'article 4 de la loi revise les groupes des débiteurs. Par cette nouvelle loi, ne sont admis au bénéfice que les débiteurs suivants:

- a) Les cultivateurs possédant moins de 10 hectares de terres;
- b) Les débiteurs agriculteurs ayant moins de 10 hectares et dont moins de 60% de leurs revenus est d'origine agricole, ou dont 80% de leurs dettes sont des dettes agricoles;

c) Les débiteurs agriculteurs, prêtres, maîtres d'école, petits artisans, fonctionnaires communaux, pensionnaires d'Etat, qui ne possèdent pas plus de 10 hectares;

d) Les propriétaires « mosneni », « razesi » et « obsti », si leurs revenus annuels ne dépassent pas la somme de 10.000 lei;

e) Les débiteurs devenus propriétaires par « l'impropriation » sans titre définitif et les colonistes, quelle que soit l'étendue de leur propriété.

Ceux qui sont visés sous les lettres b et c ne bénéficient de la loi que si leurs propriétés non-agraires ne dépassent pas les dettes agricoles et avant le 1^{er} janvier 1931 n'ont pas été soumis à l'impôt sur les revenus agricoles.

Par ces nouvelles dispositions, certains débiteurs visés dans le premier groupe de l'ancienne loi perdent leur droit de bénéficier de la loi; pour les propriétaires du deuxième groupe, la loi est plus sévère encore.

Les propriétaires ayant plus de 10 hectares ne peuvent bénéficier de la loi que :

a) si leurs dettes ne dépassent pas:

20.000 lei	par hectare	pour les terres labourables,
35.000	»	pour les terrains de plantation,
35.000	»	pour les forêts,
70.000	»	pour les vignobles;

b) s'ils font la preuve qu'au moins 80% (sans intérêt) de leurs dettes proviennent de l'achat de terres ou investissements agricoles.

Ne bénéficient pas des dispositions de la loi les dettes qui ne représentent pas plus de 150 lei par hectare ou 300 lei par hectare si les dettes ont été contractées par les banques populaires ainsi que par les débiteurs étrangers.

Les parties intéressées pendant toute la durée du moratoire peuvent s'entendre pour un mode de paiement différent de celui prévu par la loi. Ces conventions entre les coopératives et leurs débiteurs se faisant d'après les modalités établies par l'Office National de la Coopérative, qui visait que:

a) l'intérêt ne peut être inférieur à 5%;

b) la réduction ne peut être supérieure à 25%;

c) le terme visé ne peut dépasser 15 ans. ⁽²⁹⁷⁾

Les dettes des travailleurs de la terre ayant moins de 5 hectares de terres, en tous cas sont réduites de 50%.

Les dettes des coopératives de crédit envers l'Etat sont réduites dans la mesure des pertes des sociétés coopératives.

Enfin, la loi abroge les anciennes dispositions en ce qui concerne l'adoption d'un plan de culture d'après les instructions du Ministère de l'Agriculture.

L'ensemble de ces modifications relève de principes contraires à ceux de l'ancienne loi. Tandis que la loi du 19 avril 1932 défendait surtout l'intérêt des débiteurs, la nouvelle loi enlève les avantages prévus pour les débiteurs, réduit pour une certaine partie leur nombre et prend la défense des créanciers, cherchant à leur redonner tous les avantages possibles.

C'est justement le résultat de la politique extérieure du gouvernement et de la tendance à satisfaire les intérêts tant nationaux qu'étrangers, — c'est une tâche bien difficile.

Toutes les intentions du législateur était concentrée dans le but de favoriser la bonne entente des intéressés d'après leur bon gré, pour diminuer le nombre de ces personnes, ce qui donnait lieu à des discussions prolongées pendant que la situation financière s'aggravait complètement; les institutions financières non seulement ne peuvent accorder de nouveaux crédits, mais encore les sommes déposées par l'épargne ne pouvaient plus être restituées. Le résultat en fut que des millions de petites existences furent détruites. Les agriculteurs, par l'abaissement des prix des produits agricoles ne peuvent vendre leurs récoltes; sans pouvoir d'achat de l'agriculture, le commerce, — sans débouchés, l'industrie, — s'arrêtent, et la crise devient générale. L'économie du pays végétait d'un jour à l'autre, puis le délai du moratoire prévu par la dernière loi arrivait à la fin sans que les résultats prévus se soient produits.

— Sans aucun changement, sans amélioration de la situation, la fin du moratoire de dix-huit mois arrivait et le gouvernement fut obligé de renouveler le moratoire et de faire voter une troi-

(297) Conf. art. 6 de cette loi et art. 131-136 de la loi sur l'organisation de la coopération.

sième loi, qui entra en vigueur le 14 avril 1933 ⁽²⁹⁸⁾, sous le nom de « la loi pour l'arrangement des dettes rurales et urbaines ».

Le projet de cette loi, déposé devant l'assemblée législative, ne comptait originairement que 13 articles. L'énorme modification qu'a subie ce projet est bien caractérisée par ce fait que la loi votée comporte 44 articles.

Le projet de loi portait l'attention spéciale d'une sanction exprimée par la Cour de Cassation qui déclarait que l'esprit de la loi ancienne était contraire à la constitution, parce qu'elle portait atteinte au droit de propriété. Pour éviter ce vice, fut introduit dans la nouvelle loi le principe du moratoire, qui remplaça dans certains cas l'ancienne réduction de la dette.

La loi distingue deux sortes de débiteurs : les débiteurs ruraux et les débiteurs urbains.

Les débiteurs ruraux, conformément à l'article 2 de la loi, sont répartis en quatre catégories :

A. — a) Les cultivateurs dont la propriété ne dépasse pas 10 hectares;

b) Les officiers victime de la guerre qui n'ont pas reçu de l'Etat plus de 10 hectares de terres;

c) Les cultivateurs possédant moins de 10 hectares et qui ont d'autres revenus non-agraires mais qui ne dépassent pas la moitié de l'ensemble de leurs revenus;

d) Ceux qui ont été mis en propriété par la réforme agraire, même à titre provisoire.

B. — Les propriétaires qui possèdent de 10 à 50 hectares de terres.

Tous les débiteurs ci-dessus bénéficient d'un moratoire de 5 ans, en payant les intérêts par anticipation à partir du 1^{er} décembre 1933. Le taux d'intérêt est de 1%. ⁽²⁹⁹⁾

C. — Les propriétaires ayant plus de 50 hectares bénéficient d'un moratoire de 2 ans, en payant les intérêts par anticipation le 31 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt est de 3%. ⁽³⁰⁰⁾

(298) Promulguée par le « Moniteur Officiel » n° 88 du même jour.

(299) Ainsi leurs dettes devenaient payables le 14 avril 1938.

(300) Leurs dettes sont payables le 14 avril 1935.

D. — Dans cette catégorie ont été rangés les débiteurs ruraux qui, pour n'importe quel motif, ne rentrent pas dans les trois catégories précédentes, à condition que leurs dettes soit au moins égales à leurs revenus annuels ⁽³⁰¹⁾. Le moratoire, pour leurs dettes, est de 6 mois. Le taux d'intérêt est le taux officiel augmenté de 2 %.

Les débiteurs urbains, conformément à l'article 4, sont visés plus sévèrement; ils ne sont répartis qu'en deux catégories.

A. — Les débiteurs qui sont propriétaires d'immeubles urbains, dont les revenus annuels ne dépassent pas, à Bucarest, 100.000 lei, dans les chefs-lieux de département 80.000 lei, et 40.000 dans les autres villes, entrent dans cette catégorie si leurs maisons ont été construites entre le 1^{er} janvier 1919 et le 18 décembre 1931, et qui servent à leur habitation, à condition que leurs dettes aient été contractées en vue de la construction de la maison. Les dettes sont payables pendant 5 ans, par sommes égales, le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année, avec un intérêt dont le taux est égal à celui de la Banque Nationale de Roumanie.

B. — Dans la deuxième catégorie entrent les propriétaires urbains qui n'entrent pas dans la première catégorie, dont les dettes, contractées avant le 18 décembre 1931, sont égales à leurs revenus annuels. Ils bénéficient d'un moratoire de 6 mois avec un intérêt égal au taux de la Banque Nationale de Roumanie majoré de 2%.

Conformément à l'article 9 de la loi, les débiteurs peuvent se libérer de leurs dettes existantes à la date du 5 avril 1933 par l'abandon des 4/5 de leurs biens; le 1/5 restant est considéré comme minimum d'existence auquel on ne doit pas toucher; mais cette partie ne peut être supérieure à 200 hectares de terres. Les débiteurs des sociétés coopératives qui n'ont pas payé des intérêts plus élevés que 18% ne jouissent pas du moratoire si, dans ce cas, les coopératives prétendent avoir acquitté les 3/4 des dettes existantes à la date du 1^{er} avril 1933.

Les dettes ainsi réduites sont payables en parts égales semes-

(301) La constatation de ces revenus se fait d'après les impôts établis.

trielles, avec un intérêt de 4%. Par contre, les sommes dues à l'Etat par les coopératives, sauf les impôts, peuvent être réduites dans la proportion de 1/4, pour dédommager les coopératives des pertes qu'elles ont subies.

Comme dans l'ancien texte de la loi, même dans cette loi l'Etat renonce à la somme qui lui revient à l'occasion de la liquidation de l'ancienne Centrale des Banques Populaires et de la Centrale des Coopératives; cette somme sera répartie entre les sociétés coopératives, conformément à l'ancienne disposition, comme réparation des dommages subis par la réduction des créances.

Des dispositions pour favoriser les institutions financières sont également prévues dans la nouvelle loi. On ne peut pas déclarer en faillite pendant 5 ans les coopératives de crédit, de production, les banques, dont le portefeuille, au moins pour 10%, est formé par les créances visées par la loi. Pour la réparation des pertes qu'elles ont subies, les sociétés peuvent, sans aucune formalité, utiliser leurs fonds de réserve, quelle que soit leur destination.

Pendant le moratoire pour les créances visées par la loi, aucune exécution n'est possible et les exécutions ordonnées sur la base des lois précédentes et qui n'ont pas été terminées sont nulles.

Les accords entre débiteurs et créanciers, ainsi que les jugements rendus par les tribunaux judiciaires, conformément aux lois précédentes, sont et restent valables, mais les procès en cours sont arrêtés; cependant, les actes peuvent servir même ultérieurement comme preuve, en ce qui concerne le cas des litiges.

Et enfin, par l'article 44, les deux lois antérieures, sur la conversion des dettes ⁽³⁰²⁾, sont abrogées par cette nouvelle loi du 14 avril 1933.

Ainsi, cette loi est caractérisée par deux principes : elle ne permet la réduction des dettes que dans le cas où le créancier y consent de bon gré, — et substitue des moratoires à cette réduction.

(302) La loi du 19 avril 1932 et sa modification du 26 octobre 1932.

Après la première loi, qui apportait certaines faveurs aux débiteurs, et la deuxième loi, qui visait plutôt les intérêts des créanciers, cette troisième loi suivait une voie moyenne en accordant des facilités aux deux intéressés, — mais sans résultat.

La loi, par la création de plusieurs catégories de débiteurs et créanciers dont une grande partie est exclue du bénéfice des avantages offerts par ses dispositions; par l'ajournement du paiement des dettes pour plusieurs années, n'apporte aucune solution; la situation financière actuelle est si grave que ces dispositions ne peuvent pas apporter le remède et il semble bien que la quatrième loi sur cette question ne sera pas non plus la dernière loi.

PARTIE FINALE

« La justice sociale ne sera possible dans le monde qu'après la réalisation de la justice économique, qui est également visée par chacune des sociétés coopératives, par l'adaptation de l'activité des producteurs au besoin des consommateurs, par l'égalisation des intérêts des créanciers et des débiteurs, par l'élimination de la possibilité des conflits entre les patrons et ouvriers.

« En vue de cette réalisation, il n'est que souhaitable, en concomitance des œuvres des coopérateurs, de voir le concours des gouvernants et d'entendre la parole des législateurs. Cette concordance accélérera l'arrivée de la justice sociale. »

ALBERT THOMAS.

Discours au XI^e Congrès Coopératif International, tenu à Gand, du 1 au 4 septembre 1924.

LA COOPÉRATION TRANSYLVAINIE

La destinée des peuples transylvains pour la coopération se trouve dans leur histoire. Les associations primitives remontent très haut dans les siècles et la coopération moderne a suivi la même voie comme dans les pays occidentaux; — sa naissance a été causée par la nécessité du peuple, elle commence à se développer parmi les gens laborieux; ses résultats se sont étendus à toutes les classes sociales, à la population entière de la Transylvanie.

En France, la coopération prit, dans ses débuts, la forme de la coopérative de production; en Angleterre, elle commença par la formation de coopératives de consommation; en Allemagne, ce sont les coopératives de crédit qui apparaissent les premières. En Transylvanie, étant donné la pauvreté de la classe paysanne au lendemain de l'abolition de la féodalité, le besoin d'argent pour outillage agricole se fit sentir parmi les petits proprié-

taires; c'est l'Allemagne que l'on imita tout d'abord, par la formation des coopératives de crédit agricole. Peu de temps après, on se règle sur l'Angleterre par la création des coopératives de consommation, tandis que la France ne fut suivie que dans les derniers temps, par la création des coopératives de production. Ainsi, successivement, les premières coopératives de crédit en Transylvanie se formaient d'après les systèmes Schultze-Delitsch et Raiffeisen, mais plus tard, par l'acquisition d'une expérience coopérative propre, les coopératives de consommation ont introduit certaines singularités dans les principes rochdaliens, puisque les coopératives de production se formaient exclusivement d'après les principes adoptés par l'expérience locale transylvaine.

Comme partout, même en Transylvanie, la vie étant en avance sur le droit, ces premières coopératives ont revêtu les formes que prévoyaient les anciennes lois et elles trouvaient leur base juridique dans le droit civil. Mais lorsque les rapports des coopératives s'étendirent au delà de leurs membres, — à leurs créanciers et à leurs débiteurs, — les cadres du Code civil se montrèrent insuffisants. Au lendemain de l'unification de la législation pour toute la Hongrie et à l'occasion de l'élaboration de la nouvelle législation commerciale, le législateur hongrois donne place aux coopératives dans le cadre de cette législation et depuis 1875 le Code de Commerce hongrois traite des sociétés coopératives comme d'une catégorie spéciale des sociétés commerciales.

Cette classification n'était pas heureuse. Les sociétés coopératives sont essentiellement différentes des sociétés anonymes; les coopératives, qui visent surtout l'aide mutuelle de leurs membres, qui ont un but surtout moral, furent classées parmi des sociétés qui visent la réalisation de bénéfices, qui ont exclusivement un but matériel; néanmoins, les sociétés coopératives ont été obligées d'utiliser la forme juridique des sociétés commerciales. Au début, l'application du Code de Commerce soulevait certains litiges; comme conséquence, les associations de secours mutuels, qui étaient assez nombreuses en Transylvanie à cette époque, furent considérées comme des sociétés d'assurances par

un arrêt de la Cour de Cassation, et les dispositions du Code de Commerce s'appliquèrent pour toutes ces institutions (303). Le résultat de cette classification fut que les coopératives ont revêtu certains caractères capitalistes ; nombreuses sont celles qui, parmi elles, ont perdu le caractère coopératif, et ont été transformées en sociétés commerciales. C'est ainsi que les plus puissantes coopératives transylvaines, après quelques années de l'application du Code de Commerce, se sont transformées en sociétés anonymes, comme la « Kolozsvari Kisegítő Pénztár » (Caisse de Secours de Kolozsvar), la « Bistritzer Spar- und Vorschussverein », la Societatea de Credit « Aurora » din Nasaud. (304)

Que les sociétés coopératives soient tombées sous les dispositions du Code de Commerce, il y eut néanmoins un bon résultat. La statistique coopérative, depuis ce temps, devient plus exacte. Conformément au Code, la formation des coopératives, comme pour les autres sociétés commerciales, devait être publiée dans le « Journal Officiel » (305), qui permettrait de tenir compte de la situation du mouvement coopératif.

La liberté, qui fut poussée par la loi jusqu'à l'indifférence envers les sociétés coopératives, ne se montrait pas défectueuse pour la coopération. Au moment de l'entrée en vigueur du Code de Commerce, en 1875, existaient sur toute l'étendue de la Hongrie, 224 sociétés coopératives ; 10 années après, en 1885, leur nombre passait à 682 ; dans ce nombre, on relevait 546 sociétés coopératives de crédit. Si le nombre des sociétés coopératives de crédit fut prédominant, ce fut à cause des besoins du temps. C'est la raison qui donna l'impulsion à la préparation de la nouvelle loi coopérative, — la loi de 1898 sur les coopératives de crédit.

La revision complète de la législation coopérative, comme elle était prévue par le deuxième projet de loi, ne fut pas réalisée. La nouvelle loi ne visait que les coopératives de crédit.

(303) Arrêt de la Cour de Cassation de Budapest, n° 15.452/1877.

(304) Kövari L. : A kolozsvari kisegítő takarékpénztár első 25 éve (Kolozsvar, 1883).

Dr Eichmann : *Entwicklung und Stand des Kredit und Genossenschaftswesens des Siebenbürgischen Sachsen* (Berlin, 1903).

C. Popp : *Băncile românești din Transilvania și din Ungaria* (București, 1905).

(305) *Központi Ertesítő*, édité par le Ministère du Commerce.

Mais l'esprit de la nouvelle loi est tout à fait contraire à celui de l'ancienne. La liberté du Code de Commerce était remplacée par l'étatisation de la coopération de crédit. Mais l'esprit étatiste, qui se manifeste dans cette œuvre, tenait compte toujours des coopératives des différentes nationalités du pays. Les coopératives qui n'adhéreraient pas à l'Association Centrale de Crédit, créée par la loi, peuvent fonctionner d'après les dispositions du Code de Commerce, qui continuent à assurer la liberté pour la coopération du pays.

La nouvelle loi apportait ces traces caractéristiques pour la coopération du pays. Etant donné les conditions spéciales du pays, on s'écarte de la manière usitée à l'étranger et, au lieu de favoriser directement la formation des coopératives de premier degré, la loi tente d'abord de créer une Centrale coopérative afin que lors de la formation des sociétés coopératives il y eût déjà l'unité de direction, la communauté d'esprit. La loi possède encore une particularité, une disposition spéciale, qui, par ses avantages, fut adoptée même dans les autres pays; — c'est la responsabilité des membres de la société coopérative limitée au quintuple de la valeur des parts sociales. La limitation de la responsabilité ainsi établie, fut acceptée de meilleur gré par les membres que la responsabilité illimitée, tandis que pour la société, cette responsabilité plus élevée que la responsabilité limitée à la valeur simple des parts sociales, donnait la possibilité à la puissance nécessaire à ses affaires; — c'est donc un système qui avait apporté des innovations heureuses.

A côté de la formation de l'Association Centrale de crédit créée par la loi de 1898, par la formation de la deuxième centrale, la « Hangya », pour les coopératives de consommation, qui fonctionne toujours d'après le Code de Commerce, — le mouvement coopératif a réalisé un puissant essor. Le nombre des coopératives existantes dans le pays, en 1898, qui était de 1.441, deux ans après, en 1900, s'élevait à 2.170.

Bien que ces deux lois soient de différente nature, les dispositions de l'une compensent celles de l'autre, donnent le cadre de possibilité de développement de la coopération du pays; le mouvement coopératif, qui se développa rapidement, ne fut

arrêté que par la guerre mondiale, alors que le nombre des sociétés coopératives sur tout le territoire du pays s'élevait à 9.000.

Les sociétés coopératives transylvaines, après leur rattachement à la Roumanie, continuaient à fonctionner sur la base de l'ancienne législation, jusqu'à l'extension de la législation coopérative roumaine à la Transylvanie, qui fut ordonnée par la loi du 26 septembre 1920, ainsi que, pour les coopératives urbaines, par l'unification de la coopération du 13 mars 1923.

L'introduction de la législation coopérative roumaine en Transylvanie, alors que la loi sur les banques populaires contenait d'innombrables modifications et compléments, — et devenait ainsi une loi très compliquée, créa dans l'administration des coopératives certaines difficultés qui, pour les coopératives allemandes et hongroises, devinrent plus accentuées encore. (306)

Une loi organique, unique pour toutes les coopératives, aurait rendu en ce temps-là un grand service à la Coopération. C'est ainsi que la promulgation du Code de la Coopération fut ardemment souhaitée dans la vie coopérative transylvaine. L'application de la nouvelle loi permettait une ère nouvelle pour la Coopération. Mais ses résultats n'eurent pas le temps de se réaliser. La lutte des partis politiques s'étendait même sur la législation et le Code récemment introduit par le parti National Libéral fut remplacée par la loi élaborée par le parti National Paysan. L'immixtion des actions politiques dans la coopération n'est pas un fait désirable. Elle est surtout dangereuse pour la paix des coopérateurs. Par un hasard heureux pour la Coopération du pays, la nouvelle loi élaborée sur la base du Code de la Coopération, devenait une œuvre plus complète, qui s'approchait davantage encore les désirs de la Coopération. L'ensemble des dispositions pour les sociétés coopératives devenait certainement plus net; les exigences pour la formation et le fonctionnement des unités coopératives furent réduites, le caractère coopératiste plus complet, la liberté coopérative plus accentuée.

(306) Ronai A.: Les Coopératives de crédit hongroises en Roumanie. (Magyar Gazdak Szemléje, n° 3, mars 1933.)

La structure de l'organisation coopérative par cette loi devient ainsi plus complète, plus propre aux besoins. La création des organes coopératifs de deuxième degré, à côté des fédérations, — bases économiques, — les unions, — avec la mission morale, — tend certainement vers le perfectionnement. L'appréciation de ces institutions coopératives par le législateur est identique à celle de M. Hans MULLER : « Sans l'Union il n'y a pas de développement stable et persistant, il n'y a pas d'esprit vivant; l'Union éveille la pensée de centaines et de milliers de personnes, stimule l'énergie créatrice sans laquelle il n'y a pas de progrès possible dans l'Œuvre Coopérative. » (307)

En ce qui concerne les coopératives de troisième degré, dans l'organisation des organes centraux de la Coopération du pays entier, les progrès faits vers l'autonomie, — vers l'élimination de l'immixtion de l'Etat des affaires coopératives, — la réalisation de la loi sur ce terrain est probablement l'ouverture d'une ère nouvelle dans l'organisation de la Coopération du pays.

Mais la séparation très nette dans l'activité de l'Office National de la Coopération Roumaine et de la Banque Centrale Coopérative ne se montrait pas heureuse après l'application de la loi. La collaboration ne devient pas plus complète après la deuxième modification de la loi (308). Une collaboration dans la conduite même de ces centrales sera souhaitable, — complétée certainement, — comme organe commercial, — par la Centrale d'Importation et d'Exportation, qui a un rôle très important à l'heure présente, dans la valorisation coopérative des produits du pays. La possibilité est assurée par la loi, la réalisation dépend de l'initiative personnelle des organisateurs coopérateurs. Il faut donner la vitalité aux lettres non viables de la loi. Il faut mettre en fonctions vitales l'organe coopératif.

La loi sur l'organisation de la Coopération apportait vraiment des modifications heureuses pour le développement du mouvement coopératif et, quoi qu'il en soit, cette loi présente un effort plus accentué que les précédentes et même que le Code de la Coopération, — vers le perfectionnement, comme l'avait

(307) Les Unions Coopératives, dans l'Anthologie Coopérative.

(308) *Curierul Cooperatiei*, n° 11-12, nov.-déc. 1933.

dit même I. G. DUCA, l'un des auteurs du Code de la Coopération : « la nouvelle loi est un pas de plus vers l'autonomie de la Coopération de notre pays » ; — ou comme Albert THOMAS, dans une lettre adressée à l'auteur de la loi, en s'exprimant dans les termes suivants : « Vous avez donné à la Coopération un cadre plus large et plus souple, où trouveront place, d'une part la contribution de l'Etat, qui est encore nécessaire, et d'autre part, l'esprit sain d'initiative et d'autonomie qui fait partie de la nature même de la Coopération. Donnant aux organisateurs coopératifs une plus grande liberté et en même temps de plus lourdes responsabilités, vous leur avez donné un espoir et un encouragement. » (309)

En suivant le chemin créé par cette législation, il semble que la Coopération Transylvaine pourrait elle-même arriver à sa destinée si elle n'était poussée par la force des événements actuels dans une voie tout à fait différente et incomparablement plus difficile que celle jadis suivie. Ce revirement est causé par la situation économique actuelle générale et spécialement par l'état de l'économie agricole de ce territoire.

Cette situation est déterminée par l'état de la vie agraire de la Roumanie et par des événements économiques mondiaux.

Pendant ces dernières années, la production mondiale du blé a dépassé de 18% la production des dernières années d'avant-guerre, tandis qu'en même temps l'organisation du nombre de la population des pays consommateurs de blé n'augmentait que de 14,4%. La production du blé des Etats-Unis, de l'Argentine, de l'Australie et du Canada dépassait de 20, 65, 72 et 115% la production d'avant-guerre. (310)

La valeur totale du blé exporté par la Roumanie depuis 1929 et jusqu'à 1933 a diminué de 60% ; ce fait détermina la chute des prix des produits agricoles en Roumanie. La valeur totale des produits agricoles pour le pays entier, qui était de 167 milliards de lei en 1929, s'est trouvée réduite à 87 milliards en 1932 et

(309) Lettre citée par N. Leseano : *La structure et l'organisation de la Coopérative de crédit en Roumanie* (Rodez, 1933).

(310) *L'avenir du blé*, « Hangya », 3 mars 1933.

le revenu national, qui fut en 1929 de 185 milliards de lei, en 1933 est tombé à 90 milliards de lei. (311)

Le revenu agricole diminuant ainsi, les agriculteurs devenaient incapables d'acquitter les annuités des dettes agricoles investies après la réforme agraire dans l'outillage de la culture. Ces dettes non payées, avec leurs intérêts anormalement élevés, surchargent les propriétaires ruraux; les institutions créancières ne peuvent réaliser leurs créances, les nouveaux crédits furent impossibles et, avec l'impossibilité de vendre des produits agricoles, le pouvoir d'achat du peuple diminua : la vie économique du pays s'arrêta; — l'intervention de l'Etat fut indispensable.

Comme à l'occasion de la réforme agraire, l'intervention par voie législative fut acceptée. Elle apportait des mesures exceptionnelles qui « ne devraient jouer qu'une seule fois » et « après que les mesures extraordinaires auront produit leurs effets, le droit commun continuera son rôle régulier ». (312)

Mais les discussions passionnées des différents partis politiques dans cette question économique au premier chef ont retardé le vote de la loi, qui ne fut promulguée qu'alors que la situation économique était devenue grave. La loi, au lieu d'apporter des sanctions qui permettraient une exécution rapide, moins coûteuse, après laquelle l'économie pourrait reprendre tout de suite sa vie, fixait un terme extraordinairement long, des sanctions compliquées pour être exécutées dans la vie réelle, exigeait l'intervention lente et coûteuse des tribunaux. La loi mettait dans une situation grave les institutions financières, les petites banques, — et qui possédaient plus des créances de nature agricole, — les coopératives de crédit.

Cette loi, inexécutable dans la vie pratique, fut remplacée, par le nouveau gouvernement, par une nouvelle loi qui correspondait moins encore à son but et qui ne fut dictée que par des intérêts politiques internes et externes du gouvernement. Et alors fut votée la troisième loi, qui ne faisait qu'éloigner la solution définitive.

De plus, cette dernière loi ne prenait pas en considération

(311) G. I. Bălan : *Agricultura și Cooperatîa* (Aug.-sept. 1933).

(312) L'exposé des motifs de la loi.

que la situation économique s'aggravait, — que dans ce temps une foule d'effets nuisibles pour la vie économique se sont produits, — que les institutions financières se sont trouvées ruinées, — que le crédit sous toutes les formes a disparu, — qu'entre les créanciers et les débiteurs des intérêts opposés ont pris naissance, — que la confiance, base de la collaboration économique, a faibli, — que le peuple, en présence des nombreuses dispositions compliquées, ne comprend aujourd'hui pas autre chose qu'il ne faut pas payer la dette, — qu'aujourd'hui ne paye pas même celui qui en a la possibilité, en attendant une quatrième ou cinquième loi qui viendra lui créer des conditions plus favorables. — La destruction matérielle et la destruction psychologique sont si graves que le retour à un état d'esprit normal ne sera pas réalisé par une quatrième loi sur les dettes agricoles.

Dans cette dépression matérielle et morale, dans l'œuvre qui vise la reprise de la prospérité du rythme économique, le rôle de la Coopération s'est accentué encore. Ce mouvement, qui vise non seulement les besoins matériels, — mais également les intérêts spirituels, — à ce moment a sa valeur spéciale.

Sur le champ économique, son rôle consiste dans le sauvetage de la vie agricole, dans le renforcement de l'agriculture transylvaine, surtout dans l'organisation de la valorisation des produits agricoles. C'est son rôle également de s'étendre sur la mise en valeur des autres richesses naturelles de cette région, par suite de rendre plus harmonieux la vie économique transylvaine.

Sur le champ moral, le mouvement coopératif a également un rôle heureux. Dans l'éducation de la population, il a une mission culturelle; — dans le rapproche spirituel des trois peuples transylvains, il a une mission humaine.

Mais dans cette œuvre, dans cette mission, la coopération transylvaine a besoin de la libre action; il faut éliminer tous les intérêts nuisibles pour ces peuples; il faut exclure les intérêts des partis politiques, des gouvernements, — toutes choses qui sont préjudiciables, parce que:

« La vie économique ne peut être gouvernée que par les principes économiques et non pas par les intérêts politiques; l'acti-

vité de l'Etat doit être limitée à la conduite, à la direction, à être le pouvoir suprême et rien de plus. Les restrictions dictées par les intérêts étrangers à la vie économique sont des obstacles au progrès; une restriction de cette manière, dans la vie nationale, fait accentuer la méfiance et, sous l'apparence de la nécessité de l'interventionnisme de l'Etat, détruit l'esprit d'initiative; cependant, dans la vie internationale, ces interventions sont des pierres qui forment les murs, qui séparent le rapprochement matériel et moral des peuples. » (313)

La situation comparative de la coopération transylvaine

Coopératives de crédit

Coopératives	Nombre des sociétés	en %	Nombre des membres	en %	Capital social	en %	Prêts accordés	en %
Roumaines	574	53,5	83.498	40,7	100.959.003	66,9	490.514.186	38,5
Hongroises	312	29,1	101.735	49,7	48.761.900	32,4	438.343.302	35,3
Allemandes	186	17,4	19.677	9,6	1.096.882	0,7	332.393.780	26,2

Coopératives de consommation

Coopératives	Nombre des sociétés	en %	Nombre des membres	en %	Capital social	en %	Chiffre d'affaires	en %
Hongroises	348	56,6	89.326	74,2	26.553.382	61,2	240.495.525	65,0
Roumaines	209	34,0	25.816	21,4	16.521.936	38,1	111.563.854	26,8
Allemandes	58	9,4	5.251	4,4	307.620	0,7	33.988.948	8,2

Coopératives de toutes les catégories

Coopératives	Nombre des sociétés	en %	Nombre des membres	en %
Roumaines	846	48,3	117.617	35,3
Hongroises	660	37,7	191.061	57,3
Allemandes	244	14,0	24.928	7,4

Date : le 1^{er} janvier 1932.

Les sommes en lei,

(313) Petrovay T. : La lutte contre la crise de la confiance. (Cluj, 1933, p. 14.)

LA COOPÉRATION ROUMAINE

La Coopération roumaine est née de la liaison commune de vie familiale pratiquée dans la vie ancienne du peuple, et c'est le sentiment qui est conservé pendant les siècles, qui a toujours uni dans une œuvre commune les coopérateurs roumains.

Les événements passés, les conditions spéciales du peuple ont déterminé les formes de la Coopération roumaine, qui se rattachent étroitement à la vie rurale de la population.

Après les premiers essais des travailleurs des villes, le véritable terrain de la Coopération roumaine, où se déroula son passé, c'est la campagne, — où se formèrent les premières « Banques Populaires », où les « Obsti » créèrent les conditions indispensables à la vie du paysan roumain.

La vie simple rurale de ces premières institutions n'avait pas de prétentions compliquées au point de vue juridique. Le Code civil roumain de 1865 ne s'occupa pas de leur vie spécialement. C'est le Code de Commerce de 1887 qui s'étend plus largement pour la première fois sur leurs conditions. Mais ce Code, inspiré des lois occidentales, ne pouvait s'accommoder à la simplicité de la vie campagnarde roumaine. La loi impose des conditions compliquées et coûteuses à un peuple simple et surtout laborieux. Mais les chefs intellectuels du peuple rural, qui administraient ses premières coopératives, les prêtres et les maîtres d'école, comprenaient mieux l'âme du peuple que l'esprit commercial du Code. Ce fait est bien marqué dans la pensée du grand « dascal », — le maître des instituteurs, — le Ministre de l'Instruction publique, Spîru HARET, quand il dota les banques populaires de leur législation spéciale en 1903.

La loi apportait des simplifications technique et le premier secours officiel — financier — et a déterminé le développement de la Coopération roumaine. Alors qu'au moment de l'introduction du Code de Commerce en comptait en Roumanie 85 coopératives, en 1903 se nombre s'élevait déjà à 700, et grâce à cette loi leur véritable essor commença.

Cette loi réalise l'organisation centrale des banques populaires et attribue leur conduite et leur contrôle au Crédit Agricole réorganisé comme institut d'Etat, — comme centrale du mouvement coopératif. La loi du 4 mars 1906 retirait au Crédit Agricole ses attributions, créait la Caisse Centrale des Banques Populaires, comme personnalité distincte et fonctionnant auprès du Ministère des Finances. Depuis cette date, dans la mesure où les attributions de la centrale se sont élargis, — également s'accroissait la puissance de l'Etat dans la vie particulière des coopératives rurales. L'administration de la centrale prend un caractère officiel, les banques populaires sont désormais dirigées comme une branche de l'administration publique et « la Coopération roumaine devient un Etat dans l'Etat » dont l'idée doit s'accommoder au goût du gouvernement, parce que c'est l'Etat qui fournit les capitaux nécessaires au mouvement.

L'esprit qui inspira cette coopération fut la tutelle de l'Etat, au moyen d'une surveillance législative.

C'est la pauvreté, l'absence de l'instruction, l'inexpérience des affaires des paysans, la mauvaise foi des gens qui exploitaient cette situation du peuple, le manque absolu ou l'imperfection des institutions, qui constituèrent des motifs commandant cette immixtion de l'Etat; mais si le rôle de l'Etat comme autorité suprême, comme éclaireur, comme éducateur et protecteur, comme agent de propagande, comme auxiliaire financier, dans une certaine mesure reste encore acceptable; l'immixtion de l'Etat dans la vie coopérative, avec toutes ses interventions gouvernementales, administratives, avec ses organes officiels, inspecteurs, contrôleurs, prévôts, qui tous désirent voir les coopératives s'accommoder à l'idéologie politique propre du gouvernement, cette immixtion est à rejeter, parce que: « Il ne faut pas étatiser la Coopération, mais il faut coopératiser l'Etat », comme disait Charles GIDE. (314)

La grande guerre, ses conséquences apportèrent des changements profonds dans la vie du pays. Des grandes idées, qui ne figuraient pas encore dans la Constitution, y furent introduites,

(314) La Coopération dans les Pays latins (p. 216).

telles qu'elles existaient depuis longtemps dans les œuvres juridiques de l'Occident :

« La loi est l'expression de la volonté général ; tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement ou par leurs représentants, à sa formation » ⁽³¹⁵⁾. Cette idée, par la modification de l'article 57 de la Constitution du pays, apportait le suffrage universel à la population. Une autre idée : « La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité » ⁽³¹⁵⁾. Cette conception, après la modification de l'article 19 de la Constitution, fut érigée en forme de loi, apportant la réforme agraire.

Dans la grande œuvre de transformation agraire, on ne pouvait pas négliger la participation de la Coopération. Le décret-loi n° 3922 de 1918, ratifié par l'article 158 de la loi loi agraire du 17 juillet 1921, créa la Caisse Centrale de la Coopération et l'Impropration des paysans.

La réforme, qui fut mise en train sur toute l'étendue du pays, dans laquelle la Coopération joua un rôle actif, exigeait l'unification de la législation coopérative des régions unifiées.

Ce sont les deux lois du 26 septembre 1920 et du 13 mars 1923 qui abrogent les anciennes législations des territoires rattachés et introduisent la législation coopérative roumaine.

La loi des Banques Populaires, préparée un quart de siècle auparavant pour les coopératives d'un territoire étroit, alors que ces coopératives se trouvaient au commencement de leur essor, et qui depuis cette date fut modifiée, complétée à peu près tous les ans, — souvent même plusieurs fois dans la même année, — cette loi, introduite sur toute l'étendue du pays, — alors que les régions rattachées possédaient une Coopération forte, développée d'après leur législation propre, — ne correspondait pas aux exigences. Des années ont passé en attendant qu'une nouvelle loi s'engage à satisfaire toutes les prétentions de la vie coopérative

(315) « Les droits de l'homme », art. VI et XVII.

unifiée. Cette loi apparaît enfin en 1928: — le Code de la Coopération.

La transformation de la vie coopérative, conformément à la loi, commençait à grands pas, mais après quelque temps, la loi, qui éliminait dans une certaine mesure le pouvoir de l'Etat, fut elle-même éliminée par le pouvoir des partis politiques.

Le nouveau parti politique, le nouveau gouvernement a apporté sa nouvelle loi, qui, avec ses deux modifications et compléments, forme le cadre juridique de la Coopération roumaine.

Après tant de législations successives, ce que disait Charles GIDE, en 1927, semble encore plus juste aujourd'hui : « En Roumanie, la sollicitude de l'Etat pour la Coopération se manifeste par une surabondance de lois. Pendant les treize dernières années, il y a eu une douzaine de lois successives sur la Coopération pour modifier les lois antérieures. La machine législative a fonctionné sans trêve pour les coopératives. » ⁽³¹⁶⁾

Il est temps d'arrêter une fois, au moins pour quelque temps, cette machine législative, parce que « l'avenir efficace de la Coopération roumaine tardera toujours, jusqu'à la date où les partis politiques renonceront à leur idée que, dans les questions législatives, toutes les lois précédentes sont à rejeter, et que c'est seulement leur œuvre qui est la meilleure ! » ⁽³¹⁷⁾

Alors que la présente loi répond assez bien aux préoccupations de la Coopération roumaine, il faudrait s'arrêter une fois et non plus légiférer; mais chercher une sage application de la législation actuelle. Il faudrait exclure tous les intérêts particuliers de la coopération et il faudrait mettre tous les organes au service de la Coopération entière du pays.

Dans cette œuvre coopérative, les organes centraux doivent servir également et sans distinction les intérêts de toutes les coopératives du pays. La Banque Centrale Coopérative doit consentir des crédits, suivant ses ressources, à toutes les coopératives, quel que soit le lien de leur situation et quelle que soit l'origine ethnique des membres qui les composent. Toutes ces

(316) *La Coopération dans les Pays latins* (p. 214).

(317) V. Ghenzul : *Le nouvel optimisme dans la Coopération*. (« Furnica », n° 23-24, décembre 1933.)

coopératives, tous ces coopérateurs contribuent à la même œuvre, — faire avancer le mouvement coopératif du pays. (318)

La Centrale d'Importation et d'Exportation doit accepter, pour la valorisation des produits, les coopératives également et sans aucune distinction; ce sont des produits de la richesse du même pays qui créent le bien-être de la même population. (319)

L'Office National de la Coopération Roumaine a la tâche de surveiller les intérêts de toutes les coopératives; et les avantages accordés par le législateur, — l'exemption ou la réduction des charges, — doivent être appliqués indépendamment de la bonne ou mauvaise volonté des organes des administrations financières (320), par la reconnaissance par voie judiciaire des droits accordés par la loi est lente et apporte des dépenses supplémentaires, qui sont des charges pour les coopératives.

La collaboration parfaite entre tous les organes centraux, entre toutes les unités coopératives, est rendue indispensable pour l'idée saine de la coopération, par l'intérêt économique des coopératives, qui peut rendre à l'heure actuelle des services à toute la population du pays.

C'est un désir exprimé en vue d'un espoir, par un coopérateur roumain, économiste de marque: « Par la collaboration étroite de l'Office National de la Coopération Roumaine, de la Banque Centrale Coopérative, des Unions, des Fédérations, des Unités coopératives, nous pourrons arriver en peu de temps à une forme plus parfaite de la coopération qui satisfera les besoins d'aujourd'hui et de demain de l'économie du pays. En vue de cette réalisation, coopérateurs du pays entier, comptez vous, serrez les rangs pour remplir ainsi même un devoir pour le pays. »

« Si la dépression économique a déprimé les esprits des coopérateurs, par une concentration des forces morales et matérielles de la coopération, par une renaissance de la véritable idée

(318) La réorganisation des coopératives de crédit, par Dr Borbély L. (Cluj, 1933).

(319) L'organisation de la production et la valorisation, par Dr Oberding I. (Cluj, 1933).

(320) Erdélyi Lapok, première année, n° 79.

coopérative qui harmonise avec les intérêts individuels et avec ceux des collectivités, le mouvement coopératif renaîtra aussi, comme l'oiseau phœnix, de ses cendres ! » (321)

La situation comparative de la coopération transylvaine et roumaine

Coopératives de crédit

Coopératives	Nombre des sociétés	en %	Nombre des membres	en %	Capital social	en %	Prêts accordés	en %
Transylvaines	1.072	16,8	204.910	15,3	150.817.785	6,7	1.261.251.268	13,5
Roumaines	5.291	83,2	1.131.827	84,7	2.104.727.000	93,3	8.081.296.000	86,5

Coopératives de consommation

Coopératives	Nombre des sociétés	en %	Nombre des membres	en %	Capital social	en %	Chiffre d'affaires	en %
Transylvaines	615	26,8	120.393	33,1	43.382.938	22,8	416.048.327	35,1
Roumaines	1.676	73,2	243.904	66,9	146.960.000	77,2	769.317.000	64,9

Coopératives de toutes les catégories

Coopératives	Nombre des sociétés	en %	Nombre des membres	en %
Transylvaines	1.750	18,8	333.606	18,7
Roumaines	7.542	81,2	1.447.866	81,3

Date : le 1^{er} janvier 1932.

Les sommes en lei.

Les chiffres de la coopération roumaine enferment les dates statistiques de toutes les coopératives de la Roumanie.

(321) Deux conférences du Prof. Raducano : « Les problèmes actuels de la Coopération roumaine », « Les perspectives de la Coopération ». — Reproduites dans : *La nouvelle orientation de la Coopération roumaine* (Bucarest, 1933).

LA COOPÉRATION MONDIALE

La Coopération mondiale a ses origines dans les temps les plus éloignés, et est née dans les profondeurs des couches sociales les plus humbles. L'histoire de ce mouvement fait partie de celle du développement économique des peuples; c'est celle de la formation de la pensée humaine. La base de ce mouvement est en même temps économique et éthique. La forme est l'action commune des individus, son principe est la solidarité, son but est le bien-être matériel et moral de l'humanité.

La réalisation de cette action commune créa ses règles, ses normes, — ses lois. Mais la vie, en avançant le droit, — le mouvement coopératif était contraint d'abord pour se développer en marge d'un monde juridique étranger à sa nature, qui ne pourrait ni lui servir, ni lui nuire dans ses premières réalisations. Lorsqu'un vaste mouvement s'affirma, les législateurs ne purent se dérober longtemps à leur tâche et se trouvèrent obligés de donner à ce mouvement une réglementation légale; et pendant la deuxième moitié du siècle dernier, à peu près à la même époque, dans la plupart des pays occidentaux apparut la législation coopérative.

Mais pendant longtemps encore est peu élevé le nombre des Etats qui ont donné à cette législation une indépendance nette qui n'existe pas partout aujourd'hui. La législation coopérative fut plus souvent liée à la législation commerciale et les sociétés coopératives ont été placées parmi — ou mieux, à côté — des sociétés commerciales; bien que la nature propre de la société coopérative et ses éléments qui la distinguent des sociétés commerciales protestent contre ce fait. Que la société coopérative soit obligée d'utiliser la forme juridique de la société anonyme, ce fait comporte un inconvénient, même un danger pour la coopération.

Pour le mouvement coopératif, pour sa tâche matérielle, —

économique, dans sa mission éducatrice — morale, il importe que le législateur lui vienne en aide et dote l'idée proprement coopérative des normes propres.

Les sociétés coopératives, rangées parmi les sociétés commerciales, régies par la législation de celles-ci, perdent leur but idéal, elles s'orientent également vers des buts matériels; elles cessent d'être ouvertes à toutes les personnes, elles ne veulent plus de membres, mais elles désirent acquérir plus de clients ; elles n'attachent pas d'importance aux buts moraux, mais se livrent à la réalisation de bénéfices importants; — elles cessent d'être sociétés coopératives, elles deviennent des sociétés anonymes.

C'est pourquoi une législation coopérative inspirée d'un véritable esprit coopératif est de nature à maintenir et à conserver les sociétés coopératives dans leurs caractères coopératifs. C'est la raison pour laquelle les coopérateurs ont exigé, dans tous les pays, une législation propre à la coopération, et ce désir se satisfait dans les pays modernes de jour en jour.

La ligne de conduite de cette législation est à peu près universelle, c'est la même dans tous les pays ; mais parce que chaque pays organise la coopération à sa manière, qui correspond davantage à ses besoins et aux exigences locales, les dispositions spéciales de la législation sont déterminées conformément à ces nécessités. Et parce que la coopération est mouvement et vie, elle se manifeste dans les plus différentes activités humaines, elle change non seulement d'après le territoire, mais d'après le temps, — sans cesse, de jour en jour; il faut donc que le cadre juridique soit très large, très élastique, mais ses limites extrêmes doivent toujours être établies là où les principes coopératifs commandent de s'arrêter. Mais la loi, malgré cette élasticité, ne peut viser certains détails de la vie des coopératives sans les gêner dans leur libre action; — au delà d'un certain point, la loi abandonne la réglementation de la vie intérieure des coopératives, et alors entrent en action les statuts des sociétés coopératives.

Ces statuts, qui feront s'accommoder les principes des coopératives à leur entourage, qui visent les cas spéciaux de chaque coopérative, pour ne pas pousser la liberté au delà d'une limite où elle devient nuisible, doivent tendre vers l'unité, — doivent être des statuts types.

Les lois coopératives récentes donnent un rôle important aux statuts des unités coopératives, par lesquels se crée la possibilité pour la législation, de viser les principes généraux de la coopération. L'ensemble de ces principes généraux de la législation coopérative des différents pays forme les idées principales d'une législation générale de la coopération.

Ces normes, logiquement, doivent commencer par une définition. Définir la coopération est chose essentielle, — mais difficile. Cette définition devrait être à la fois assez large pour s'appliquer à toutes les formes de coopératives et assez étroite pour empêcher la formation des fausses coopératives. Satisfaire à ces exigences est à peu près impossible. La plupart des lois abandonnent cette voie et fixent seulement les normes principales des coopératives dans leur texte.

Pour donner la possibilité pour la formation des coopératives, même pour des gens peu fortunés et peu instruits, les exigences du législateur en vue des formalités compliquées coûteuses doivent être les plus réduites; de même le nombre des membres qui peuvent former une société coopérative doit être fixé au minimum. Ainsi, ce nombre est fixé à 7 personnes par la législation anglaise, ou mieux encore par la législation suisse à 3 membres, ce qui est vraiment un nombre minimum.

Pour permettre de faire partie d'une société coopérative, le véritable principe coopératif est de tenir la porte ouverte toujours et pour tout le monde. Mais dans la vie réelle on trouve souvent des coopératives qui délimitent le cercle de leurs membres d'après le but qu'elles se proposent. La sortie des membres doit également être libre, sans que les charges des responsabilités lourdes qui pèsent sur les membres les retiennent dans la coopérative et ne les empêchent de la quitter.

Pour la responsabilité des membres, il y a plusieurs modalités, suivant la formation du capital de la société coopérative. Dans les coopératives dont le capital est formé par le versement direct des membres, la responsabilité est réduite souvent à la valeur de la part sociale des membres. Les parts sociales élevées empêchent d'entrer les gens qui ont justement le plus grand besoin des faveurs offertes par la coopération. Pour cette raison, la réduction de la valeur de ces parts sociales est toujours désirable. Pour faire possible la réalisation d'un capital suffisant aux affaires de la société, on permettra à un seul membre de posséder plusieurs parts sociales. Les lois souvent surveillent cette acquisition de plusieurs parts sociales par la même personne, pour qu'elle ne soit pas faite en vue d'un placement pour réaliser des bénéfices élevés. Ainsi, la loi française de 1917 sur l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation, dispose que les coopératives ne pourront pas consentir un intérêt plus élevée que 6% aux capitaux investis.

Mais la grande partie des sociétés coopératives échappe à ces vices. Leur capital nécessaire se trouve assuré par la responsabilité illimitée de leurs membres et aucun versement n'est exigé. La loi allemande de 1867 ne prévoyait que cette forme de coopérative; la responsabilité limitée n'entre dans la législation allemande que par la loi de 1889. Ce qui est vrai, c'est que les coopératives système Raiffeisen, basées sur les capitaux prêtés sur la base de la responsabilité illimitée des membres, pendant les crises monétaires souffrent plus que les coopératives à versement direct.

Entre ces deux formes de responsabilité des associés, c'est-à-dire la responsabilité limitée à la valeur des parts sociales des membres, et celle de la responsabilité illimitée, comme moyen terme entrent, d'une part, le système hongrois, visé par la loi de 1898, qui fixe la responsabilité au quintuple de la valeur des parts sociales; d'autre part, la disposition du Code des obligations suisse, de 1881, qui permet aux coopératives d'obliger leurs sociétaires à opérer, en sus de leur part sociale, des versements supplémentaires (art. 868).

Mais, quelque soit la mesure de la responsabilité, quelle que soit le nombre des actions possédées, le droit des membres ne doit pas dépendre du nombre des parts sociales qu'ils possèdent. Le droit de vote des membres dans le principal organe de la société coopérative, — dans l'assemblée générale, — doit être conforme aux idées démocratiques de la coopération. Chaque membre doit avoir le droit à une voix et non pas en proportion des parts sociales; — comme l'a dit RAIFFEISEN: « une personne — un vote ».

L'excédent réalisé par la société coopérative à la fin de l'année ne doit pas être réparti entre les membres à raison des parts sociales, mais « dans la mesure où chacun des membres de la société a utilisé les institutions coopératives ». C'est le législateur suisse qui visait la première fois par voie législative ces principes rochdaliens, — c'est-à-dire que la répartition aura lieu en proportion des achats faits aux sociétés coopératives de consommation, en rapport avec le travail fourni aux sociétés coopératives de production, en mesure égale avec le dépôt fait aux coopératives de crédit. ⁽³²²⁾

L'autre partie de cet excédent doit être « destinée à soutenir des œuvres de bienfaisance au profit des ouvriers et des employés ou des sociétaires », comme il est prévu dans la législation anglaise, conformément aux idées des 28 tisserands.

La troisième partie de cet excédent est destinée à la formation d'un fonds de réserve, comme l'impose la législation allemande, en conservant l'esprit de son premier législateur, — SCHULTZE-DELITSCH. Ce fonds, en cas de liquidation, — en vue d'éviter que la majorité des sociétaires ne décide la dissolution de la société pour se partager ses biens et réaliser ainsi un bénéfice auquel elle n'a pas droit, — doit être affecté de nouveau à la réalisation des œuvres coopératives ou sociales, comme en France, où ce fonds est destiné, par la loi sur les Caisses régio-

(322) E. Poisson : *L'Alliance Coopérative Internationale et les principes de Rochdale*. (Revue des Etudes Coopératives, janvier-mars 1933.)

nales de crédit agricole mutuel, à la subvention d'une institution du même genre; ou par la loi polonaise de 1920 sur les coopératives, où ce fonds est destiné à des œuvres d'utilité publique (art. 81).

La réunion des petites forces de ces unités coopératives se trouve dans une action commune,— dans l'activité des Centrales Coopératives. Le rôle de ces institutions, dans la vie coopérative, est très important. Donner à ces institutions des normes de conduite propres aux idées coopératives, — c'est une tâche de premier ordre de la législation. De l'esprit sain des organes centraux, de leur puissance économique, dépendent le progrès des nombreuses unités coopératives et le mouvement coopératif d'une région, d'un pays entier.

Ce sont ces organisations par lesquelles les coopératives se trouvent en rapport, d'une part, avec le pouvoir public du pays, d'autre part, avec l'organe internationale de la coopération dans tous les pays, avec la vie coopérative mondiale.

La relation de la Centrale Coopérative d'un pays avec le pouvoir public du pays, définit le genre du mouvement coopératif de certaines nations; cette relation donne même le caractère coopératif du mouvement de ce pays.

Il y a des pays où une relation entre la Centrale Coopérative et l'Etat n'existe à peu près pas; où l'Etat ne se mêle en rien des questions de la coopération du pays. C'est la liberté complète de la coopération, qui est l'idéal de la plupart des coopérateurs, c'est le « self-help » coopératif, qui est le résultat de l'éducation, de la volonté des coopérateurs. Cette liberté se manifeste dans les pays où le mouvement coopératif est le plus puissant, — en Angleterre, en Danemark, en Suède, en Norvège, — en un certain sens en Suisse.

Une autre forme de cette relation se manifeste quand l'Etat et la coopération, sans entrer en relations officielles, se rendent des services réciproques, servent leurs intérêts communs. C'est le cas de la France où l'Etat et la Coopération, par le Conseil Supérieur de la Coopération, par le Conseil National Econo-

mique, s'occupent ensemble des intérêts publics : comme de la lutte contre la cherté, ou des mesures pour favoriser la culture du blé, etc. Cette formes est assez en faveur parmi les coopérateurs. La limite dans les relations de la Coopération et l'Etat est ainsi marquée par le professeur GHIULEA : « La coopération ne doit pas demande à l'Etat rien autre chose, que ceci : être autorité suprême de la société et favoriser les œuvres d'intérêt public. » (323)

Il y a une forme, où l'Etat donne à la coopération certaines attributions officielles, et pour permettre de réaliser sa tâche l'Etat la prend sous sa tutelle, l'aide matériellement et surveille sa situation, — comme on dit, pour que la coopération devienne un mouvement assez fort pour se diriger plus tard toute seule. Cet état de choses fut accepté par une grande partie des organisateurs de la coopération, tout au moins dans les débuts du développement de la coopération. Sur ce point, le comte KAROLYI s'exprimait ainsi : « L'Etat peut contribuer à l'action coopérative par des lois et des ordonnances protégeant la coopération, ou en lui donnant des subsides. Mais ce secours, l'Etat ne doit le donner qu'aussi longtemps que les citoyens sont encore incapables d'y pourvoir par eux-mêmes; et il est nécessaire que l'Etat dirige les citoyens et les soutienne dans la voie de ce développement économique et social. Mais à cette condition que l'Etat n'entrave pas et ne tue pas l'initiative individuelle là où elle existe déjà. » Toujours la même idée : « En Roumanie, pays de civilisation récente, dont la population ne trouvait pas en elle-même la force nécessaire pour pratiquer la solidarité qui est la vertu des forts et non des faibles, la nécessité d'une intervention de l'Etat s'explique aisément » (324). Mais ce qui est plus fréquent, l'Etat, qui n'oublie jamais ses intérêts politiques, porte atteinte à cette initiative individuelle, — impose ses idées, — et l'époque de l'indépendance tarde toujours, parce

(323) *La Coopération* (Cluj, 1927, p. 96).

(324) E. Grintesco : *Le problème du redressement agricole en Roumanie* (p. 64).

que: « Quand il s'agit d'un mouvement social, il faut considérer que plus il grandit, plus il devient fort, et plus les pouvoirs publics sont désireux de maintenir leur tutelle, non plus dans l'intérêt des pupilles, mais pour leur propre sûreté. » (325)

Et enfin, il y a des pays où existe l'absorption de la coopération à peu près complète par l'Etat, qui met la main sur celle-ci et la transforme en organe officiel entrant inséparablement dans la vie de l'Etat. C'est la réalisation qui était prévue par Lassale: « C'est l'Etat qui doit prendre entre ses mains, pour la favoriser et la développer, la grande œuvre des associations individuelles de la classe ouvrière; il doit s'imposer comme un devoir social l'obligation de fournir les moyens et les sources nécessaires pour ces associations. Or la tâche et le rôle de l'Etat consistent précisément à faciliter et à encourager tous les progrès de la culture humaine. C'est pour cela qu'il existe; c'est cela qu'il a toujours servi et qu'il doit servir » (326). Ces revendications ont été réalisées sous une forme plus accentuée encore en Russie, où « pendant la période quinquennale, l'équipement technique de l'agriculture s'est développé au point que l'Etat a donné à la campagne plus de 120.000 tracteurs » (327). C'est la forme adoptée en Italie et qui est en voie de réalisation en Allemagne.

Mais une des plus grandes tâches des Centrales Coopératives, c'est de lier la vie coopérative du pays à la vie coopérative mondiale, — à l'organe international de la coopération, — à l'Alliance Coopérative Internationale, où l'unissent, dans une même idée, dans une même œuvre, dans un même but, tous les peuples du monde, comme disait Charles GIDE : « Si la guerre mondiale, avec ses conséquences, a été le déluge, puisse l'Alliance Coopérative être l'Arche ! Puisse-t-elle réconcilier

(325) Ch. Gide : *La Coopération dans les Pays latins* (p. 218).

(326) *Les Associations* (Anthologie Coopérative, p. 73).

(327) *Isvestia*, 20 janvier 1933, après Berline : *La situation économique de l'U.R. S.S. et le plan quinquennal* (p. 251).

Sem, Cham et Japhet, toutes les nations du monde et toutes les races, qu'elles soient blanche, jaune ou noire, dans une œuvre de travail unanime, afin de préparer à l'humanité un avenir qui vaudra mieux que son passé ! » (328)

La situation comparative de la coopération
transylvaine - roumaine - mondiale

Coopératives de crédit (rurales)

Coopératives	Nombre des sociétés	en %	Nombre des membres	en %	Prêts accordés	en %
Transylvaines	1.072	1,29	204.910	1,60	6.817.574	0,43
Roumaines	5.291	6,36	1.101.827	8,60	43.682.681	2,77
Mondiales	76.829	92,35	11.504.922	89,80	1.527.436.824	96,80

Coopératives de consommation

Coopératives	Nombre des sociétés	en %	Nombre des membres	en %	Chiffre d'affaires	en %
Transylvaines	615	0,91	120.393	0,13	2.248.909	0,02
Roumaines	1.676	2,48	243.904	0,26	4.158.470	0,04
Mondiales	65.298	96,61	93.912.068	99,61	10.949.106.000	99,94

Coopératives de toute les catégories

Coopératives	Nombre des sociétés	en %	Nombre des membres	en %
Transylvaines	1.750	0,28	333.606	0,22
Roumaines	7.542	1,23	1.447.866	0,94
Mondiales	604.684	98,49	151.724.710	98,84

Date : le 1^{er} janvier 1932.

Les sommes en dollar.

Les chiffres de la coopération mondiale comprennent les coopératives affiliées à l'Alliance Coopérative Internationale (sauf l'U. R. S. S.).

(328) Ch. Gide: L'Alliance Coopérative Internationale, dans l'édition de l'Ecole Coopérative (p. 31).

VU :
Le Président de la thèse, /
L. BAUDIN.

VU :
Le Doyen de la Faculté de Droit,
A. GUILLOIS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Dijon, le 22 Mars 1934.
Le Recteur de l'Académie de Dijon,
J.-E. SPENLÉ.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- ANGELESCO I. N. — Histoire économique des Roumains (Genève, 1919).
- APOSTOL P. — L'artel et la coopération en Russie (Paris, 1899).
- AURELIAN P. S. — Notice sur la Roumanie (Paris, 1868).
- BERCARIU V. — La réforme agraire en Roumanie (Thèse, Dijon, 1928).
- BRAESKO C. — Le paysan roumain et la question paysanne en Roumanie (Paris, 1906).
- BROCARD L. — La coopération et le mouvement coopératif (Paris, 1927).
- BURLEAN E. — La coopération en agriculture (Paris, 1933).
- CECROPID M. — La loi agraire en Roumanie et ses conséquences économiques (Paris, 1924).
- COLESCO L. — Les progrès économiques de la Roumanie (1866-1906) (Bucarest, 1906).
- CSIKAY P. — L'Europe Centrale économique et sociale (Paris, 1931).
- DAMIAN C. C. — Les Banques Populaires en Roumanie (Thèse, Paris, 1922).
- DELAVALLEE L. N. — Les précurseurs de la coopération en France (Toulouse, 1904).
- DISSESCO C. G. — Les origines du droit roumain (Paris, 1899).
- DUCA I. G. — Les sociétés coopératives en Roumanie (Thèse, Paris, 1902).
- EDVI. — La Hongrie avant et après la guerre en cartes de statistique économique.
- EGGER A. (Prof.). — La coopération et le droit coopératif (Genève, 1925).
- EREMIE N. G. — Les associations paysannes de production en Roumanie (Thèse, Paris, 1912).
- FLORIAN E. — Les Chambres d'agriculture en Roumanie (Thèse, Paris, 1933).
- GAUMONT J. — Histoire abrégée de la coopération en France et à l'étranger (Paris, 1921).
- » — Histoire générale de la coopération en France (Paris, 1924).
- GEORGESCO C. — La réforme agraire en Roumanie (Thèse, Paris, 1908).
- GIDE Ch. — La Coopération à l'étranger, Angleterre, Russie (Paris, 1925-1926).
- » — La Coopération dans les Pays latins (Paris, 1926-1927).
- » — Les associations coopératives agricoles (Paris, 1926).
- » — Les divers types d'associations coopératives de production (Paris, 1923).
- » — L'Ecole de Nîmes (Paris).
- GODART J. — Les origines de la coopération lyonnaise (Lyon, 1904).
- GUININE. — Les artels et le mouvement coopératif en Russie (Paris, 1886).
- HALEVY D. — Essais sur le mouvement ouvrier en France (Paris, 1901).
- HITIER J. — Une nouvelle application de la coopération de production dans l'agriculture (Paris, 1907).
- IONESCO-SISESTI. — La culture des céréales en Roumanie au point de vue économique et social (1927).
- JAVURA. — Le problème du crédit agricole en Roumanie (Paris, 1928).
- KAMIL J. — La Coopération en Roumanie (Thèse, Paris, 1930).
- KAUTSKY K. — La question agraire (Paris, 1900).
- » — Société de consommation et le mouvement ouvrier (Paris, 1897).

- LARIBÉ M. A. — Syndicats et coopératives agricoles (Paris, 1926).
- LASSERRE G. — Des obstacles au développement du mouvement coopératif (Paris, 1927).
- LAVERGNE B. — Le régime coopératif (Paris, 1908).
» — L'ordre coopératif (Paris, 1926).
» — Les régies coopératives (Paris, 1927).
- LAZAR L. — La mise en œuvre de la réforme agraire en Roumanie (Thèse, Paris, 1924).
- LÉGER M. A. — Les coopératives et l'organisation socialiste en Belgique (Thèse, Paris, 1902).
- LENINE. — La coopération. (Dans la collection « Œuvres ».)
- LESEANU N. — La structure et l'organisation de la coopération de crédit en Roumanie (Rodez, 1933).
- MACAVEI. — Le crédit agricole et le crédit foncier en Roumanie (Paris, 1912).
- MAILATH J. (Comte). — Les sociétés coopératives de consommation en Hongrie (Paris, 1905, brochure).
» — La Hongrie rurale, sociale et politique (Paris, 1909).
- MANOLIOU F. M. — La reconstruction économique et financière de la Roumanie et les partis politiques (Thèse, Paris, 1931).
- MOROIANO G. — La loi agraire de 1864 (Stuttgart, 1898).
- MARTONNE E. — La Transylvanie (Lille, 1922).
- MASARYK. — Les problèmes de la Démocratie (Prague, 1929).
- MENIKOFF Th. — Le droit coopératif en Allemagne, en Italie et en France (Thèse, Nancy, 1912).
- MESTCHENAKOV. — La coopération, le socialisme et la dictature du prolétariat (Moscou, 1919).
- MOSANDREI M. — La coopération forestière en Roumanie (Thèse, Paris, 1926).
- NAST A. — Les fausses coopératives et la législation (Paris, 1910, brochure).
» — Le régime juridique des coopératives (Thèse, Paris, 1919).
» — Code de la Coopération. Etude sur le régime légal et réglementaire de la coopération en France (Paris, 1928).
- PAPP C. — Les banques roumaines de Transylvanie et de Hongrie (Bucarest, 1905).
- PETRESCO N. — La réforme agraire en Roumanie et les réclamations hongroises (Bucarest, 1931).
- POISSON E. — La république coopérative (Paris, 1923).
» — Démocratie et Coopération (Paris, 1932).
- PRUDHOMMEAUX. — Coopération et pacification (Paris, 1904).
- RAMADIER P. — Définition et nature juridique des coopératives de consommation (Paris).
» — Le droit des coopératives en France (Paris, 1932).
- ROCQUIGNY (Comte). — Le mouvement coopératif en Hongrie (Paris, 1905).
- SCHUTZ. — La structure matérielle des classes laborieuses en Hongrie avant la guerre (1933).
- SERVY V. — Ce qu'il faut entendre par société coopérative (Bruxelles, 1927).
- SEULESCO G. — Coopératives et ententes agricoles pour la vente du blé (Paris, 1931).
- TIBAL A. — La crise des Etats agricoles européens et l'action internationale (Paris, 1931).
- TOTOMIANTZ. — La coopération mondiale (Paris, 1923).
- VALLEROUX H. — Les sociétés coopératives, la législation et les mœurs (Paris, 1892).

- VERDIER F. — **Le mouvement coopératif et le socialisme** (Thèse, Toulouse, 1913).
- VICSAY L. J. — **La coopération en Roumanie** (Thèse, Strasbourg, 1933).
- MIRKINE-GUETZEVITCH-SCELLE. — **L'Union européenne** (Paris, 1931).
- « Hangya » 1898-1920, coopérative de production, de négociation et de consommation de marchandises. — Editée par l'Union coopérative de la Ligue des agriculteurs hongrois (Budapest).
- Aperçu général sur la coopération de production et de consommation. — Editée par la Centrale des Coopératives (Bucarest, 1927).
- Les sociétés coopératives en Roumanie, régime légal, statuts, loi d'organisation des Centrales. — Editée par la Centrale des Coopératives (Bucarest).
- La Coopération Internationale. — Editée par l'Alliance Coopérative Internationale (Louvrière, 1930).

Périodiques.

- Bulletin de la Banque Centrale Coopérative (Bucarest).
- Bulletin de la Coopération Roumaine (Bucarest).
- Informations Coopératives (Genève). — Editée par le Bureau International du Travail.
- L'Action Coopérative (Paris).
- L'Année Sociale (Genève). — Editée par le Bureau International du Travail.
- Les Annales d'Economie Collective (Genève).
- Le Coopérateur de France (Paris).
- Le Bulletin de Législation Comparée (Paris).
- La Réforme Sociale (Paris).
- Résumé mensuel de statistique (Lausanne). — Edité par la Société des Nations.
- Revue de la Coopération Internationale (Londres).
- Revue des Etudes Coopératives (Neuilly - Seine).
- Revue d'Economie politique (Paris).
- Revue de Science politique (Paris).
- Revue Economique Internationale (Bruxelles).
- Revue Internationale d'Agriculture (Rome).
- Service d'Information. — Feuille sans périodicité régulière, éditée par l'Office National de la Coopération Roumaine (Bucarest).

OUVRAGES EN ROUMAIN

- AGRICOLA D. P. — **Casa Rurală** (Bucuresti, 1906).
La Caisse Rurale.
- ANGELESCO N. — **Cooperatia si socialismul** (Bucuresti, 1922).
La coopération et le socialisme.
- BOLTUS L. G. — **Creditul agricol** (Bucuresti, 1901).
Le Crédit agricole.
- BRATIANO I. I. C. — **Activitatea Corpului Legislativ si a Guvernului dela Januarie 1922 pâna la 27 Martie 1926** (Bucuresti, 1926).
L'activité des Corps législatifs et du Gouvernement depuis janvier 1922 jusqu'au 27 mars 1926.
- CREANGA G. — **Fermierul si chestiunea târânească** (Bucuresti, 1906).
Les fermiers et la question paysanne.

- CUZA A. C. — **Taranul si clasele superioare** (Iasi, 1895).
Le paysan et les classes dirigeante.
- DOBRUGEANO-GHEREA C. — **Neoiobagia** (Bucuresti, 1907).
Le néo-servage.
- DICESCO C. G. — **Originea proprietatii in România** (Bucuresti, 1889).
L'origine de la propriété en Roumanie.
- ENESCO I. — **Cooperativele satesti** (Sibiu, 1912).
Les coopératives rurales.
- FINTESCO I. N. — **Legislatia cooperatista** (Bucuresti, 1931, cours).
La législation coopérative.
- GALAN A. G. — **Nastera si desvoltarea cooperatiei moderne** (Bucuresti, 1926).
La naissance et le développement de la coopération moderne.
- GAROFILD C. — **Crisa in agricultura** (Bucuresti, 1930).
La crise dans l'agriculture.
- GHIULEA N. — **Asociatile taranesti** (Bucuresti, 1926).
Les associations paysannes.
- » — **Cooperatiunea** (Cluj, 1927).
La coopération.
- HARET S. — **Chestiunea taraneasca** (Bucuresti, 1905).
La question paysanne.
- IORGA N. — **Desvoltarea chestiunii taranesti in România** (Iasi, 1918).
Le développement de la question paysanne en Roumanie.
- » — **Politica si viata economica** (Bucuresti, 1929).
La politique et la vie économique.
- JINGA V. — **Finantarea intreprinderilor cooperative si politica de credit, dobandi si dividende** (Cluj, 1931).
Le financement des institutions coopératives et la politique de crédit, d'intérêt et de dividende.
- KOGALNICEANO. — **Chestiunea taraneasca** (Bucuresti, 1906).
La question paysanne.
- LAHOVARY J. — **Chestiunea agrara** (Bucuresti, 1907).
La question agraire.
- MLADENATZ G. — **Problemele actuale ale miscarei cooperatiei mondiale** (Bucuresti).
Les problèmes actuels du mouvement coopératif mondial.
- » — **Cooperatia si clasa muncitoare** (Bucuresti, 1929).
La coopération et la classe laborieuse.
- MONDRU T. — **Cooperativele agricole** (Bucuresti, 1925).
Les coopératives agricoles.
- NEGULESCO P. P. — **Partidele politice** (Bucuresti, 1926).
Les partis politiques.
- OSVADA V. — **Miscarea cooperativa** (Sibiu, 1912).
Le mouvement coopératif.
- PAVELESCO E. — **Legislatia cooperatista in România** (Iasi, 1925).
La législation coopérative en Roumanie.
- RADUCANO I. — **Noua orientarea a cooperatiei Române** (Bucuresti, 1933).
La nouvelle orientation de la coopération roumaine.
- RADU-ROSETTI. — **Pământul, Domnul si Taranul** (Bucuresti, 1907).
La terre, le seigneur et le paysan.
- » — **Pentruce au răsulat taranii ?** (Bucuresti, 1907).
Pourquoi les paysans se sont-ils révoltés ?
- SLAVESCO V. — **Organisatia de credit a Românei** (Bucuresti, 1922).
L'organisation du crédit de la Roumanie.

- STOIANOVICI N.** — **Codul Cooperatiei** (Discurs rostit in Chamera Deputatilor la 1. Aprilie 1928. Bucuresti, brosură).
Code de la Coopération (Discours à la Chambre des Députés).
- TASCA G.** — **Capitalismul român si cooperatia** (Bucuresti, 1926).
Le capitalisme roumain et la coopération.
- TUTUIANO I.** — **Contributiuni la organizarea cooperativelor agricole din România** (Buzău, 1930).
Contribution à l'organisation de la coopération agricole en Roumanie.
- VLADESCO M.** — **Discurs, la votarea lelei băncilor populare** (Bucuresti, 1903, bros.).
Discours à l'occasion de la loi des banques populaires.
- ZAMFIRESCO C. C.** — **Datoriile agricole, conversiunea sau asanare ?** (Bucuresti, 1930).
Les dettes agricoles, conversion ou assainissement ?
- XENOPOL A. D.** — **Mijloacele pentru imbunătățirea soartei țăranului român** (Iasi, 1907).
Les moyens d'améliorer la condition du paysan roumain.
- MADGEARO-MANOILESCO.** — **Planul economic-national** (Bucuresti, 1931).
Le plan économique-social.
- MADGEARO-MLADENATZ.** — **Reforma cooperatiei** (Bucuresti, 1925).
La réforme de la coopération.
- POPOVICI-VASILOIU.** — **Legea pentru organizarea cooperatiei** (Bucuresti, 1929, bros.).
La loi sur l'organisation de la coopération.
- VASILIU-IONESCO-GEORGESCO.** — **Impunerea societăților cooperative** (Edité par l'Off. N.)
L'imposition des coopératives.
» — **Patentă fixă si impozitul minimal aplicat pentru cooperativele.**
La patente fixe et l'impôt minim appliqué aux coopératives.

Zece ani de problemă sociala in România 1920-1930.

Dix ans de problème social de la Roumanie 1920-1930.

Périodiques.

Buletinul Agriculturii (Bucuresti).

Buletinul Institutului Economic Român (Bucuresti).

Furnica (Chisinău).

Gazeta Cooperatorului (Bucuresti).

Gazeta Transsylvaniei (Sibiu).

Revista Economică (Sibiu).

Transilvania (Sibiu).

Tribuna Cooperatiei Ardelene (Cluj).

Viitorul Cooperatiei (Bucuresti).

Anuarul Băncilor Populare si Federalelor din România 1927.

Anuarul Statistic al României 1926.

Anuarul ministerului agriculturii cu legile decretelor si regulamentele acestui departament dela 1859-1893 (Bucuresti, 1893).

OUVRAGES EN HONGROIS

- Dr APATHY I. — **Kereskedelmi jog.** (Budapest, 1876).
Code de Commerce.
- Dr BERÉNYI P. — **A szövetkezetek / : szövetkezetek alakítására vonatkozó szabályok /** (Budapest, 1900).
Les coopératives.
- Dr BERNAT I. — **A szövetkezetek gazdaság-politikai és erkölcsi tekintetben** (Budapest, 1902).
Les coopératives du point de vue économique, politique et moral.
- Dr FENYVESI SOMA. — **Az erdélyi magyarság hitelügye** (Budapest, 1905).
La question de crédit chez la population hongroise de la Transylvanie.
- Dr FRATER B. — **A gazdasági és ipari szövetkezetekre vonatkozó törvények rendszeres egybeállítására és magyarázata** (Budapest, 1899).
Collection et explication des lois concernant les coopératives agricoles et industrielles.
- Dr GYARFAS E. — **Hitelszövetkezetek és az erdélyi magyar pénzintézetek** (1924).
Les sociétés coopératives de crédit et les institutions financières hongroises transylvaines.
- HALASZ S. — **A kereskedelmi törvény szövetkezetekre vonatkozó szakaszainak magyarázata** (Rimaszombat, 1893).
L'explication des dispositions du Code de Commerce relatives aux coopératives.
- JAKABFFY E. — **Erdély statisztikája** (Lugoj, 1928).
La statistique de la Transylvanie.
- GROF MAILATH J. — **A szövetkezeti ügy fejlődése Magyarországon** (Budapest, 1904).
Le développement du mouvement coopératif en Hongrie.
- Dr NAGY F. — **A gazdasági és ipari szövetkezetekről szoló törvény magyarázata.** (Budapest, 1898).
L'interprétation de la loi relative aux coopératives agricoles et industrielles.
- » — **Szövetkezeti törvényhozásunk reformja** (Budapest, 1903).
La réforme de la législation coopérative.
- Dr OBERDING I. Gy. — **A mezőgazdasági hitelkérdés rendezésére irányuló törekvések a román törvényhozásban** (Cluj, 1932).
Les tendances pour l'assainissement des dettes agricoles dans la législation roumaine.
- ROKA I. — **Az önszegélyző szövetkezetek és népbankok bélyeg és illeték kötelezettségei** (Szabadka, 1889).
Les taxes et les impôts des associations mutuelles et des banques populaires.
- Dr VARGHA Gy. — **A magyar hitelügy és hitelintézetek története** (Budapest, 1896).
Histoire de la question du crédit et des institutions financières en Hongrie.
- Grof Karolyi Sándor, Méray Lajos és György Endre az 1902 szept 10-én a kisgazdák pozsonyi nagygyűlésén elmondott beszédei (Budapest, 1902).
- Discours prononcés par MM. Karolyi, Méray et György au Congrès général des agriculteurs, tenu à Pozsony, le 10 sept. 1902.
- A harmincesztendő Országos Központi Hitelszövetkezet, 1898-1928** (Budapest, 1929).
Le trentenaire de l'Association Centrale de Crédit, 1898-1928.
- Az Országos Központi Hitelszövetkezetek és a kötelékébe tartozó szövetkezetek ismertetése** (Budapest, 1932).
L'Association Centrale de Crédit et les coopératives affiliées.

Az EMKE megalakulása és negyedszázados működése 1885-1910 (Kolozsvár, 1910).

La fondation et l'œuvre des 25 années de la Société d'Encouragement de la Civilisation hongroise en Transylvanie.

Gazdasági sérelmeink és kívánságaink / :Az Országos Magyar Part közgazdasági szakosztályának Marosvásárhelyen 1933 július hó 1-én tartott gyűléséről / (Cluj, 1933).

Nos préjudices et désirs économiques (Comptes rendus du Congrès du Parti Hongrois Transylvain, tenu le 1^{er} juillet 1933).

Magyar Statisztikai évkönyv (1911-12-13) (Budapest, 1913).

Annuaire Statistique de la Hongrie.

Périodiques.

Erdélyi Gazda (Kolozsvár).

Erdélyi Tudosito (Kolozsvár).

Erdélyrészi Iparlap (Kolozsvár).

Hangya (Budapest).

Magyar Compass (Mihok) **1867-1890.**

Magyar Gazdák Szemléje (Budapest).

Magyar Nemzetgazda (Budapest)

Magyar Nép (Kolozsvár).

Szövetkezés (Nagyenyed).

OUVRAGES EN ALLEMAND

BAUER Ch. — **Siebenbürgen Land und Leute** (Leipzig, 1868).

La terre et le peuple de la Transylvanie.

BIELTZ E. A. — **Siebenbürgen** (Hermannstadt, 1903).

La Transylvanie.

BOEHM L. — **Geschichte des Temeser Banats** (Leipzig, 1861).

Histoire du Banat.

Dr EICHMANN. — **Entwicklung und Stand des Kredit und Genossenschaftwesens des Siebenbürgischen Sachsen** (Berlin, 1903).

Le développement et la situation du Crédit et le mouvement coopératif des Saxons de la Transylvanie.

Dr GUNTER W. — **Deutsches Genossenschaftswesen in Rumänien** (Stuttgart, 1929).

Le mouvement coopératif de la population allemande en Roumanie.

Dr GIERKE O. — **Rechtsgeschichte der deutschen Genossenschaft** (Berlin, 1868).

Histoire de la législation des associations allemandes.

Dr MLADENATZ Gr. — **Die Genossenschaftsbewegung in Rumänien** (Bukarest, 1929).

Le mouvement coopératif en Roumanie.

Dr MULLER H. — **Das Genossenschaftswesen und die Reform seines Rechtes in demokratischen Staate** (Zürich, 1921).

Le mouvement coopératif et la réforme de sa législation dans les Etats démocratiques.

RAIFFEISEN F. W. — **Die Darlehenskassenvereine** (1887, V^e Aufg.)

Les sociétés de Caisse de Crédit.

- SCHULTZE-DELITSCH. — **Vorschuss- und Kreditvereine als Volksbanken** (Leipzig, 1897, VI. Aufg.)
Les associations de crédit comme banques populaires.
- SCHULLER. — **Volksstatistik der Siebenbürger Sachsen 1895.**
Statistique de la population saxonne de la Transylvanie.
- TEUTSCH G. D. — **Geschichte der Siebenbürger Sachsen für die sächsische Volk**
(Hermannstadt, 1899).
Histoire des Saxons de la Transylvanie.
- TOTOMIANTZ V. — **Teorie, Geschichte und Praxis der Konsumation-organisation**
(Berlin, 1923).
La théorie, l'histoire et la pratique de l'organisation de la consommation.
- D^r WOLFF K. — **Die Geschichte der Hermannstädter Allgemeine Sparkasse /: 50 jährige Jubiläumsfestschrift :/** (Hermannstadt, 1891).
- WYGODZINSKY. — **Das Genossenschaftswesen in Deutschland** (Leipzig, 1911).
Histoire de la Caisse d'Épargne Générale de Hermannstadt.
Le mouvement coopératif en Allemagne.
- KIRSCHER-FASSBENDER. — **Die Ländlichen Spar- und Darlehenskassenvereine nach Raiffeisen Systeme** (Munster, 1890).
Les sociétés de caisse d'épargne et de crédit rural d'après le système Raiffeisen.

Périodiques.

- Konsumgenossenschaftliche Rundschau (Hamburg).
- Kronstädter Zeitung.
- Ungarische Genossenschaftliche Rundschau 1930. /: Auslandsnummer Anlässlich des XIII. Intern. Genossenschaftskongress in Wien 1930 :/.
- Vierteljahrsschrift für Genossenschaftswesen (Leipzig).

OUVRAGES EN ANGLAIS

- BLANC. — **Co-operative movement in Russia** (New-York, 1924).
Le mouvement coopératif en Russie.
- DIGBY M. — **Digest of Co-operative Law at home and abroad** (London, 1933).
Mise en ordre de la législation coopérative anglaise et étrangère.
- GRARDNER. — **Co-operation in agriculture** (Washington, 1927).
La coopération dans l'agriculture.
- HOLYOAKE G. I. — **The History of Rochdale Pioneers** (London, 1893).
Histoire des Pionniers de Rochdale.
- » — **The History of Co-operation in England, its literature and its advocats** (London, 1906).
Histoire de la coopération en Angleterre, sa littérature et ses précurseurs.
- KAYDEN E. M. — **The Co-operative movement in Russia** (New-Haven, 1929).
Le mouvement coopératif en Russie.
- MADGEARU. — **Rumania's new economie policy** (1930).
La nouvelle politique économique de la Roumanie.
- RATNER. — **Agriculture Co-operation in the soviet union** (London, 1929).
La coopération agricole en U.R.S.S.
- RENARD G. — **Syndicats, Trade-Unions and Co-operations**, 1909.
Les associations ouvrières et la coopération.
- WARBASSE J. P. — **What is Co-operation ?** (New-York, 1927).
Qu'est-ce que la Coopération ?

Périodiques.

The Co-operative Review (Hanover).

The People' Year Book / :Annual of the English and Scottish Co-operative Wholesale Societies: / (London).

PRINCIPAUX TEXTES OFFICIELS

Act for the encouragement and relief of Friendly Societies, 1793.

Industrial and Provident Societies Act, 1852.

La loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés.

Code de Commerce (Collection Dalloz, 1932).

Codification des principaux textes législatifs et réglementaires relatifs au crédit mutuel et à la coopération agricole (Pithiviers, 1932).

Code Commercial Belge de 1873.

Code Commercial Suisse de 1881.

Codice di Comerchia (Milano, 1897).

Codice della Cooperazione, 1921.

Leggi Usuali d'Italia (Milano, 1932).

Erwerbs und Wirtschaftsgenossenschaften Gesetz 4 Juli 1868.

Gesetz über Erwerbs- und Wirtschafts-Genossenschaften, 17 Mai 1873.

Die Handelsgesetze des Erdballs VII Band. Sud-Europe, Italia-Rumänien.

Le Crédit agricole dans certains pays de l'Europe Centrale et Orientale. Publication de la S. D. N. (Genève, 1931).

L'Agriculture en Roumanie. — Album statistique, publié à l'occasion du XIV^e Congrès International d'Agriculture tenu à Bucarest, les 7-10 juin 1929.

Le Statut de la Banque Centrale Coopérative, 1929.

Bulletin d'Information de l'Office d'Etudes Financières du Ministère des Finances. — Années 1929, 1930, 1931.

1875 évi XXXVII t. c. Kereskedelmi törvény.

1898 évi XXIII t. c. a gazdasági és ipari hitelszövetkezetekről.

1879 évi XXXIX t. c. a kisbirtokosok országos földhitelintézetéről.

1894 évi XV t. c. a Magyar Földhitelintézetek Országos Szövetségéről.

Codice de Comerchia al Regatului României, 1887.

Legea băncilor populare sătești și a Casei lor centrale, 1903.

Decretul-lege n° 3922/918 relativ la înființarea Casei Centrale a Cooperatiei și a proprietății sătenilor.

Legea de 26 Sept. 1920 pentru extinderea legii băncilor populare în tot cuprinsul al României.

Legea de 13 Martie 1923 pentru unificarea a cooperatiei.

Codul Cooperatiei, 12 Iulie 1928.

Legea pentru organizarea cooperatiei, 28 Martie 1929.

Textul modificărilor de 4 Aprilie 1930 și de 7 Aprilie 1933.

Legea pentru înființarea Băncii Agriculturii Românești, 9 Aprilie 1931.

Legea pentru asanarea datoriilor agricole, 19 Aprilie 1932.

Legea conversiunii, 26 Octombrie, 1932.

Legea pentru aranjarea datoriilor rurale și urbane, 14 Aprilie 1933.

TABLE DES MATIERES

PARTIE PRÉLIMINAIRE.	PAGES
La coopération mondiale	9
La coopération roumaine	42
La coopération transylvaine	67
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Le régime de la législation hongroise.</i>	
CHAPITRE 1. Les dispositions du Code de Commerce sur les coopératives	103
» 2. La loi sur les sociétés coopératives de crédit.....	118
» 3. Le régime fiscal des coopératives et les lois relatives à la coopération	130
DEUXIÈME PARTIE. — <i>Le développement de la législation coopérative roumaine.</i>	
CHAPITRE 1. Les dispositions du Code de Commerce sur les coopératives	135
» 2. La loi sur les Banques Populaires	145
» 3. Les compléments et les modifications de la loi sur les Banques Populaires	156
TROISIÈME PARTIE. — <i>Le régime de la législation roumaine.</i>	
CHAPITRE 1. L'extension de la législation coopérative roumaine à la Transylvanie et le Code de la Coopération..	167
» 2. La loi sur l'organisation de la coopération	179
» 3. Le régime fiscal des coopératives et les lois relatives à la coopération	215
PARTIE FINALE	
La coopération transylvaine	241
La coopération roumaine	251
La coopération mondiale	257

